



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 1^{re} session

Vol. 2 - Séances du 23 janvier au 21 février 1957

1956-1957

**Texte établi par David Dubois, Sophie Imbeault
et Donald Chouinard**

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 1re session

Vol. 2 - Séances du 23 janvier au 21 février 1957

1956-1957

Séance du mercredi 23 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 221 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Projets de loi:

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 221 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

**Centres médicaux
de diagnostic**

M. Gagnon (Compton): Relativement à la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province (15-16 George VI, chapitre 8), amendée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 8:

1. Combien de centres médicaux de diagnostic le gouvernement a-t-il construits et aménagés dans la province et à quels endroits?

2. Quel montant le gouvernement avait-il dépensé à ces fins le 31 octobre 1956?

L'honorable M. Paquette (Labelle): 1. Aucun.

2. Aucun montant.

Projets de loi:

**Municipalités scolaires
de Bagotville et de Chicoutimi-Nord**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill 243 concernant les municipalités scolaires du village de Bagotville et de la ville de Chicoutimi-Nord ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée¹.

NOTE

1. Tous les journaux disent que la séance n'a duré que quelques minutes.

Séance du jeudi 24 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 144 concernant la ville de Val-d'Or;
- bill 194 constituant en corporation la ville de Candiac;
- bill 203 constituant en corporation la ville des Mille-Isles (Titre amendé: Loi constituant en corporation la ville de Fabreville).

Et, sans amendement, le bill 230 constituant en corporation la ville de Repentigny.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 207 constituant en corporation la ville Normandie n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 216 attribuant certains pouvoirs au Club Lemoine incorporé de Longueuil;
- bill 109 concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez;
- bill 217 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau;
- bill 234 décrétant certains lots situés à la Cité-Jardin, quartier Rosemont, libres de toute servitude.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 184 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 180 modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 146 modifiant la charte de la ville de Mackayville;
- bill 205 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 174 concernant la ville de Charlesbourg.

Projets de loi:

Val-d'Or

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Candiac

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 constituant en corporation la ville de Candiac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mille-Isles

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 constituant en corporation la ville de Mille-Isles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Club Lemoyne inc. de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 attribuant certains pouvoirs au Club Lemoyne incorporé de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Robert Bernatchez

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cité-Jardin

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 décrétant certains lots situés à la Cité-Jardin, quartier Rosemont, libres de toute servitude.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Vincent-de-Paul

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Mackayville

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Longueuil

M. Théberge (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Théberge (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charlesbourg

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 concernant la ville de Charlesbourg.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Repentigny

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 constituant en corporation la ville de Repentigny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Normandie

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que le bill 207 constituant en corporation la ville Normandie ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Aide aux réfugiés hongrois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois.

Le gouvernement a décidé de présenter ce bill en s'inspirant des recommandations faites par les évêques, à la suite de l'entrée en masse au Canada des victimes de la répression russe en Hongrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des allocations sociales et mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a déjà eu, depuis le début de la session, une loi concernant les mères nécessiteuses. Pourquoi n'avoir pas inclus tous les changements dans la première loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement s'intéresse beaucoup aux mères

nécessiteuses. Il passera autant de lois qu'il faudra pour leur venir en aide.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coopératives d'électricité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 concernant les coopératives d'électricité.

On prolonge indéfiniment l'exemption de taxes municipales et scolaires dont bénéficient les coopératives. C'est pour éviter une hausse du prix de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aide aux réfugiés hongrois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois.

Adopté.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Commission des allocations sociales et mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

Adopté.

Questions et réponses:**Prêts de
l'Office du crédit agricole**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Depuis la sanction de la loi 4- Elizabeth II, chapitre 4, jusqu'au 1^{er} novembre 1956, combien de prêts l'Office du crédit agricole a-t-il consentis à même le montant de \$10,000,000 mis à sa disposition par cette loi, et pour quel montant total?

2. Combien de ces prêts ont été affectivement payés et pour quel montant total?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. Le 17 février 1956, l'Office a commencé à utiliser les \$10,000,000 en question, ayant, à cette époque, utilisé les autres millions de dollars mis à sa disposition précédemment; du 17 février 1956 au 1^{er} novembre 1956, l'Office a approuvé, à même les \$10,000,000, 2,465 prêts pour un montant total de \$9,963,425, subordonnement à l'examen et à la production des titres et du certificat du bureau d'enregistrement, lesquels examen et certificat sont payés par l'Office pour le bénéfice de l'emprunteur.

2. 781 prêts pour un montant de \$3,093,400.

**Loi de l'assistance publique,
article 32**

M. Parent (Hull): Quel montant a été payé pour des frais médicaux ou d'hospitalisation du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1956, en vertu de l'article 37 de la loi d'assistance publique, dans chacune des cités de Montréal et de Québec, et dans chaque district électoral en dehors de ces deux cités?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les recherches à faire sont si considérables qu'elles paralyseraient une grande partie de l'administration. Nous répondrons à toutes questions raisonnables.

Projets de loi:**Colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Ces \$2,000,000 constituent une réserve ou une soupape de sûreté pour le cas où un fort

mouvement de colonisation viendrait à se dessiner dans le Québec, rendant insuffisantes les sommes votées dans le budget.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre de la Colonisation ne semble pas s'entendre avec le ministre de l'Agriculture. Comment se fait-il que le premier réclame \$2,000,000 pour établir des colons, alors que l'autre a déclaré récemment, dans un banquet à Charlesbourg, qu'il ne fallait plus songer au retour à la terre parce qu'il n'y a pas assez de sol arable dans la province? Il avait alors déclaré: "Chassez l'idée d'un retour à la terre".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef intérimaire de l'opposition prouve qu'il n'y connaît rien. La colonisation n'est pas le retour à la terre, mais l'établissement sur des terres neuves.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai l'impression que le premier ministre n'aime pas beaucoup qu'on rappelle les déclarations de ses ministres.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'est pas ce que j'ai dit. On a dénaturé mes paroles. Ce que j'ai vraiment déclaré et ce que je répète, c'est qu'il n'y a pas trop de sol arable dans le Québec pour nos propres cultivateurs et qu'il est inutile d'aller chercher des gens en dehors pour les établir sur des terres. Cela ne concerne nullement la colonisation et le ministère du député de Dorchester (l'honorable M. Bégin) qui désire mettre en valeur les terres arables qui restent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous les journaux ont rapporté...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les journalistes ont bien de l'ouvrage et ils sont parfois bien fatigués, harassés...

M. l'Orateur: Le Règlement parlementaire exige qu'un député ne prête pas à un autre député des paroles qu'il n'a pas prononcées. Le député de Saint-Maurice doit prendre la parole du ministre de l'Agriculture.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne conteste pas ce que le ministre vient de dire, mais je fais remarquer que tous les journaux ont rapporté...

M. l'Orateur: On ne peut faire indirectement ce qu'il n'est pas permis de faire directement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne peux pas dire que les journaux n'ont pas rapporté ce que dit le ministre?

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous les journaux de la province étaient donc dans l'erreur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement.

M. l'Orateur décide que la déclaration faite de son siège par l'honorable ministre de l'Agriculture doit être tenue pour vraie et ne peut plus être mise en question, directement ou indirectement (articles 270, paragraphe 3, et 285 du Règlement).

M. Hamel (Saint-Maurice): Si votre décision m'empêche de dire que tous les journaux se sont trompés, j'en appelle à la Chambre.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au moment où le gouvernement demande de voter \$2,000,000 pour la colonisation, on peut se demander s'il est opportun d'augmenter le nombre de nos fermes. Il y a des gens sérieux qui disent qu'on ne devrait pas y songer. Le ministre de la Colonisation a le devoir de donner des explications.

À quoi bon vouloir établir d'autres fermes, alors que chaque année le nombre de fermes diminue? De 1941 à 1951, il a diminué d'environ 20,000 dans la province. Cela a continué de 1951 à 1956. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour remettre à la disposition des cultivateurs les terres abandonnées qui ont déjà été défrichées?

Pourquoi ce projet de loi aujourd'hui? Ce qu'on veut, c'est avoir un chèque en blanc. On aurait pu suivre la procédure ordinaire et inclure les dépenses prévues dans le budget. Mais il y aurait eu alors un contrôle de la part des députés. Avec le bill 34, il n'y aura pas de contrôle et le gouvernement pourra faire ce qu'il voudra des \$2,000,000. C'est un sabotage de la démocratie, de la responsabilité ministérielle.

Nous n'avons pas d'objections à ce qu'on vote de l'argent pour la colonisation, mais à la condition que ce soit de façon régulière, et cela, bien que des gens aient dit que "ceux qui prêchent le retour à la terre perdent leur temps dans la province de Québec".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qu'a dit le chef de l'opposition au sujet de la diminution du nombre de fermes n'est pas exact parce qu'on fait des comparaisons entre des statistiques établies sur des bases différentes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont des statistiques publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On calculait autrefois le nombre des fermes en tenant compte de celles qui, par exemple, pouvaient avoir des terres d'une superficie de 50 arpents, alors que maintenant on calcule le nombre des fermes ayant des terres d'une plus grande superficie, par exemple 150 arpents.

Quand on prétend que le ministre de l'Agriculture a dit qu'il n'y a pas besoin de cultivateurs additionnels, cela peut s'interpréter de différentes manières, ainsi en regard de l'immigration. Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas inclure les \$2,000,000 dans le budget. Quand nous mettons quelque chose dans le budget, il critique, et, quand on ne met pas quelque chose dans ce même budget, il critique également.

Voyons quelle est la situation. Le budget est un statut comme la loi actuelle. Mais c'est un Statut limité à 12 mois. La loi que nous soumettons permet de prévoir pour 24 mois à l'avance. Pour cette raison, la dépense ne pouvait être incluse dans le budget. De plus, la loi comporte plusieurs intentions du

gouvernement, même si certaines dépenses ne peuvent être prévues dans leur détail. Est-ce qu'on peut reprocher au ministre d'avoir prévu 24 mois à l'avance pour la colonisation? Le bill est un excellent bill. Qu'on prenne le vote!

La motion: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 concernant la colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose: Que le gouvernement pourra affecter à l'exécution de

la loi qui accompagne la présente résolution, au cours des années financières 1957-1958 et 1958-1959, une somme de deux millions de dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement n'a pas besoin d'une nouvelle loi pour se faire autoriser à procéder à un recensement des ressources humaines et des ressources naturelles, puisqu'il a déjà ce pouvoir en vertu du chapitre 247 des Statuts refondus de Québec, 1941. De toute façon, dit-il, on continue à faire des lois non nécessaires, des lois qui se répètent, l'on ajoute au fouillis de nos Statuts.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ces pouvoirs dont j'ai besoin sont plus explicites dans la mesure à l'étude, ils sont plus larges aussi. Il n'y a pas de mal à renforcer une législation déjà existante, mais le député de Saint-Maurice est plutôt d'avis que le ministre ignorait probablement la législation antérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chapitre des Statuts refondus de 1941 qu'il a cité ne s'applique pas dans le cas présent parce qu'il n'autorisait aucune dépense. Nous voulons faire ces statistiques ici pour des fins de colonisation, non simplement pour des fins de renseignement. La nouvelle loi prévoit une dépense de \$2,000,000 pour des fins de colonisation, y compris les frais de cet inventaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement possède aussi déjà les pouvoirs qu'il réclame aujourd'hui en vue de continuer l'organisation des colonies et des paroisses et le travail d'arpentage des terres.

Un député ministériel: Aucune dépense d'argent n'avait été prévue dans les Statuts auxquels il fait allusion.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au député de Dorchester si son département a préparé des plans en vue de la construction de ces maisons¹.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il n'y a aucun plan précis encore, mais mon ministère a reçu des suggestions intéressantes en ce sens et veut être en mesure de pouvoir les construire s'il décide de le faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ça, on n'a pas de plans et on nous demande de voter de l'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce pouvoir, pour le ministre de la Colonisation, de construire des maisons pour les céder aux colons n'est pas nouveau. Il est contenu dans une loi que l'Union nationale a fait adopter en 1945. On l'a inscrit à nouveau dans cette loi pour ne pas avoir à référer à la loi de 1945.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre confirme une fois de plus ce que nous soutenons, à savoir que tout ce que l'on demande dans cette loi est déjà autorisé par d'autres Statuts. Aujourd'hui, d'autre part, on demande \$2,000,000 et l'on admet ne pas avoir préparé de plans pour cette dépense. Encore une fois, nous voulons plus de précisions.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous l'avons dit. Nous voulons être prêts à toute éventualité. Cette construction de maisons peut s'imposer advenant, par exemple, un mouvement accentué vers les terres de colonisation. Nous n'avons jamais craint de prendre des initiatives osées, que ce soit dans le domaine de la mécanisation ou les autres domaines. Et c'est avec de telles initiatives que nous avons réussi à récupérer quelque 800,000 acres de terre arable. C'est mieux que ce qui a été réalisé par Mussolini avec ses 200,000 acres de marais Pontins² qui ont pourtant reçu une publicité mondiale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout cela ne répond pas à la question que nous avons posée. Nous voulons savoir où et combien de maisons le ministre se propose de construire. Le gouvernement devrait nous le dire. Si l'on peut se permettre une comparaison, le gouvernement, c'est un peu comme le gérant d'une entreprise. Le Parlement en serait le bureau de direction, et les citoyens, les actionnaires. Un bureau de direction n'approuve pas un projet de son gérant sans lui demander des précisions sur les dépenses qu'il veut faire. Si un gérant procédait comme le fait le gouvernement, il y a longtemps qu'il se serait fait congédier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le cas des maisons, il y a une foule d'aléas. Le nombre dépendra de la demande et des circonstances. Il s'agit ici d'un plan de deux ans. Une dépense répartie sur deux ans ne peut être incluse dans le budget, qui n'est que pour 12 mois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre parle d'un plan de deux ans, alors que son

ministre de la Colonisation a admis qu'il n'avait aucun plan.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je n'ai pas dit ça. Nous avons un plan d'ensemble dans lequel entre la construction possible de ces maisons. C'est pour la construction de ces maisons que nous ne pouvons donner de chiffres précis. Il faut attendre les circonstances, mais s'assurer d'être prêts à toute éventualité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Un mouvement de retour à la terre ne se produit pas comme un coup de vent. Le ministre dit: "On veut être prêt en cas...". C'est un gouvernement "d'en tout cas".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est jeune. Il ne se rappelle pas ce qui se passait sous les libéraux au point de vue de la colonisation. On établissait 150 colons et on en parlait dans les journaux à une dizaine de reprises pour donner l'impression qu'on faisait bien du travail.

M. Hamel (Saint-Maurice) relève quelques paroles prononcées plus tôt par le ministre de la Colonisation au sujet de la superficie de terrain arable récupérée sur la forêt. Les statistiques officielles de la province, dit-il, ne permettent pas de parler de 800,000 acres.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) cite les chiffres de son propre ministère, année par année, pour conclure que l'on a bel et bien défriché une aussi grande superficie que celle qu'il avait mentionnée plus tôt.

Il (l'honorable M. Bégin) fait aussi remarquer, au sujet des maisons que son ministère pourra construire pour les colons, que leur nombre pourrait bien atteindre éventuellement 300 à 400. Encore une fois, dit-il, tout dépendra de la demande et des circonstances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande alors le vote et soutient que les libéraux, en votant contre la mesure, refuseront en somme un montant de \$2,000,000 aux cultivateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice), M. Courcy (Abitibi-Ouest), M. Lafrance (Richmond) et M. Turpin (Rouyn-Noranda): Cette interprétation est enfantine. Nous voterons contre la mesure, non parce que nous ne voulons pas accorder ce montant

aux colons, car nous sommes prêts à voter même davantage si l'on veut inscrire ces crédits au budget, mais parce que nous nous refusons à donner un chèque en blanc au gouvernement³.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 34 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 34 concernant la colonisation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Annuaire statistique du Québec 1955

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un exemplaire de l'*Annuaire statistique 1955 de la province de Québec*.

Adopté.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 25)

(Applaudissements)⁴

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

24 janvier 1957

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Brillant, Connors, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Raymond, Renaud et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session;

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 modifiant la loi des terres de colonisation;
- bill 31 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances;
- bill 33 modifiant la loi des coroners;
- bill 35 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 36 concernant le secrétaire de la Commission des accidents du travail du Québec;
- bill 96 concernant les juges de la Cour municipale de la cité de Montréal;
- bill 98 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales;
- bill 119 concernant certains biens de feu dame Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David;
- bill 125 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup;
- bill 139 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 170 concernant l'asile du Bon-Pasteur de Québec;

- bill 175 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon;

- bill 183 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 214 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval;

- bill 222 concernant les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield;

- bill 227 concernant la Caisse nationale d'économie;

- bill 228 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stanislaw Wodnicki à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

- bill 232 concernant la municipalité scolaire de la ville de Port-Alfred;

- bill 233 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Magdeleine Ally-Degré au nombre de ses membres, après examen.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958⁵.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au ministre des Mines des détails sur la politique du gouvernement dans l'octroi de permis d'exploration. Il tient à savoir si les compagnies devaient payer quelque chose et, dans l'affirmative, quels sont ces droits.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Je ne peux répondre précisément, car je ne possède pas tout le détail. Il faut tenir compte de nombreux facteurs.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande alors s'il y a une formule particulière suivie ou si chaque cas fait l'objet de discussions individuelles.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Il y a une politique générale de base, mais chaque cas est étudié individuellement.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quelles sont les régions qui sont en exploration par diverses compagnies? Est-ce que la Cartier Mining détient un permis d'exploration ou un bail?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): La Cartier Mining détient des "claims" qu'elle a achetés. Ceux-ci couvrent une étendue de 40,000 acres. Le territoire qui sera développé par la Cartier Mining, dans la région de Shelter Bay, n'est pas une concession.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pourquoi au poste de l'aide à la recherche des mines, le gouvernement demande cette année \$305,500 pour les laboratoires, ce qui est une augmentation de \$245,000 sur l'année dernière?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): L'augmentation des crédits de mon ministère cette année est attribuable au programme de recherche plus intense. La somme additionnelle sera affectée à l'achat d'équipement et à l'embauchage de personnes spécialisées dans la recherche. Le ministère va aussi dépenser \$900,000 à la recherche de gisements miniers, et 38 équipes géologiques ont été expédiées dans les régions minières au cours du présent exercice.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je souhaite que l'augmentation des crédits donne des résultats satisfaisants pour la justifier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): fait allusion au chemin de fer qui relie Beattyville à Chibougamau et à Saint-Félicien. Il s'agit d'un gros problème, dit-il, car il oppose en premier lieu les gens de l'Abitibi à ceux du Lac-Saint-Jean. Il fut en premier lieu décidé de construire le tronçon de l'Abitibi à Chibougamau, en refusant de faire la ligne jusqu'à Saint-Félicien. Le gouvernement de Québec a protesté. J'ai parlé du problème à M. Saint-Laurent. Par la suite, le Canadien National annonça qu'il se rendrait jusqu'à Saint-Félicien.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Il va y avoir un nouveau village minier sur les rives du Lac Batchelor qui est appelé Desmaraisville. De cinq à 15 autres villages seront construits au cours des prochains 18 mois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris de constater qu'au moment où le gouvernement affirme que le progrès dans le domaine minier est très considérable, les revenus diminuent. Le rapport du ministère des Mines, dit-il, nous démontre qu'en 1952-1953, les revenus ont été de \$5,800,000; en 1953-1954, de \$5,296,000; en 1954-1955, de \$4,566,749. En 1955-1956, cependant, on note une hausse de \$200,000 sur l'année précédente.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): La production dans certaines mines est très inégale. La grande différence dans les revenus, entre 1953-1954 et 1954-1955, provient du fait que beaucoup de compagnies qui produisaient de l'or ont cessé leurs

opérations, ce qui a sensiblement diminué notre revenu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande des explications pour la hausse importante des crédits à voter au poste des dépenses diverses et imprévues comparativement à l'an dernier⁶.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Mon ministère a l'intention d'ouvrir de nouveaux bureaux et de se procurer de l'équipement nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va acquérir l'immeuble actuel de l'École polytechnique de Montréal avec une bonne partie des appareils qui y sont déjà. Une section importante de cet immeuble sera occupée par le ministère des Mines pour poursuivre les expériences qui sont actuellement faites à Polytechnique et à Laval.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) veut avoir des détails sur le programme qui sera mis à exécution avec cette somme.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Plusieurs projets sont à l'étude. Je ne peux donner plus de précisions pour le moment.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) menace de ne pas adopter les crédits du ministre si sa réponse n'est pas plus précise.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958⁷.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qui a préparé le budget de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le ministre en coopération avec son sous-ministre et ses chefs de service.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Une classification a-t-elle été faite?

L'honorable M. Barré (Rouville): Elle se fait graduellement et continuellement au fur et à mesure de l'évolution dans le département.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre a-t-il déjà fait des comparaisons entre les salaires payés aux agronomes par le gouvernement de Québec, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement d'Ottawa?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre sait-il que, pour un même travail, des agronomes du Québec gagnent jusqu'à un tiers de moins que des agronomes de l'Ontario et du fédéral?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai été nommé ministre de l'Agriculture du Québec et non de Toronto ou d'Ottawa. J'ai eu pour mandat d'améliorer la situation agricole dans la province. Je m'occupe donc des affaires de la province de Québec, mais, si le député d'Abitibi-Ouest veut parler de la situation des agronomes, nous allons en parler.

Le ministre qui m'a précédé à l'Agriculture (M. Godbout) était un agronome. Ce dernier semblait toutefois n'avoir aucune estime pour ceux de sa

profession. À mon arrivée en fonction, en 1944, j'ai remarqué que 275 agronomes avaient un salaire annuel moyen de \$2,101.05. Il y avait alors plusieurs agronomes qui gagnaient \$1,200, plus un boni qui portait leur salaire à \$1,345. Il y en avait 26 qui gagnaient \$1,400, il y en avait 41 qui gagnaient \$1,800, etc. Aujourd'hui, il n'y a pas un seul agronome qui gagne moins de \$2,400, et il s'agit, dans le cas de ceux qui sont payés \$2,400, de novices que nous mettons à l'épreuve. La moyenne des salaires est passée de \$2,101, en 1945, à \$3,705. Les salaires et les conditions de travail sont tellement améliorés que les demandes d'emploi sont très nombreuses. Le député d'Abitibi-Ouest s'apitoie sur le sort des agronomes. Quand j'ai pris la direction du ministère, j'ai trouvé qu'il était affreux, écœurant de traiter les agronomes diplômés comme on les traitait.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je connais des cas où des employés provinciaux et fédéraux travaillent dans le même immeuble et accomplissent le même travail, et pourtant, les employés provinciaux sont payés bien moins que les fonctionnaires fédéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette l'attitude du député d'Abitibi-Ouest. Il semble oublier qu'Ottawa accapare 77 % des taxes et des impôts, tandis que les provinces, les municipalités et les commissions scolaires doivent s'arranger avec la balance. À l'Agriculture, les salaires ont été doublés et triplés, bien que nous ne retirions que 13 % des taxes, la balance allant aux corporations municipales et scolaires. Le député devrait songer que les employés de la province jouissent de conditions exceptionnelles que n'ont pas leurs collègues d'Ottawa: pension, assurance, sans oublier que les heures de travail ne sont pas très longues et qu'ils peuvent goûter à la vie de famille. Par exemple, ils ne travaillent que de six à sept heures par jour et sont payés en surplus au besoin.

Qu'on cesse donc, de l'autre côté de la Chambre, la campagne de dénigrement. Plutôt que de critiquer le gouvernement provincial au sujet des salaires qu'il paie à ses employés, l'opposition devrait plutôt protester contre les empiétements fédéraux dans les champs de la taxation. Qu'Ottawa nous remette notre butin et nous serons capables de payer des salaires plus élevés que partout ailleurs!

L'honorable M. Barré (Rouville): L'agriculture n'est pas une industrie comme les autres. Elle doit tenir compte du facteur de la température et d'autres conditions qui lui sont spéciales.

Il (l'honorable M. Barré) cite comme exemple, sur la question du temps supplémentaire, le cas des vétérinaires préposés à la visite du bétail, l'automne, lorsque ce dernier entre définitivement à l'étable pour y hiverner. Les vétérinaires, dit-il, doivent alors consacrer beaucoup de temps supplémentaire à ce travail. Si le ministère n'agissait pas de la sorte, il se verrait dans l'obligation d'engager du personnel supplémentaire, et cela lui coûterait plus cher.

L'étude de la résolution est suspendue.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution suivante:

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Trop d'employés du gouvernement, étant mal payés, quittent leurs fonctions pour aller travailler dans l'industrie ou à Ottawa. Je suis surpris de voir qu'on affecte pour le service civil, en 1957-1958, seulement \$20,000 de plus qu'en 1956-1957.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le nombre des demandes d'emploi provenant de gens désireux de travailler dans mes services prouve que les employés sont bien traités.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le salaire moyen des agronomes est aujourd'hui de \$3,627.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) attire l'attention du ministre sur une résolution de l'U.C.C.⁸ pour que le gouvernement améliore le sort des agronomes.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'en ai entendu parler. C'est normal pour des salariés de

réclamer des augmentations de salaire. Le député faisait des demandes semblables lorsqu'il était lui-même à salaire!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ça ne m'est jamais arrivé parce que j'avais des employeurs qui m'augmentaient sans que je ne le demande!

L'honorable M. Barré (Rouville): Il a travaillé dans l'administration fédérale!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Dans l'administration fédérale, il y a des augmentations statutaires. Il (M. Courcy) demande alors des explications sur les dépenses pour l'organisation de la main-d'œuvre agricole.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ça a coûté \$40,716.40 l'an dernier. La moitié de la somme a été payée par Ottawa.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) s'étonne de constater que les crédits pour les frais de voyage s'élèvent à 33 % des crédits pour les salaires des employés de l'agriculture. Est-ce que l'agriculture se promène dans la province de Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): La province est immense. Nous ne pouvons lésiner sur les frais de voyage.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je trouve étrange de constater que le tiers des montants réclamés à cet effet sert à payer les frais de voyage. Des employés m'ont dit que, grâce au système des frais élevés de voyage, le gouvernement en profite pour les faire chanter.

D'autres m'ont déclaré qu'ils réussissaient, grâce à ces frais de voyage, à se faire un salaire convenable. Cette tendance se généralise d'ailleurs dans d'autres ministères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux laisser passer sans protester cette insulte adressée au service civil de la province. Ce n'est pas

juste pour le service civil et c'est archifaux. Les employés de la province sont des honnêtes gens. Les insinuations que le chef temporaire de l'opposition profère à leur adresse sont injustes.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est injuste! Depuis 12 ans que je suis au ministère de l'Agriculture, j'ai gagné l'estime de mes employés. Je les connais et je proteste contre l'accusation portée contre eux. Je les sais moi-même assez honnêtes pour ne pas s'approprier de l'argent qui ne leur est pas dû.

Je tiens à ce que les comptes de frais de voyage ne soient pas exagérés. Si une irrégularité était portée un jour à ma connaissance, je n'hésiterais pas à rayer le nom du coupable de la liste des membres de mon personnel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le sous-ministre de l'Agriculture a son bureau à Québec ou à Oka?

L'honorable M. Barré (Rouville): Aux deux endroits!

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de jours passe-t-il à Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): De quatre à six jours!

M. Hamel (Saint-Maurice): Lui paie-t-on ses frais de voyage quand il vient à Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui!

M. Hamel (Saint-Maurice): Et sa note d'hôtel quand il est à Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) et M. Hamel (Saint-Maurice) posent des questions.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le ministère a 311 automobiles, mais un certain nombre d'employés se servent de leur voiture personnelle dans l'exercice de leurs fonctions. On leur paie alors 13 cents le mille pour les premiers 8,000 milles, 8 cents le mille entre 8,000 et 12,000 milles, et 6 cents le mille en haut de 12,000 milles. Il y a une allocation additionnelle de 3 cents le mille en hiver.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 16. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je n'ai pas encore reçu une copie des contrats de drainage, malgré l'ordre donné par la Chambre le 12 décembre 1956. Qu'est-ce que le ministère entend faire avec un item de \$8,350,000 qu'il réclame pour travaux de drainage et d'amélioration de fermes?

L'honorable M. Barré (Rouville): Cela exige un travail énorme de compilation, de copie et de vérification, mais la besogne est déjà passablement avancée. Je ne veux dévoiler aucun projet, faire aucune promesse.

M. Brown (Brome) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le ministère possède 37 pelles mécaniques, 21 tracteurs, deux grattes et 12 compresseurs qui servent aux travaux de drainage et d'amélioration des fermes. La valeur de cet outillage dépasse le million de dollars.

M. Thérberge (Chambly) veut savoir si, à même le montant de \$8,500,000 demandé par le ministre, le gouvernement songe à dépenser de l'argent pour drainer la petite rivière Montréal, dans le comté de Chambly.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je reçois énormément de demandes de tous les comtés de la province. Je les étudie avec soin, mais je ne fais jamais de promesse. Même si j'avais réservé un

montant pour un certain cours d'eau, je ne le dirais pas parce que je ne veux pas faire de promesse ici, pas plus qu'ailleurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ça! On veut encore nous faire voter \$8,500,000 sans nous dire pourquoi⁹. On ne montre aucun plan, et le ministre dit que, même s'il en avait, il ne le dévoilerait pas à la Chambre, qui est appelée à approuver ce montant. On veut dépenser l'argent suivant la fantaisie du gouvernement. C'est violer ouvertement les privilèges de la Chambre, la responsabilité ministérielle et les règles de la démocratie¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député manifeste une fois de plus son manque de connaissances à propos de la procédure régulière. Il est avocat, du moins on le dit, et il ne sait même pas les choses les plus élémentaires. Le ministre nous a dit qu'il a reçu des demandes de toute la province et qu'il a mis de côté un montant de \$8,000,000 pour tâcher d'y faire face.

Mais le chef temporaire de l'opposition devrait savoir que pas un sou ne peut être dépensé sans arrêté ministériel et que pas un arrêté ministériel n'est adopté sans que l'argent ait d'abord été voté. Or, les arrêtés ministériels ne sont publics que quand ils sont passés après l'adoption des crédits. N'importe quel étudiant de première année en droit sait que l'un des serments que prêtent les ministres les engage précisément à ne pas dévoiler ce qui se passe aux séances du cabinet avant qu'une décision ne soit prise et un ordre en conseil publié. Donc, ce n'est qu'après qu'elles ont été prises que les décisions sont annoncées.

Le député de Saint-Maurice ne devrait pas ignorer ces choses. Les députés libéraux ont déjà avalé des couleuvres pas mal fortes pour l'élire chef temporaire de l'opposition. Ce n'est pas drôle, pour un libéral convaincu, d'être dirigé par un homme qui a tant attaqué le Parti libéral. Que le député de Saint-Maurice apprenne au moins quelque chose, par sympathie pour les libéraux qui ont cru devoir le choisir comme chef.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne devrait pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Le premier ministre devrait cesser de s'injurier lui-même et une bonne partie des ministres et députés ministériels, lui qui se vante, à tout bout de champ, que son groupe compte dans ses rangs un bon nombre de libéraux "bien-pensants".

Il y a une différence entre les rouges qui sont avec le gouvernement et les rouges qui siègent de ce côté-ci de la Chambre. Le premier ministre oublie que les rouges qui sont entrés dans l'Union nationale étaient des rouges au moment où, comme chef de l'opposition, il les accusait d'être des voleurs. J'étais alors du même avis que le chef de l'opposition d'alors, mais j'ai changé quand j'ai réalisé que l'Union nationale était mille fois pire que le gouvernement libéral d'autrefois. Il serait facile de prouver, en feuilletant les pages des *Comptes publics*, combien cela a coûté à la province pour avoir certains députés libéraux du côté du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste, affirmant que les règlements de la Chambre interdisent au chef de l'opposition d'employer de telles expressions à l'endroit des députés. Je ne saurais prendre trop au sérieux, dit-il, les paroles du chef de l'opposition. Vous n'avez pas le droit d'insulter de cette façon des membres de cette Chambre. J'exige qu'il retire ses paroles.

M. le président opine dans ce sens et demande au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de retirer ses paroles parce qu'elles sont non parlementaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire quant aux députés, mais je dis que je connais d'anciens libéraux passés au gouvernement, pour faire l'éloge de ce dernier, dont on retrouve le prix dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition vient de montrer de quel bois il se chauffe, lui qui a dénoncé tant de fois et qui a été d'une violence extrême pour le Parti libéral à la Chambre des communes et dans des assemblées publiques. Aussi est-il singulier de le voir ravalier, aujourd'hui, tout ce qu'il a dit précédemment et diriger ceux qu'il a dénigrés. C'est une situation qui n'est pas juste pour les libéraux sincères qui sont dans l'opposition. Mais, ce que je trouve surtout déplorable, c'est cette tendance qu'a le député de dire sans cesse que les libéraux se vendent et s'achètent, lui qui est maintenant le chef temporaire du parti rouge. Je me reprocherais de ne pas regretter cette attitude du député. J'ai des libéraux dans ma famille et je sais que ce sont des honnêtes gens. Ce qu'il dit est indigne et démontre un manque de reconnaissance pour ceux qui l'ont nommé à un poste où il les humilie maintenant.

Je connais assez les libéraux aujourd'hui pour savoir qu'ils ne s'achètent pas, d'une façon générale, mais je connais des girouettes politiques et des caméléons qui prennent la couleur des endroits où ils se trouvent. Mais cela ne veut pas dire que c'est la masse, bien au contraire.

Quant à moi, je dis aux libéraux de l'opposition qu'ils ne méritent pas l'humiliation constante que leur fait subir leur chef temporaire. Et je leur dis que, s'il reste chef, l'opposition sera permanente.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas honte de mon passé. Lorsque j'entends le premier ministre parler de cette façon, je pense à la parole de Notre Seigneur qui disait aux filles de Jérusalem: "Ne pleurez pas sur moi, mais pleurez sur vous et sur vos enfants". Moi, je dis au premier ministre: "Pleurez donc plutôt sur vous et sur ceux qui vous suivent."

Moi aussi, je connais des caméléons qui sont de l'autre côté et qui ont pris la couleur de la crèche et les bénéfices financiers qu'ils peuvent tirer du patronage politique. Pour ma part, j'ai toujours défendu des idées que je croyais honnêtes. Je les ai défendues visière levée et sur la première ligne de feu. Et je continuerai malgré les lamentations vieillissantes du premier ministre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre a attaqué celui que nous avons librement choisi comme chef. Au moins nous, notre chef, il ne nous a pas été imposé. Nous sommes fiers de lui et nous allons le garder!

M. Hamel (Saint-Maurice) applaudit.

Les députés ministériels applaudissent et se mettent à frapper sur leurs bureaux pendant plusieurs minutes.

Un député ministériel: C'est exactement ce que nous voulons!

(Après une pause, les applaudissements reprennent.)

Des voix: Encore!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député (M. Hamel) ne devrait pas applaudir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement. Pourquoi pas?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'opposition va garder son chef tant qu'elle le voudra. C'est son affaire.

(Ministériels et oppositionnistes applaudissent, rires à droite.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus longtemps il sera là, mieux ce sera pour nous!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Applaudissez tant que vous voudrez, vous, les ministériels, mais rira bien qui rira le dernier¹¹. Quant à nous, soyez certains que nous allons continuer de travailler, dans l'opposition à...

Des voix ministérielles: Oui, oui!

Des ministériels: Vers demain...

M. Courcy (Abitibi-Ouest) veut ensuite savoir si le ministre croit qu'il y aurait avantage à laisser le cultivateur choisir le propriétaire de "bulldozer" qui va travailler sur sa ferme. L'U.C.C., dit-il, a exprimé des plaintes au sujet de la politique suivie présentement.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est vrai que l'U.C.C. a réclamé que les cultivateurs puissent choisir eux-mêmes le propriétaire du "bulldozer" qu'ils emploient. Mais, la politique actuelle du gouvernement est nécessaire pour assurer le contrôle du gouvernement sur ce travail. J'ai rencontré les délégués de l'U.C.C. et j'ai donné des explications qui ont paru les satisfaire. Nous avons absolument besoin d'un contrôle sur ceux qui exécutent des travaux pour les cultivateurs et le département avec un "bulldozer". Il y a même davantage. Quand les cultivateurs ont à se plaindre, nous leur offrons un autre contracteur.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Où les travaux de drainage ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Barré (Rouville) cite une liste de comtés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère le comté de Montréal-Saint-Jacques¹².

M. Hamel (Saint-Maurice): Ces travaux dont parle le ministre sont pour l'année en cours?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, pour l'année écoulée. Je ne puis fournir de détails

pour les travaux à venir avant que le budget n'ait été voté.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'Assemblée législative est devenue une triste comédie...

M. Johnson (Bagot): Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler de la sorte. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles et je dis que l'Assemblée législative est devenue une tragédie dans laquelle disparaissent les principes fondamentaux de la démocratie.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est impossible de donner les détails réclamés par l'opposition, mais la politique suivie dans le passé par l'Union nationale est une garantie pour l'avenir.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) veut avoir des détails sur les divers travaux exécutés.

M. Parent (Hull) fait la même demande.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est impossible de fournir les détails en question, car beaucoup de ces travaux ne sont pas terminés.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quels sont les cours d'eau où il y aura des travaux¹³?

L'honorable M. Barré (Rouville): Pour des cours d'eau où les travaux ne sont pas terminés, nous dépenserons \$3,050,000. Le reste ira à de nouveaux contrats. Il y a des demandes pour beaucoup plus que cela. Les ingénieurs préparent des plans. Dans ce domaine-là, il faut procéder avec prudence. Le drainage n'est pas un travail qui se fait n'importe où. Avant de savoir quels cours d'eau nous ferons, je veux avoir le rapport des ingénieurs. Je ne puis même mentionner les cours d'eau à l'étude.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Avez-vous la liste des travaux pour 1958?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas de liste définitive. Je ne sais pas quels seront les cours d'eau qui seront acceptés. D'ailleurs, nous faisons des travaux lorsque les cultivateurs les demandent.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quels sont les cours d'eau à l'étude?

L'honorable M. Barré (Rouville): Ça ne se donne pas. Les décisions ne sont pas encore prises. Celles-ci ne peuvent être prises qu'en tenant compte des travaux qui sont exécutés entre plusieurs paroisses et même plusieurs comtés.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce que les plans ne sont pas déposés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question des cours d'eau est des plus compliquées.

Il faut tenir compte des travaux qui sont exécutés entre plusieurs paroisses et même plusieurs comtés. Il faut obtenir les accords de tous et les décisions de conseils municipaux.

M. Brown (Brome): Où seront dépensés les \$3,000,000 pour des cours d'eau déjà commencés?

L'honorable M. Barré (Rouville) énumère une longue liste de comtés. Il y en a dans presque tous les comtés de la province, ajoute-t-il!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il n'y a pas de projet déterminé d'avance. On vote à peu près. Il y a une commission qui a été formée, la commission Héon. Est-ce que ses recommandations concernant le drainage ont été prises en considération?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à l'étude.

M. Dionne (Rimouski): Il y a une écluse sur la rivière Saint-Mathieu dans le comté de Rimouski. Cette écluse est la cause de résidus qui se déposent au fond de la rivière.

J'ai demandé au département si je pouvais avoir un rapport sur cette rivière.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ces écluses existent depuis longtemps. Avant de prendre un engagement à ce propos, je voudrais que les cultivateurs intéressés s'occupent de leurs affaires.

M. Dionne (Rimouski): Je demande s'il est possible d'avoir un rapport quelconque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va considérer cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous donnerons les rapports que nous avons.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je voudrais savoir comment les contrats pour les travaux sont donnés.

L'honorable M. Barré (Rouville): Par soumissions. Les contrats sont donnés à la soumission la plus basse.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Avez-vous des cours d'eau où il n'y a eu qu'une soumission?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) fait l'éloge des cercles de fermières, dont le ministre lui-même a déjà proclamé le rôle important. Ce montant est insuffisant¹⁴.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a d'autres organismes féminins qui demandent et obtiennent des subventions, à part les cercles de fermières.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce que le ministre a l'intention d'établir une politique d'octrois statutaires pour aider à la construction d'entrepôts frigorifiques?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous ne forçons personne à bâtir des entrepôts, mais nous payons un tiers du coût à ceux qui veulent en construire, et nous leur rappelons qu'ils peuvent aussi obtenir un tiers du gouvernement fédéral. Nous établissons des politiques statutaires dans les cas où une telle politique peut s'appliquer d'une façon rationnelle et intelligente. Il y a cependant des domaines où chaque cas doit être étudié en particulier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures¹⁵.

NOTES

1. La loi en discussion prévoit, au paragraphe g de l'article 1, que le ministre de la Colonisation pourra construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur des lots de colonisation et les céder aux colons. C'est ce sujet qui est ici abordé et rapporté par *Le Soleil* du 25 janvier 1957, à la page 5.

2. La plaine Pontine, ou marais Pontins, est une plaine italienne située dans le Latium d'une superficie de 750 km². Elle longe la mer Tyrrhénienne au sud-ouest de Rome jusqu'à Terracina. Bien cultivée sous la république romaine, puis négligée dès le Haut-Empire, elle se transforme en marécages. C'est à partir de 1928 seulement, sous le régime fasciste, que les marais furent drainés, irrigués et lotis.

3. C'est au moment où le vote est appelé que le ministre de l'Industrie et du Commerce dépose sur la table du greffier l'*Annuaire statistique* de la province pour l'année 1955, geste aussitôt accueilli par des applaudissements de l'opposition. Cet événement est mentionné dans *Le Soleil* du 25 janvier 1957, à la page 5.

4. Selon *La Presse* du 25 janvier 1957, à la page 39, M. Hamel s'est empressé de le feuilleter, faisant observer, en référant au rapport de la commission Tremblay, qu'il voulait se rendre compte si des pages n'avaient pas été arrachées.

5. Seulement 35 députés ont assisté à ce débat, selon *Le Soleil* du 25 janvier 1957, à la page 3.

6. En 1955, une somme de \$30,000 avait été consacrée aux dépenses diverses et imprévues, selon *Le Soleil* du 25 janvier 1957, à la page 3.

7. À la page 16 du *Nouvelliste* du 25 janvier 1957, on apprend que les députés ont passé quatre heures à étudier les crédits du ministère de l'Agriculture, sans parvenir à les adopter entièrement.

8. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.).

9. Selon *Le Devoir* du 25 janvier 1957, à la page 1, il s'agit plutôt de \$8,350,000.

10. Le *Montréal-Matin* du 25 janvier 1957, à la page 9, rapporte que M. Hamel se serait alors écrié: "C'est violer ouvertement les privilèges de la Chambre, la responsabilité ministérielle et les règles de la démocratie", en agitant les bras en l'air.

11. Il pointe alors les membres du gouvernement. Ce geste est rapporté dans *The Quebec Chronicle* du 25 janvier 1957, à la page 2.

12. Il s'agit du comté de M. Dozois.

13. La Chambre aborde à ce moment, d'après *L'Action catholique* du 25 janvier 1957, à la page 14, l'étude des travaux sur cours d'eau à l'entremise, pour lesquels le gouvernement prévoit des dépenses de \$6,000,000.

14. *L'Action catholique* du 25 janvier 1957, à la page 14, rapporte qu'on passe alors à un item de \$2,125,000 pour subventions et primes. Le détail mentionne une dépense de \$61,000 pour des subventions en matière d'arts et d'économie domestique.

15. Il est en fait passé 11 heures. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1957, à la page 16, souligne, qu'il s'agit de la séance qui s'est terminée le plus tard au cours de la présente session.

Séance du mardi 29 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Immeubles exempts de taxes
à Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité et les commissaires d'écoles de Grand'Mère, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité et les commissaires d'écoles de Grand'Mère.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi

modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 145 accordant certains pouvoirs à la ville de Greenfield Park et modifiant sa charte;
- bill 136 concernant Samuel Solnik De Abravanel;
- bill 241 refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 252 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Ballon Nevard à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 104 modifiant la charte de la ville de Donnacona et concernant les corporations municipales de Cap-Santé et de Les Écureuils, ainsi que les commissaires d'écoles pour les municipalités de Donnacona, de Cap-Santé et de Les Écureuils, dans le comté de Portneuf;

- bill 167 refondant la charte de la cité de Lévis.

Et, sans amendement, le bill 248 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien.

Projets de loi:

**Charte de
Greenfield Park**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 accordant certains pouvoirs à la ville de Greenfield Park et modifiant sa charte.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Samuel Solnik
De Abravanel**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant Samuel Solnik De Abravanel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**L'Industrielle
compagnie d'assurance sur la vie**

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 241 refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 241 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Henry Ballon Nevard

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 252 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Ballon Nevard à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 252 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Donnacona**

M. Chalifour (Portneuf) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la ville de Donnacona.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Chalifour (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Lévis**

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 refondant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Félicien

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 248 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 248 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Ernest Godin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin;

- de Charles Maurice Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Raymond.

Projets de loi:

Succession Hector L. Godin

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que

l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

M. Bellemare (Champlain) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Charles Raymond

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Custeau), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 253 concernant la succession de feu Charles Raymond.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Quelle somme la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42) et ses amendements a-t-elle versée, au cours de chaque année financière, au gouvernement de cette province, depuis le 17 avril 1946 jusqu'au 30 octobre 1956 inclusivement, à titre:

a) de redevance pour permis spécial de recherches minières;

b) de rente annuelle;

c) de droits sur ses profits annuels en vertu de la loi des mines de Québec;

d) de taxe en vertu de la loi de l'impôt sur les corporations?

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il exigé le triple des droits ordinaires sur les profits

annuels de cette compagnie, en vertu du paragraphe 2 de l'article 13 de la loi des mines de Québec visant le cas de minerais transportés hors de la province pour y être traités?

3. Combien de tonnes de minerai ont été expédiées par cette compagnie au cours de chacune des années ci-dessus mentionnées?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

1. Voir *Journaux de l'Assemblée législative, 1954-1955*, pages 201 et 202 (réponse de l'honorable M. Cottingham).

a) et b) Les sommes en question payables à la province et mentionnées à la loi 10 George VI, chapitre 42 et qui ne représentent qu'une partie des multiples obligations imposées à la compagnie ont été régulièrement payées à la province.

c) et d) et 3. Les premières expéditions de minerai de fer qui ont été effectuées de Sept-Îles, devenu un port important grâce au développement minier autorisé par ladite loi, ont eu lieu le 31 juillet 1954. Depuis cette date, ont été expédiées les quantités suivantes de minerai de fer:

1954, 1,995,220 tonnes qui auraient été prises dans la province de Québec et dans Terre-Neuve;

1955, 8,647,549 tonnes qui auraient été prises dans la province de Québec et dans Terre-Neuve;

1956, 13,465,805 tonnes qui auraient été prises dans la province de Québec et dans Terre-Neuve.

La ligne de démarcation entre les deux provinces de Québec et Terre-Neuve n'est pas établie définitivement et aucun bornage officiel n'a eu lieu.

Grâce au développement minier autorisé par ladite loi, \$82,000,000 ont été payés en salaires aux ouvriers de la province de Québec. En 1955-1956, \$42,000,000 ont été payés pour produits achetés des fournisseurs de la province de Québec; \$1,000,000 a été souscrit pour la construction de maisons familiales à Sept-Îles et \$200,000 ont été prêtés avec intérêt à 1 % sur deuxième hypothèque; \$10,000,000 ont été payés par les concessionnaires pour la construction de logements, centres de récréation, travaux d'aqueduc et d'égout; \$850,000 ont été payés en taxes sur la gasoline, \$935,000 en taxes de vente et \$225,000 en taxes sur le capital. Le montant des taxes municipales payées à date dans le Québec s'élève à \$635,000. Les employés à cette immense entreprise ont payé en impôts sur le revenu provincial \$550,000; \$12,000,000, dont \$10,000,000 dans la province de Québec, ont été employés pour le développement des pouvoirs d'eau de la rivière Marguerite aux environs de Clarke City.

L'entreprise en question est soumise au paiement des droits prévus par la section III de la loi sur les mines de Québec, et des modifications qui pourront y être apportées.

2. Non, parce qu'il n'y avait pas lieu de le faire dans les circonstances.

**Régie des loyers
à Hull,
fonctionnement**

M. Parent (Hull): Relativement au bureau de la Régie des loyers à Hull:

1. Quelles sont les fonctions respectives de chacune des personnes ci-dessous mentionnées qui y sont employées: MM. François Groulx, Fernand Larose, Georges Lessard, Roland Théorêt, Mme C. Patry, MM. Lionel Mougeot, Roland St-Onge, Wallace Miller?

2. Depuis quelle date chacune desdites personnes est-elle à l'emploi de la Régie des loyers?

3. Combien de requêtes ont été soumises audit bureau depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1956?

4. Combien de décisions ont été rendues par l'administrateur dudit bureau au cours de cette même période?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): 1. et 2. M. François Groulx, administrateur pour la cité de Hull: 11 juillet 1951

M. Fernand Larose, administrateur pour la ville de Buckingham: 11 juillet 1951;

M. Georges Lessard, administrateur pour la ville de Aylmer: 11 juillet 1951;

M. Roland Théorêt, administrateur pour la ville de Gatineau: 11 juillet 1951;

Mme C. Patry, secrétaire pour les cités et villes des comtés de Hull, Gatineau et Papineau: 11 juillet 1951;

M. Lionel Mougeot, conseiller juridique pour les cités et villes des comtés de Gatineau et Papineau: 11 juillet 1951;

M. Roland St-Onge, conseiller juridique pour la cité de Hull: 11 juillet au 5 mars 1956 et 15 juillet 1956;

M. Miller Wallace, conseiller juridique pour les cités et villes des comtés de Gatineau et Papineau: 11 juillet 1951;

3. et 4. En plus de nombreuses requêtes verbales, opinions légales, et conciliations, il y a eu 153 requêtes écrites pour lesquelles 148 décisions ont été rendues, à date.

Régie des loyers à Hull, déménagement

M. Parent (Hull): Relativement au bureau de la Régie des loyers à Hull:

1. Pour quelles raisons le bureau a-t-il été déménagé du palais de justice de Hull, au numéro civique 162 de la rue Hôtel-de-Ville?

2. À quelle date le déménagement a-t-il eu lieu?

3. Quel est le locateur du nouveau local?

4. Quel est la superficie de ce nouveau local?

5. Quel est le prix annuel du loyer payé?

6. La Régie des loyers a-t-elle d'autres bureaux dans le district de Hull que celui du numéro civique 162 de la rue Hôtel-de-Ville et, dans l'affirmative, à quels endroits sont situés ces autres bureaux?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): 1. et 2. Afin d'augmenter l'espace disponible pour l'administration de la justice à Hull, le bureau de l'administrateur des loyers pour la cité de Hull a été, le 1^{er} août 1956, déménagé au palais de justice, au numéro 162 de la rue Hôtel-de-Ville, à Hull.

3. 4. et 5. Ce bureau, d'une superficie d'environ 12' x 12', a été mis à la disposition de la Régie des loyers, à titre gratuit, par les propriétaires de l'immeuble, MM. François Groulx, N.P., et Roland St-Onge.

6. Oui, à Buckingham, rue McLaren; à Gatineau, 331, rue Notre-Dame; à Hull, 138, rue Principale, bureau de l'administrateur des loyers pour la ville de Aylmer.

Ces bureaux sont mis gratuitement à la disposition de la Régie des loyers par les administrateurs des loyers pour les villes de Buckingham, Gatineau et Aylmer.

Demande et dépôt de documents:

Placement des enfants abandonnés

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels montants le gouvernement a payés, au cours de chacun des exercices financiers 1953-1954, 1954-1955, 1955-1956, pour le placement des enfants abandonnés, suivant les règlements de la classe "P" de l'assistance publique.

2. Quels sont les noms des institutions auxquelles ces montants ont été payés.

3. Combien chacune d'elles a reçu au cours de chacune de ces années.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 26)

Dépôt de documents:

Voirie et ponts au Saguenay

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 décembre 1956, pour la production d'une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, pour l'exécution de travaux de voirie ou de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance. (Document de la session no 27)

Ministère de la Colonisation, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1956. (Document de la session no 28)

Projets de loi:

Aide aux réfugiés hongrois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Il est ordonné que l'étude du bill en comité plénier ait lieu au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à verser au comité provincial de l'aide aux réfugiés hongrois, à titre de contribution audit fonds de secours, une somme n'excédant pas cent mille dollars, prise à même le fonds consolidé du revenu.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le paiement, à même le fonds consolidé du revenu, d'une somme additionnelle n'excédant pas cinq mille dollars, afin de pourvoir au paiement des dépenses encourues par ce comité pour la mise à exécution de la loi qui accompagne la présente résolution.

La province est disposée, précise-t-il, à faire son possible en faveur de ces malheureuses victimes de la persécution russe, tout en n'oubliant pas que charité bien ordonnée commence par soi-même. En tant que chrétiens, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les accueillir au Canada.

Le titre de la loi est très explicite. Le peuple hongrois a été victime, l'une des nombreuses victimes, des bolcheviques et des tactiques communistes. Les réfugiés hongrois qui sont au pays ont été victimes d'une des pires tragédies politiques de notre époque. Les évêques de la province de Québec ont demandé de venir en aide aux réfugiés, et le gouvernement fédéral s'est occupé d'en faire venir un certain nombre au pays.

J'ai reçu, il y a quelque temps, un télégramme du chef du gouvernement canadien au sujet de ces malheureux et nous lui avons répondu que nous ferions tout notre possible dans les circonstances. Le problème qui se pose est grave et présente maints

aspects, à côté de son aspect humanitaire, du point de vue social et sur le point de vue de la fraternité humaine.

Le but du bill 38, c'est de mettre à la disposition d'un comité, composé de deux ou trois membres, une somme de \$100,000. Il s'agit d'une contribution généreuse, étant donné les besoins de la province. C'est un devoir d'aider son prochain, mais il ne faut pas oublier le proverbe "Charité bien ordonnée commence par soi-même."

Le lieutenant-colonel Maurice Forget et Me Marcel Piché feront certainement partie du comité qui sera installé à Montréal, mais pourra intervenir dans toute la province. MM. Forget et Piché sont déjà membres d'un organisme créé à la demande du cardinal Paul-Émile Léger, pour secourir les réfugiés.

En plus des \$100,000, le projet de loi met \$5,000 à la disposition du comité pour ses frais. Les services des membres de ce comité seront gratuits.

Le nombre des réfugiés qui ont quitté la Hongrie est considérable. Qu'il se soit glissé parmi eux des gens indésirables, peut-être même des espions, c'est possible! Mais ça ne doit pas nous faire oublier la charité. Nous ne pouvons pas tourner le dos à tous ces gens parce que quelques-uns d'entre eux peuvent ne pas être la sorte de gens que nous désirons voir ici.

Il n'y a aucun doute que les Russes ont permis à quelques-uns d'entre eux de s'enfuir en Autriche. Parce que nous savons que la Russie voulait fermer sa frontière avec l'Autriche, ils l'ont sûrement fait comme c'est leur habitude. Mais, comme je l'ai dit il y a un moment, en tant que chrétiens et catholiques, nous ne pouvons fermer nos portes à ces gens parce que nous soupçonnons qu'il y a des communistes parmi eux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous devons placer le problème des réfugiés hongrois sur le plan de la fraternité humaine. J'ai souvent vu avec appréhension le problème de l'immigration. Dans certaines provinces où il est arrivé un plus grand nombre d'immigrants qu'ailleurs, le chômage s'est moins fait sentir.

Je crois que nous devons offrir à ces Hongrois, qui ont fui la persécution, notre plus cordiale sympathie. Il est nécessaire de les accueillir avec une grande courtoisie.

Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de limiter l'aide financière provinciale à \$100,000? Est-ce que le gouvernement croit qu'une somme de \$100,000 est suffisante?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province est prête à aider en tenant compte des moyens, des besoins de la province et à la lumière de nos obligations.

Certains réfugiés sont secourus par des parents, des amis qu'ils ont au Canada, d'autres sont assistés par des organisations bénévoles, d'autres par les provinces. Cent mille dollars, c'est généreux. Le comité qu'on crée ne sera qu'un organisme parmi des centaines d'autres qui s'occupent des réfugiés.

Le problème des réfugiés est d'ailleurs un problème international, et les contribuables de la province de Québec seront appelés à payer sous une autre forme pour le résoudre, puisqu'ils paient de 28 % à 30 % de tous les impôts fédéraux, sans compter ce qu'ils donneront par l'entremise d'œuvres bénévoles. Ça ne serait pas raisonnable de nous demander de faire plus. Il faut tenir compte des besoins actuels de la province et des obligations que nous avons contractées à l'endroit de la population de la province. Il n'est pas de population plus hospitalière, plus charitable que celle du Québec. MM. Forget et Piché, à qui j'ai parlé d'un montant de \$75,000 à \$100,000, m'ont dit que c'était très généreux et que cela conviendrait parfaitement. Ce ne serait pas une solution que d'aider ceux qui viennent d'ailleurs en privant de travail ceux qui sont d'ici. Si plus tard les conditions changent, nous verrons ce qu'il y a à faire. Actuellement, on s'attend à la venue approximative de 28,000 réfugiés hongrois au Canada. Jamais la province de Québec ne pourrait absorber tous ces nouveaux venus.

Il (l'honorable M. Duplessis) espère que le montant prévu permettra de pourvoir aux besoins de ces malheureux. Il a ajouté qu'il trouve quelque chose de singulier dans cette immigration constante de la Hongrie vers l'Autriche.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quelles seront les fonctions du comité provincial?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les fonctions du comité sont clairement définies dans la loi. Il faudra s'occuper du logement, de la nourriture, de l'éducation de ces réfugiés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement provincial a-t-il conclu une entente avec Ottawa afin de percevoir des sommes pour payer les frais de séjour des réfugiés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Et ce n'est pas l'intention du gouvernement de

le faire. L'immigration est un problème qui relève d'Ottawa. C'est Ottawa qui a fait venir ces réfugiés. Or, Ottawa perçoit les 77 % du produit de tous les impôts. C'est Ottawa qui a la responsabilité première.

C'est d'ailleurs Ottawa qui a fait les démarches pour faire venir les réfugiés au Canada et qui possède tous les pouvoirs internationaux, interprovinciaux. Dans les circonstances, nous faisons généreusement notre devoir. Certaines provinces n'ont mis que \$25,000 à la disposition des réfugiés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quelles provinces?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Ontario a affecté dernièrement \$28,000. Nous devons vivre selon nos moyens. Et en donnant \$100,000, la province de Québec se montre très généreuse.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement fédéral paierait \$3 par jour, par réfugié!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est insuffisant pour l'entretien d'un réfugié et, quand il y a des dépenses à faire, Ottawa s'adresse toujours aux provinces. Ces gens méritent d'être traités mieux que les Russes le feraient. De plus, au bout d'un an, tout retomberait sur les épaules de la province.

Je ne puis lier ainsi la province pour un problème dont on ne peut pas connaître la portée à l'heure actuelle!

Ottawa ne promet pas de donner \$3 par jour; il faudra que le chef de l'immigration de l'endroit recommande la chose, cela pendant un an. Au bout de ce temps, c'est la province qui se charge de tout. Je ne suis pas prêt à prendre une responsabilité permanente pour une compensation temporaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le comité, le gouvernement, des associations quelconques recevront les \$3?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les associations qui le voudront le pourront; rien ne les en empêche. Les corporations qui le désirent peuvent conclure des ententes avec Ottawa. Nous sommes prêts à aider raisonnablement. Nous sommes prêts à faire des sacrifices, mais sans sacrifier les intérêts supérieurs de la province de Québec!

M. Hamel (Saint-Maurice): Notre province est une province catholique et l'on dit que la grande majorité des réfugiés hongrois sont catholiques. Je ne

voudrais pas que Québec donne l'impression d'accueillir ces réfugiés avec plus de réticence que les provinces anglo-protestantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province n'a de leçons à recevoir de personne pour ce qui est de l'hospitalité, et ce problème est plus humanitaire que religieux. Il est assez difficile, pour le moment, de savoir combien parmi les réfugiés sont de religion catholique. Mais il ne faut pas oublier que c'est Ottawa qui a décidé de recevoir ces gens au pays, que c'est Ottawa qui a créé ce problème. Je ne crois pas que la province doive faire plus que le fédéral.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les autorités religieuses et les associations comme le peuple de la province ont fait aux réfugiés un accueil qui m'a ému. Je suis un peu étonné de voir que le gouvernement de la province ait attendu si longtemps avant de faire sa part. Il (M. Hamel) déclare appuyer sans réserve la mesure parce que personne ne peut rester indifférent devant cette tragédie qui frappe un peuple frère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement, comme le peuple de la province, n'a pas de leçons à recevoir de qui que ce soit en matière de générosité et d'hospitalité.

Le montant de la souscription a été fixé à \$100,000, mais le gouvernement tiendra compte des circonstances dans l'octroi des deniers de la province.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):

Combien de réfugiés sont arrivés jusqu'à maintenant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nombre des réfugiés déjà arrivés dans le Québec s'élève à environ 1,000 ou 1,100. Il en viendra encore, particulièrement à la fin de février. Il exprime l'espoir que les chefs d'entreprise ne tenteront pas d'embaucher ces réfugiés à des salaires inférieurs en les préférant à la main-d'œuvre locale.

M. Hamel (Saint-Maurice) corrobore les souhaits du premier ministre.

Y a-t-il lieu de nommer un troisième membre du comité provenant de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les deux membres du comité mentionnés plus tôt, soit le colonel Forget et M. Piché, sont de Montréal.

S'il y a lieu d'en nommer un troisième, de Québec, nous le ferons volontiers. Il ne fait pas de doute cependant que le problème des réfugiés est plus aigu à Montréal qu'ailleurs.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Coopératives
d'électricité**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant les coopératives d'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est notre gouvernement, qui en 1945, a fait voter une loi pour encourager la création de coopératives d'électricité. Ces coopératives ont rendu et rendent encore de grands services à la province. Dans l'économie des campagnes, elles jouent un grand rôle. Aujourd'hui, 90 % des fermes du Québec sont électrifiées. Si ces coopératives devaient payer la taxe sur leurs lignes de transmission et de distribution, c'est le cultivateur qui s'en ressentirait, puisque les taux d'électricité devraient être haussés d'autant.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement semble vouloir donner l'impression que c'est lui qui fait un cadeau aux coopératives d'électricité, alors que ceux qui font, en réalité, ce cadeau sont les corporations municipales et scolaires qui sont ainsi privées de taxes auxquelles on soustrait les coopératives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsqu'un homme ne peut marcher et qu'on lui en donne le pouvoir, c'est un cadeau qu'on lui fait. Avec une taxe à payer, les coopératives seraient paralysées dans leurs opérations. Le gouvernement leur fait un cadeau en enlevant cet obstacle qui les paralyserait. L'électrification rurale a augmenté de \$60,000,000 à \$70,000,000 la valeur des terres.

M. Lafrance (Richmond): L'électrification rurale dans le Québec, avant la guerre, était plus avancée que dans toute autre province. Le mouvement n'a pas procédé par la suite ici avec la même célérité qu'ailleurs. Il ajoute que l'honorable W. Hamel, du temps qu'il était dans l'opposition, avait proposé que l'installation des lignes de transmission et de distribution d'électricité soit à la charge de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Richmond est mal renseigné sur les progrès de l'électrification de la province. Québec était bien en retard sur l'Ontario dans ce domaine, avant la guerre. Aujourd'hui, la proportion des fermes électrifiées dans le Québec est de 90 %, alors qu'elle n'est que de 87 % dans l'Ontario. Le Québec est beaucoup plus avancé que l'Ontario, bien que cette province eût une avance de 25 ans sur nous.

Jamais un gouvernement libéral du Québec n'a présenté une loi pour faire payer un sou à la province en faveur de l'électrification. Quant à la politique des libéraux en matière d'électrification rurale, tout ce que le régime Godbout a su faire en matière d'électrification rurale, a consisté à confier à l'Hydro le soin d'en faire pour \$10,000,000 sans lui donner les pouvoirs nécessaires. Le régime tenait la province dans l'obscurité. C'est pour cette raison qu'il est resté au pouvoir plus longtemps que ne l'espérait la province.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 24 concernant la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 4 comme articles 5 et 6:

"5. Le conseil de la corporation d'Oka peut, pour les fins de l'amélioration de son système de service municipal d'aqueduc, autoriser et décréter:

a) la construction et l'aménagement d'une prise d'eau dans le lac des Deux-Montagnes et d'une usine de filtration, conformément aux plans préparés par C.-E. Gravel, ingénieur conseil, et approuvés par le ministre de la Santé selon rapport du sous-ministre à la corporation d'Oka, en date du 6 septembre 1956;

b) l'approbation et la dépense des sommes nécessaires pour acquitter le coût de ces travaux et de

l'acquisition de tout immeuble requis à leur exécution, y compris les immeubles mentionnés à l'article 1;

c) tout emprunt qu'il juge nécessaire pour payer ces dépenses, au moyen d'obligations soumises aux modalités, termes de remboursement, taux d'intérêt et autres conditions qu'il jugera à propos de déterminer;

d) l'imposition d'une taxe spéciale pour payer les intérêts et l'amortissement sur cet emprunt;

e) toute autre disposition connexe ou accessoire aux objets ci-dessus mentionnés.

"6. Les pouvoirs accordés au conseil de la corporation d'Oka, par l'article 5 seront exercés par résolution, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente.

Cette résolution ne requerra pas d'autre approbation que celle du ministre des Affaires municipales. Elle entrera en vigueur et aura son effet dès qu'elle aura reçu cette approbation et elle deviendra alors incontestable."

2. L'article 5 devient article 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 157 refondant la charte de La Compagnie Paquet Limitée, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. La loi 1 Édouard VII, chapitre 73, modifiée par la loi 11 George VI, chapitre 137, est abrogée et remplacée par la présente:"

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme articles 2 et 3:

"2. Nonobstant l'article 1, le corps politique et incorporé constitué en vertu des lois abrogées par la présente loi n'est pas dissous, mais continue d'exister comme la même corporation, avec tous les pouvoirs, privilèges et droits inhérents à de telles corporations en vertu des lois qui s'y appliquent.

"3. ledit corps politique et incorporé (ici appelé "la compagnie") continue d'être désigné pour le nom, en français, de "la compagnie Paquet limitée", et, en anglais, "The Paquet Company Limited".

3. L'article 2 devient article 4.

4. L'article 3 est remplacé par ce qui suit comme article 5:

"5. Le capital-actions de la compagnie sera de \$6,000,000, soit:

a) \$1,500,000 divisé en 150,000 actions ordinaires de \$10 chacune. Les détenteurs actuels d'actions ordinaires auront droit de recevoir, pour chaque action de \$10 qu'ils détiennent, 10 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune, la subdivision

devant s'effectuer pour le reste en suivant les formalités des articles 149 et 151 de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276);

b) \$4,500,000 divisé en 45,000 actions privilégiées de \$100 chacune, ces dernières actions devant pour le reste être émises et déterminées en suivant les formalités de l'article 142 de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276)."

5. L'article 4 devient article 6 et est modifié:

a) ce qui suit est ajouté après le paragraphe "i" comme paragraphe "j":

"j) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode légal et spécialement par lettres de change, billet ou autres effets négociables;"

b) le paragraphe "j" devient le paragraphe "k" comme paragraphes "l" et "m":

"l) nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, hypothéquer, nantir ou mettre en gage la totalité ou une partie des biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la corporation, où qu'ils soient situés, pour assurer le paiement de ces valeurs mobilières, ou donner seulement une partie de ces garanties pour les mêmes fins; constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans le présent sous-paragraphe, par acte de fidéicommis, ou de toute autre manière;

"m) nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, où que tels immeubles ou bien meubles soient situés, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats ou engagements de la corporation;"

d) le paragraphe "k" devient paragraphe "n";

e) le paragraphe "l" qui devient paragraphe "o" est amendé:

a) en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes, les mots "effectuer des paiements d'assurance," par les mots:

"souscrire auprès d'assureurs des contrats d'assurance,"

b) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du dernier paragraphe, les mots "L'exercice des pouvoirs mentionnés au paragraphe l ci-dessus et les modalités" par les mots "Les modalités".

6. L'article 5 devient article 7;

7. Ce qui suit est ajouté après l'article 7 comme article 8:

"8. Tous règlements, résolutions ou autres procédures, édictés, passés ou adoptés par la compagnie antérieurement à la sanction de la présente loi continueront d'avoir force et effet jusqu'à leur révocation ou modifications, conformément aux dispositions de la loi."

8. L'article 2 devient article 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 158 concernant Le Gaz provincial du nord de Québec ltée, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième paragraphe, les mots "les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-Est et Abitibi-Ouest," par les mots:

"le district électoral de Rouyn-Noranda";

2. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots "les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-Est et Abitibi-Ouest," par les mots:

"le district électoral de Rouyn-Noranda";

3. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les huitième, neuvième et dixième lignes, les mots "les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-Est et Abitibi-Ouest," par les mots "le district électoral de Rouyn-Noranda,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 215 concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par le suivant:

"Toutefois dans toute cette partie de l'ancien territoire de la paroisse de Saint-Laurent qui a été annexée à la municipalité de Saint-Laurent par les lois 2-3 Elizabeth II, chapitre 84, et 13 George VI, chapitre 89, article 1, paragraphe b, l'évaluation des terres exploitées comme terres en culture et non subdivisées, en autant qu'elles demeurent comme telles, à l'exception des constructions dessus érigées, sera et demeurera celle qui apparaît au rôle d'évaluation de la cité de Saint-Laurent pour l'année 1956. Cette disposition n'aura force et effet qu'après approbation préalable de la majorité des habitants francs tenanciers de la paroisse Saint-Sixte régulièrement convoqués en assemblée à cet effet et ayant voté."

2. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "pour l'année" par les mots "dans le délai fixé par l'article 1,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 229 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en insérant, dans la troisième ligne, après les mots "avec les mêmes " les mots suivants: "exemptions et".

2. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagée entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), et les commissions scolaires ou bureaux de syndics protestants en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires ci-dessus mentionnées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort."

Projets de loi:

Oka

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 24 concernant la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à sa prochaine séance.

Gaz provincial du nord de Québec ltée

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 concernant le Gaz provincial du nord de Québec ltée.

Les amendements sont lus.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la Compagnie Paquet Ltée

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 157 refondant la charte de la Compagnie Paquet limitée.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Syndics de Saint-Sixte

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 215 concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Sainte-Geneviève

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 229 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en insérant, dans la dernière ligne, après les mots "libre et claire" ce qui suit: "de toute servitude et".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 166 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 7 comme article 8:

"8. Le territoire comprenant les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, sont détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Martin et sont annexés à la ville de L'Abord-à-Plouffe.

"La paroisse percevra les taxes foncières des propriétaires annexés pour l'année 1956 et la ville commencera à percevoir desdits propriétaires, les taxes foncières, à compter du premier janvier 1957; à cette fin, le conseil municipal est autorisé à faire un rôle spécial d'évaluation et de perception pour l'année 1957."

Et l'article 8 devient article 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 173 modifiant la charte de la cité de Giffard, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 11 est modifié en remplaçant le sous-article "502a" par le suivant:

"502a. Tout locataire ou occupant sujet à la taxe de locataire ou d'occupant doit, sans délai, donner avis au secrétaire-trésorier de la cité, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, immédiatement, il reste sujet à ladite taxe pour la période s'étendant à compter de la date où il quitte les lieux jusqu'à la date où il donne un avis subséquent de délaissement et, s'il néglige de donner tel avis subséquent, jusqu'à la date de la prochaine homologation annuelle du rôle d'évaluation de la cité. Le conseil, après avoir reçu l'avis, sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien locataire ou occupant et inscrire celui du nouveau."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 208 concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en ajoutant, à la fin du deuxième paragraphe de la page 2, ce qui suit:

"sans postérité".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 224 concernant le testament de Charles Bouthillier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Marie Isabelle Violette Alise, Sabrevois de Bleury Bouthillier est autorisée à vendre tous les biens meubles et immeubles légués, par son testament, par feu Charles-Frontenac Bouthillier. Elle devra toutefois, à même le prix de vente de ces biens, constituer et maintenir constamment un fonds suffisant pour le bénéfice et l'entretien de sa sœur invalide, Gertrude Bouthillier, sa vie durant, de la manière et selon les désirs exprimés dans son testament par ledit Charles-Frontenac Bouthillier."

Projets de loi:

Maurice Pollack Realty Co.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Giffard

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 173 modifiant la charte de la cité de Giffard.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 166 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Donation de Michel Chapleau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 208 concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Charles Bouthillier

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 224 concernant le testament de Charles Bouthillier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien il y a de fabriques de produits laitiers dans la province de Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne crois pas que nous ayons ces chiffres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous voyez comment ça va au ministère de l'Agriculture. Le ministre me fait penser à un père de famille qui ne sait pas combien il a d'enfants. Après 12 années à la tête de son ministère, il ne sait pas combien il y a de fabriques laitières dans la province. Cela prouve son incompetence.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a des choses que le chef de l'opposition ne peut pas concevoir. Nous avons des chiffres, mais il est impossible d'avoir des statistiques complètes. Ainsi, si nous prenons les chiffres publiés dans le rapport de mon ministère, nous voyons combien il y a de

fabriques possédant des permis d'opération. Il cite plusieurs chiffres. Mais, poursuit-il, il y a des fabriques où l'on produit ce qu'on appelle du beurre de ferme. Nous ne pouvons avoir de chiffres concernant ces fabriques.

Pour la question telle que posée, nous n'avons pas de chiffres. Je donne les chiffres pour la question telle qu'elle aurait dû être posée.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le gouvernement favorise-t-il la centralisation des beurreries?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous avons un système d'encouragement de fusionnement de fabriques qui sont trop petites pour pouvoir opérer avec profits. Nous avons des subventions qui peuvent aller jusqu'à \$2,000 dans le cas des coopératives, et jusqu'à \$500 dans le cas des particuliers.

Avec le développement des voies de communication, les petites fabriques d'une région peuvent avoir intérêt à se grouper et à se fusionner.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Comment se fait-il qu'en même temps que le gouvernement favorise le fusionnement, on laisse ouvrir d'autres fabriques qui produisent des succédanés du beurre, les "spreads", qui viennent concurrencer le beurre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous n'encourageons certainement pas la fabrication du "spread".

M. Courcy (Abitibi-Ouest): On rapporte dans les journaux que le gouvernement poursuit ceux qui vendent illégalement du "spread". Peut-on me dire combien de livres ont été saisies au cours du dernier mois, entre Québec et Rivière-du-Loup?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il faudrait donner plus de précisions à la question, les dates par exemple. Chose certaine c'est que nous saisissons à toutes les fois que cela est possible. Nous prenons les précautions voulues pour éviter un échec dans les causes que nous intentons.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien de saisies ont été effectuées depuis un mois chez les manufacturiers?

L'honorable M. Barré (Rouville) précise qu'il n'a pas de chiffres à citer, mais, dit-il, le gouvernement voit à opérer des saisies toutes les fois

que cela est possible. Nous prenons les précautions voulues pour éviter un échec dans les causes que nous intentons, répète-t-il. Il y a plus de saisies chez les épiciers, mais les principales saisies ont été faites chez les fabricants. Il y a certaines entreprises qui ont tellement souffert de ces saisies qu'elles ont dû vendre leur commerce.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les saisies ne semblent pas avoir tellement nui aux industries, car certaines d'entre elles vont même jusqu'à rembourser les frais d'amendes aux épiciers. Nous avons connaissance de plusieurs épiciers qui ont ainsi reçu des remboursements.

Il donne le texte d'une lettre d'un représentant d'une entreprise qui fait parvenir un chèque de \$31 à un épicier en remboursement des frais de la cause qu'il a subie. Il s'agit d'une compagnie ontarienne.

L'honorable M. Barré (Rouville): Québec ne peut que faire des causes contre ceux qui vendent un produit sous de fausses représentations. Nous faisons tout pour protéger l'industrie laitière dans les limites de la province. Nous faisons un effort pour compenser la négligence de certaines autres provinces et du pouvoir fédéral qui peut facilement empêcher la fabrication des "spreads". Pour nous, les seuls pouvoirs que nous avons sont de faire des causes contre ceux qui vendent un produit sous de fausses étiquettes. Le gouvernement fait son possible pour faire respecter la loi, mais il y aura toujours des violateurs de lois.

M. Hamel (Saint-Maurice): On aura tout vu. Le ministre de l'Agriculture qui vient dire aux députés de l'opposition: Vos gens d'Ottawa règlent le problème. À venir jusqu'à quelques années avant 1950, la margarine relevait du fédéral. Le gouvernement de l'Union nationale, dont fait partie le ministre de l'Agriculture, a contesté la juridiction du fédéral dans ce domaine. La cour lui a donné raison. Aujourd'hui qu'il a le bébé entre les mains, il dit que ça dépend du fédéral!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député se choque. Il croit qu'en parlant fort il va remplacer la solidité d'argument dont ses discours sont dépourvus. Voici les faits: Il y avait une loi fédérale qui défendait la fabrication de la margarine. Un M. Euler, un libéral d'Ontario, a critiqué la loi. En Ontario où les villes sont plus nombreuses, on tient beaucoup moins compte des besoins de la campagne. Après les efforts de M. Euler du Parti

libéral, le gouvernement fédéral a décidé de soumettre le cas à la Cour suprême. Ils nous ont convoqués. Nous y sommes allés et avons soutenu que cela relevait des provinces. Si nous nous étions abstenus d'y aller, l'actuel chef intérimaire de l'opposition aurait alors déclaré que nous ne faisons rien pour sauvegarder les droits de la province.

À la suite de stratagème d'Ottawa, Québec et l'Île-du-Prince-Édouard ont adopté des lois prohibant la fabrication et la vente de la margarine sur leur territoire. La margarine est faite avec des huiles végétales importées. Si Ottawa voulait, et c'est le seul qui peut, il imposerait des droits qui rendraient prohibitive la vente de la margarine. Nous sommes donc seuls aujourd'hui à prendre des mesures pour faire face à l'indifférence d'Ottawa et des autres provinces. Nous avons des centaines de causes dues en grande partie à l'opposition...

(Rires)

...qui a encouragé les gens à violer la loi en criant sur tous les toits que la loi n'est pas bonne. Selon les dernières statistiques, le Québec est la seule province où l'on a enregistré une augmentation dans la production du beurre.

Quand les cultivateurs achètent un habit, ils paient indirectement pour les augmentations de salaire des ouvriers des villes. C'est pourquoi, s'ils ont besoin de protection, il faut la leur donner. Nous l'avons fait et continuerons à le faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme d'habitude, le gouvernement offre des explications peu sérieuses. La façon dont le gouvernement défend les cultivateurs est une farce. On prétend défendre l'industrie laitière, mais on vend partout de la margarine ou des substituts du beurre. Une chose est certaine, c'est que la margarine est arrivée sur le marché de la province après que le gouvernement de l'Union nationale eut adopté sa loi défendant la fabrication et la vente de ce produit. Là comme ailleurs, il y a tolérance. On fait des causes de temps en temps, mais les amis du gouvernement ont le droit de violer la loi. C'est un grand danger au point de vue social.

L'honorable M. Barré (Rouville) nie qu'il y ait tolérance. Jamais personne n'a osé dire, ou prouver, que le ministre de l'Agriculture a été tolérant, ajoute-t-il. C'est une insinuation que je réprouve de toutes mes forces. Est-ce que l'opposition connaît une seule loi pénale qui est strictement et parfaitement observée? L'application de cette loi est difficile, parce qu'il n'y a pas de frontières entre les provinces et qu'il n'est pas

possible d'empêcher le transport de la margarine d'une province à l'autre. Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est de saisir ce produit où il le trouve et il n'y a pas de tolérance. L'opposition devrait nous aider, au lieu d'encourager les violateurs de la loi.

M. Lafrance (Richmond): Les paroles du ministre sont une image du gouvernement. L'anarchie règne partout, et ceux qui dénigrent la province sont ceux qui, par apathie, sont coupables de la tolérance qui existe partout.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre admettra-t-il qu'avant que le gouvernement provincial ne réclame, devant la Cour suprême, la juridiction en matière de margarine, il n'y avait pas de ce produit dans la province de Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'admets pas les prémisses de la question. Donc, la question est nulle. Il reproche aux membres de l'opposition de dénigrer la province, avec cette question, et d'encourager les gens à violer la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui est nul, c'est la réponse du ministre. La margarine et les succédanés du beurre entrent par wagons dans la province. Je puis affirmer qu'il se vend de 8,000,000 à 10,000,000 de livres de margarine ou de succédané du beurre chaque année dans la province de Québec, malgré la loi de façade votée par l'Union nationale et malgré les grands discours des ministériels qui se vantent de vouloir protéger les cultivateurs. Ce que je reproche surtout au gouvernement c'est d'avoir réclamé la juridiction en cette matière, au lieu de la laisser au gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est le gouvernement d'Ottawa qui a légiféré en faveur de l'admission de la margarine au Canada. Le gouvernement de Québec a fait ce qu'il pouvait au point de vue constitutionnel: il a fermé le marché du Québec à la margarine. Depuis, la loi est appliquée rigoureusement pour donner aux cultivateurs le plus de protection possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant la loi de l'Union nationale, on ne vendait pas de margarine dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) n'est pas de cet avis. On en vendait et, la preuve, c'est

que le gouvernement d'Ottawa défendait cette vente, précise-t-il. Si, aujourd'hui, Ottawa voulait imposer des droits appropriés sur les huiles végétales, la vente de la margarine cesserait et tout le monde achèterait du beurre. Il reproche à l'opposition libérale de travailler contre les cultivateurs en aidant, par des critiques, les fabricants de margarine.

M. Hamel (Saint-Maurice): La margarine et les succédanés du beurre entrent par wagons dans la province de Québec. En voici trois livres que j'envoie porter au premier ministre pour montrer qu'on peut en trouver partout. (Une livre est enveloppée d'un papier rouge.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de la loi, en tant que procureur général, je pourrais faire arrêter le chef de l'opposition.

(Rires)

Il (l'honorable M. Duplessis) retourne au député de Saint-Maurice (M. Hamel) les trois livres de margarine en faisant remarquer que, lorsqu'il y a falsification de produits, on enveloppe le produit dans un papier rouge, couleur de l'opposition libérale¹.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Même si la margarine n'existait pas, le prix du beurre resterait toujours fixé à \$0.58 la livre, en vertu des lois de soutien d'Ottawa. Cela démontre l'hypocrisie de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et demande que le député retire ses paroles. Personne n'a le droit de dire qu'une loi est hypocrite.

M. le président demande au député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) de retirer ses paroles.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) retire ce qu'il a dit.

M. le président déclare que les procédures judiciaires concernant ce produit ne relèvent pas du ministère de l'Agriculture, mais du procureur général. La discussion a été tolérée jusqu'ici, du consentement unanime de la Chambre, mais, comme la partie ministérielle retire ce consentement, le député d'Abitibi-Ouest devra s'en tenir à l'item 6 qui regarde les subventions et primes. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) pourra faire une motion s'il le désire, pour demander le rappel de la loi sur la margarine.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien il y a d'employés à la division des marchés agricoles?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y en a six ou à peu près ce nombre. L'économie rurale ne regarde que les octrois aux coopératives et aux entrepôts.

M. Brown (Brome) pose quelques questions relativement aux subventions accordées aux entrepôts frigorifiques.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a un autre item pour cela.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La province ne produit pas ce dont elle a besoin en fait de blé, de seigle. Nous dépensons une somme de \$1,421,000 pour la grande culture. Nous constatons, en particulier, que la production de la betterave à sucre diminue pendant que nous avons augmenté notre production de beurre de 2,000,000 de livres.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cela ne relève pas de l'item.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) soutient que oui, vu qu'on discute de la grande culture.

(Il se passe alors un long moment durant lequel personne ne se lève.)

M. le président déclare l'item 6 adopté.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) proteste et déclare qu'il reste encore plusieurs sous-items à discuter avant de passer à l'item 7.

M. le président maintient sa décision.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande le vote sur cette décision.

Rapport du comité des subsides:

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des crédits du département de l'agriculture, j'ai appelé l'item 7, déclarant l'item 6 adopté; le chef de l'opposition a soulevé un point d'ordre. J'ai décidé qu'ayant appelé l'item 7 parce qu'aucun député ne demandait le droit de parole sur l'item 6, ledit item 6 devait être considéré comme adopté.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'agriculture et bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre se rend-il bien compte de l'importance de l'enseignement agricole? C'est le centre nerveux de l'agriculture québécoise.

Ne devrait-on pas donner plus de rayonnement à nos écoles d'agriculture? Pourquoi ne pas prévoir un budget plus considérable pour ces centres de formation?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le budget de l'enseignement agricole a été augmenté chaque année et celui de 1957 représente une autre augmentation substantielle.

Les bourses données aux jeunes agriculteurs qui vont se perfectionner dans les écoles moyennes ont aussi été portées de \$9 à \$15 par mois. Ce que demande le député est déjà réalisé dans une large mesure.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est bien peu \$1,000,000, pour orner les cerveaux, quand on consacre \$6,000,000 au drainage.

Quand il s'agit des écoles d'agriculture, on donne les subventions à la cuiller, mais, quand il s'agit des contracteurs, on les donne à la pelle mécanique.

Le ministre entend-il faire quelque chose pour le démenagement de la ferme-école d'animaux à fourrure de Courville, que le maire C.-N. Dorion vient de qualifier d'"ennemie numéro 1 du développement de Courville".

L'honorable M. Barré (Rouville): L'école de Courville n'a pas toujours été considérée comme une nuisance et je me souviens que des gens de Courville nous ont déjà demandé de l'agrandir.

Je comprends qu'elle offre des inconvénients pour l'entourage et nous avons pratiquement décidé de la faire disparaître du territoire de Courville. J'espère au moins qu'on ne me chicanera pas ensuite de l'avoir votée.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) préconise le développement de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, qui cherche de nouveaux débouchés pour nos produits laitiers.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cette École est l'un de ses plus grands sujets de fierté. Elle n'a d'équivalent nulle part au Canada et comporte ce qu'il y a de mieux en fait d'équipement et de compétences.

Un visiteur britannique a même déclaré qu'il ne connaissait rien de comparable en Angleterre. Pour cette École comme pour les autres, conclut-il (l'honorable M. Barré), nous faisons toutes les dépenses nécessaires et aucune dépense inutile.

La résolution est adoptée.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30**En comité:**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien le ministère a publié de volumes du *Mérite agricole*?

L'honorable M. Barré (Rouville): Peut-être une couple de mille.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut une réponse plus précise.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a une trentaine de publications au ministère de l'Agriculture. Si l'on veut des précisions, il suffit d'inscrire une question à l'ordre du jour.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans le rapport de l'Agriculture de 1954, on mentionnait cette année-là la publication de 2,526 volumes du *Mérite agricole*. Le ministre laisse entendre qu'il est impossible d'avoir le même renseignement pour 1955.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas dit ça. Ce n'est pas honnête.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai aucune leçon d'honnêteté à recevoir du ministre de l'Agriculture ou de n'importe qui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne donne des leçons qu'à ceux qui peuvent comprendre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au ministère de l'Agriculture, on ne sait rien. Pas étonnant que ce soit un fiasco monumental.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne devrait pas se montrer si injuste. Ce n'est pas conforme à la justice. S'il y a un homme qui a contribué au progrès de l'agriculture, c'est bien le ministre de l'Agriculture. Il est vraiment ridicule de

voir un homme comme le député, qui ne connaît pas les éléments de l'agriculture, vouloir faire une leçon au ministre. Le chef de l'opposition a recours à tous les arguments possibles pour essayer de dénigrer, de déprécier sa province. Il devrait se souvenir de la leçon qu'il a reçue aux dernières élections. Les électeurs de la province ne l'ont pas cru. Pourquoi s'acharner à déprécier ainsi, quand notre province est la plus avancée de la Confédération et que les étrangers ne tarissent pas d'éloges sur ses progrès?

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai demandé au ministre de l'Agriculture pourquoi, dans la province de Québec, on a perdu 10,800 terres de 1941 à 1951, pourquoi la valeur des terres n'a pas suivi celle des autres provinces, pourquoi la valeur de notre bétail a diminué par rapport à celle du bétail des autres provinces. Le ministre n'est pas capable d'expliquer ça et on le fait passer pour un expert.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député devrait se rappeler ce qu'en pensent les cultivateurs de son comté. Ils le lui ont montré aux dernières élections en votant pour son adversaire.

Les biens-fonds ne sont pas estimés à leur réelle valeur dans la province et la valeur figurant dans les rôles ne correspond guère qu'au tiers de la valeur réelle. Or, les statistiques agricoles sont basées sur les statistiques municipales. Cela explique bien des choses! Pourquoi cet acharnement contre le ministre de l'Agriculture? Parce que ses états de service rendent l'opposition jalouse? Le député prétend que l'Union nationale trompe les cultivateurs, mais voilà cinq élections que les cultivateurs nous portent au pouvoir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous aurons d'autres occasions d'analyser les résultats des élections, mais la majorité de l'Union nationale et de ses ministres a baissé dans bien des comtés. Baisse de 346 dans Abitibi-Est; de 2,604 dans Argenteuil; de 300 dans Arthabaska; de 4,154 dans Chicoutimi; de 1,800 dans Dorchester; de 1,600 dans Gaspé-Sud; de 624 dans Matane; de 1,619 dans Montmagny; de 300 dans Montmorency; de 3,400 dans Papineau; de 1,011 dans Rouville; de 778 dans Saint-Jean...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, en définitive, qu'est-ce qui a été élu, sinon l'Union nationale?

M. Hamel (Saint-Maurice): L'autorité du régime actuel n'est pas au niveau de son pouvoir;

51.5 % des votes ont été pour l'Union nationale, mais on n'a pas dit dans combien de polls de la province il y a eu plus de bulletins de vote que de voteurs.

L'honorable M. Barré (Rouville) reconnaît que sa majorité a baissé dans Rouville, mais le jour des élections, dit-il, on a sorti tout ce qui était honnête et malhonnête. On a utilisé contre moi tous les procédés.

On a même eu recours à la cabale de race. On a tenté de me diminuer devant les électeurs protestants parce que j'avais fondé l'Union catholique des cultivateurs.

Au sujet des terres abandonnées, le chef du Parti libéral unifié, M. Louis Stephen Saint-Laurent, disait, d'après *L'Action catholique* du 21 novembre 1956, que la proportion des terres arables dans l'Est du Canada ne peut être augmentée d'une façon considérable, qu'une vaste partie des terres est impropre à la culture, que nombre de terres devraient être retournées à la forêt.

Moi-même, j'ai dit au Vatel que nous n'avons presque plus de terres arables facilement accessibles et avantageuses. Et j'ajoute aux cultivateurs de garder leurs terres arables qui sont bonnes. Gardez vos terres arables pour vos fils et vos petits-fils! J'adjure les cultivateurs de conserver leurs terres et de récupérer ce qu'ils peuvent de nos terres arables.

C'est la politique que j'ai suivie depuis 12 ans. Conservez vos terres pour les améliorer! Les cultivateurs savent aujourd'hui que leur modeste ministre a tout fait ce qu'il pouvait pour eux, le gouvernement actuel leur a tout donné.

Quand M. Saint-Laurent dit: "Un certain nombre de terres devraient être retournées à la forêt", il a raison. La différence, c'est que moi je dis aux cultivateurs de rester sur leurs terres arables. Malheureusement, combien d'acres vont disparaître par le seul fait de la canalisation du Saint-Laurent? C'est ça la situation dans la province de Québec. Depuis 12 ans, nous avons donné à l'agriculteur ce qu'aucun autre gouvernement ne lui avait donné.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas reproché au ministre de n'avoir pas augmenté le nombre des terres arables, mais d'avoir permis que le nombre des fermes existantes aille en diminuant. Le nombre de fermes au Québec a diminué de 10,000 en l'espace de 10 ans.

Il cite *L'Annuaire statistique* qui dit qu'en 1951, il y avait 345,000 acres en culture de moins. Il ajoute qu'en Ontario, c'est le contraire. Les acres en culture augmentent au lieu de diminuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas la faute du ministre si de nombreux cultivateurs ont cédé leurs terres pour qu'on en fasse des lots à bâtir.

Depuis quelques années, des terres arables ont disparu parce qu'elles ont été achetées par des industries. Dans la région de Montréal, il y a des secteurs comme ceux de la Côte-des-Neiges et de Notre-Dame-de-Grâce qui possédaient de magnifiques terres arables converties aujourd'hui en lots à bâtir. Même chose dans la banlieue de Trois-Rivières où des terres très fertiles sont devenues des lots à bâtir. Des quantités de terres arables ont cédé le pas à l'industrialisation.

Nous ne pouvons empêcher le progrès; tout ce que nous pouvons faire, c'est d'inviter les cultivateurs à ne pas abandonner leurs terres, de ne pas céder la sécurité de la terre. Il y a une tendance à abandonner la sécurité des terres pour l'insécurité de l'argent².

Quant à la valeur comparée des terres, dans le Québec et l'Ontario, la comparaison ne peut se faire ici, parce que l'évaluation ne se fait pas sur la même base dans les deux provinces. Dans le rôle d'évaluation du Québec, les chiffres n'indiquent que le tiers de la valeur réelle, alors que, dans les registres municipaux des autres provinces, c'est la pleine valeur des biens-fonds qu'on inscrit.

Or, les statistiques agricoles reposent sur les statistiques municipales. Cela explique bien des choses. Pourquoi cet acharnement contre le ministère de l'Agriculture? Il possède la confiance de tous les cultivateurs et il y a maintenant cinq élections que les cultivateurs nous portent au pouvoir.

M. Hamel (Saint-Maurice): La meilleure preuve que le Québec est une province pauvre, c'est qu'il touchera un paiement de péréquation de \$48,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice se trompe et il s'en apercevra bientôt. Avant de lancer pareille chose, il devrait, au moins, savoir que dans notre province, on ne taxe pas les bébés, mais seulement les gens qui gagnent.

(Regardant le député de Saint-Maurice) Celui qui dirige aujourd'hui les libéraux est le même qui les combattait, il y a quelques années.

Il reproche à l'opposition libérale d'avoir choisi comme leader un ancien membre du Parti nationaliste qui s'opposait à la conscription et avait jadis dénoncé les libéraux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le parti de l'Union nationale habite une maison de verre et devrait se garder de lancer des cailloux. (En regardant le député de Québec-Est (M. Maltais) et le député de Québec (M. Rochette) Le premier ministre ne devrait pas insulter les anciens du Bloc populaire³. Si les libéraux ont dans leurs rangs d'anciens membres du Bloc, il en est de même pour le parti ministériel. Le député de Québec (M. Rochette) et le député de Québec-Est (M. Maltais) sont deux anciens membres de ce parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils n'ont pas laissé le Bloc pour prendre pire mais pour prendre mieux⁴. Les libéraux devraient prendre garde au député de Saint-Maurice et au député de Richmond. Il est attristant de constater combien les libéraux perdent de leur popularité dans la province, mais il est plus triste encore de voir à la tête du parti un homme qui l'a insulté. Nous ne voulons pas que l'espèce libérale s'éteigne complètement, mais nous déplorons que ce qui en reste soit contaminé. Je demande au chef intérimaire de ne pas faire de mal au parti qu'il dirige. Si je puis lui faire une recommandation, je l'incite à cesser de déprécier sa province en critiquant tout.

M. Lafrance (Richmond): La seule raison pour laquelle le premier ministre pointe ainsi le député de Saint-Maurice est que celui-ci refuse de s'incliner devant lui. Si nous nous rendions à lui, il nous décrirait comme des saints.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a beaucoup d'imagination. Dire qu'il y en a qui disent que la France est un grand nom. Si l'un est attaqué, l'autre bondit de son siège pour venir à sa rescousse. Ils sont comme des frères jumeaux. Les deux frères jumeaux du Bloc populaire. Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) est, par contre, un parfait gentleman et un vrai libéral.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas toujours ce qu'a dit le premier ministre. Ne l'a-t-il pas déjà accusé d'avoir trahi la cause libérale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): nie avoir jamais porté semblable accusation. J'ai simplement averti le député de Verdun, à l'époque du congrès libéral, de ne pas choisir le député d'Outremont pour succéder à M. Godbout. Il est malheureux de voir le Parti libéral réduit à l'état lamentable où il est aujourd'hui. Mais ce qui est

encore plus tragique, c'est de le voir dirigé par un homme qui l'a si violemment attaqué dans le passé. Je ne serais pas surpris d'entendre dire, un de ces jours, que les deux jumeaux du Bloc populaire veulent de nouveau affirmer leur indépendance.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministère a-t-il prévu un certain montant pour aider les cultivateurs qui ont perdu leurs semences par suite de la mauvaise température?

L'honorable M. Barré (Rouville): Une enquête a révélé que les récoltes de l'automne 1956 n'ont pas été trop atteintes par la mauvaise température.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose des questions au ministre au sujet de l'insémination artificielle dans le domaine agricole et des résultats qu'elle a donnés jusqu'à date.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il s'agit d'une expérience dont les résultats sont de plus en plus concluants et on entend la développer. Nous augmentons le budget d'année en année, mais nous procédons avec prudence.

Des enquêtes sont menées actuellement par le Conseil des recherches agricoles sur l'opportunité d'ouvrir d'autres raffineries de sucre ou des fabriques d'engrais chimiques pour aider les cultivateurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du Crédit agricole du Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait féliciter le gouvernement d'avoir aidé à la reconstruction de Rimouski⁵. La ville est plus belle que jamais. Nous avons fait une loi spéciale pour Rimouski et tous les intérêts qui devaient être payés ont été payés. Nous avons payé tous ceux qui avaient droit.

Malheureusement, certaines gens paraissent croire que le feu pouvait être une cause d'enrichissement. Nous avons donné \$2,500,000 à Rimouski, et nous avons fait bénéficier les sinistrés de la loi de l'habitation qui n'était pas faite pour ces cas-là.

M. Dionne (Rimouski): Tout le monde se rappelle le grand sinistre de 1950. Trois cent cinquante maisons ou institutions ont été rasées et les dommages matériels se sont élevés à près de \$15,000,000. La générosité à l'endroit des sinistrés fut merveilleuse. Le fonds provincial Gagnon-Rivard a recueilli des souscriptions pour près de \$750,000⁶. La contribution du gouvernement a aussi été généreuse. Québec et Ottawa ont donné chacun \$2,500,000. Le gouvernement provincial a promis de plus de mettre un million à la disposition de la ville de Rimouski pour prêter aux sinistrés. Les prêts devaient être consentis à un taux de 2 % d'intérêt. En attendant, le premier ministre a autorisé un emprunt temporaire de \$300,000 aux banques. Et le 13 novembre 1950, une loi a été votée.

À ce moment-là, la plupart des sinistrés étaient déjà reconstruits. Les sinistrés comptaient sur un remboursement d'intérêt, de telle façon que l'argent ne leur coûterait que 2 %. Or, en janvier 1955, l'Office du crédit agricole nous apprenait que la question était encore à l'étude. On ne savait pas encore si les sinistrés auraient le remboursement d'intérêt qui leur avait été promis. Sur 122 sinistrés, 35 ont obtenu cette ristourne, mais 87 autres ne l'ont pas. Je voudrais savoir pourquoi. On invoque apparemment divers prétextes pour ne pas donner cette ristourne. Mais rien dans la loi ne dit par exemple que les logements doivent avoir plus de quatre pièces. Sept ans après le sinistre, il y a encore des questions qui ne sont pas réglées. Et je demande si le premier ministre ne serait pas disposé à accorder une entrevue au maire de Rimouski et aux représentants des sinistrés, pour régler définitivement ce problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réplique qu'après le désastre, il a rencontré M. Saint-Laurent, et Ottawa et Québec se sont entendus pour donner chacun \$2,500,000, selon les recommandations d'un comité à être formé et dont ont fait partie le brigadier Thériault et M. Édouard Laurent. Dans l'intervalle, ajoute-t-il, un comité de souscription a été formé sous la direction des honorables Gagnon et Rivard. Un très généreux souscripteur, qui veut toujours taire son nom, M. McConnell, a souscrit immédiatement \$50,000.

Il est arrivé que des sinistrés ont voulu profiter de l'incendie pour s'enrichir. Nous avons payé tous ceux qui avaient droit d'être payés. Nous avons offert au conseil municipal un montant de \$1,000,000 et on nous a dit qu'un montant de \$300,000 était suffisant.

Je n'ai aucune objection à réétudier toute l'affaire, mais je ferai remarquer qu'Ottawa et Québec se sont montrés très généreux. Rimouski s'est enrichi à la suite du feu.

M. Dionne (Rimouski) remercie le premier ministre de sa déclaration à l'effet qu'il est prêt à réétudier toute l'affaire, mais il exprime sa conviction que personne ne s'est enrichi à la suite du feu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le montant de \$85,000 accordé aux subventions pour recherches n'est pas suffisant. Dans l'État d'Oregon, notamment, on a expérimenté qu'une somme de \$100,000 affectée à des recherches pouvait rapporter jusqu'à \$10,000,000 aux cultivateurs.

N'y aurait-il pas moyen d'augmenter ce montant, pour établir, par exemple, des laboratoires où l'on étudierait la protection des légumes, où l'on examinerait la possibilité de faire de la farine avec des pommes de terre, du sucre avec des pommes, etc.? Ainsi, la province pourrait avancer deux fois plus vite.

L'honorable M. Barré (Rouville): La province a retenu les services de plusieurs hommes de sciences pour aider à l'avancement de la cause agricole. C'est ainsi qu'on a découvert, au Collège Macdonald, un maïs hybride qui donne d'excellents résultats. D'autres recherches se poursuivent sur la tomate hybride, sur la cause du fromage gazeux, sur l'utilisation de la pomme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rapporter progrès, car il est 11 heures.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

d'acquérir et de distribuer des dons pour secourir les sinistrés. De concert avec la commission, des octrois sont distribués par une commission fédérale-provinciale. Les pertes reliées à l'incendie de la ville sont évaluées à plus de \$10,000,000. (Marie-Ange Caron, Pierre Collins, Marie Côté Turbide, *et al.*. *Mosaïque rimouskoise: une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, 1979, pp. 545-575.)

6. Comme le précise *La Presse* du 30 janvier 1957, à la page 47, le comité de souscription est dirigé par MM. Onésime Gagnon et Antoine Rivard.

NOTES

1. *La Patrie*, du 30 janvier 1957, décrit l'événement comme suit: "M. Hamel remet la margarine dans son bureau "sans plus mot dire"."

2. Selon *L'Action catholique* du 30 janvier 1957: "Un débat s'engage ensuite entre le premier ministre et le chef de l'opposition, au sujet des anciennes allégeances politiques de certains députés, mais sur un ton plus badin que sérieux."

3. M. Armand Maltais a été candidat du Bloc populaire défait dans Bonaventure aux élections provinciales de 1944. Il est élu député de l'Union nationale aux élections de 1956. *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Assemblée nationale, 1980, page 381.

4. Comme le précise la *Tribune de Sherbrooke* dans son édition du mercredi 30 janvier 1957: "M. Duplessis et M. Hamel ne passent pas aucune occasion de croiser le fer depuis l'élection provinciale de 1952. À cette époque, M. Hamel, avocat de Shawinigan, avait écrasé un ministre du cabinet provincial dans la circonscription de Saint-Maurice, qui est adjacente à la propre circonscription de M. Duplessis, celle de Trois-Rivières."

5. C'est le 6 mai 1950 qu'un incendie se déclare dans la cour à bois de la compagnie Price Brothers. Il aurait été allumé par des fils électriques rompus par la violence d'un vent d'ouest. Situé sur le côté ouest de la rivière Rimouski, le feu dans la cour à bois traverse la rivière et détruit des centaines de maisons. Le 15 mai, un comité de 36 citoyens obtient une chartre provinciale qui lui confère les pouvoirs

Séance du mercredi 30 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 177 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies;

- bill 251 constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson;

- bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;

- bill 247 concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis alias Demetre, à un certain immeuble.

Projets de loi:

**Charte de
Rivière-des-Prairies**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles protestantes de Montréal

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Testament
de Ernest B. Décarie**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 247 concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis, alias Demetre, à un certain immeuble.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 247 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Delson

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 251 constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 251 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité et les commissaires d'écoles de Grand'Mère;

- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

M. Roy (Nicolet) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Immeubles exempts de taxes à Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 256 exemptant de taxes municipales et scolaires les immeubles employés dans la municipalité de Grand'Mère, pour fins de recherches scientifiques.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant la loi des cités et villes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les brevets d'enseignement ont été décernés jusqu'ici par le surintendant de l'Instruction publique. Cette législation ne prévoyait pas, cependant, le baccalauréat en pédagogie. Le nouveau bill rectifiera cette situation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles normales

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi de l'Instruction publique concernant les écoles normales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Ministère des Travaux publics,
Rapport 1955-1956**

Rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1956. (Document de la session no 29)

**Chemins de fer,
Rapport 1955**

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1955. (Document de la session no 30)

**Chemins de fer,
États et statistiques 1955**

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1955. (Document de la session no 31)

Projets de loi:

Oka

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 24 concernant la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au cours de la première partie de la session, l'opposition a exprimé sa surprise de voir présenter un tel bill. Depuis lors, le projet de loi est allé au Conseil législatif et il en revient plus mauvais alors que, sous sa forme première, il n'était déjà pas acceptable.

Qu'est-il arrivé à Oka? On a décidé d'y bâtir une usine de filtration et on a passé un règlement pour l'emprunt nécessaire en juillet 1956. Ce règlement autorisait les autorités municipales à emprunter \$230,000 pour l'exécution des travaux. Voici qu'un peu plus tard, on a demandé des soumissions.

On s'est aperçu alors que les prévisions des autorités municipales n'étaient pas justes. Ce n'était pas \$230,000 qu'il fallait, mais davantage. On s'en est rendu compte en ouvrant les soumissions. La plus petite soumission dépassait l'évaluation faite par l'administration municipale, dont le maire, M. René Trépanier, est également sous-ministre au provincial. La soumission la plus basse était entre \$300,000 et \$350,000.

Le maire a fait comme on fait ici, il n'avait pas examiné sérieusement le problème, quand il était temps, comme cela se produit pour le gouvernement provincial. La corporation d'Oka n'a pas pris la peine de faire un règlement correct. Il y a eu contestation devant les tribunaux et une action devant la Cour de magistrat et une action devant la Cour supérieure.

Comme la municipalité avait peur des cours et qu'elle avait peur de demander aux propriétaires l'autorisation d'emprunter davantage, elle a demandé au gouvernement de régulariser une situation irrégulière en violant les droits des individus. On s'est dit: "Le gouvernement n'est pas bien scrupuleux pour violer les droits du peuple." Dans ce cas-ci, le gouvernement foule les droits des propriétaires d'Oka, parce que le maire du village est un sous-ministre de l'administration provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre cette déclaration.

M. l'Orateur demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) retire ses paroles. Les droits des individus, dit-il, étaient en danger. La municipalité, qui avait peur des tribunaux, a décidé de faire régler son problème par l'Assemblée législative. De toute façon, on est en face d'une violation flagrante des droits de la démocratie et de la disparition graduelle des vertus démocratiques qu'on déchire lambeau par lambeau. Je ne me ferai point le complice d'un tel geste.

Je déplore la disparition graduelle de la séparation des pouvoirs dans la province de Québec. Le problème qui se posait aux administrateurs municipaux d'Oka aurait pu se régler en suivant la procédure prévue par le Code municipal, soit de retourner devant l'électorat avec un nouveau règlement. On a dit que ça prendrait trop de temps et l'on veut priver aujourd'hui les électeurs propriétaires de leur droit de contrôler les dépenses et de se prononcer à l'avance sur les problèmes fiscaux.

Les travaux vont coûter de \$300,000 à \$350,000. On aurait pu retourner devant les propriétaires d'Oka, mais le conseil municipal préfère s'adresser à l'Assemblée législative pour faire cacher son erreur et la faire enterrer.

L'opposition est décidée à défendre les prérogatives du peuple de la province. Elle refuse de servir de porteurs d'honneur pour le cercueil de la démocratie. L'opposition refuse de voir les électeurs d'Oka privés d'un droit que le Code municipal leur

accorde, celui de contrôler les dépenses et de voter les emprunts. Que l'administration municipale retourne devant ses contribuables, afin que les droits du peuple puissent être protégés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Tous ceux qui ont entendu le chef temporaire de l'opposition revendiquer les droits du peuple ont dû être profondément impressionnés s'ils ne le connaissent pas. C'était beau, magnifique!

Je trouve l'attitude du chef de l'opposition difficile à expliquer. Il nous a dit que le bill était revenu plus mauvais du Conseil législatif, affirmant que les droits des propriétaires sont bafoués. C'est donc que le chef de l'opposition le trouvait déjà mauvais quand il est venu pour la première fois devant cette Chambre. Or, lui et tous ses amis ont voté pour ce projet de loi, en deuxième et en troisième lectures. Ils ont voté unanimement et pour le principe et pour les détails du bill. Si celui-ci était alors mauvais comme il le prétend aujourd'hui, pourquoi a-t-il alors voté avec le gouvernement?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Nous ne pouvons discuter en ce moment-ci que des amendements apportés par le Conseil législatif. Si j'avais voulu discuter du bill lui-même, j'aurais pu démontrer de quelle façon le ministre s'est comporté en le présentant à la Chambre.

M. l'Orateur: C'est le chef de l'opposition qui a pris l'initiative d'ouvrir le débat sur ce point en disant que le bill était déjà mauvais avant d'aller au Conseil législatif. Il faut bien permettre au ministre de lui répondre. Je renvoie le point d'ordre soulevé par le chef intérimaire de l'opposition (article 273, paragraphe 1).

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte,

Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai donc le droit de me demander ce qui s'est passé pour que ce bill qui était bon il y a quelques semaines, dans l'esprit de l'opposition, soit aujourd'hui mauvais. Il me faut rappeler un peu les faits, qui ont été torturés tantôt par le chef de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre n'a pas le droit de dire que j'ai torturé les faits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'aurais même le droit, en vertu des règlements, de dire qu'il a torturé la vérité. Le village d'Oka a un problème d'approvisionnement d'eau. Sa population augmente et les sources où il s'approvisionnait jusqu'à maintenant ont tendance à se tarir. Tout le monde admet qu'il y a état d'urgence. Il faut trouver une nouvelle source d'approvisionnement. On a fait étudier le problème par les ingénieurs, qui en sont venus à la conclusion qu'il fallait installer une prise d'eau dans le lac des Deux-Montagnes et construire une usine de filtration. La question a été soumise aux électeurs-propriétaires d'Oka, dont le chef de l'opposition se fait le champion. Le résultat a été catégorique: 144 pour et 1 contre le projet d'emprunt de \$230,000. Résultat très net!

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour quel montant a-t-il été autorisé?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Pour \$230,000. Mais les fins étaient les mêmes: installer une prise d'eau et construire une usine. En présentant la loi à la Chambre basse, j'ai signalé ces faits et j'ai allégué qu'il y avait état d'urgence parce que l'application rigoureuse du Code municipal aurait entraîné des délais considérables.

J'ai donné, dans le temps, tous les renseignements demandés par le chef de l'opposition. Je lui ai dit alors que deux citoyens s'opposaient au projet et que les deux expropriés étaient MM. Saint-Aubin et Geoffrion. À ce moment, l'opposition a voté en faveur du bill.

Ce n'est pas de ma faute si le chef de l'opposition n'a pas reconnu tout de suite qu'il s'agissait de M. Antoine Geoffrion, qui est le trésorier provincial du Parti libéral. C'est peut-être à cause de cela qu'il dit aujourd'hui que ce bill est mauvais, après l'avoir voté sans mot dire. Voilà pourquoi il part en croisade au nom des intérêts menacés des citoyens d'Oka. C'est à cause de M. Geoffrion, qui y est en résidence l'été. C'est un mandat bien maigre, et je crois que j'en ai un meilleur, après 26 années comme député de Deux-Montagnes.

Avant de reconnaître en M. Geoffrion le trésorier de son parti, le bill était bon et il a voté pour. Aujourd'hui, après cette révélation, le bill n'a pas de bon sens. L'amendement apporté au bill a pour but unique de donner le pouvoir à la municipalité d'Oka d'exécuter les travaux de construction de l'usine de filtration et de lui permettre d'avoir de l'eau le plus vite possible, ce qui ne saurait être si on attend que les procédures judiciaires prises par deux citoyens aient terminé leur cours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Nous discutons actuellement les amendements au bill. Le ministre doit s'en tenir à ces amendements.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'y arrive aux amendements. Le chef de l'opposition a critiqué l'administration municipale d'Oka et, en cours de route, il a torturé les faits. Il a dit notamment que le règlement autorise une dépense de \$230,000, mais que les travaux vont coûter entre \$330,000 et \$350,000. Il a dit également que le montant des soumissions est plus haut que le chiffre de la dépense autorisée par le règlement. C'est faux. Tout a été fait dans l'ordre à Oka. La plus basse soumission est de \$121,000, et tout le travail va coûter en tout et par tout \$220,000, soit \$8,000 de moins que la somme autorisée par les contribuables¹.

Les actions prises en cour l'ont été non pas par des citoyens d'Oka, mais par un citoyen. En effet, il y a eu deux actions prises par M. Geoffrion, en Cour supérieure. Plusieurs des allégués sont futiles, mais la cause peut durer, avec des appels et

autres procédures dilatoires, deux ou trois ans pendant qu'on est menacé de manquer d'eau dans la municipalité d'Oka. C'est plus important d'assurer un approvisionnement d'eau potable à Oka que de faire des mamours au trésorier du Parti libéral provincial.

Il (l'honorable M. Sauvé) explique alors le sens de l'amendement apporté au bill par le Conseil législatif. On s'est aperçu, dit-il, que les autorités d'Oka avaient le droit de procéder à l'expropriation, mais pas celui de faire les travaux. C'est ce dernier droit que la Chambre haute a ajouté dans le bill. Tout ce que le bill signifie, c'est que le règlement financier pour les expropriations sera conclu après que Oka aura pris possession des propriétés, plutôt qu'avant, ce qui ne compromet en rien les droits légitimes des propriétaires.

Depuis plus de 25 ans, je défends les intérêts d'Oka et du comté de Deux Montagnes à la Législature de Québec. Il n'y a pas de doute que cette longue période me donne, dans cette défense des intérêts du comté, plus de compétence que le chef temporaire de l'opposition. Le projet de loi n'affecte en rien les intérêts du collecteur du Parti libéral. Il va collecter, mais seulement ce à quoi il a droit en justice et en équité.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande le vote sur les amendements apportés au bill par le Conseil législatif.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérèse, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les amendements relatifs au bill 24 sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce Conseil est formé d'hommes en qui la province a confiance. Je trouve infime le montant de \$85,000 accordé pour subventions pour les recherches, car les experts pourraient faire beaucoup mieux s'ils avaient un montant supérieur à leur disposition. La recherche est certainement le meilleur investissement que l'on puisse faire, puisque chaque dollar dépensé se trouve multiplié par 100 en termes de revenus pour les cultivateurs.

Que le ministre de l'Agriculture nous dise ce qu'il a en vue. J'ai parlé hier de l'établissement de certaines industries qui conviendraient à certaines cultures et de la possibilité de mentionner ce sur quoi le Conseil entend travailler.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le Conseil des recherches agricoles n'existait pas avant que je prenne la direction du ministère. Nous l'avons créé parce que nous comprenons l'importance des travaux de recherche pour notre agriculture. Depuis que je suis ministre de l'Agriculture, le Conseil a vu ses crédits augmenter d'année en année. Le dernier rapport du ministre mentionne les recherches en cours.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Y a-t-il de nouveaux projets?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous continuons les anciens projets. Il y a des recherches sur les plantes convenant mieux au sol et au climat du Québec. Nous voulons aussi faire des recherches pour déceler les falsifications du sirop d'érable et des recherches pour tirer profit de notre production de pommes. Toutes ces recherches seront très utiles pour les cultivateurs.

M. Lafrance (Richmond): Nous ne reprochons pas au gouvernement le montant qu'il entend payer pour les recherches agricoles. Mais nous voulons savoir s'il y a possibilité d'augmenter les crédits de cinq à 10 fois. L'avenir de l'agriculture du Québec repose sur la recherche, l'enseignement et la vulgarisation. Les travaux des scientifiques peuvent être d'une valeur inestimable pour la classe agricole. On pourrait ainsi trouver des produits nouveaux que nous ne produisons pas présentement et qui pourraient être cultivés avec avantage chez nous. Je m'en rapporte au témoignage de la commission Héon qui suggère de réorganiser l'enseignement agronomique dans la province. La commission recommande aussi d'augmenter les crédits de l'agriculture. Dans son mémoire, on insiste particulièrement sur l'importance de la recherche.

Il (M. Lafrance) cite ensuite les témoignages de deux journalistes: M. Gérard Filion, du *Devoir* et M. Charles Pelletier, de *L'Action catholique*. Les conditions agricoles du Québec, dit-il, sont différentes de celles des autres provinces, à cause du climat particulier que nous avons. Cela requiert des recherches sur les plantes et les animaux. La production québécoise ne suffit même pas à alimenter nos marchés. Il y a ici insuffisance de bovins, moutons, porcs, œufs, céleris, oignons, asperges, pommes de terre, radis, concombres, laitues, tomates, piments, fraises, choux, framboises, pommes, betteraves, choux-fleurs, haricots, orge, seigle, avoine, etc.

Il mentionne même ironiquement les bananes. Si les cultivateurs étaient orientés, soutient-il, nous ne serions pas obligés d'aller nous alimenter dans les autres provinces et aux États-Unis. La même chose existe chez les vaches laitières qui ne produisent ici que 4,000 litres de lait en moyenne par année, alors que les vaches d'Ontario en produisent 5,000, celles de la Nouvelle-Zélande 6,000, et celles de la Hollande 8,000.

Le sol arable de la province est limité. Ceux qui prétendent qu'il y a des vocations agricoles dans

la province sont dans la légende. Dans Québec, nous avons seulement 60,000 fermes viables et 25,000 où les cultivateurs ne font que résider. Il ne s'agit pas de prêcher le retour des bras, mais des cerveaux à la terre. Il faudra que le cultivateur devienne un expert, un technicien. Son rôle se bornera à un effort de recherche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Richmond n'a pas le droit de dire que nous laissons sur la terre ceux qui n'ont pas de talent!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a pas de point d'ordre là-dessus.

M. Lafrance (Richmond): Comme d'habitude, c'est un point de désordre. Je suggérerais que l'on crée un institut de recherche et qu'on augmente les crédits. La vulgarisation est un point vital dans l'agriculture de la province. Cet organisme pourrait contribuer à augmenter la production agricole et aider les cultivateurs à obtenir un meilleur rendement de leur ferme.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Richmond a parlé du rapport de la commission Héon. Elle a fait des suggestions, elle a rencontré les réalisations du ministre de l'Agriculture. Le Conseil des recherches est une chose qui n'existait pas avant moi mais qui existe actuellement. Ce Conseil, et l'opposition l'a reconnu, est constitué d'hommes compétents. Le député fait la nomenclature des produits dans la province de Québec et il s'est arrêté aux bananes...

M. Lafrance (Richmond): Le ministre pense-t-il qu'il est possible d'en produire dans la province de Québec?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne crois pas. Il y a une foule de produits qui ne peuvent pas être avantageusement cultivés dans la province de Québec. Ce serait une erreur que d'encourager à produire ces choses-là. De toute façon, des recherches se font continuellement qui ont déjà donné de très bons résultats. La commission Héon, après avoir visité d'autres pays, en est venue à la conclusion que nous n'avions rien à envier aux organisations agricoles de ces pays. Nous avons fait des travaux considérables et nous en ferons d'autres.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre m'a surpris. Lorsqu'il accuse le député de Richmond

d'avoir amené la question des bananes, cela m'a surpris d'entendre cela. Il a dit qu'il y aurait erreur de pousser la culture de certaines plantes. Or, nous savons que nous n'avons que quelques produits qui ont des surplus. Nous avons 72 % trop de veaux, 29 % de surplus de beurre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je demande que le député soit rappelé à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député est parfaitement dans l'ordre. Il a le droit de dire pourquoi nous avons un déficit dans tel produit.

M. le président: Le ministre a parfaitement raison. Il est logique, avec la décision que j'ai prise hier, alors que j'ai demandé au député de ne pas rouvrir le débat sur la margarine et l'insémination artificielle.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je vais poser une dernière question: Est-ce que le ministre peut nous dire s'il va faire imprimer le rapport de la commission Héon pour le distribuer aux sociétés agricoles, aux députés, etc.?

L'honorable M. Barré (Rouville): Cette réponse a été donnée par le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà dit que nous ferions imprimer le rapport.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a beaucoup de commissions, mais pas beaucoup de rapports.

L'honorable M. Barré (Rouville): À l'item en cours, il n'est pas question du rapport de la commission Héon. Le rapport sera imprimé et publié!

M. Brown (Brome) pose ensuite quelques questions au sujet du nombre d'employés permanents et temporaires compris dans l'item "traitements" au Conseil des recherches agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a un employé permanent et quelques employés à temps partiel, car le travail de recherche se fait surtout l'été.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTE

1. \$222,000, selon *The Quebec Chronicle* du 31 janvier 1957, à la page 3.

Séance du jeudi 31 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel;
- bill 182 modifiant la charte de la ville de Tracy;
- bill 202 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 164 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;
- bill 171 modifiant la charte de la cité de Dorval.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 249 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 244 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Projets de loi:

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 236 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Tracy

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant la charte de la ville de Tracy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 164 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 249 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 249 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 244 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des allocations sociales et mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Qu'au sens de la loi de l'assistance aux

mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180), l'expression "enfant" signifie et désigne un enfant légitime âgé de moins de seize ans ou qui, étant âgé de seize à dix-huit ans, poursuit ses études ou ne peut travailler par suite d'incapacité physique ou mentale.

2. Que l'article 3 de ladite loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 53, et remplacé par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 55, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, le mot "cinq" par le mot "un", et dans la cinquième ligne du même paragraphe, le mot "douze" par le mot "six".

3. Que l'article 5*a* de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 55, soit modifié en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, le mot "seize" par le mot "dix-huit".

Au début de la session, on a déjà présenté un projet de loi pour augmenter les allocations versées aux mères nécessiteuses. À ce moment, on avait porté l'allocation de base de \$35 à \$40 par mois à \$60 par mois, pour une mère et un enfant.

Il fallait procéder rapidement pour permettre de tout préparer à temps. D'autres modifications avaient alors été annoncées.

Il s'agit d'abord, dit-il, de fondre deux organismes en un. Jusqu'ici, il y avait la Commission des allocations sociales, composée de trois membres, qui s'occupait des pensions de vieillesse, des pensions des invalides et des aveugles; l'Office d'assistance aux mères nécessiteuses, composé de deux membres.

On confie à la Commission des allocations sociales l'administration de toutes les lois de caractère sociale, dont celle qui se rapporte aux mères nécessiteuses; on porte de trois à quatre le nombre des membres de la Commission et l'on fait disparaître l'Office des mères nécessiteuses.

Par ailleurs, le projet de loi est pour accorder à l'épouse d'un absent le bénéfice de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses après un an d'absence au lieu de cinq.

De la même façon, on accorde le bénéfice de la loi à l'épouse d'un mari condamné à six mois de détention au lieu de douze.

De plus, on prolonge jusqu'à dix-huit ans l'âge de l'enfant invalide pour lequel une mère nécessiteuse peut retirer son allocation, et jusqu'à dix-huit ans, au lieu de seize ans, l'âge de l'enfant aux études pour lequel une mère nécessiteuse peut avoir son allocation.

C'est le complément de l'autre loi que nous avons présentée. On étend les bénéfices de l'assistance aux mères nécessiteuses. Un plus grand nombre de personnes pourra en profiter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a longtemps que l'opposition réclamait les améliorations et l'augmentation de la pension des mères nécessiteuses. Je suis heureux de constater que le gouvernement améliore la loi à la suite des suggestions constructives faites par les libéraux.

Il rappelle le discours prononcé par le député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) à l'occasion de l'étude du premier projet de loi en décembre dernier, et il dit se réjouir de ce que ce discours ait porté fruit aussi rapidement.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre n'est plus surprise d'entendre l'opposition discuter de cette façon quand il s'agit d'une loi d'importance sociale; et pourtant l'on ne devrait se placer qu'au point de vue du plus grand bien-être de la population. Je pense que c'est un sujet qui devrait être au-dessus de la politique. Mais le chef de l'opposition ou, devrais-je dire, le chef intérimaire de l'opposition permanente ne peut s'empêcher d'essayer de tout rabaisser au niveau de la politique. Il y a des gens qui essaient de profiter de toutes les circonstances pour chercher à se faire du crédit politique.

Le chef de l'opposition a parlé du discours du député de Rivière-du-Loup (M. Couturier). Mais c'a été un éclat de rire dans la province de Québec quand le député a voulu faire croire que les pensions des mères nécessiteuses étaient une œuvre libérale, ce qui est faux de A à Z. Les libéraux ne donnent rien quand ils sont au pouvoir. Pendant 40 ans, ils n'ont rien donné aux mères nécessiteuses. À notre arrivée au pouvoir, en 1936, nous avons décidé de passer la loi pour aider les mères nécessiteuses. En 1940, est-ce que les libéraux ont fait mieux? Non. Ils ont baissé le taux de base des pensions des mères nécessiteuses et des allocations accordées pour chacun de leurs enfants; on a coupé en moyenne de \$12 à \$15 par mois les pensions dans la province; et on a retiré la pension à des centaines de personnes. Donc, non seulement les libéraux n'ont pas demandé de pensions pour les mères nécessiteuses avant 1936, mais ils ont saboté la loi de 1937 à la première occasion.

Les mères nécessiteuses ont été longtemps des infortunées; elles étaient privées de moyens matériels; mais elles ne manquent pas d'intelligence et on ne réussira pas à leur faire croire faussement que ce sont les libéraux qui leur ont donné les pensions. D'ailleurs, quand le chef de l'opposition parle, c'est au nom de quel parti?

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) parle-t-il au nom des libéraux qu'il combattait quand il était dans le Bloc populaire ou des créditistes à bérêts blancs?

M. Lafrance (Richmond): Que le ministre reste donc dans l'ordre. Quand ce sera le temps de parler du Bloc populaire, nous en parlerons.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est curieux. Quand j'attaque les libéraux ou le Crédit social, le député de Richmond (M. Lafrance) ne se lève jamais, mais chaque fois que je parle du Bloc populaire, il se lève pour protester. Serait-il encore Bloc? Se serait-il fait élire sous une fausse représentation?

M. Lafrance (Richmond): Ceux qui ont été élus sous de fausses représentations, ce sont ceux qui ont saoulé la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire que les électeurs de la province ont été saoulés. Que le député de Richmond retire ses paroles sans restrictions. Il réclame un point d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): Je pensais à mon comté où l'Union nationale a saoulé la population. Il dit qu'il ne retire pas ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris de voir que le premier ministre se reconnaisse quand on parle des gens qui ont saoulé la province.

M. le président: Il y a deux points d'ordre et non pas seulement un. Le député de Richmond a dit, d'une part, que "Ceux qui ont été élus sous de fausses représentations, ce sont ceux qui ont saoulé la province"; et le chef de l'opposition, d'autre part, a déclaré: "Je suis surpris que le premier ministre se reconnaisse quand on parle des gens qui ont saoulé la province."

Il demande au député de Richmond de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans conditions. Qu'on lui fasse retirer ses paroles sans conditions.

M. Lafrance (Richmond): Puisque les règlements de la Chambre ne me permettent pas, je les retire mais, je sais que, dans mon comté de Richmond, ce que je viens de dire est vrai... l'Union nationale a saoulé...

Des députés ministériels: À l'ordre, à l'ordre.

M. Lafrance (Richmond): J'ai le droit de mettre des formes. J'ai le droit de nuancer...

Des députés ministériels crient. Sans conditions...

M. Lafrance (Richmond): Dans ce cas, je ne les retirerai pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit au président du comité de faire rapport à l'Orateur, le député de Montcalm (M. Tellier).

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur la résolution numéro 2 relative au bill 40, le député de Richmond (M. Lafrance), d'un ton courroucé, a déclaré: "Ceux qui ont été élus sur de fausses représentations, ce sont ceux qui ont saoulé la province." Sur un point d'ordre, j'ai demandé au député de Richmond de retirer ses paroles; il a déclaré à la Chambre qu'il ne les retirait pas.

M. l'Orateur rappelle nominativement à l'ordre M. Émilien Lafrance.

Expulsion du député Émilien Lafrance, Richmond

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le député de Richmond soit censuré et expulsé de cette Chambre pour une période de huit jours. Il demande d'appliquer l'article 76 du Règlement de la Chambre et de prononcer contre le député de Richmond la censure avec exclusion de huit jours. Le député de Richmond s'est permis très souvent des écarts de langage inqualifiables. Il a même été expulsé de la Chambre à plusieurs reprises et, dans les circonstances, il (M. Duplessis) croit devoir réclamer une expulsion de huit jours.

M. Lafrance (Richmond) veut répliquer.

M. l'Orateur: En vertu du paragraphe 3, de l'article 76, des règlements de la Chambre, le député visé par une motion d'expulsion doit, dès qu'elle est mise en délibération, se retirer pour le temps que durera la discussion de la motion. M. J.-Émilien Lafrance, je vous rappelle à l'ordre¹.

M. Lafrance (Richmond) sort de la Chambre. (Près du trône et de la porte de sortie) Ce n'est pas à l'honneur de la Chambre!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris de cette motion. Nous réalisons qu'un vote sera pris et que nous serons battus, probablement. Ce ne sera pas un bon point pour la démocratie en cette province. Quand le député a parlé, il a précisé qu'il avait en vue le comté de Richmond.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition n'a pas droit de faire des commentaires sur la question qui a fait le sujet du point d'ordre. Il ne peut pas ouvrir un autre débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion du premier ministre est une entrave à la liberté de parole, mais je vois qu'il ne sert à rien de discuter. Nous allons voter contre. La motion est trop forte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond, à plusieurs reprises, a eu des excès de langage. Ce n'est pas la première fois que le député de Richmond est trouvé coupable de conduite antiparlementaire, qu'il injurie ainsi les ministres, les députés et le peuple de la province de Québec.² Une suspension de huit jours est douce, dans les circonstances.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cûsteau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur,

Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russel, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. le président soulève la question du deuxième point d'ordre relatif à des paroles qu'aurait aussi prononcées le chef intérimaire de l'opposition.

J'ai compris que le chef de l'opposition s'est permis de dire, comme cela se fait souvent, en badinant: "Je suis surpris de voir que le premier ministre se reconnaisse quand on parle des gens qui ont saoulé la province." Je lui demande donc de retirer ces paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas dit cela. Si cependant on peut me prouver que j'ai prononcé ces paroles, je les retirerai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans conditions, sans conditions. Je désire que le député de Saint-Maurice retire ses paroles sans conditions.

M. le président: C'est ce que j'ai entendu, en remplaçant les paroles du chef de l'opposition dans le contexte où elles ont été prononcées. Je comprends que ce ne sont peut-être pas les paroles exactes du chef de l'opposition, mais je suis certain que c'est ce qu'il a voulu dire. Je lui demande donc de retirer ces paroles s'il les a prononcées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire les paroles que vous avez comprises.

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions relatives au bill 40³.

Les résolutions sont adoptées⁴.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Il y a une augmentation sensible sur l'année dernière. Est-ce parce que le gouvernement veut augmenter le salaire des employés ou s'il compte augmenter le nombre de ceux-ci?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Une partie de cette augmentation de \$115,000 ira en augmentations de salaire, et l'autre sera consacrée à l'engagement d'agronomes, d'ingénieurs forestiers et professionnels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Chaque année, le gouvernement demande \$90,000 et, en 1955-1956, il n'a dépensé que \$50,688. Cette demande est-elle justifiée?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le montant n'a pas été entièrement dépensé au cours des dernières années, à cause de la température et autres conditions. Cette année, cependant, nous avons bon espoir de dépenser tous les crédits mis à notre disposition.

M. Brown (Brome) pose une question au ministre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les équipes de recherche visiteront au moins 46 paroisses au cours de l'année. Nous avons beaucoup de demandes et nous tentons de répondre à toutes.

Depuis quelques années, on a eu recours au relevé aérien qui a donné de très bons résultats tant par sa précision que par sa rapidité. Nous comptons nous servir de plus en plus de cette méthode. Après que le relevé est fait, nous envoyons les équipes de chercheurs.

On s'applique surtout à faire une étude économique très fouillée des paroisses où l'on note une certaine décroissance ou des vides. À date, nous avons visité une cinquantaine de paroisses où tous les aspects ont été étudiés. Nous étudions la question paroissiale, la question scolaire, le problème économique, la valeur du sol, etc. Ce travail a été fait complètement dans 46 paroisses, dont certaines sont des paroisses agricoles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien y a-t-il eu de colons d'établis en 1955-56?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons établi 1,195 colons et consolidé 5,212 établissements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de colons ont laissé leurs terres, en 1955-1956?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il est très difficile d'avoir le chiffre exact. Je puis dire cependant qu'il n'y a pas beaucoup d'abandon. Nous essayons de maintenir le colon par tous les moyens possibles. Il est extrêmement difficile d'avoir de nouveaux colons, à cause de l'attrait des développements économiques des grands centres. Pour intéresser les nouveaux colons, nous avons augmenté les octrois. Nous donnons jusqu'à \$4,500. Le nombre n'est pas aussi considérable que nous le voudrions, nous le déplorons.

L'abandon est moins considérable aujourd'hui qu'après les années de crise. Le colon qui décide d'aller s'établir aujourd'hui est généralement beaucoup plus sérieux, dit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il y a aujourd'hui 20,511 établissements possibles dans la province. Il y a 25 paroisses où tous les plans sont prêts, dont un canton où les chemins sont faits et où on a même commencé le défrichement sur chaque lot. Tout ce qui manque, ce sont les colons. Les candidats ne sont pas aussi nombreux que nous le voudrions et nous sommes les premiers à le déplorer.

Le ministère est prêt à prévenir tout mouvement de colonisation, si subit soit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant de chercher d'autres lots, il faudrait voir à ce que ceux qui existent déjà soient occupés. La superficie agricole de la province de même que le nombre de fermes diminue graduellement. Le ministre, a-t-il songé à consolider les terres qu'on abandonne chaque année?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons le droit d'acheter ces terres partout et nous les revendons au prix que nous les avons payées. Les acheteurs les paient par versements annuels sans intérêt.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de cultivateurs se sont-ils établis sur d'anciennes terres?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il n'y en a pas beaucoup, entre 25 et 30 par année. L'an dernier, nous en avons eu 29.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Sur 1,195 colons qui ont été établis l'an dernier sur des lots, combien ont-ils été transférés d'un lot à un autre?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ce sont de nouveaux colons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de temps faut-il à un colon pour devenir propriétaire de son lot?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): De cinq à six ans, s'il répond à ses obligations. Après ce temps, il reçoit ses lettres patentes et peut vivre ordinairement des revenus de sa terre.

Il (M Bégin) dit qu'il n'est pas favorable à l'idée d'engager des gens pour les faire travailler sur leurs propres terres. De nos jours, précise-t-il, il se fait moins d'efforts qu'autrefois et il est mieux d'encourager les colons à vivre de leur initiative personnelle. Le gouvernement les aide en leur payant, en moyenne, \$4,500 en primes de toutes sortes dans le cours de leur établissement.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question au ministre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Mille cinquante-neuf lots ont été révoqués, l'an dernier, parce que les colons qui y étaient installés n'avaient pu les faire fructifier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) se plaint du fait que plusieurs primes dues à des colons seraient différées.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les primes sont payées après que le ministère a reçu les rapports.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) s'informe d'un montant de \$400,000 proposé à l'assistance aux nécessiteux dans les centres de colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Cette aide est accordée surtout à des propriétaires de petits lopins de terre, en Gaspésie, sur la Côte-Nord et même au Labrador, où les gens ne peuvent vivre uniquement du revenu de leur terre. Dans ces endroits, les nécessiteux sont à la charge du ministère de la Colonisation plutôt qu'à celle du ministère de la Santé.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): La somme de \$350,000 prévue pour l'organisation de la ferme du colon est-elle suffisante?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): L'aide du gouvernement est la plus généreuse possible mais je ne peux recommander, notamment, l'achat d'animaux dans le cas où les colons sont dans l'incapacité de les nourrir.

L'étude de la résolution est suspendue⁵.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 34 concernant la colonisation;
- bill 38 instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois;
- bill 41 concernant les coopératives d'électricité;
- bill 221 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 144 concernant la ville de Val-d'Or;
- bill 146 modifiant la charte de la ville de Mackayville;
- bill 174 concernant la ville de Charlesbourg;
- bill 179 modifiant la charte de la ville de Plessisville;
- bill 209 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;
- bill 212 constituant en corporation de ville la corporation du village de Rock Island, comté de Stanstead;
- bill 216 attribuant certains pouvoirs au Club Lemoyne Incorporé de Longueuil;
- bill 230 constituant en corporation la ville de Repentigny;
- bill 234 décrétant certains lots situés à la Cité-Jardin, quartier Rosemont, libres de toute servitude.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 109 concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les deux premières lignes, les mots "et ses successeurs éventuels," par les mots "ses successeurs et ayants droit".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 188 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est biffé.

Et les articles 8, 9, 10 et 11 deviennent articles 7, 8, 9 et 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 194 constituant en corporation la ville de Candiac, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 35 est modifié:

a) en changeant à la fin de l'article les chiffres "1957" par les chiffres "1956".

b) en ajoutant à la fin de l'article ce qui suit:

"à l'égard des immeubles et constructions dont ils sont présentement propriétaires, mais à l'exclusion de leurs successeurs et cessionnaires, comme à l'exclusion de la pétitionnaire."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 242 concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant le paragraphe g par ce qui suit:

"g) Aucune poursuite, action, instance, aucun appel ou aucune autre procédure en cours, ni aucun pouvoir, droit ou recours en exercice ne seront discontinués ou affectés par la présente loi; mais peuvent être continués ou exercés au nom de The Royal Trust Company, qui sera substitué à Barclays Trust Company of Canada de plein droit et sans reprise d'instance; The Royal Trust Company aura les mêmes frais que si les poursuites, action, appel, instance ou autre procédure avaient été commencés ou défendus au nom de The Royal Trust Company."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 97 concernant la Compagnie de téléphone de Dorchester inc., avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est remplacé par ce qui suit:

"2. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser l'émission de lettres patentes supplémentaires conformes à la loi des compagnies de Québec accordant à la compagnie le droit de prolonger son réseau et son service de téléphone au-delà des comtés de Dorchester, Bellechasse et Montmagny, sauf dans les territoires et localités actuellement desservis par la compagnie Québec-Téléphone."

Projets de loi:

Propriété de Robert Bernatchez

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 109 concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez.

L'amendement est lu et accepté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Thetford Mines

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 188 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

L'amendement est lu et accepté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Candiac

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 194 constituant en corporation la ville de Candiac.

L'amendement est lu et accepté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Royal Trust Company et Barclays Trust Company

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 242 concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

L'amendement est lu et accepté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie de téléphone de Dorchester inc.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 97 concernant la Compagnie de téléphone de Dorchester inc.

L'amendement est lu et accepté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 178 modifiant la charte de la ville de Victoriaville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.
2. L'article 6 devient article 5 et est modifié en biffant, à la fin du premier paragraphe, les mots "(reproduit comme annexe "A")".
3. Les articles 7 et 8 deviennent articles 6 et 7.
4. L'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre du bill est modifié en ajoutant à la fin ce qui suit:

"et concernant La Commission des écoles catholiques de Hull".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 19 comme article 20:

"20. La Compagnie E.B. Eddy devra payer à la Commission des écoles catholiques de Hull, pendant une période de cinq (5) années, à compter du 1^{er} mai 1957, les montants de taxes scolaires ci-après:

Pour l'année fiscale 1957-1958: \$163,350;
 Pour l'année fiscale 1958-1959: \$169,200;
 Pour l'année fiscale 1959-1960: \$175,050;
 Pour l'année fiscale 1960-1961: \$180,900;
 Pour l'année fiscale 1961-1962: \$186,750.

"Cesdites taxes scolaires seront pour toutes les propriétés immobilières possédées et détenues par ladite compagnie dans les limites de la cité de Hull servant à ses fins industrielles."

3. L'article 20 devient article 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 220 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne

de Lachine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot "charité" le mot: "l'hospitalisation".

2. L'article 5 est modifié en insérant dans la quatrième ligne du paragraphe d, après le mot "repos" le mot: "hôpitaux"

Projets de loi:

Charte de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 184 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Victoriaville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Les amendements sont lus.

M. Lavallée (Berthier) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sœurs de Sainte-Anne de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 220 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne de Lachine.

Les amendements sont lus.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:**Travaux de drainage**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 décembre 1956, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance. (Document de la session no 32)

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

24 Loi concernant la municipalité d'Oka, comté des Deux-Montagnes;

29 Loi modifiant la loi des terres de colonisation;

31 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

32 Loi modifiant la loi du ministère des Finances;

33 Loi modifiant la loi des coroners;

34 Loi concernant la colonisation;

35 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

36 Loi concernant le secrétaire de la Commission des accidents du travail de Québec;

38 Loi instituant le comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois;

41 Loi concernant les coopératives d'électricité;

96 Loi concernant les juges de la Cour municipale de la cité de Montréal;

97 Loi concernant la Compagnie de téléphone de Dorchester inc.;

98 Loi modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales;

109 Loi concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez;

119 Loi concernant certains biens de feu dame Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David;

122 Loi concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited;

125 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup;

139 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;

144 Loi concernant la ville de Val-d'Or;

146 Loi modifiant la charte de la ville de Mackayville;

157 Loi refondant la charte de la Compagnie Paquet Limitée;

158 Loi concernant Le Gaz provincial du nord de Québec ltée;

166 Loi modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe;

170 Loi concernant l'asile du Bon-Pasteur de Québec;

173 Loi modifiant la charte de la cité de Giffard;

174 Loi concernant la ville de Charlesbourg;

175 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon;

178 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

179 Loi modifiant la charte de la ville de Plessisville;

183 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida;

184 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

188 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

194 Loi constituant en corporation la ville de Candiac;

208 Loi concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau;

209 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;

212 Loi constituant en corporation de ville la corporation du village de Rock Island, comté de Stanstead;

214 Loi concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval;

215 Loi concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte;

216 Loi attribuant certains pouvoirs au Club Lemoyne incorporé de Longueuil;

220 Loi constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne de Lachine;

221 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

222 Loi concernant les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield;

224 Loi concernant le testament de Charles Bouthillier;

227 Loi concernant La Caisse nationale d'économie;

228 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stanislaw Wodnicki à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

229 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier;

230 Loi constituant en corporation la ville de Repentigny;

232 Loi concernant la municipalité scolaire de la ville de Port-Alfred;

233 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province à admettre Magdeleine Ally-Degré au nombre de ses membres, après examen;

234 Loi décrétant certains lots situés à la Cité-Jardin, quartier Rosemont, libres de toute servitude;

242 Loi concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le comité poursuit la discussion sur le crédit proposé par le député de Matane (l'honorable M. Gagnon):

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958⁶.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est le taux payé pour l'électricité fournie à ces colons?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond que la question des taux ne relève pas de lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition a de l'audace de parler de cette question quand, sous les régimes libéraux, c'était le système de la lampe à l'huile. Du temps des libéraux, on vendait l'électricité à un prix exorbitant, mais l'Union nationale a tout changé cela. Les prix ont été diminués et le gouvernement a bâti le premier hydro québécois, avec le résultat qu'aujourd'hui, par les coopératives d'électricité, tout l'Abitibi et Rouyn-Noranda sont électrifiés. Les mines se sont développées grâce à l'électricité, mais l'opposition semble jalouse de constater tous ces progrès. C'est inconcevable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui est inconcevable, c'est que le ministre ne réponde pas aux questions qu'on lui pose. J'ai demandé les taux et le ministre nous répond que cela ne l'intéressait pas.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): J'ai dit que ce n'était pas mes affaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre sait que la question des taux relève d'un autre organisme que le sien. Il parle de ce qu'il connaît, lui, au contraire du chef de l'opposition.

Les taux de l'électricité sont plus bas dans Québec que dans l'Ontario. Nous avons fait baisser les taux de la Quebec Northern.

M. Hamel (Saint-Maurice): La moyenne des taux est plus élevée dans Québec que dans l'Ontario.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Dans mon comté, le colon paie 25 cents le kilowatt, plus une taxe qui, à certains endroits, atteint une cent et quart du kilowatt. Les colons ne sont pas capables de payer un prix aussi élevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe est imposée par les autorités municipales et scolaires, qui sont en grande partie composées de colons. Les colons ont du cœur et ils veulent aider l'éducation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de colonisation: entretien et réparations (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) critique la façon dont le ministère procède. Au lieu d'étendre le réseau, dit-il, on devrait réparer les chemins des colonies qui sont en mauvais état.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Les chemins de colonisation ont été améliorés de façon considérable dans tout l'Abitibi. Aujourd'hui, ces routes sont en très bon état.

M. Hamel (Saint-Maurice): Sur quoi se base-t-il pour requérir une somme de \$3,000,000 pour la construction de nouveaux chemins de colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il a des demandes pour \$10,000,000. Il se dit prêt à donner des détails sur les travaux projetés, mais cela prendrait beaucoup de temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est encore un chèque en blanc que réclame le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériaux outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les magasins du ministère sont encore mieux organisés que ceux de n'importe quelle compagnie, et si une machine brise dans un champ, elle peut être réparée sur-le-champ, et souvent, dans un temps ne dépassant pas une demi-journée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-Routes: Réparations et entretien: construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Théberge (Chambly) demande d'abord des détails sur un item de \$4,300,000 pour construction, réparation et entretien de ponts semi-permanents.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On dépensera \$2,300,000 pour les travaux de réparation et d'entretien, et \$2,000,000 pour la construction de nouveaux ponts semi-permanents.

M. Théberge (Chambly): Qu'est-ce que le ministre entend par un pont semi-permanent?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est un pont avec plancher en bois sur lambourdes d'acier. Nous construisons ces ponts sur des chemins de pénétration, ou encore sur des routes de la voirie dont le tracé peut être modifié dans un proche avenir. Si la route change de place plus tard, nous pouvons récupérer les lambourdes d'acier et même le bois pour nous en servir ailleurs. Nous réalisons ainsi des économies considérables.

M. Théberge (Chambly): Le ministre peut-il nous dire combien de ces ponts seront construits au cours de l'année et si l'on va demander des soumissions?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les ponts semi-permanents sont généralement construits par nos employés, d'après les plans de nos ingénieurs. Quant aux ponts permanents, nous demandons toujours des soumissions à des entrepreneurs responsables, et nous accordons les contrats aux conditions les plus avantageuses pour la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels sont les ponts semi-permanents que le ministre se propose de construire au cours de l'année?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il s'agit presque toujours de cas fortuits. Nous en construisons une centaine chaque année. Si le chef de l'opposition peut me dire quels sont les ponts qui vont tomber dans l'année, ce sera plus facile de lui dire où nous allons en construire de nouveaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, le ministre prévoit qu'il va tomber des ponts pour \$4,000,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'ai dit que nous construisions des ponts semi-permanents d'abord sur les nouveaux chemins de pénétration, et ensuite, pour remplacer de vieux ponts sur des routes que le ministère de la Voirie se propose d'améliorer plus tard. Après 44 ans de régime libéral, il y avait dans toute la province 6,500 ponts, dont 1,500 seulement étaient permanents. Encore, plus des trois quarts de ces ponts n'étaient-ils pas assez larges pour répondre aux besoins de la circulation.

Il y avait de plus 5,000 ponts en bois, étroits, couverts, rouges et branlants. Inspirée par son chef, le plus grand bâtisseur que la province ait jamais eu, l'Union nationale a entrepris de rebâtir les ponts. Du 1^{er} septembre 1944 au 1^{er} avril de l'an dernier, nous avons construit 1,546 nouveaux ponts permanents. Si l'on ajoute à cela les 164 ponts que nous avons construits de 1936 à 1939, et les 200 que nous avons construits cette année, on en arrive à un total de 1,909 nouveaux ponts dont l'Union nationale a doté la province.

Le chef de l'opposition semble ignorer de plus que son régime laissait porter aux contribuables municipaux presque l'entière responsabilité de l'entretien et de la construction des ponts. Les subventions étaient données à la cuiller et elles ne s'élevaient parfois qu'à 5 % du coût. Quand on donnait 25 %, le maire proclamait trois jours de fête dans la paroisse. L'Union nationale a fait bénéficier les contribuables municipaux d'un montant de \$120,000,000 pour la construction et la réparation des ponts.

M. Théberge (Chambly): Le ministre pourrait-il nous dire combien de ponts sont tombés sur les 1,546 qu'il a construits?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Une partie seulement d'un pont a manqué, sur un total de

1,900. C'est une moyenne très satisfaisante. Et nous n'avons pas construit de ponts dans le champ, comme l'a fait le régime libéral à Charny. Sous nos amis d'en face, on demandait des soumissions par la voie des journaux, mais on ne s'engageait jamais à accepter la plus basse. Pour les piliers du pont de l'Île d'Orléans, par exemple, la plus basse soumission était de \$226,000, mais on a donné le contrat à un autre entrepreneur qui avait demandé \$460,000. Et quand nous avons pris le pouvoir, nous avons constaté qu'on pouvait enfoncer une tige d'acier dans les piliers où il y avait plus d'eau que de ciment. Depuis 1936, il nous a fallu faire pour \$700,000 de réparations sur ce pont. Je pourrais parler aussi du pont des chutes Montmorency, qui a été construit par une compagnie américaine. M. Taschereau devait l'inaugurer à 11 heures du matin. Or, à 10 heures, il a reçu un télégramme disant que le pont était tombé. Je pourrais parler du pont de Saint-Bernard-de-Lacolle, qui s'est enfoncé et que M. Bouchard a fait sauter à la dynamite pour en construire un autre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre nous demande \$2,300,000 pour construire des ponts semi-permanents. Je ne parle pas de ceux qui vont tomber dans l'année et qu'il va être obligé de remplacer; mais les autres, où va-t-il les construire?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y a actuellement dans la province, des demandes pour la construction de \$32,000,000 de ponts. On ne peut tout faire à la fois. Il faudra donc faire un choix et, tous les ans, nous avons des imprévus. Mais je puis bien lui dire que nous allons en construire un dans le comté d'Argenteuil, sur la rivière Dumoulin, au coût de \$8,000; un autre à Saint-Ephrem de Beauce, un autre dans le comté d'Arthabaska. La liste serait longue.

Le ministère des Travaux publics s'acquitte généreusement de ses obligations. Il lui faut construire au moins 100 ponts semi-permanents par année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre se rappelle-t-il qu'en 1951 un pont est tombé, le pont de Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on arrivera à l'item de la construction des ponts permanents, j'attends le chef de l'opposition sur ce point-là.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
19. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement des palais de justice, prisons et loyers d'édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) demande au ministre ce qu'il entend faire pour le palais de justice de Hull. Laissera-t-on cet édifice se délabrer?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le député n'est pas au courant qu'on a dépensé \$38,000 pour le bâtiment au cours de l'année et qu'il se dépensera plus de \$50,000 l'année prochaine.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) se plaint de ce que le public doit attendre pour se servir du nouvel ascenseur du parlement, car on l'utilise comme monte-charge.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) admet qu'il y a un problème, et il annonce l'installation d'autres ascenseurs au parlement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité pour faciliter l'établissement d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas seize millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Thériage (Chambly): Qu'est-ce que le ministre entend faire pour supprimer le péage au pont Jacques-Cartier à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pont Victoria est également à péage, et on va construire un autre pont à péage, celui de l'Île des Sœurs. Cela met le gouvernement fédéral dans une position difficile. Si l'on abolit le péage au pont Jacques-Cartier, il faudrait le supprimer au pont Victoria; et la construction prochaine d'un nouveau pont complique encore le problème. Certes, le principe des ponts à péage est mauvais; ces ponts bloquent le trafic. Les désirs de la population de la rive sud dans la région de Montréal sont légitimes; mais le problème est difficile.

M. Thériage (Chambly): Ce serait un bon tour à jouer au fédéral que de s'entendre avec Montréal pour supprimer le péage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut jouer un bon tour au fédéral, qu'il s'arrange pour qu'Ottawa rende au Québec son butin et le gouvernement provincial pourra régler bien des problèmes.

M. Thériage (Chambly) demande si le ministère a un programme défini pour la construction de ponts permanents pour lesquels il demande \$16,000,000. Combien de ponts seront construits en 1957, où seront-ils construits, comment ont été préparées les soumissions et quelle est la politique de demande de soumissions, demande-t-il?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Chaque année nous construisons de 110 à 125 ponts permanents. Nous demandons toujours des soumissions à des entrepreneurs responsables, et toujours, le contrat est accordé à la plus basse soumission. Ce sont les ingénieurs du ministère qui préparent les estimés et ce sont cinq d'entre eux qui étudient les soumissions. Un dépôt de 10 % de la soumission est exigé des entrepreneurs et, de plus, il faut une police-garantie de 50 % des travaux, qui doit être maintenue en vigueur un an après la fin des travaux.

Le ministère a pour \$32,000,000 de demandes de construction de ponts permanents. Nous devons, dit-il, tenir compte de plusieurs facteurs dont les besoins urgents qui peuvent survenir comme ce fut le cas à Maria, dans le comté de Bonaventure, où des incendiaires ont mis le feu au pont recouvert de 900 pieds qui était en très bon état.

Un député de l'opposition: C'était un pont construit sous le régime libéral?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui, mais le feu qui l'a consumé était rouge.

Il donne ensuite une idée du programme en vue: le ministre de la Chasse et de la Pêche, le député de Gaspé-Sud, nous en demande 28, dit-il. Le ministère de la Voirie nous en demande plusieurs. Nous devons suivre les routes construites par ce ministère et construire des ponts là où c'est nécessaire. Dans Abitibi-Est, nous avons un projet pour un pont de \$85,000; dans Argenteuil, \$18,000; Drummond \$4,000,000; Bersimis, \$2,200,000; Cascapédia \$1,500,000, ce qui démontre, entre parenthèses, que nous faisons même des choses dans les comtés de l'opposition; nous avons aussi des projets pour les comtés de Charlevoix, Chicoutimi, Deux-Montagnes, Frontenac, Missisquoi, Lévis, Matapédia, etc.

À la suite du merveilleux pont de l'Île aux Allumettes, dans le comté de Pontiac, il faudra construire de nombreux ponts le long de la route qui conduira à Ottawa et Hull.

M. Parent (Hull) demande que le provincial aide à la construction de ce moyen de communication entre la capitale et le district de Hull. Il n'y a pas de pont de la province entre Hull et Ottawa. Il n'existe actuellement qu'un pont ferroviaire bâti vers 1900 entre ces deux villes, avec une voie carrossable dans chaque sens. On a compté, en une seule journée, 25,000 véhicules sur ce pont interprovincial.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le jour de la Saint-Jean-Baptiste!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pris connaissance du projet d'un pont à Hull. J'ai participé aux pourparlers chez M. Robert Winters, ministre fédéral des Travaux publics, le 5 octobre 1955, en présence de M. Moncton, nouveau maire de Hull, et de M. Frost, premier ministre de l'Ontario. On a discuté du pont et on a parlé de l'incorporer dans le district fédéral.

Les besoins de la province sont nombreux. Nous avons notamment besoin d'un pont à Saint-Jean d'Iberville, sur la route Montréal-États-Unis. J'ai l'impression que le pont Hull-Ottawa devrait être bâti en entier par le fédéral. À Ottawa, on a absolument besoin de ce pont, et j'ai dit à M. Winters que le gouvernement d'Ottawa devrait en absorber en entier le coût, et ce dernier a très bien compris. Nous

sommes bien disposés, mais il y a également des besoins urgents dans Québec. Le député devrait diriger ses efforts vers le fédéral. C'est un problème fédéral. La ville de Hull ne devrait pas avoir à déboursier un cent pour la construction de ce pont. Ottawa a des bâtisses à Hull, Ottawa a de l'argent. Cette année, ils ont un surplus de \$350,000,000 et une partie de cet argent appartient à la province de Québec; ils sont capables de construire ce pont. C'est une affaire de rien pour eux. Un grand nombre de ceux qui utilisent le pont sont des gens de Hull qui se rendent travailler dans la capitale pour le compte du gouvernement.

M. Parent (Hull): Je voudrais savoir pourquoi le premier ministre n'a pas participé aux réunions subséquentes du comité formé pour s'occuper du projet de ce pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Winters comprend la position de Québec. Il fut même question de la participation de la ville de Hull à la construction du pont, mais j'ai dit que ça n'avait pas de sens. Où construire? Mlle Charlotte Whitton avait un projet. De son côté, M. Frost a déclaré lui aussi qu'il y avait énormément de ponts à construire en Ontario.

Nous avons accordé des octrois considérables à Hull et nous sommes toujours bien disposés. Mais nous avons nos besoins et Ottawa a le moyen de construire ce pont. Si le député a de l'influence à Ottawa, je crois que le gouvernement fédéral se rendrait à sa demande. Quant à moi, j'ai d'autres choses à faire que de voyager entre Québec et Ottawa.

Personne n'a été nommé à ce comité parce que c'eût été reconnaître que Québec avait une part de responsabilité là-dedans.

M. Parent (Hull): L'intérêt de Québec est d'être représentée sur le comité, car il y aura certainement une expropriation du côté de Hull.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si Ottawa dit: Voulez-vous nous aider pour l'expropriation? Nous verrons à cela. Si le pont est décidé, si on le construit là où il n'y a pas de chemin, si on a besoin de notre aide, nous sommes prêts à faire tout ce qui est raisonnable. Mais nous ne sommes pas prêts à admettre même que ce pont est la responsabilité de l'Ontario. Il ne fait pas de doute que ce nouveau pont interprovincial est absolument nécessaire.

M. Parent (Hull): Le comité formé aurait favorisé la construction du pont dans le plus bref délai. Je n'ai pas l'intention de faire un ballon politique avec cela.

Je voudrais avoir un règlement de cette question. J'ai entendu dire là-bas qu'il était question d'un mariage entre le premier ministre et Charlotte Whitton...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est opposé au divorce et je suis marié à la province.

Un jour, la mairesse d'Ottawa m'a remis les clefs de la ville et je lui ai dit que c'était la première fois qu'Ottawa me donnait quelque chose.

Je lui ai même proposé le député de Saint-Louis.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) proteste.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demande et dépôt de documents:

Vente de propriété à Victoriaville

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel no 102, adopté au cours de l'année 1955, concernant la vente d'une propriété à Victoriaville.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 33)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *l'Action catholique* du 1^{er} février 1957, à la page 3: "En Chambre, un député n'est jamais appelé par son nom, sauf dans les cas d'expulsion" Selon l'article 74 du Règlement, si un député qui a été remis à l'ordre deux fois, l'Orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre et l'expulser de la Chambre. (Voir *Les Débats de l'Assemblée législative*, séance du 19 décembre 1956)

2. Selon le *Montréal-Matin* du 1^{er} février 1957, "Il est à noter que M. Lafrance, qui a été élu député depuis 1952, possède maintenant le record des expulsions dans l'histoire parlementaire de Québec. Il a déjà, en effet, été exclu ou expulsé à quatre reprises depuis qu'il siège à l'Assemblée législative, dont deux fois en 1952-1953, et une fois en 1953-1954. Le total de ces jours à l'ombre est de 27."

3. Selon *La Presse* du 1^{er} février 1957, à la page 14, "M. Hamel qui se tenait la tête dans les mains, ne jette pas un regard sur le texte du projet de loi qu'il a devant lui, pas plus que vers le siège du vice-président. Il laisse celui-ci appeler chaque clause du bill. Il n'ouvre pas la bouche, ne bouge pas. Son attitude, qui semble en être une de protestation, est partagée par tous ses partisans qui imitent son silence."

4. Selon *La Presse* du 1^{er} février 1957, à la page 14, "Les clauses sont adoptées au fait si rapidement que le président de la Chambre, qui s'était retiré à ses appartements, n'avait pas eu le temps de revenir à son trône quand le vice-président s'est levé pour lui faire rapport que toutes les clauses avaient été adoptées."

5. Selon *Le Soleil* du 1^{er} février 1957, à la page 20, "Après ces remarques, la Chambre rapporte progrès et la séance est suspendue pour permettre une sanction de bills par le lieutenant-gouverneur."

6. Selon *Le Soleil* du 1^{er} février 1957, à la page 20, les discussions portent sur: "l'item 5 qui contient une somme de \$30,000 pour aider à l'électrification des fermes des colons". Cependant, selon les *Comptes publics de la province 1958*, à la page 195, il est question d'un montant de \$81,137.32 alloué à des primes d'électrification.

Séance du mardi 5 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 150 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne-de-Varennes.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 240 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

- bill 213 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 132 concernant la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec et le bill 238 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel ont déclaré qu'ils désiraient les retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Sainte-Anne-de-Varennes

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne-de-Varennes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Laval-Ouest**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 240 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 240 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Sainte-Foy**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

Il s'agit de rendre plus efficace la loi. Ces amendements ne changent pas la nature de la loi. Les modifications que le gouvernement entend apporter à la loi ont été proposées par les commissaires à la lumière de l'expérience acquise.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des corporations et compagnies

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi concernant les corporations et compagnies.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si la nouvelle taxe sera entièrement déductible de la taxe fédérale sur les profits des corporations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est pour modifier la loi qui institue l'impôt sur les bénéfices des corporations. En vertu des derniers pourparlers entre le fédéral et les provinces, pourparlers qui ont eu lieu à Ottawa, l'an dernier, les autorités fédérales ont consenti une déduction allant jusqu'à 9 % dans le cas des provinces qui imposent une telle taxe. Il a été entendu que le gouvernement provincial du Québec, qui ne participe pas aux ententes fédérales-provinciales, pourrait augmenter de 2 % la taxe sur les profits des corporations.

C'est en somme pour se prévaloir des concessions de cette dernière formule que Québec a décidé de porter sa taxe sur les corporations de 7 % à 9 %. Les corporations ne se ressentiront pas de cette hausse, puisque tout le montant qu'elles paieront à Québec sera déductible de celui qu'elles doivent payer à Ottawa. Il n'y aura donc pas de double taxation.

D'autre part, on a soutenu à tort, lors de la dernière conférence fiscale d'Ottawa, que le Québec recevrait \$48,000,000 du fédéral en vertu des versements de péréquation. C'est une erreur, car c'est plusieurs millions de moins que la province touchera, en réalité, par suite de l'application de la péréquation. En effet, les revenus additionnels que le

Québec recevra de cette augmentation de la taxe sur les produits des corporations seront déduits de ces paiements de péréquation pour l'année fiscale commençant le 1^{er} avril.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Autoroute Montréal-Laurentides

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides.

On veut créer un organisme public, ou l'équivalent de ce que l'on appelle aux États-Unis une "Authority", chargé du financement et de l'administration de l'autoroute qui sera construite entre Montréal et Saint-Jérôme. Cette "autorité" est ni plus ni moins qu'une compagnie de la couronne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Indemnité des membres de la Législature

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 concernant les membres de la Législature¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à la demande de parlementaires des deux côtés de la Chambre que ce projet de loi est présenté. En effet, le gouvernement présente ce bill parce que dans un débat précédent, au cours de la session actuelle, tous les membres de l'Assemblée semblaient s'accorder sur le fait qu'une augmentation était justifiée. Les députés de l'opposition ont également exprimé le désir de recevoir davantage, vu l'augmentation du coût de la vie.

À Ottawa, les membres de la Chambre des communes reçoivent \$10,000 par an et ne travaillent pas autant que dans les autres Législatures. Ici, les députés ont \$6,000. Nous portons cela à \$7,000, soit \$5,000 d'indemnité parlementaire et \$2,000 pour les dépenses.

Nous prendrons le vote et si un seul député vote contre ce projet de loi, le gouvernement le retirera aussitôt. En d'autres termes, la hausse de traitement devra être adoptée à l'unanimité de la Chambre, sans quoi elle ne deviendra point loi.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ça ne sera certainement pas moi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Inspecteurs des bureaux d'enregistrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement.

Ils sont actuellement au nombre de deux. On va augmenter ce nombre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant la loi de la Régie des transports.

Ce bill est pour transformer la législation portant sur la Régie des transports. Les modifications ont été suggérées par les membres de la Régie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Nous nous rendons, par ce bill, aux suggestions faites par diverses associations telles que les clubs automobiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Saint-Michel-Archange

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Le bill doit permettre au gouvernement de garantir une émission d'obligations pour couvrir le coût de la construction de deux nouvelles ailes de l'institution. Les travaux d'agrandissement accroîtront de 2,200 lits le nombre de lits à la disposition des malades dans l'établissement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une émission de \$4,500,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant la loi des produits laitiers.

Le but du bill est de protéger davantage les cultivateurs et de rendre plus sévères les sanctions prévues contre ceux qui violent la loi. On veut faire respecter les ordonnances de la Commission de l'industrie laitière en augmentant les amendes. Il s'agit des infractions relatives à la vente du lait nature. Les marchands de lait qui ne veulent plus avoir recours à un producteur devront non seulement l'aviser à temps, mais motiver leur geste et fournir une raison valable.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sutton

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant la municipalité du village de Sutton, dans le comté de Brome.

Il est question de corriger une erreur qui s'est glissée dans la description d'un territoire annexé récemment.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Élimination de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

Il s'agit d'une loi pour permettre au gouvernement de verser \$1,000,000 pour la démolition des taudis à Montréal. De plus, le bill aura pour effet de valider et légaliser la constitution de l'Office municipal de l'habitation salubre et d'autoriser la métropole à créer une commission du logement avec pouvoirs légaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 95 concernant la ville d'Acton Vale.

Il s'agit de faciliter l'industrialisation de la localité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation des courtiers en immeubles

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 132 concernant la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose que le bill 238 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des corporations et compagnies

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi concernant les corporations et compagnies.

Adopté.

Autoroute Montréal-Laurentides

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides.

Adopté.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

Adopté.

Élimination de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

Adopté.

Inspecteurs des bureaux d'enregistrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement.

Adopté.

Indemnité des membres de la Législature

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant les membres de la Législature.

Adopté.

Hôpital Saint-Michel-Archange

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

Questions et réponses:

Emprunts et engagements du Québec

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était, le 1^{er} novembre 1956, en plus de la dette nette publique de la province le montant total:

- a) des emprunts et crédits garantis par la province;
- b) des emprunts garantis par la Commission municipale de Québec;
- c) des engagements de la province vis-à-vis les hôpitaux et autres institutions de charité et institutions éducationnelles;
- d) des engagements pris par la province pour réparation et construction d'écoles?

L'honorable M. Gagnon (Matane): a) \$446,536,363.83 comprenant \$396,147,300 pour les emprunts de l'Hydro-Québec dont la situation financière est excellente, et \$37,385,600 empruntés par la Commission municipale pour le paiement des dettes scolaires assumées par la province.

- b) \$300,000;
- c) \$23,336,208.39;
- d) \$82,638,753.42.

Remboursement d'emprunts publics

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): À quels montants se sont élevés les déboursés de toute

nature faits par le gouvernement pour chacun des mois de mai, juin et juillet 1956?

L'honorable M. Gagnon (Matane):

- Mai: \$47,121,767.17;
- Juin: \$45,764,623.03;
- Juillet: \$58,289,542.24.

Cela comprend \$12,682,539.66 pour le remboursement d'emprunts échus, parmi lesquels plus de \$10,000,000 pour le remboursement d'obligations émises par la province, il y a plusieurs années.

Travaux de pavage à Sainte-Foy

M. Galipeault (Québec-Ouest): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il dépensé pour des travaux de pavage dans la municipalité de Sainte-Foy, en 1956:

- a) sur le boulevard Pie-XII;
- b) sur la côte Ross;
- c) sur la route de l'Église?

2. À qui le ministère de la Voirie a-t-il payé le coût de ces travaux?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. a) \$25,227.94; b) \$4,998.96; c) rien.

2. LaSalle Asphalte ltée, pour la pose du revêtement bitumineux, \$23,137.90, moins la retenue habituelle de 10 % payable lorsque les travaux sont définitivement acceptés - British American Oil, pour le ciment asphaltite, \$7,089.

Saisies de liqueurs et retraits de permis de vente

M. Parent (Hull): 1. La police des liqueurs a-t-elle effectué des saisies de liqueurs alcooliques à l'hôtel du Lac, au British Hotel et à l'hôtel Aylmer au cours du mois de juin 1954?

2. Des permis de vente ont-ils alors été enlevés à ces établissements?

3. Quelle était la valeur des liqueurs saisies dans chacun de ces hôtels?

4. La Commission des liqueurs a-t-elle remis aux propriétaires de ces hôtels les liqueurs qui y avaient été saisies ou leur a-t-elle remboursé la valeur de ces liqueurs?

5. Si des remboursements en argent ont été faits, quel a été le montant dans chaque cas?

6. Des procédures ont-elles été prises contre les propriétaires de ces hôtels? Dans l'affirmative, à quelle date et quel a été le montant de l'amende payée dans chaque cas?

7. Des permis de vente ont-ils été remis par la suite aux propriétaires de ces hôtels et, dans l'affirmative, à quelle date dans chaque cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. et 2. Oui.

3. Hôtel du Lac, la valeur des liqueurs alcooliques saisies, suivant évaluation de la Commission des liqueurs, était de \$947.37; au British Hotel, de \$1,952.41, et à l'hôtel Aylmer, de \$1,410.57.

4. et 5. La Commission des liqueurs n'a fait aucun remboursement et les liqueurs alcooliques saisies ont été confisquées au profit de la couronne.

6. Des saisies ont été pratiquées par les officiers de la Commission des liqueurs et les boissons saisies, représentant une valeur totale de \$4,308.35 mentionnée au paragraphe 3, ont été confisquées au profit de la Commission des liqueurs.

7. Oui, le 6 juillet 1954, dans chaque cas.

Demande et dépôt de documents:

**Pont de
Valleyfield-Coteau**

M. Thérberge (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats octroyés pour la construction du pont de Valleyfield-Coteau depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'au 31 décembre 1956, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 34)

Demandes de documents:

Émission d'obligations

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur

le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil, concernant l'émission d'obligations à 4¼ %, au montant de \$25,000,000, faite par le gouvernement de la province en date du 15 janvier 1957.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 35)

Projets de loi:

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce sont des modifications qui ne changent pas la nature de la législation principale. Plusieurs des modifications sont pour la concordance et ne modifient aucunement les principes de l'économie générale. En vertu du bill, le traitement annuel du président général des élections est augmenté de \$1,000. On porte donc de \$8,000 à \$9,000 le traitement annuel du président. On le place ainsi sur le même pied que les sous-ministres.

D'autre part, les officiers d'élection devaient jusqu'ici être domiciliés depuis au moins deux ans dans le district électoral où ils doivent agir. Le délai ne sera plus que d'un an. Par ailleurs, si un réviseur, dans une région éloignée, oublie d'apposer sa signature sur la liste électorale et qu'on n'ait pas le temps de la renvoyer pour faire réparer l'erreur, le président pourra la signer lui-même.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le gouvernement a annoncé des modifications à la loi électorale, nous avons l'impression qu'à la suite des dernières élections provinciales...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On ne peut pas discuter des dernières élections. Qu'on s'en tienne à la teneur du bill! Le projet de loi est clair. On ne change pas fondamentalement la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'après l'article 556, le débat en deuxième lecture nous permet de discuter de la portée et de l'à-propos du bill. J'ai donc le droit

de dire que la portée du projet de loi est insuffisante, qu'il faudrait faire davantage.

M. l'Orateur: Le député est hors d'ordre. Il (M. l'Orateur) lit alors l'article 556: "Le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être restreint à la portée, à l'à-propos, aux principes fondamentaux et à la valeur intrinsèque du bill pris dans son ensemble, ou à toute autre méthode d'atteindre les fins du bill". C'est actuellement le bill 39 qui est à l'étude et non la loi électorale générale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le bill ne va pas assez loin. J'espérais qu'il contiendrait les amendements inspirés par la loi que j'ai déjà présentée au cours de la présente session. J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 57.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je m'incline devant le verdict de la Chambre, que je respecte. Cette décision qui nous empêche de discuter les moyens d'assurer des élections honnêtes dans la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un nouveau point d'ordre et demande au député de Saint-Maurice de retirer ses dernières paroles. Elles constituent une critique de la décision

de M. l'Orateur confirmée par la Chambre. En outre, dit-il, après ce qui vient d'être décidé, le député ne peut dire indirectement ce qu'il n'a pas droit de dire directement. Il ne peut parler d'élections honnêtes, surtout dans son cas.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne doit pas revenir sur la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: La décision a été rendue en vertu de l'article 556 et le premier ministre s'est élevé contre l'expression "la Chambre ne permet pas d'examiner les moyens d'assurer des élections honnêtes". Il (M. l'Orateur) décide que les paroles prononcées par le chef intérimaire de l'opposition constituent en effet une critique de la décision qui vient d'être confirmée par la Chambre, le tout contrairement aux dispositions du paragraphe 10 de l'article 285 du Règlement. Il demande au chef intérimaire de l'opposition de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame encore une fois le vote.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 57.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite le député de Saint-Maurice à retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) retire ses paroles. Il soulève toutefois un second point d'ordre émanant du premier. Il demande que le premier ministre retire les paroles le visant, lorsqu'il a dit: "On ne devrait pas parler d'élections honnêtes surtout dans son cas."

Cette affirmation constitue une attaque directe contre moi qui est antiparlementaire. Elle est contraire à la vérité et aux règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le point d'ordre doit être soulevé à l'instant où le désordre se commet. Or, il n'y a pas eu de désordre et nous avons disposé du point d'ordre.

M. l'Orateur: Le point d'ordre soulevé par le chef intérimaire de l'opposition est tardif (article 200, paragraphe 1 du Règlement). Plusieurs jugements ont déjà été rendus dans cette Chambre à l'effet que l'on ne peut échelonner un point d'ordre sur un autre. Le premier point d'ordre ayant été disposé, il n'y en a donc plus devant cette Chambre.

Je renvoie en conséquence la demande faite par le chef intérimaire de l'opposition, que l'honorable premier ministre retire des paroles prononcées précédemment.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande alors le vote.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi soumise est insignifiante. Nous n'avons pas l'intention de la discuter pour protester contre l'attitude du gouvernement qui ne veut pas faire plus pour améliorer la loi électorale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est ça! La grève sur le petit tas!

La motion: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 39 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. le président appelle chaque article de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même vote? demande-t-il à chaque reprise.

M. Hamel (Saint-Maurice): Même vote.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y boudent, répond-il à chaque fois.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau².

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 39 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 7 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15), modifié par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "huit" par le mot "neuf".

Je ferai remarquer que les députés de la gauche votent contre le paiement du salaire du président général des élections. Ils ne doivent pas l'ignorer.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça fait rien, y boudent!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 39 est, en conséquence, agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 modifiant la loi électorale de Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 39 est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions de condoléances:

Décès du député

Joseph-Édouard Jeannotte

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis l'ajournement, la Législature a été affligée d'un nouveau deuil. J'ai vu la semaine dernière le député de Vaudreuil-Soulanges qui, s'il était affligé d'une santé débile, possédait un courage plus fort que la santé. Sa mort soudaine a causé d'universels regrets, parce que cet homme avait des adversaires, mais pas d'ennemis. Il fut un notaire qui a fait honneur à sa profession et un député dont le dévouement, le désintéressement et l'attachement à l'intérêt public ont fait de lui un homme public exemplaire à la Législature de Québec.

Sa mort crée un vide difficile à combler. Je suis sûr de me faire l'interprète de toute la Législature en offrant à son épouse, à son fils, qui vient d'être reçu notaire, à sa fille et à son frère, le chanoine Jeannotte, curé de Vaudreuil, le témoignage de notre sympathie et l'expression renouvelée des condoléances du premier ministre, des membres du Conseil exécutif et de tous les membres de cette Chambre³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux m'associer aux paroles du premier ministre et déposer sur la tombe du notaire Jeannotte, nos sincères condoléances.

Déjà, au nom de l'opposition, j'ai fait parvenir à Mme Jeannotte et à la famille l'expression de notre plus vive sympathie, sentiment que je veux réitérer ici. J'invite le député de Montréal-Verdun (M. Ross), qui connaissait très bien M. Jeannotte, à dire quelques mots.

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai appris avec un profond regret le décès du notaire Jeannotte. Cet homme m'a vu naître dans son comté. Sa famille était intimement liée à la mienne et j'ai toujours eu

pour le notaire Jeannotte beaucoup de respect, d'estime et de considération. C'était un excellent notaire, un père de famille modèle et un député extrêmement dévoué aux intérêts de ses électeurs.

À Mme Jeannotte, à ses enfants, à ses frères, et à M. Duplessis, chef politique de M. Jeannotte, j'offre mes plus vives condoléances.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande des détails sur les travaux qui seront faits au cours de la prochaine saison.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cela ne relève pas de l'item en discussion.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Sur quelles routes la province donne-t-elle des contrats?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La province entretient au-delà de 28,000 milles de routes. Il faut remarquer que l'entretien d'été est beaucoup plus long qu'autrefois. Nous donnons certains contrats de gravelage, l'entretien de la route Mont-Laurier-Senneterre est aussi donné par contrat. Cette route est maintenant pavée sur les quatre cinquièmes de sa longueur.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je remarque qu'il y a augmentation de \$3,500,000 sur l'entretien des routes. Doit-on s'attendre à ce que cet entretien soit meilleur que d'habitude? On dit que l'Abitibi a les meilleurs chemins de la province et nous allons être obligés de payer 33 % de plus pour notre assurance automobile, à cause surtout du mauvais état de nos routes. Je demande au ministre d'étudier de plus près ce problème non seulement en Abitibi, mais aussi au Lac-Saint-Jean et au Saguenay.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est sur nos plus belles routes qu'il y a le plus d'accidents. Toutes les statistiques sont à cet effet-là. La route Saint-Jérôme-Sainte-Adèle-Sainte-Agathe a été ouverte en 1936. Dès la première semaine, il y a eu 20 morts sur cette route. La même chose se produit sur la route de Chicoutimi depuis que nous l'avons ouverte. Les belles routes incitent à la vitesse.

D'autre part, lorsque j'ai pris charge du ministère, il n'y avait pas un pouce d'asphalte en Abitibi. Aujourd'hui, cette région est sillonnée par de magnifiques routes asphaltées. S'il y a une voirie moderne dans la province, c'est grâce à l'Union nationale.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je viens de citer une nouvelle parue dans *La Frontière*, journal de Rouyn. On dit que le mauvais état des routes est un grand facteur d'accidents. C'est cité dans *La Frontière*!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce n'est pas l'évangile!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Comme se plaît à le dire le premier ministre, il faut toujours comparer les mêmes choses dans le même temps. C'est ce que j'essaie de faire.

M. Ouellet (Saguenay): Le député a mentionné le comté de Saguenay tout à l'heure. Je lui ferai remarquer que jamais nous n'avons eu de chemins d'hiver avant il y a quatre ans.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La route no 9, c'est-à-dire le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier qui relie Québec à la métropole, a besoin d'être entretenue davantage et d'être améliorée. Elle porte un beau nom, celui de Sir-Wilfrid-Laurier. Je n'ose croire que c'est à cause de ce nom.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De quoi le député se plaint-il?

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Elle est une cause d'accidents. Dans le temps qu'on l'a construite, les autos étaient plus étroites. Je suis certain que vous pouvez faire quelque chose pour cette route, que vous pouvez y installer des signaux de circulation. C'est une route dangereuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a le droit de demander cela. Il le fait avec politesse et courtoisie. Il ne fait d'ailleurs que son devoir. La route n'est pas assez large? Qui l'a construite? Il s'est gardé de raconter l'histoire du chemin. Il y eut un homme du nom de T.-D., à Saint-Hyacinthe, qui a bâti cette route trop étroite. Nous ne pouvons du jour au lendemain réparer ces erreurs, d'autant plus que nous entretenons 3,000 milles de routes de plus que le tour du monde à l'équateur. Cela viendra avec le temps.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): C'est par devoir que j'ai parlé de la route non par intérêt personnel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde sait que le député est un homme honnête. Tout le monde est au courant de quelle façon il a été traité par T.-D.

M. Hamel (Saint-Maurice) note avec plaisir que le premier ministre a rendu hommage à l'honnêteté du député de Saint-Hyacinthe et il lui suggère de suivre son exemple. Il fait le même souhait au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

Il n'est pas juste, dit-il, de comparer les actes d'un gouvernement qui n'avait que \$30,000,000 à dépenser par année avec ceux d'un gouvernement qui a plus de \$500,000,000. Il y a aussi ce fait qu'il y a 25 ou 30 ans, il y avait beaucoup moins d'automobiles. C'est dans ce temps-là que les chemins les plus difficiles ont été tracés dans la province de Québec, et les gouvernements d'alors n'avaient pas les machineries modernes employées aujourd'hui.

Il (M. Hamel) revient alors sur la théorie avancée par le ministre de la Voirie, selon laquelle les accidents sont plus nombreux sur les belles routes. Cette affirmation du ministre, dit-il, est démentie par les faits. Le mauvais état de certaines routes cause beaucoup d'accidents.

Quant à la route 9, il faut convenir, si on veut être juste, qu'elle a été tracée de façon prévoyante, avec ses 120 pieds d'emprise, afin de doter la rive sud d'une belle voie large et droite entre Québec et Montréal. Le gouvernement d'alors a commencé par faire une travée, avec l'intention de la finir, de façon à en faire un boulevard magnifique. Est-ce parce que le boulevard porte le nom de Sir-Wilfrid-Laurier que le gouvernement actuel ne veut pas finir la route 9?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): J'ai comparé justement des choses semblables quand j'ai parlé des travaux faits entre 1936 et 1939 et entre 1939 et 1944. Il est vrai qu'aujourd'hui les budgets sont plus élevés, mais le dollar ne vaut pas plus de 30 cents.

Le sénateur T.-D. Bouchard a drainé, dans le temps, tout l'argent de son budget pour cette route, négligeant les autres comtés de la province, au point que des comtés représentés par des ministres n'avaient que \$10,000 par année pour les routes⁴. M. Bouchard a ouvert la route 9 sur toute sa longueur, au lieu de la finir par parties, créant ainsi des trappes à mort tout le long avec une travée de 12 pieds de largeur. La voie Sir-Wilfrid-Laurier était tout de même la troisième entre Québec et Montréal, cependant que d'autres régions n'avaient pas de routes du tout.

Il n'y a pas que cette route à construire ou à terminer. Aujourd'hui, nous construisons des routes dans toutes les parties de la province. Nous sommes obligés de le faire parce que la province se développe dans toutes ses régions à pas de géant.

M. Hamel (Saint-Maurice): De 1939 à 1943, les activités des gouvernements ont été restreintes par la guerre. On manquait des matériaux essentiels comme l'acier. Mais il n'en reste pas moins que la route 9 est une des principales de la province que le gouvernement doit compléter dans le plus bref délai possible, à cause de la densité de la circulation. Il y a lieu de se demander si le nom qu'elle porte ne nuit pas réellement à son parachèvement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas à cause du nom de Sir Wilfrid Laurier que le gouvernement provincial n'a pas terminé la

route 9. Je vous rappellerai qu'en 1944, il n'y avait pas encore, dans Québec-Est, un monument à Sir Wilfrid Laurier. Ceux qui se couvraient de sa gloire depuis sa mort, pour faire leurs luttes politiques, avaient oublié d'honorer sa mémoire en érigeant sa statue dans le comté qu'il avait représenté. Nous sommes loin de vouloir détruire la mémoire de ce grand homme d'État canadien-français. Les rouges, qui se servent de Laurier quand ça fait leur affaire et vont le déranger dans sa tombe, ne font rien quand il s'agit de le remercier.

Un homme de Québec, homme d'affaires en vue, libéral sincère, le lieutenant-colonel Oscar Gilbert, organisa alors une souscription, mais les rouges de Québec ne souscrivirent pas, et c'est l'Union nationale qui a passé une loi pour que la province souscrive \$20,000 au monument Laurier. Et tous les ministres ont souscrit chacun \$100. Nous n'avons donc pas les préjugés que mentionnait tantôt le chef de l'opposition.

Depuis 1944, la province de Québec a progressé et il a fallu faire des travaux publics partout. Il n'y avait pas de chemin de Sept-Îles à Québec. Malgré tous ces travaux, le ministre de la Voirie a consacré des millions à la route Sir-Wilfrid-Laurier. Le boulevard sera terminé le plus vite possible, mais nous ne pouvons pas tout faire à la fois. Chaque chose en son temps, et l'opposition devrait s'inspirer des principes de Laurier qui disait que la province de Québec n'est pas une province comme les autres, qu'elle devait garder son autonomie et que le gouvernement central ne devait pas aller chercher de l'argent dans les provinces pour ensuite le leur remettre sous forme de subsides.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le premier ministre dit que l'Union nationale a donné \$20,000 pour le monument à Sir-Wilfrid-Laurier, il oublie que l'argent de la province n'est pas celui du parti de l'Union nationale. C'est cela qu'il faut faire disparaître de la pensée du premier ministre, que l'argent du peuple, c'est l'argent du parti au pouvoir. Aujourd'hui, le premier ministre fait l'éloge de Laurier mort, mais il le combattait de son vivant. Comme tout a changé!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qu'il faut retenir, c'est que les rouges qui ont vécu de la gloire de Laurier n'ont pas souscrit à son monument. Le chef de l'opposition dit que j'ai combattu Laurier. C'est vrai pour les actes qu'il a posés et que je n'approuvais pas, mais j'ai appuyé Laurier dans plusieurs choses que j'approuvais.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire au sujet de la signalisation.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Notre signalisation diffère de celle des autres provinces et, en certains milieux, on a demandé de l'uniformiser. Dans ce domaine, il y a du pour et du contre. La question de l'uniformisation des systèmes de signalisation au Canada est étudiée présentement par l'Association Canadienne des bonnes routes, qui veut elle-même soumettre un projet de signalisation. Et nous attendons le résultat de cette étude avant de nous prononcer.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Combien dépensez-vous pour les ventres-de-bœuf? Je me suis aperçu qu'en certains endroits, tous les ans au printemps, il y a des ventres-de-bœuf.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'entretien des routes d'hiver contribue à leur détérioration par le dégel du printemps. Depuis que nous entretenons les routes d'hiver, les réparations sont beaucoup plus onéreuses.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose des questions.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En 1944, des journaliers recevaient 30 cents l'heure, à la voirie et, à l'heure actuelle, aucun ne retire moins que 75 cents. Nous augmentons les salaires graduellement depuis 1944.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a déclaré que la piastre valait 30 cents, aujourd'hui. Cela revient à dire que malgré les augmentations dont on se vante, on paie moins bien qu'autrefois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien de chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): À la suite de recommandations formulées par un comité de gens choisis en dehors de la politique, mon ministère a mis en application, pour l'entretien des routes d'hiver, un système qui fait merveille. En

1944, la longueur des routes entretenues, pendant l'hiver, était de 3,000 milles. L'an dernier, le réseau des routes entretenues pendant l'hiver a été de plus de 30,000 milles.

On dépense \$7,850,000 par année pour l'entretien des chemins d'hiver et cela ne tient pas compte des dommages que cet entretien cause aux chemins d'été. On va à l'encontre de la nature et les réparations sont plus onéreuses au printemps.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Nombre d'enfants manquent l'école, pendant l'hiver, faute de chemins passables. Je demande au gouvernement de faire davantage pour l'entretien des chemins d'hiver.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il faudrait dépenser \$25,000,000 à \$30,000,000 par année, aux chemins d'hiver seulement, pour réaliser un programme tel que celui que réclame le député de Rouyn-Noranda (M. Turpin).

Des gens veulent que nous dépensions plus et d'autres moins. Nous avons adopté un moyen terme, après avoir fait étudier la question par un comité. Nous en sommes rendus à dépenser \$7,500,000 par année pour les chemins d'hiver et cela ne tient pas compte des dommages que cet entretien cause aux chemins d'été, répète-t-il. Le gouvernement a entretenu, à ses frais, 3,950 milles.

Ailleurs, l'entretien s'est fait au moyen de subsides. Cette année, je demande \$5,850,000 pour continuer cette politique. En outre, le gouvernement doit voir à réparer les dommages causés sur son réseau d'hiver. Ces travaux de réparation coûtent entre \$5,000,000 et \$6,000,000 par année. On ne peut faire davantage pour le moment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas un cent noir provenant de la taxe sur la gasoline, des permis de conduire, de la vente des licences de véhicules automobiles et autres revenus de la voirie va à autre chose qu'à des travaux de voirie. La taxe sur la gasoline ne suffit pas à payer tous les travaux de voirie.

Dans les circonstances actuelles, il est impossible de faire davantage.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Une partie de la taxe sur la gasoline, 2 cents par gallon, est affectée à l'entretien des chemins d'hiver. Combien rapporte cette taxe?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Entre \$4,000,000 à \$5,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais l'entretien des chemins d'hiver a toujours exigé un montant beaucoup plus élevé que celui que rapporte le 2 cents par gallon.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien coûte en moyenne l'entretien d'un mille de chemins d'hiver?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tout dépend des régions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement en signe de deuil**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de M. J.-Édouard Jeannotte, député du district électoral de Vaudreuil-Soulanges, décédé depuis la dernière séance de cette Chambre.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon le *Quebec Chronicle* du 6 février 1957, à la page 3, Onésime Gagnon n'était pas à la Chambre ce jour-là. *Le Nouvelliste*, à la page 17, ajoute qu'il est chez lui pour cause de maladie.

2. Les journaux ne nous donnent aucune indication quant au nombre d'articles du projet de loi que le comité a adoptés.

3. *La Presse* du 6 février 1957 mentionne, à la page 29, qu'une gerbe d'œillets et de chrysanthèmes avait été déposée sur le pupitre du député.

4. *La Patrie* du 6 février 1957, à la page 10, rapporte que M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) agissait à titre de ministre de la Voirie dans le gouvernement de Godbout.

Séance du mercredi 6 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;
- bill 239 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;
- bill 181 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Votre comité recommande de prolonger au 13 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**École des
hautes études commerciales**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) cite un article de M. Esdras Minville sur les octrois aux universités. "D'autres qualifient de mythe l'autonomie provinciale". Quand le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal parle de "mythe", il fait sans doute allusion à ces théologiens qui dans leur zèle ont, l'été dernier, proclamé que l'autonomie provinciale était un mythe. Ces déclarations intempestives et fallacieuses ont été répandues à profusion dans les autres provinces¹.

Les articles 1 à 24, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 255 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Thibeault (Montréal-Mercier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 13 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 197 validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. La présente loi produit, à l'égard de la terre désignée au préambule et dont l'immeuble décrit à l'article 1 a été détaché, tous les effets du partage mentionné à l'article 746 du Code civil."

Et l'article 3 devient article 4.

Projets de loi:

Propriété d'Albini Carrière

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 197 validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennes

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 154 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne du paragraphe 32a, les mots "d'égouts et d'électricité de la cité" par les mots "d'égout, de téléphone et d'électricité dans les limites de la municipalité".

Projets de loi:**Charte de Sept-Îles**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 154 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 140 concernant la succession de feu Thomas F. Davidson, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en insérant, dans la troisième ligne, après le mot "Granby" les mots:

"province de Québec";

b) en remplaçant le deuxième paragraphe par les paragraphes suivants:

"Que feu Thomas F. Davidson a fait un contrat de mariage le 14 octobre 1901 avec la pétitionnaire dame Gertrude Luise Short, devant J. L. Dozois, notaire, sous le numéro 8,013 des minutes dudit notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Shefford sous le numéro 50,686;

"Que dans ledit contrat de mariage, les époux se sont fait une donation des biens qu'ils auraient lors du décès de l'un d'eux au survivant, pour en jouir sa vie durant ou jusqu'à un autre mariage, et à son décès lesdits biens être transmis aux enfants qui pourraient naître dudit mariage et à défaut d'enfant, aux héritiers de la partie prédécédée;

"Que ledit Thomas F. Davidson est décédé ne laissant qu'un seul enfant, le pétitionnaire Lorimer A. Davidson, lequel demeure à Washington D.C.;

"Que ledit Lorimer A. Davidson n'a lui-même qu'un seul enfant, soit un fils Thomas F. Davidson II, lequel est majeur et a recommandé l'adoption du présent bill par une lettre adressé à la pétitionnaire Gertrude Louise Short le 8 août 1956;

2. L'article 1, est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième et huitième lignes, les mots "aux conditions qu'ils jugeront convenables" par les mots:

"aux conditions jugées convenables",

b) en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "en retirer le prix" par les mots:

"en déterminer le prix";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. Advenant le décès du pétitionnaire Lorimer A. Davidson avant celui de sa mère dame Gertrude Louise Short, ou au cas d'incapacité totale d'agir par suite de maladie dudit Lorimer A. Davidson, son fils Thomas F. Davidson II aura les mêmes pouvoirs d'agir conjointement avec dame Gertrude Luise Short."

4. Les articles 2 et 3 deviennent articles 3 et 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 180 modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en insérant, à la troisième ligne, après le mot "représenté" les mots:

"entre autres";

b) en biffant, aux lignes 5, 6, 7 et 8 les mots suivants:

"et à cause de l'exiguïté de son territoire tel que décrit à l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 100,";

c) en biffant, aux lignes 14 et 15, les mots "l'extension de son territoire,";

d) en biffant, à la ligne 16, les mots "la circulation,";

e) en biffant, aux lignes 17 et 18, les mots "l'augmentation du nombre des quartiers et du nombre d'échevins".

2. L'article 1 devient article 3 alors que l'article 11 prend la place de l'article 1.

3. Ce qui suit est inséré, à la suite du nouvel article 1, comme article 2:

"2. L'article 47 de la loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 100, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

"47. Le conseil municipal est composé d'un maire et six échevins, élus en la manière ci-après prescrite:";

4. L'article 2 devient article 4.

5. L'article 3 devient article 5 et est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 173A par la suivant sous le numéro 173:

"173. L'élection générale du maire et des échevins a lieu tous les (trois ans), le premier jour juridique de novembre."

6. Ce qui suit est ajouté comme article 6, après l'article 5:

"6. La prochaine élection générale se tiendra le premier jour de novembre 1959. En conséquence le terme d'office du maire et des échevins élus aux sièges numéros 4, 5 et 6, présentement en fonction, et celui des échevins qui seront élus en février 1957 aux sièges 1, 2 et 3, est prolongé jusqu'au premier jour juridique de novembre 1959."

7. Les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 deviennent articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

8. L'article 10 devient article 13 et est modifié en remplaçant, à la cinquième ligne, les mots "sont exempts" par les mots "sont, à compter du premier mai 1953, exempts";

9. L'article 12 devient article 14.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 203 constituant en corporation la ville de Fabreville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 16 est biffé.

2. Les articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 deviennent articles "16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29.

3. L'article 31 devenant article 30 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "Laval" les mots "et aura droit d'y être représentée".

4. L'article 32 devient article 31.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 205 modifiant la charte de la cité de Longueuil, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. L'article 429 de la loi de cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11, les paragraphes suivants:

"11a. Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblaiement de la neige et dans tous cas d'urgence:

"11b. Pour enlever, remorquer tout véhicule stationné illégalement qui nuirait aux travaux et opérations de la cité et au besoin, le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra pas en recouvrir possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne devront pas excéder dix dollars dans chaque cas."

2. L'article 3 devient article 4.

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 devenu 4, comme article 5:

"5. L'article 526 de la loi de cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"526. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever certains droits ou taxes annuels sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence exercés ou exploités par une des personnes, sociétés ou corporations dans la cité. Ces droits ou taxes peuvent, à la discrétion du conseil, être imposés à une somme fixe sur tous les genres ou sur certains genres d'occupations sujets à tels droits ou taxes; ou à une somme proportionnée à la valeur annuelle cotisée de l'immeuble ou de toute partie d'icelui, occupée pour leur exercice ou leur exploitation, ou imposée sous les deux formes à la fois et peuvent être différents ou plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la ville que pour celles qui y résident, pourvu toutefois, que dans aucun cas, la somme fixée n'excède pas deux cents dollars et que la somme proportionnée à la valeur annuelle de l'immeuble occupé pour leur exercice ou exploitation n'excède deux pour cent de cette valeur ou mille dollars."

4. Les articles numérotés 4, 5 et 6 deviennent articles 6, 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 223 concernant la charte de la ville Laval-des-Rapides, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié dans le sous-article 526a à la page 4:

a) en ajoutant, après le premier alinéa du paragraphe 1, se terminant par les mots "ses amendements", ce qui suit:

"Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Laval-des-Rapides ou y faisant affaire qui, elle-même ou par l'intermédiaire de tout autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit livré ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de la ville de Laval-des-Rapides, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la ville de Laval-des-Rapides, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de la ville de Laval-des-Rapides";

b) en insérant, dans la quatrième ligne du premier alinéa du paragraphe 2, après le mot "sanctions", les mots "et les mêmes exemptions";

c) en remplaçant le dernier alinéa du paragraphe 3 par ce qui suit:

"Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Laval-des-Rapides concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié:

a) en ajoutant, après le premier alinéa du paragraphe 1, se terminant par les mots "ses amendements", ce qui suit:

"Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Beauceville-Est ou y faisant affaire qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de la ville de Beauceville-Est, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la ville de Beauceville-Est, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail, dans ledit territoire de la ville de Beauceville-Est.";

b) en ajoutant, après le troisième alinéa du paragraphe 1, se terminant par les mots "présente loi", ce qui suit:

"Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Beauceville-Est concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par 14 George VI, chapitre 19.";

c) en ajoutant après le premier alinéa du paragraphe 2, se terminant par les mots "ses amendements" ce qui suit:

"Toute personne résidant ordinairement dans le territoire régi par les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville-Est ou y faisant affaire qui elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il soit apporté ou qu'il lui soit livré

quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la ville de Beauceville-Est, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite municipalité scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.";

d) en ajoutant, après le troisième alinéa du paragraphe 2, se terminant par les mots "présente loi", ce qui suit:

"Ces conventions pourront autoriser les contrôleurs du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles de la ville de Beauceville-Est concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par 14 George VI, chapitre 19."

Projets de loi:

Succession

Thomas F. Davidson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 concernant la succession de feu Thomas F. Davidson.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de

Saint-Vincent-de-Paul

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Fabreville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 203 constituant en corporation la ville de Fabreville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Longueuil

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 205 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 223 concernant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Beauceville-Est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 217 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans la quatrième ligne du sixième paragraphe, les mots "et ses subsidiaires".

2. L'article 35 est modifié:

a) en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "droit", les mots "actuellement en construction et";

b) en biffant le dernier paragraphe.

3. L'article 36 est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "taux actuels (3 %)" par les mots "taux actuels de la taxe foncière générale,".

4. L'article 40 est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne de la page 13 les mots "territoire commun à" par les mots "territoire de".

Projets de loi:

Charte de Baie-Comeau

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 217 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Bourses d'études universitaires

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):
Combien y a-t-il eu d'étudiants universitaires qui ont reçu des octrois ou des bourses d'études du gouvernement de la province de Québec durant:

a) l'année fiscale 1955-1956;

b) depuis le 1^{er} avril 1956 au 30 novembre 1956?

2. Quel a été le montant total de ces octrois pour chacune de ces périodes?

3. Combien y a-t-il eu d'étudiants de chacune des universités suivantes qui ont reçu des octrois durant chacune de ces périodes et quel a été le montant total pour chaque université:

Université Laval, Québec,

Université de Montréal, Montréal,

Université McGill, Montréal,

Université de Sherbrooke, Sherbrooke,

Bishop's College University, Lennoxville,

Sir George Williams College, Montréal?

4. Durant cette période, quel a été le montant total des octrois ou bourses d'études donnés par la

province à des étudiants autres que ceux des universités susmentionnées?

5. Quel est le nombre total des étudiants qui ont reçu ces octrois?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. a) 4,373;
b) 4,602.
2. Année fiscale 1955-1956..... \$ 960,602.78
1^{er} avril au 30 novembre 1956.. \$ 1,074,539.30

Année fiscale 1955-1956	Nombre	Montant
3. Université Laval, Québec.....	1,939	\$ 455,904.93
Université de Montréal, Montréal	1,659	348,697.98
Université McGill, Montréal	477	80,730.90
Université de Sherbrooke, Sherbrooke.....	180	19,200.00
Bishop's College, Lennoxville.....	3	950.00
Sir George William College, Montréal.....	0	0.00
1 ^{er} avril au 30 novembre 1956		
Université Laval, Québec.....	1,925	\$ 487,235.05
Université de Montréal, Montréal	1,620	394,280.58
Université McGill, Montréal	535	85,064.95
Université de Sherbrooke, Sherbrooke.....	286	48,496.00
Bishop's College, Lennoxville.....	1	300.00
Sir George William College, Montréal.....	7	1,400.00

4. Année fiscale 1955-1956..... \$ 1,340,665.27
1^{er} avril au 30 novembre 1956.... \$ 1,377,481.72
5. (N. B. Autres que ceux des universités
susmentionnées.)
Année fiscale 1955-1956..... \$ 13,772
1^{er} avril au 30 novembre 1956.... \$ 14,869

Sommaire

Nombre total d'étudiants qui ont reçu des octrois ou bourses du gouvernement de la province :

Année fiscale 1955-1956.....	18,145
1 ^{er} avril au 30 novembre 1956....	19,471

Montant total payé par le gouvernement de la province, en octrois ou bourses d'études, à des étudiants :

Année fiscale 1955-1956	\$ 2,301,268.35
1 ^{er} avril au 30 novembre 1956	\$ 2,452,021.02

Note : Ce sommaire comprend les étudiants à l'Université d'Ottawa et les bourses d'études à l'étranger dont il n'est pas fait mention dans la question.

Subsides:

**Budget des dépenses
1957-58**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.)

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Réalisera-t-on bientôt un projet concernant la construction d'une nouvelle route entre Champlain et Laprairie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a déjà une route qui est assez bonne pour le moment, qui est même meilleure que celles de l'État de New York où elle aboutit.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le ministre va-t-il faire quelque chose pour la route Québec-Montréal? Quel est son programme pour l'année?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le programme n'est pas définitif à l'heure actuelle, mais nous sommes déjà fixés sur un certain nombre de projets que je n'ai pas d'objection à exposer à la Chambre. Je ne parlerai évidemment que des grandes routes, car il serait trop long d'énumérer tous les travaux que nous entendons faire pour améliorer la voirie rurale.

Sur la route No 1, qui va de Québec à Sherbrooke, nous avons commencé il y a deux ans, entre Sherbrooke et Magog, des travaux que nous avons l'intention de compléter cette année au coût de \$350,000. Sur la même route, il nous faudra aussi faire une nouvelle section pour éviter le village de Marieville, qui est un obstacle à la grande circulation. Nous dépenserons \$450,000, cette année, pour commencer ce projet.

Sur la route No 2, qui va de la frontière du Nouveau-Brunswick à celle de l'Ontario, nous paverons, au coût de \$50,000, la section de quatre milles que nous avons élargie l'été dernier dans Saint-André-de-Kamouraska.

Sur la route No 3, qui va de Québec à Montréal en suivant la rive sud du Saint-Laurent, nous allons paver au coût de \$50,000 les trois milles refaits l'an dernier dans le comté de Lévis, et nous allons refaire une nouvelle section de trois milles en direction du comté de Lotbinière, ce qui prendra \$225,000. Dans le comté de Lotbinière, le ministère des Travaux publics a construit l'an dernier un pont dont il nous faudra faire les approches au coût de \$50,000. Nous referons aussi une section de 4 milles entre Sainte-Emmélie et Deschaillons, soit une dépense de \$350,000. À Saint-Louis-de-Lotbinière, nous asphalterons une section de deux milles et demi, au coût de \$45,000. Entre Saint-Pierre-les-Becquets et Gentilly, nous ferons une nouvelle section de trois milles et demi, soit une dépense de \$350,000, plus une autre de \$50,000, pour asphalter la section refaite l'an dernier. À la suite des éboulis de Nicolet, il nous faut aussi faire un nouveau tracé, pour lequel nous dépenserons \$250,000 cette année.

Sur la route No 4, à Caughnawaga, la canalisation du Saint-Laurent est en train de bouleverser bien des choses. Il nous faudra changer des approches de ponts et déplacer des routes. Nous avons conclu, avec l'Administration de la voie maritime, une entente en vertu de laquelle il y aura des travaux à faire pour \$1,600,000. Nous en ferons pour \$600,000 cette année.

Sur la route No 5, entre Québec et Sherbrooke, nous terminerons une section dans le comté d'Arthabaska, près de la rivière Bécancour, au coût de \$225,000.

Sur la route No 6, qui ceinture la péninsule gaspésienne, tout est à peu près terminé, sauf deux sections dans le comté de Gaspé-Nord, l'une entre Gros-Morne et Manche-d'Épée, et l'autre, entre Rivière-Madeleine et Grande-Vallée. Nous dépenserons \$300,000 cette année sur chacune de ces deux sections, plus \$140,000 pour asphalter ce qui a

été fait l'an dernier. Nous allons aussi reconstruire une côte dans le comté de Gaspé-Sud au coût de \$200,000. Nous ferons aussi de l'asphaltage pour \$100,000 en vue de terminer la réfection de la route 6A entre Rivière-au-Renard et Gaspé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En un mot, nous ferons des travaux dans toute la province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce serait trop long de parler de tous nos projets, mais nous allons faire des travaux considérables sur toutes les principales routes, même sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier où nous allons dépenser un million cette année.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande alors la production du document que le ministre avait commencé à lire, de le déposer sur la table du greffier. Il (M. Hamel) cite, à l'appui de sa requête, l'article 696 des règlements de la Chambre, qui stipule qu'un ministre qui fait lecture d'un document public ou d'un rapport peut être invité à le déposer à la demande d'un député.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit de notes personnelles, et non d'un document public ou d'un rapport que je ne peux pas communiquer à la Chambre.

M. le président: On ne peut pas exiger du ministre la production de ces notes.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimés budgétaires de la voirie, le chef temporaire de l'opposition (M. Hamel), invoquant l'article 696 du Règlement, a fait motion pour exiger le dépôt immédiat par l'honorable ministre d'un document dont celui-ci se servait pour répondre aux questions des honorables membres de l'opposition; comme l'honorable ministre de la Voirie a déclaré qu'il s'agissait ni d'un document public, ni d'un rapport, mais seulement d'un aide-mémoire; j'ai décidé qu'il n'y a pas lieu d'exiger le dépôt, et ce, en vertu dudit article 696.

M. Hamel en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Larouche, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 51.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les projets de construction de viaduc aux passages à niveau doivent-ils être soumis à l'administration fédérale?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ils doivent être soumis à la Commission des chemins de fer. Le ministère a l'intention de dépenser \$1,350,000 au cours de l'année, mais tout dépendra de l'acceptation de la Commission. De tels travaux peuvent être payés de la façon suivante: 30 % par la province, 30 % par les chemins de fer et 40 % par la Commission des transports.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les signaux routiers qui annoncent un passage à niveau devraient être plus espacés. Ce serait profitable aux automobilistes la nuit et par temps de neige.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Au ministère de la Voirie, il existe un service de la signalisation et la suggestion du député sera prise en sérieuse considération.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour des dépenses prévues de \$50,000,000, le ministre n'a donné des explications que sur l'utilisation de \$8,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les \$30,000,000 forment un item statutaire. Il n'est donc pas nécessaire de les voter. Cependant, le ministre a donné des informations pour renseigner la Chambre. Que veut-on de plus? Il a fourni toutes les explications voulues. Il y aura des travaux sur toutes les routes numérotées de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel conseil d'administration tolérerait qu'un gérant n'explique que l'emploi d'une faible partie des sommes qu'il y a à dépenser? De l'autre côté de la Chambre, on semble penser que l'argent perçu en taxes, c'est l'argent personnel du gouvernement et qu'il faut le distribuer selon la souplesse d'échine de ceux qui le demandent. Tout le monde paie obligatoirement les taxes: le produit des taxes doit servir à l'ensemble de la population le plus équitablement possible. Pourquoi le gouvernement ne consent-il pas à dire comment les \$50,000,000 seront employés? A-t-il envie de cacher quelque chose? Tout gouvernement démocratique fait connaître ses projets. C'est ainsi que cela se passe à Ottawa, en Ontario... Mais, dans la province de Québec, la responsabilité ministérielle est en danger parce que le gouvernement, profitant de sa majorité, se fait voter des chèques en blanc de \$50,000,000. Quand on veut dépenser une telle somme, on doit pouvoir annoncer des projets pour au moins \$45,000,000. Le ministre de la Voirie parle d'imprévus. Une marge de 5 %, de 10 % d'imprévus, c'est admissible, mais pas plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député s'énervé pour rien. Tout ce que le ministre et le gouvernement font, c'est de limiter leurs pouvoirs. Le gouvernement pourrait, en vertu de la législation qui existe depuis 40 ans, dépenser \$200,000,000 sans demander l'approbation de la Chambre. Il se fixe une limite: \$30,000,000 qui serviront pour les chemins numérotés. On ne peut exiger plus. Et il n'y a pas matière à discussion, puisque l'item est statutaire. Le ministre de la Voirie a donné la nomenclature d'une série de travaux et

cette nomenclature a duré un quart d'heure. On ne doit pas faire perdre à la Chambre un temps précieux et qui coûte cher à la province. On sait qu'il y aura des travaux dans toute la province. Que veut-on de plus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand bien même nous nous arrêterions deux ou trois heures sur un montant de \$50,000,000 qui provient des taxes payées par le peuple de Québec, personne ne nous le reprocherait. Huit pour cent ou 10 % d'imprévus, ce serait acceptable, mais non pas 70 % ou 80 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne demande pas à la Chambre de voter \$30,000,000. La loi permet déjà de les dépenser. Néanmoins, le ministre de la Voirie a fourni des renseignements raisonnables pour éclairer l'opposition. Que peut-on demander de plus? D'ailleurs, toutes les dépenses que le gouvernement fait sont dans les *Comptes publics*, remis aux députés au début de la session, contrairement à ce qui se pratiquait autrefois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les *Comptes publics* ne disent pas ce que le gouvernement a l'intention de faire cette année; ils disent ce qu'on a payé et, s'ils disent qu'on a payé \$1,000,000 à un tel, qu'est-ce que ça signifie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député ne comprend pas, qu'il demande! Nous répondons à toutes les questions même à celles auxquelles nous ne serions pas tenus de répondre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que la demande de l'opposition au sujet des \$50,000,000 n'est pas raisonnable? Une municipalité qui veut emprunter \$100,000 doit obligatoirement dire dans un règlement quelle sera la nature des travaux à faire. Pour \$50,000,000, le gouvernement ne dit rien. On dirait qu'il a peur de dévoiler son programme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas faire perdre le temps de la Chambre. L'argent sera pour les routes numérotées.

M. Parent (Hull): Est-ce que des pourparlers avec le fédéral sont en cours au sujet de la route Trans-Canada?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sujet n'est pas dans l'ordre, mais je consens à

répondre à la question. Pour ce qui est de l'exécution des travaux de la route Trans-Canada, c'est dans la province de Québec qu'on est le plus avancé. La province a fait tous les travaux elle-même. Le gouvernement, contrairement aux autres provinces, a refusé d'en venir à une entente avec le gouvernement fédéral dans ce domaine. S'il nous avait fallu respecter les conditions posées par le fédéral, la route aurait été plus large et l'expropriation des propriétés sises en bordure aurait entraîné de fortes dépenses. Le ministère de la Voirie aurait été ainsi privé de l'argent nécessaire à la construction de routes dans les districts ruraux. Le gouvernement provincial a presque complété le tronçon de route qui lui revient sans l'aide du gouvernement fédéral, qui devrait cesser ses incursions dans les champs de taxation réservés aux provinces, en vue de leur permettre de recueillir les sommes leur revenant en droit.

La route Trans-Canada, nous l'avons, de la frontière du Nouveau-Brunswick à celle de l'Ontario. La province de Québec l'a faite, sa route trans-canadienne. Qu'Ottawa s'occupe de ses affaires et nous nous occuperons des nôtres. La voirie est du domaine purement provincial. Le gouvernement considère qu'Ottawa doit remettre au Québec ce qui lui revient. Qu'Ottawa nous rende notre butin! Et Québec pourra faire plus. Qu'Ottawa s'occupe de ses affaires et nous nous occuperons des nôtres. Des ingénieurs ont déclaré que les parties de la route Trans-Canada, qui se trouvent dans la province de Québec, sont les mieux finies.

On ne peut affecter tous les crédits de la voirie à la route en question. Il y a d'autres chemins dans la province, particulièrement les chemins ruraux.

M. Parent (Hull): L'Ontario a reçu \$28,200,000 du fédéral. Pourquoi le Québec ne suit-il pas cet exemple? On invoque les droits de la province, je ne vois pas pourquoi la province répond par un refus à l'offre fédérale. Ottawa paierait jusqu'à 90 % des travaux. Si la proposition est bonne pour l'Ontario, pourquoi ne l'est-elle pas pour Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout cela est hors d'ordre. Mais le député a posé la question: "Quels sont les droits de la province?" Cela éclaire sur l'état d'esprit de l'opposition. Il faudrait leur dire les droits de la province.

Pour la route Trans-Canada, il y a eu un scandale en Ontario: des millions de dollars ont été volés; des gens ont été en prison. Cela n'arrive pas dans la province de Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne suis pas surpris...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: L'item est statutaire; on a toléré certaines demandes de renseignements de l'opposition, mais on ne peut permettre un débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre accuse l'opposition de ne pas connaître les droits de la province...

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. le président: C'est le député de Hull (M. Parent) qui a demandé quels sont les droits de la province. Il est clair que comme il y a manque du consentement unanime de la part des députés, le président n'a pas le choix. Il doit s'en tenir au Règlement et, quand il s'agit d'un item statutaire, d'arrêter le débat exactement là où il est.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimés budgétaires de la voirie, un débat s'est engagé sur un item statuaire (S-1, page 101); j'ai décidé qu'à moins du consentement unanime, je ne pouvais permettre que se prolonge ce débat.

M. Hamel en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet

(Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose des questions au sujet d'un montant qui apparaît aux *Comptes publics* et demande des précisions sur les travaux qui ont été faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une compagnie de pavage qui a fait des travaux dans le comté de Rimouski.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut obtenir des détails au sujet d'un montant de \$632,941.85 payé à la Atlas Construction.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit d'une compagnie qui a fait des travaux de terrassement et des travaux bitumineux dans la région du Lac-Saint-Jean, de même que le terrassement et le gravelage de la route de Notre-Dame-des-Laurentides à Stoneham.

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame des détails sur les travaux exécutés par P. Baillargeon, pour \$974,741.77.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une foule de petits contrats.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) fait la lecture d'une série de documents concernant les travaux en question.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre de produire le document.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Que le chef de l'opposition prenne donc conscience de ses responsabilités. Qu'il cesse donc de déprécier la position qu'il remplit temporairement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas de leçons à recevoir du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. Tout à l'heure, il s'agissait d'un aide-mémoire, mais, dans le cas présent, il s'agit bien d'un document public. Je demande au ministre de le déposer.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il ne s'agit que d'un aide-mémoire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La question du chef de l'opposition est ridicule.

M. le président: Selon le chef de l'opposition, il faudrait déposer tous les aide-mémoire. La question a été décidée. Je renvoie le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimés budgétaires du département de la Voirie, l'honorable chef temporaire de l'opposition (M. Hamel), invoquant l'article 696 du Règlement, a demandé la production immédiate d'un cahier que l'honorable ministre consultait pour fournir des détails à une question du chef de l'opposition.

Le ministre a déclaré qu'il s'agissait ni d'un rapport ni d'un document public. J'ai déclaré qu'il s'agissait exactement du même point déjà soulevé par le chef de l'opposition. J'attire votre attention sur le fait que l'honorable chef de l'opposition en appelle de ma décision malgré que je lui eusse rappelé la similitude du point soulevé, ma décision antérieure au cours de la même séance et sa confirmation par la Chambre.

M. l'Orateur: (Après avoir pris connaissance du rapport) C'est se moquer de la Chambre que de revenir sur une question qui a été décidée à plusieurs reprises.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 52.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution.

M. Brown (Brome) veut poser d'autres questions relatives à l'item S-1, au montant de \$50,000,000 pour construction et réfection de chemins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on s'en tienne à l'item 7.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a été entendu que nous pourrions ouvrir la discussion sur les dépenses prévues par l'item S-1.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous auriez dû les discuter à l'item 4.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je sou mets qu'il était entendu qu'on laissait en suspens l'item S-1.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons aucune objection à accorder une certaine latitude à l'opposition, mais nous nous opposons à la tactique de l'opposition qui est de soulever des points d'ordre inutiles pour faire perdre le temps de la Chambre. L'opposition a déjà fait

perdre suffisamment de temps à la Chambre avec ses points d'ordre, et je considère qu'on a suffisamment discuté d'un article que le gouvernement n'était pas obligé, de toute façon, de soumettre à l'approbation de la députation.

M. le président: Il faut s'en tenir aux règlements. Nous pourrions discuter pendant trois mois sur l'item S-1 sans aucun résultat, car aucun vote ne peut être pris sur cet item.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimés budgétaires de la voirie, la Chambre a retiré son consentement unanime à un débat sur un item statutaire qui ne peut faire l'objet d'une résolution.

J'ai décidé que le président du comité des subsides n'avait d'autre choix que de mettre fin au débat.

M. Hamel en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 53.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre combien de traverses à niveau ont été éliminées l'année dernière.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y en a eu quatre dont une sur la route 8 par la construction d'un viaduc: deux entre Saint-Alexandre et Saint-Éleuthère et dans le canton Magog. De plus le ministère a installé plusieurs signaux automatiques.

Il n'y a pas de gouvernement qui ait fait plus que nous pour faire disparaître les passages à niveau. Il y a quelques années, par exemple, nous en avons fait disparaître 11 du coup sur la route Montréal-Québec, à Louiseville et dans les environs.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question sur la répartition du coût des travaux.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est la Commission fédérale des chemins de fer qui décide de la part de chacune des parties intéressées dans un projet. Dans le cas de la construction du viaduc sur la route 8, la Commission fédérale a payé \$38,639; le C.P.R., \$5,000, et la province \$20,759. Dans le canton de Magog, la Commission a payé \$15,000, le chemin de fer, \$14,000, et la province \$21,200.

La quote-part de chaque intéressé varie selon le cas. Si, par exemple, le chemin de fer a été construit après la route, la province fera valoir que les embarras viennent de lui et alors la province paiera moins. Si c'est le contraire, le chemin de fer prétendra que c'est la faute de la province et alors celle-ci sera appelée à payer plus.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement a-t-il pensé à faire disparaître la traverse à niveau sur la route du nord entre Saint-Jérôme et Lesage?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pas encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on aura fait l'autre route, ça sera suffisant pour un bout de temps.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Mais la nouvelle route ira seulement jusqu'à Saint-Jérôme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça sera suffisant quand même pour un bout de temps.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Plusieurs projets d'élimination de traverses à niveau sont actuellement à l'étude. Il ne faut pas oublier que nous sommes toujours à la merci de la Commission des chemins de fer. Il cite les cas à l'étude, dont l'un, celui de Joliette, l'est depuis huit ans.

Des demandes ont été faites à la Commission pour la construction d'un viaduc au-dessus des voies ferrées au nord de Sainte-Agathe; pour la réfection et l'élargissement du tunnel sous les voies du C.N.R. à Sainte-Dorothée dans le comté de Laval; pour la construction d'un viaduc au-dessus des voies du C.N.R. à Chambord et d'un autre à Sainte-Anne-de-Beaupré sur la nouvelle route qui conduit à La Malbaie. Il en est ainsi à Caughnawaga, Charny et Joliette.

M. Dionne (Rimouski): Dans les limites d'une ville, la province est-elle appelée à contribuer à la disparition des traverses à niveau?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les chemins de ville n'appartiennent pas à la province. C'est donc la ville qui doit faire la demande à la Commission et c'est elle qui est partie.

La résolution est adoptée².

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) interroge le ministre de la Santé sur les salaires des employés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment fonctionnent certaines ententes faites par le ministère avec le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ces ententes portent sur plusieurs points et elles sont renouvelées chaque année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ces ententes affectent-elles l'autonomie de votre ministère?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Tant que l'Union nationale sera là, l'autonomie sera bien gardée dans toutes les sections de l'administration.

Des ententes sont en cours avec Ottawa pour l'opération de certaines unités sanitaires. Dans certains cas, le fédéral, pour améliorer une situation, paie une partie des salaires des médecins et autres employés. Par exemple, dans certains groupes anglo-protestants, on réclamait l'examen médical des enfants dans les écoles. Comme le gouvernement provincial ne pouvait pas entrer dans ce domaine, le fédéral a offert de payer la moitié du coût si Québec voulait payer le reste.

M. Hamel (Saint-Maurice) revient à la charge pour obtenir une réponse plus claire à sa question, à savoir si l'entente avec le fédéral affectait l'autonomie du ministère de la Santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) réitère sa réponse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a une immense amélioration dans les camps, par suite du travail des 25 inspecteurs du département. M. Samuel Audette, de la section des bûcherons de l'U.C.C.³, en a rendu le témoignage au cours d'une visite au ministre de la Santé pour demander que l'on fasse disparaître les lits à deux étages dans les camps. Il promet d'étudier la question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit un peu surpris du montant élevé de cette dépense.

Surtout, dit-il, quand on considère que chaque ministère effectue des dépenses à peu près semblables dans ce domaine. Écrit-on tant que cela au ministère?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le chef de l'opposition ignore probablement que nous recevons au ministère une moyenne de 1,000 à 1,200 lettres par jour, lettres auxquelles il faut apporter des réponses.

Le nombre quotidien des télégrammes reçus s'établit également entre 100 et 150.

Le nombre des appels téléphoniques est également fort considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas oublier que le prix des timbres a augmenté.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous ne gaspillons pas, je puis en assurer l'opposition. Des ordres sont donnés pour maintenir ces dépenses au plus bas niveau possible.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le ministre fait référence à l'article des Abbés Dion et O'Neill, publié dans la revue *Ad Usum Sacerdotum*, au mois de juillet 1956.

2. Selon *Le Soleil* du 7 février 1957, à la page 3, tous les crédits de la voirie étaient adoptés à 5 h 30.

3. Union catholique des cultivateurs.

Séance du jeudi 7 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 254 concernant la ville de La Prairie (Titre amendé).

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 245 modifiant la charte de la ville de Gatineau (Titre amendé).

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 219 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 256 exemptant de taxes municipales et scolaires les immeubles employés dans la municipalité de Grand'Mère, pour fins de recherches scientifiques;

- bill 153 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 195, pour protéger le domaine de la corporation de la trappe de Notre-Dame-du-Lac des Deux-Montagnes, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 142 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Annexion
à La Prairie**

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 254 concernant la ville de La Prairie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 254 sans l'amender.

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Gatineau**

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 modifiant la charte de la ville de Gatineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 245 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Immeubles exempts de taxes à Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 256 exemptant de taxes municipales et scolaires les immeubles employés dans la municipalité de Grand'Mère, pour fins de recherches scientifiques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 256 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel n'ayant pas été présenté dans les délais prévus par le Règlement à cause de circonstances incontrôlables et indépendantes de la volonté de ses promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Commission scolaire de Saint-Félicien

M. Spence (Roberval) propose que le bill 248 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien n'ayant pas été présenté dans les délais prévus par le Règlement à cause de circonstances incontrôlables et indépendantes de la volonté de ses promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Voies et moyens:

Discours du budget 1957-1958¹

L'honorable M. Gagnon (Matane):

M. l'Orateur, chaque année, depuis 1945, l'expansion de l'économie québécoise atteint de nouveaux sommets. La valeur annuelle de la production agricole, industrielle et commerciale de notre province s'accroît d'une façon continue. Aussi, je n'ai pas manqué, à l'occasion de mes exposés budgétaires, d'attirer votre attention sur ces réalités réconfortantes qui signifient augmentation du nombre d'emplois disponibles et amélioration du standard de vie des contribuables. Pour être fidèle à sa mission, un gouvernement sage ne doit-il pas, tout en favorisant le développement des valeurs morales et spirituelles et le respect des libertés fondamentales, s'efforcer d'assurer d'une manière raisonnable et progressive aux cultivateurs, aussi bien qu'aux ouvriers, la subsistance et le bien-être de leurs familles?

L'année 1957, M. l'Orateur, débute sous des auspices moins heureux que les années précédentes.

L'horizon est assombri par des conflits internationaux dont vous connaissez la gravité et l'importance. La paix, que recherchent les hommes de bonne volonté, est précaire et incertaine. Personne ne doute que les difficultés de l'heure auront une répercussion sur l'économie canadienne et québécoise. La sagesse et la plus élémentaire prudence exigent donc de la réflexion de la part de ceux qui ont assumé la responsabilité de la chose publique. Elles nous invitent à multiplier nos efforts pour atteindre l'idéal de paix et de sécurité ancré dans nos cœurs. N'est-il pas dès lors évident que les hommes politiques doivent chercher à faire régner la paix et la sécurité, non seulement au-delà de leurs frontières, mais surtout à l'intérieur de leur propre pays? Or, nous ne pouvons nier que les causes de mécontentement entre le gouvernement fédéral et les provinces subsistent toujours. Alors que le Trésor fédéral accapare la plupart des sources de revenu et enregistre des surplus énormes, il continue de mettre en danger l'avenir de la Confédération en envahissant le champ de la juridiction provinciale.

De plus, les Canadiens, inquiets de la tournure des derniers événements, s'expliquent mal les difficultés suscitées dans le pays par l'application de la politique anti-inflationnaire de la Banque du Canada. L'inflation est certes une source de périls. Personne ne conteste à ceux qui détiennent l'autorité le droit de s'en alarmer. Le peuple comprend que, dans la lutte contre l'inflation, il est sage d'empêcher la spéculation exagérée et de limiter les placements de capitaux sur des entreprises qui ne sont pas strictement nécessaires. Il s'explique mal cependant que la Banque du Canada oublie l'échelle des valeurs et que des restrictions draconiennes sur le crédit empêchent les corporations municipales, les commissions scolaires et les institutions d'assistance publique d'exercer librement leurs fonctions. Comment peut-il comprendre que, dans une période de prospérité, il faille désormais restreindre la construction des maisons d'habitation, la construction des écoles, des hôpitaux et limiter radicalement l'expansion des services publics? Comment peut-il admettre qu'un pays riche en ressources naturelles doive du jour au lendemain se résoudre à vivre comme un pays appauvri dans une période de disette? Comment peut-il admettre que les corps publics doivent assumer des taux d'intérêt de 5 %, 5½ %, 6 % et 6½ % pour financer la construction de nouvelles maisons, de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux?

La lutte contre l'inflation suscite également aux États-Unis de nombreux problèmes. Dans son

message au Congrès sur la situation politique (State of the Union), le président Eisenhower a recommandé la création d'une commission d'enquête "chargée d'étudier la nature et le fonctionnement de notre système financier ainsi que son adaptation aux circonstances actuelles... C'est, dit-il, une enquête vitale".

De son côté, le journaliste américain réputé, Walter Lippmann, écrit:

"Si nous réussissons à régler le problème fondamental d'enrayer l'inflation, nous devons faire face à un second problème qui n'est pas si bien compris..."

"Ce problème est celui de la répartition des disponibilités réduites de crédit. Il consiste à trouver la méthode efficace pour le partage du crédit entre les emprunteurs puissants, tels que les grandes compagnies et les emprunteurs moins fortunés, tels que les entrepreneurs qui construisent des maisons d'habitation; entre les emprunts publics effectués pour la construction des écoles et les emprunts privés destinés par exemple à la construction d'édifices à bureaux..."

"Le crédit coûte cher et est d'accès difficile pour la majorité, pour les hommes d'affaires peu connus, pour les familles qui ont besoin d'hypothèques pour construire leurs maisons ainsi que pour les États et les municipalités qui doivent emprunter pour des travaux publics.

"Le problème de la répartition se pose d'une manière encore plus aiguë pour les États et les corps publics qui doivent émettre des obligations pour la construction des écoles, pour la voirie et pour les travaux publics. Ils succombent sous le fardeau que représentent pour eux les taux élevés d'intérêt et les restrictions sur le crédit.

"Il faudra étudier la question de savoir si, à cause de la concurrence qui règne sur les marchés financiers, l'intérêt public est suffisamment protégé, lorsqu'il s'agit d'envisager la construction des écoles et l'exécution des travaux publics."

David Lawrence, l'éditeur de la revue *U.S. News and World Report*, va plus loin. Commentant la décision du président Eisenhower, il craint que le système de l'entreprise libre soit en danger. Il n'hésite pas à dénoncer certains abus de la part des industriels et des grandes unions ouvrières qui, dans leurs efforts pour augmenter les salaires, ne tiennent pas compte des petites institutions incapables de lutter avec leurs concurrentes, et incapables de payer des salaires identiques à ceux de la grande industrie.

Au Canada, la situation laisse de l'inquiétude chez plusieurs banquiers. Lors de la réunion des

actionnaires de la Banque Canadienne Nationale, le 8 janvier dernier, M. Charles Saint-Pierre, président de cette banque, disait:

"Il y a plus d'un moyen de défense contre la menace d'inflation. La politique d'argent cher et de restriction du crédit ne serait-elle pas plus efficace si l'on prenait en même temps des mesures propres à développer la pratique de l'économie? Les banques à charte, auxquelles est confiée la plus grande partie de l'épargne populaire, en favoriseraient sans doute le progrès en relevant de nouveau le taux de l'intérêt qu'elles versent à leurs déposants."

Monsieur George-F. Blain, de Toronto, directeur des *Canadian Economic Associates*, déclarait de son côté, le 11 janvier dernier, à Montréal:

"Comme la Banque du Canada ne peut influencer les affaires économiques que par un nombre limité de moyens, il s'ensuit que le fardeau des mesures anti-inflationnaires pèse injustement sur l'habitation, les finances municipales et le crédit au consommateur."

Il est évidemment difficile de trouver les moyens les plus efficaces d'enrayer l'inflation. Il faudrait, à mon avis, tenir compte de l'échelle des valeurs, c'est-à-dire faire disparaître les dépenses inutiles, tout en favorisant celles qui peuvent ajouter au bien-être de l'humanité. Je crois cependant que l'énergie de notre peuple, son esprit de travail, sauront, au cours de la présente année, surmonter ces difficultés, afin que l'année 1957 soit aussi prospère que les précédentes. La responsabilité qui incombe à l'administration provinciale comme conséquence de ces restrictions sur le crédit est très lourde, mais nous espérons diminuer dans toute la mesure possible, par une bonne administration, les complexités inévitables d'une telle politique.

Je me permettrai de revenir dans quelques instants sur cet angoissant problème. Après un bref commentaire sur le résumé des opérations financières de l'Union nationale au cours des douze dernières années, je vous rappellerai brièvement les résultats définitifs de l'année 1955-1956, en second lieu, les résultats probables de l'année 1956-1957 et enfin, je ferai une analyse rapide des prévisions budgétaires pour l'année 1957-1958.

I

La situation financière de 1945 à 1957

L'année 1956 a vu l'Union nationale remporter une victoire éclatante sur une coalition

d'adversaires de toute nuance et de toute affiliation. Jamais, lutte plus violente ne nous a été livrée.

Cependant, dans la mêlée du combat, vous l'avez remarqué, M. l'Orateur, en 1956 comme en 1952 et en 1948, personne n'a cru devoir s'attaquer à la politique financière de l'Union nationale.

Il est notoire que cette politique a été prudente, sage et réfléchie. Au cours des douze dernières années de son administration, l'Union nationale, après avoir effectué des investissements ou dépenses de capital pour un montant de \$539,016,765, calculé au 1^{er} avril 1956, a réussi à payer 90 % de cette somme à même ses revenus ordinaires.

De plus, chaque année le gouvernement verse plusieurs millions aux fonds d'amortissement, et ces montants d'argent sont inscrits dans les dépenses ordinaires. Si nous enlevons du montant des dépenses nos contributions aux fonds d'amortissement, nous pouvons conclure que toutes nos dépenses imputables au capital ont été payées à même nos revenus.

Pendant cette période, la dette nette de \$308,243,441, qu'elle était au 31 mars 1945, a été réduite, au 1^{er} avril 1956, à \$265,322,245, soit une diminution de \$42,921,096.

Pendant l'année financière 1955-1956 spécialement, la dette consolidée nette, qui s'exprime par des obligations ou débetures, a été réduite de \$17,069,337.

Grâce à cette sage administration, pour la première fois dans l'histoire financière de la province, les revenus annuels ont dépassé, en 1956-1957, le montant de la dette consolidée nette d'un montant d'environ \$51,137,735.

L'administration des finances de la province, M. l'Orateur, a provoqué de la part des membres de la commission Tremblay, dans leur rapport sur les problèmes constitutionnels, les plus favorables commentaires:

Je cite:

"L'histoire budgétaire de la province atteste, règle générale, une grande prudence.

"C'est faire preuve de sagesse que de subordonner les dépenses aux ressources. À cet égard, la province de Québec s'est montrée l'aînée parmi les provinces canadiennes, dont certaines n'ont pas toujours manifesté la même pondération.

"Aussi est-elle l'une des rares, sinon la seule, à ne pas avoir souvent à réclamer du pouvoir central une assistance dans l'acquittement de ses dépenses. La province de Québec a constamment veillé à ne

compter que sur elle-même pour financer ses entreprises...

"Remarquons qu'en 1931, poursuit le rapport, sur une dette totale de \$84,300,000, la dette intérieure ne représentait que \$6,400,000, soit 7.6 %. Or, en 1952, la province avait rapatrié la plus grande partie de sa dette publique, puisque, sur un total de \$436,300,000, \$326,100,000, soit 74.7 %, représentaient des emprunts payables au Canada seulement...

"Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la dette publique n'a pu être maintenue à un niveau aussi bas que parce que la province, dans une période où tout l'incitait à dépenser sans compter, a limité strictement ses dépenses d'immobilisations ou les a payées pour la quasi-totalité à même ses revenus courants...

"Il fallait donc que l'État provincial intervint comme élément déterminant dans l'économie. Le gouvernement de la province de Québec s'acquitta de cette tâche d'une manière énergique. En effet, de 1945 à 1952, les immobilisations passèrent de \$12,000,000 à \$60,000,000. Cette mesure révèle assez imparfaitement toutefois l'incidence de l'activité gouvernementale dans la vie économique provinciale car, dans le compte des dépenses ordinaires de la province de Québec, une grande partie des sommes provient en fait de dépenses qui accroissent le patrimoine ou l'outillage de la collectivité. Plus du tiers des dépenses ordinaires des ministères du Bien-être social et de la Jeunesse, de la Santé et de la Voirie, ainsi que du département de l'Instruction publique sont de cette nature...

"On peut donc dire que la contribution de l'État provincial à l'économie de la province et du pays a été un important facteur de progrès et de prospérité au cours des dernières années. Cette constatation est confirmée par la comparaison entre le budget provincial et le produit national brut, de même que les investissements nationaux.

"Le service de la dette ne pèse pas trop lourdement sur le budget et la charge proportionnelle a même diminué considérablement depuis 1945...

"Cette modération de l'État québécois, quant à son intervention, ne procède pas d'un souci de parcimonie. Elle est inspirée de principes plus fondamentaux: la confiance dans l'initiative individuelle, que l'État ne doit pas nécessairement doubler mais à laquelle il peut parfois suppléer dans les cas de nécessité, la conviction que rien n'est plus dangereux à la longue que la tendance à voir dans l'État un pouvoir paternel chargé de tout organiser, régler et corriger...

"La province de Québec s'efforce d'amortir sa dette publique à un rythme assez rapide. En conséquence, elle paie un taux d'intérêt dont la moyenne est très basse; le service de la dette est aussi moins onéreux dans la province de Québec que dans la plupart des autres provinces du pays; cette politique d'amortissement confère en outre à son budget plus d'élasticité que n'en possèdent en général les budgets des autres provinces au Canada."

II

Chiffres définitifs de l'année 1955-1956

Je suis heureux de souligner brièvement les chiffres définitifs des opérations financières de la province pour l'année 1955-1956, c'est-à-dire pour l'année financière commencée le 1^{er} avril 1955 et terminée le 31 mars 1956. Lorsque j'eus l'occasion l'an dernier de prononcer le discours sur le budget, l'année financière 1955-1956 n'était pas terminée.

Comme les résultats de cette année sont contenus avec toutes les explications requises dans les *Comptes publics* qui ont été déposés dès le début de la présente session, soit le 14 novembre dernier, vous me permettez d'être bref sur ce chapitre.

Les revenus se sont élevés à la somme de \$407,812,775.46, les dépenses ordinaires à \$330,910,413.06, assurant un surplus au compte ordinaire de \$76,902,362.40. Les dépenses imputables au capital se sont élevées à la somme de \$76,607,809.57. L'année financière 1955-1956 s'est donc terminée par un surplus global de \$294,552.83 sur toutes sortes de dépenses, dépenses ordinaires et dépenses de capital.

III

Considérations sur l'année financière 1956-1957

Les résultats anticipés de la présente année financière ne diffèrent pas, quant à leurs principales caractéristiques, de ceux des années précédentes. Nos revenus continuent leur mouvement normal vers la hausse et reflètent l'expansion économique de la province. Les dépenses accusent elles aussi la même tendance, car les problèmes qui exigent l'attention du gouvernement ne cessent de s'accroître et de se multiplier.

Les dépenses ordinaires pour la présente année se chiffreront à la somme approximative de \$362,819,000 (Cf. *Tableau No 1*). Les revenus ordinaires s'élèveront à environ \$342,806,000² (Cf. *Tableau No 2*). Le surplus au compte ordinaire dépassera ainsi la somme de \$69,000,000. Les

dépenses imputables au capital, qui s'établiront à \$85,297,000, seront encore cette année payées en très grande partie, soit 80 %, à même le surplus au compte ordinaire.

a) Augmentation de nos revenus

Les revenus pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1957 s'élèveront à une somme approximative de \$432,806,000. Ce résultat dépasse de \$25,000,000 celui de l'année dernière³. Le rendement de l'impôt sur le revenu sera cette année de plus de \$5,000,000 supérieur à celui de l'an dernier et le rendement de l'impôt sur les profits des corporations marquera une augmentation de \$7,000,000 sur l'année précédente, environ. L'augmentation continue du nombre des véhicules automobiles dans la province nous permettra d'encaisser \$3,000,000 de plus, en vertu de la loi des véhicules automobiles, et \$8,000,000 de plus, en vertu de la loi de la gasoline. La grande partie de nos sources de revenus enregistrera une hausse plus ou moins marquée, et la seule diminution sensible se trouvera dans le montant des droits sur les successions. L'an dernier, à cause du règlement de plusieurs successions importantes, le gouvernement de la province avait retiré, de ce chef, \$46,557,668.74. Cette année, la situation n'est pas identique et les droits sur les successions nous rapporteront environ \$33,750,000, soit \$12,807,668.74 de moins que l'an dernier.

b) Augmentation de nos dépenses

Le chiffre des dépenses dépassera de \$40,000,000 environ celui de l'année dernière, par suite d'une augmentation de crédits à divers ministères⁴. Vous pouvez constater l'importance grandissante que le gouvernement accorde au problème de l'éducation, si vous comparez l'augmentation de nos dépenses dans ce domaine. Nous croyons que l'éducation doit être la première de nos préoccupations, et cette conviction, vous la trouverez traduite dans les *Comptes publics* de chaque année, depuis 1945.

Nous accordons à la santé et à l'hygiène publique une place aussi importante, et vous constaterez que les dépenses de ce ministère marqueront une augmentation de près de \$4,000,000 sur celles de l'an dernier. Vous pourrez aussi noter une augmentation de \$9,000,000 dans le chiffre des dépenses imputables au capital. Ces sommes consacrées à la protection de la santé s'établiront à

\$72,000,000 pour la présente année financière. Si le gouvernement de la province pouvait toucher tous les revenus que lui réserve la Constitution, il serait certes louable et nécessaire d'augmenter encore nos dépenses imputables au capital. Les travaux d'une nature permanente n'ajoutent-ils pas à l'actif de la province? Ne sont-ils pas une source de richesses puisqu'ils favorisent la production tout aussi bien que la circulation des biens de consommation? Ces travaux, je le répète, profitent, non seulement à la génération présente, mais nous permettent en même temps de préparer pour nos descendants un avenir heureux.

Les esprits peu avertis peuvent s'étonner de l'accroissement des dépenses publiques. Ils ignorent évidemment l'étendue et la complexité des problèmes auxquels le gouvernement doit faire face. Ils ne tiennent alors nullement compte de l'intensité de notre expansion économique et de l'étendue géographique de notre province. Cependant, d'après les chiffres publiés par le Bureau fédéral de la statistique, le montant de nos dépenses *per capita* est toujours inférieur à celui de la plupart des provinces canadiennes⁵. Voici, d'après ces chiffres, les dépenses *per capita* de chacune des provinces canadiennes:

Terre-Neuve.....	\$ 98.21
Île-du-Prince-Édouard	84.02
Nouvelle-Écosse	78.21
Nouveau-Brunswick	93.22
Québec.....	79.76
Ontario.....	83.43
Manitoba.....	58.64
Saskatchewan.....	109.50
Alberta.....	133.11
Colombie-Canadienne	141.06

c) Surplus au compte ordinaire

Pour la douzième année consécutive, l'année financière se terminera par un très important surplus au compte ordinaire qui s'établira à \$69,987,000. La province de Québec se classe en deuxième place de toutes les provinces pour ce surplus, n'étant dépassée que par l'Alberta qui a des revenus fort considérables provenant de l'exploitation de ses puits d'huile. En effet, nos revenus atteindront une somme approximative de \$432,806,000 et les dépenses ordinaires environ \$362,819,000. De plus, le gouvernement versera une somme d'environ

\$16,245,000 à ses fonds d'amortissement et, selon la coutume établie depuis longtemps, cette somme sera inscrite dans les dépenses ordinaires.

Bon nombre de gens oublient que la plupart des provinces n'enregistrent dans leur compte d'opérations que leurs seuls revenus et leurs seules dépenses ordinaires, alors que la province de Québec tient compte aussi de ses dépenses imputables au capital. Si nous voulons établir un point de comparaison entre les résultats des opérations du Québec et ceux des autres provinces, il faut donc de toute nécessité examiner le montant de leur surplus ou de leur déficit au compte ordinaire. Voici, d'après le rapport de novembre 1956 de la maison Wood, Gundy & Company Limited, les derniers surplus au compte ordinaire enregistrés par les provinces canadiennes⁶:

Alberta.....	\$109,579,584
Colombie-Canadienne.....	15,552,424
Île-du-Prince-Édouard.....	1,874,978
Manitoba.....	506,279
Nouveau-Brunswick.....	167,338
Nouvelle-Écosse.....	489,911
Ontario.....	143,646
Québec.....	76,902,362
Saskatchewan.....	4,542,103
Terre-Neuve.....	139,076 (déf.)

N. B. Le rapport de la maison Wood, Gundy & Company Limited est basé sur les derniers chiffres disponibles pour chaque province.

d) Dépenses imputables au capital

À la fin de l'année financière 1956-1957, le gouvernement aura effectué des dépenses imputables au capital pour une somme de \$85,297,000, qui aura été complètement absorbée par les revenus, sauf pour un montant de \$15,310,000⁷. L'importance de ces travaux d'une nature permanente assure la richesse de la province et du pays. Ce sont des contributions qui dépassent le temps et qui servent à toute la communauté, durant plusieurs générations. Le gouvernement de l'Union nationale a toujours cherché à augmenter cet actif si profitable aux générations futures comme à la génération présente. Les dépenses imputables au capital sont d'ailleurs l'un des facteurs les plus sûrs de la stabilité économique et l'un des meilleurs indices d'une sage administration. Tout en activant l'emploi, elles

peuvent servir à des fins qui dépassent l'ordre matériel, surtout lorsque sont concernées l'éducation et la santé. Elles accroissent l'activité économique par l'amélioration des moyens de production aussi bien que par la circulation des richesses. Du 31 mars 1945 au 31 mars 1957, ces dépenses pour des travaux d'une nature permanente, si on le préfère ces placements à long terme, s'élèveront à la somme approximative de \$624,313,765.

Année terminée le 31 mars

1946.....	\$ 12,977,903
1947.....	24,287,135
1948.....	40,927,129
1949.....	64,755,220
1950.....	42,341,455
1951.....	33,825,175
1952.....	60,262,344
1953.....	67,007,015
1954.....	58,088,426
1955.....	57,937,154
1956.....	76,607,809
1957.....	¹ 85,297,000
	\$624,313,765

¹ Estimation

Voici maintenant la liste des surplus au compte ordinaire pour les mêmes années:

Année terminée le 31 mars

1946.....	\$ 14,768,397
1947.....	26,471,830
1948.....	44,367,887
1949.....	33,765,031
1950.....	31,753,562
1951.....	38,006,501
1952.....	62,074,513
1953.....	28,887,819
1954.....	36,456,881
1955.....	36,634,866
1956.....	76,902,362
1957.....	¹ 69,987,000
	\$500,076,649

¹ Estimation

Depuis 1946, le total des surplus au compte ordinaire a atteint la somme énorme de

\$500,076,649. Ces surplus, je suis heureux d'insister sur ce point, ont servi au paiement de la plus grande partie de nos dépenses imputables au capital. La différence a été payée par l'emprunt. Certains experts financiers sont d'opinion qu'il aurait été justifiable de payer toutes ces dépenses au moyen de l'emprunt, puisqu'elles accroissent le patrimoine des générations futures. Le gouvernement de l'Union nationale veut, en ces années de prospérité, conserver intact le crédit de la province, afin d'être en meilleure posture pour résoudre les problèmes d'une crise économique éventuelle.

e) Surplus consolidé

Le surplus consolidé de \$43,522,635.69, au 31 mars 1945, soit à la fin de l'administration libérale, avait atteint \$355,068,015.55, au 31 mars 1956, ainsi que le démontre le bilan de la province inscrit aux *Comptes publics*⁸. Le montant du surplus consolidé serait beaucoup plus considérable s'il n'avait pas été diminué, il y a deux ans, de \$108,925,399.78. Ce montant représentait des dépenses extraordinaires effectuées durant la crise économique de 1929, dépenses qui ne constituaient en aucune façon un actif pour la province. Pour assainir notre bilan et faire disparaître ces dépenses extraordinaires, nous avons dû diminuer d'autant le montant du surplus consolidé.

La même année, à même ce surplus, nous avons créé une réserve qui s'élève maintenant à \$13,285,218.42, pour permettre de comptabiliser séparément les contributions des fonctionnaires à la loi des pensions. Ces contributions ne sont donc plus considérées comme un revenu, mais comme une créance de la province envers ses fonctionnaires. Ajouterai-je qu'il est arrivé au temps de l'administration Godbout que le trésorier provincial déclare un surplus en inscrivant, au chapitre des revenus, les contributions des fonctionnaires au fonds de pension. La nouvelle méthode de comptabilité constitue une amélioration sensible qu'il est juste de signaler.

f) Dette per capita

La dette *per capita* de notre province (dette consolidée nette, bons du Trésor inclus) est cette année inférieure à ce qu'elle était l'an dernier, alors qu'elle s'élevait à \$85. Je me permets de vous citer un tableau contenu dans une brochure publiée en novembre 1956 par la maison Wood, Gundy & Company Limited, sous le titre: *Statistiques*

financières des gouvernements des provinces et du Canada. La dette nette *per capita* de la province de Québec est inférieure à l'heure actuelle à la dette *per capita* de la province de Terre-Neuve, dont toutes les dettes ont été rachetées par le gouvernement fédéral lors de l'entrée de cette province dans la Confédération, en 1949. Cette dette nette *per capita* s'établit à l'heure actuelle à \$76.97, alors que celle du gouvernement fédéral se chiffre à \$964.02, soit un montant treize fois plus considérable⁹. Notre province est, depuis 1947, la seule province qui ait conservé une dette nette moyenne *per capita* inférieure à \$100 et, pendant que cette dette nette *per capita* diminue, la dette *per capita* moyenne de toutes les provinces canadiennes augmente graduellement.

La dette *per capita* du Québec était de \$90.29, en 1955, comparativement à \$157.71 pour les autres provinces. C'est ce qui ressort aussi d'une étude publiée dans un bulletin du *Citizens Research Institute of Canada*, à Toronto. Voici une comparaison entre la dette nette *per capita* de la province de Québec et la dette nette moyenne *per capita* de toutes les provinces canadiennes:

	Province de Québec	Autres provinces
1947	\$95.58	\$145.09
1948	93.02	136.48
1949	99.20	135.60
1950	94.76	141.87
1951	90.82	143.38
1952	86.64	152.55
1953	90.38	154.56
1954	89.94	159.08
1955	90.29	157.71

g) Diminution de la dette nette

Au 31 mars 1945, la dette nette de la province s'établissait à la somme de \$308,243,441. Au 31 mars 1956, ainsi que vous pouvez le constater dans les *Comptes publics*, elle se chiffrait à \$265,322,345, soit une diminution de \$42,921,096, en l'espace de 11 années. Nos prévisions sont à l'effet qu'au 31 mars 1957, cette dette nette enregistrera une nouvelle diminution de plusieurs centaines de mille piastres.

Certains députés de l'opposition essaieront, cette année encore, suivant leur habitude, d'embrouiller l'opinion publique en face de ces

réalités de toute première valeur. Dans le passé, leur tentative a été vaine, car ils ne peuvent contester les chiffres contenus dans le bilan de la province publié dans les *Comptes publics*. Ils ne peuvent modifier les données contenues dans les publications financières des institutions les plus sérieuses du Canada et des États-Unis. Ils ne peuvent non plus contredire les renseignements financiers publiés par le Bureau fédéral de la statistique.

h) Obligations de la province

Il n'est donc pas étonnant que les obligations de la province continuent d'être recherchées par toutes les institutions financières du Canada et des États-Unis. Au cours de l'année financière qui s'achève, le gouvernement n'a eu à rembourser que trois emprunts obligataires d'importance secondaire¹⁰. En voici la liste. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Date de l'échéance</i>	<i>Montant</i>	<i>Taux</i>	<i>Fonds d'amortissement</i>
15 juillet 1956.....	\$ 1,000,000	3 %	.....
15 juillet 1956.....	9,680,000	3 %	\$1,383,856.53
15 septembre 1956.....	144,000	4½ %	144,000.00
	\$10,824,000		\$1,527,856.53

Dans mon dernier discours sur le budget, j'avais exposé les détails d'une transaction effectuée le 1^{er} juin 1955, pour rembourser, avant échéance, trois émissions d'obligations d'une valeur totale de \$29,525,000. La hausse considérable des taux d'intérêt depuis un an démontre la prévoyance du gouvernement en rachetant alors ces trois émissions à 3½ %, exigibles en 1957 et en 1959, au moyen d'un nouvel emprunt à 2½ % d'intérêt seulement. Cette réduction du taux d'intérêt de 3½ % à 2½ % avait permis au gouvernement de réaliser une économie de plus d'un million. Cette transaction nous libère, à l'heure actuelle, de l'obligation de faire face à ces échéances, car tous les contribuables savent que le taux d'intérêt serait aujourd'hui beaucoup plus élevé. Le gouvernement a ainsi laissé le marché libre à l'Hydro-Québec pour trois émissions d'obligations en date du 1^{er} octobre 1956, du 1^{er} décembre 1956 et du 1^{er} février 1957.

Le 15 janvier 1957, le gouvernement a cependant effectué sur le marché canadien un emprunt de \$25,000,000 à 4¾ %. Le produit de cet emprunt était destiné à rembourser les bons du Trésor émis pour payer, en partie, la plus importante des trois émissions d'obligations dont je vous ai parlé tout à l'heure. De plus, depuis l'emprunt de mars 1955, le montant net des avances consenties à l'Office du crédit agricole s'est élevé à la somme de \$15,250,000. Ces avances seront, comme toujours, remboursées au fur et à mesure des paiements effectués par les cultivateurs qui bénéficient de la loi

du crédit agricole. Toutefois, il ne serait pas sage d'utiliser les revenus provenant des impôts pour le paiement de ces avances. Nous devons donc recourir à l'emprunt.

Le taux d'intérêt, soit 4¾ %, est le plus élevé que la province ait payé depuis bien des années. Il est le reflet du marché financier déséquilibré par les mesures restrictives, appliquées par la Banque du Canada, pour combattre l'inflation.

En résumé, durant l'année 1956, le gouvernement n'a eu à faire face qu'à des échéances de peu d'importance. Il faut se réjouir de cette situation, car elle nous permet de conserver un niveau d'intérêt relativement peu élevé pour la plus grande partie de notre dette obligataire. Nous ne pouvons éviter cependant l'augmentation des intérêts sur les bons du Trésor, augmentation qui se traduit nécessairement par une charge plus lourde au service de la dette.

IV

Relations fédérales-provinciales

Au lendemain de la dernière conférence fédérale-provinciale, en 1955, il ne manquait pas de gens pour affirmer que le gouvernement fédéral s'inspirerait désormais d'une politique plus conforme à l'esprit de l'Acte de 1867. Il semblait disposé à abandonner ses tentatives de centralisation financière si néfastes pour l'avenir de la Confédération. Pour la première fois depuis 1945, il reconnaissait - en principe du moins - aux provinces un droit strict aux

principales sources de taxation directe, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur le revenu des corporations et l'impôt sur les successions. Ces braves gens se faisaient illusion. Le gouvernement fédéral disposait ses batteries sur un autre terrain: celui de l'éducation. La lutte centralisatrice se poursuivait.

Depuis quinze ans, cette lutte, suivant les préoccupations politiques de l'heure, a été livrée sur trois fronts différents: sur la législation sociale, sur les pouvoirs de taxation et, enfin, sur le problème de l'éducation. Dans le domaine de la sécurité sociale, l'État fédéral a organisé un système de pension de vieillesse, un système de pension aux aveugles, un système d'assurance-chômage, les allocations familiales, l'aide à l'habitation, les subventions pour les hôpitaux et, enfin, un système de pension pour les invalides. Il attend le moment propice pour réaliser son plan d'assurance-santé. En ces matières, vous le savez, M. l'Orateur, la juridiction provinciale est exclusive et incontestable.

Dans le domaine de la taxation, il a accaparé complètement les principales sources de taxation directe durant la Seconde Guerre mondiale, pour essayer, une fois la paix signée, de les conserver. Il a tenté de substituer à l'exercice par les provinces de leur droit de taxation, des subventions annuelles. Il a forcé la majorité des provinces, durant six ans, à signer des ententes en vertu desquelles celles-ci renonçaient à leur droit sur les principales sources de taxation directe, en retour d'une subvention. Seul le Québec est demeuré fidèle aux principes de l'Acte de 1867. Seul, depuis 10 ans, il a continué sans relâche de revendiquer l'exercice des droits fiscaux provinciaux reconnus par la Constitution¹¹. L'histoire soulignera le rôle vigilant et énergique du premier ministre de notre province dans la défense de l'autonomie provinciale.

Enfin, l'an dernier, le gouvernement fédéral a laissé aux provinces le droit d'imposer le revenu des particuliers, le revenu des corporations et les successions, mais dans une proportion bien limitée, en se réservant dans ces domaines la part du lion. Le gouvernement fédéral a accepté de reconnaître, dans ses lois, le droit des provinces aux principales sources de la taxation directe. Il accordera aux contribuables d'une province où il existera une loi d'impôt sur le revenu des particuliers, une réduction de 10 % de l'impôt fédéral; il accordera aux corporations d'une province où il existera une loi imposant les profits des corporations, une réduction de 9 %. Cette réduction sera de 50 % dans le cas de l'impôt sur les successions. Ces nouvelles propositions, qui doivent

entrer en vigueur le 1^{er} avril 1957, mettent un terme au régime des ententes si souvent dénoncé comme contraire à la Constitution et attentatoire à l'autonomie des provinces.

De plus, le gouvernement fédéral se propose de verser à huit des dix provinces canadiennes, c'est-à-dire à toutes les provinces, moins l'Ontario et la Colombie-Canadienne, une subvention dite de péréquation ou, si vous aimez mieux, une subvention d'égalité. Le montant de cette subvention sera calculé par le ministère fédéral des Finances, d'après le montant total de l'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations, ainsi que le montant total des droits sur les successions payés dans l'Ontario et la Colombie-Canadienne. Ce montant total sera divisé par le chiffre de la population de ces deux provinces, pour obtenir le rendement *per capita* de ces impôts. Le ministère fédéral des Finances effectuera un calcul pour chacune des provinces canadiennes. Le gouvernement fédéral paiera la différence entre le revenu *per capita* moyen de l'Ontario et de la Colombie-Canadienne et celui des autres provinces canadiennes. Le montant de cette subvention variera évidemment d'une province à l'autre et, suivant les experts financiers du gouvernement, à raison de certains facteurs particuliers, il devrait atteindre une somme d'environ \$35,000,000 pour notre province.

Ce nouveau projet n'oblige aucune des provinces à la signature d'une entente. Il ne les oblige ni à prêter, ni à céder leur droit de taxation, et certes, ces dernières propositions constituent une amélioration sur la politique suivie jusqu'alors en la matière.

À l'issue de la dernière conférence fédérale-provinciale de 1955, nous étions heureux de cette orientation nouvelle de la politique fédérale. Certaines personnes, je le répète, ont cru que les menées centralisatrices prenaient fin. Elles se sont bercées d'une fallacieuse illusion. L'offensive a repris avec vigueur, et cette fois, sur le terrain de l'éducation.

En effet, il y a quelques mois, le gouvernement fédéral offrait à la Conférence nationale des universités canadiennes une subvention annuelle de \$16,000,000 destinée à être partagée entre toutes les universités. Cette nouvelle politique du gouvernement fédéral laisse croire à l'incompétence des gouvernements provinciaux dans la solution des problèmes d'éducation. Le gouvernement fédéral offre cette subvention aux universités canadiennes au moment où la Banque du Canada, par ses restrictions sur le crédit, paralyse les

commissions scolaires, c'est-à-dire paralyse en fait le développement de l'instruction élémentaire, qui est la base essentielle de tout système éducationnel.

Évidemment, nos universités doivent affronter de très lourds problèmes financiers. L'enseignement universitaire doit suivre l'évolution rapide des sciences à l'heure présente. Ses professeurs doivent être de plus en plus nombreux, de mieux en mieux rémunérés. Ses techniciens et ses ingénieurs doivent être mieux entraînés, si les autorités universitaires veulent faciliter davantage à notre jeunesse une part active aux destinées futures de notre pays.

Cette nouvelle intrusion du gouvernement fédéral dans un domaine strictement provincial s'inspire des recommandations de la commission Massey sur les arts, les sciences et les lettres au Canada. Pendant 20 ans, nous avons lutté contre l'esprit et les recommandations de la commission Rowell-Sirois. Faudra-t-il lutter, et pour combien de temps, contre les recommandations centralisatrices et encore plus dangereuses du rapport Massey? Les universitaires, les éducateurs et les hommes politiques, qui se font les artisans de cette invasion du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation, rejettent les principes fondamentaux de notre Constitution et ignorent les grandes traditions historiques de notre pays. Ils appartiennent pour la plupart à certaines grandes associations complètement étrangères à l'esprit et à la culture de notre province; ils se recrutent aussi dans les milieux universitaires. Le gouvernement fédéral leur offre de longs voyages d'études à l'étranger et de généreuses prébendes pour se constituer les propagandistes de la centralisation. Sous la défroque de l'indépendance, ils essaient d'atteindre un objectif où les hommes politiques ont échoué.

Voilà, M. l'Orateur, où nous en sommes rendus. Si nous cédions sur le terrain de l'éducation, nous mettrions en péril la lutte pour la protection de nos droits en matière de taxation et de nos droits civils en matière de sécurité sociale. L'offensive nouvelle est de plus grande envergure et plus insidieuse que celle de 1945. Elle constitue une attaque contre des droits sacrés acquis par l'héroïsme de nos ancêtres, droits reconnus même aux jours les plus sombres de notre histoire, au lendemain de 1760 et, je ne crois pas qu'il y ait dans notre province un seul Canadien sincère, assez peu soucieux du respect de nos traditions les plus chères, pour nous conseiller de céder même une parcelle de nos droits en matière d'éducation. Si le gouvernement fédéral veut aider efficacement la cause de l'éducation, qu'il nous

reconnaisse dans le domaine de la taxation directe des droits de taxation adéquats et suffisants, qu'il demande au gouverneur de la Banque du Canada de faire une distinction entre les crédits demandés par les commissions scolaires et ceux sollicités par le commerce et l'industrie, entre les objets de luxe et les valeurs spirituelles. Si le gouvernement fédéral veut réellement aider la cause de l'éducation dans les provinces, je le répète, pourquoi ne laisse-t-il pas aux gouvernements provinciaux les sources de revenus dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs responsabilités? La commission Tremblay s'est énergiquement prononcée dans ce sens.

Je me permets de vous citer à ce propos ce passage d'une allocution prononcée par monsieur Alfred P. Haaks, l'un des officiers de la General Motors, à une convention des fonctionnaires municipaux, à Washington, le 6 juin dernier:

"En 1940, la répartition de l'ensemble des revenus provenant de l'imposition dans notre pays, attribuait 39.4 % au gouvernement fédéral, 28.2 % aux États et 31.5 % aux gouvernements locaux. En 1954, la répartition était la suivante: 74.6 % au gouvernement fédéral (augmentation de 35 %), 13.6 % aux gouvernements des États (réduction de 15 %) et seulement 11.8 % aux gouvernements locaux (réduction de 20 %).

"Dans l'hypothèse où les chiffres approximatifs de 1940 représentent une distribution idéale pour les trois groupes de gouvernements, nous devrions attribuer 40 % au gouvernement fédéral, 30 % aux États et 30 % aux gouvernements locaux. Il ne serait pas difficile de justifier ces proportions.

"En nous basant sur ces proportions, 27 billions de dollars devraient être ajoutés aux revenus des gouvernements locaux, qui s'élevaient à 10.7 billions de dollars en 1954. Les revenus des gouvernements locaux seraient ainsi haussés de 154 %."

Appliquez, M. l'Orateur, le même raisonnement au Canada et vous obtiendrez un résultat identique, car le mouvement de centralisation qui s'exerce dans notre pays s'exerce de la même façon chez nos voisins. En 1939, au Canada, 42.2 % des revenus étaient perçus par le gouvernement fédéral, 27.1 % par les provinces, et 30.7 % par les municipalités. En 1954, 72 % étaient perçus par le gouvernement fédéral, 14 % par les provinces, et 14 % par les municipalités. En d'autres termes, les revenus du gouvernement fédéral avaient augmenté de 30 %, les revenus des gouvernements provinciaux avaient baissé de 13 % et les revenus des municipalités, de 16 %. Si à l'heure actuelle le gouvernement fédéral se contentait de 40 % des revenus de la taxation, il

pourrait consentir aux contribuables canadiens une réduction totale d'impôts d'environ \$1,800,000,000. Ce champ d'impôt abandonné par le gouvernement fédéral suffirait amplement aux gouvernements provinciaux et municipaux, pour leur permettre de trouver les revenus dont ils ont besoin pour la solution de leurs problèmes.

Heureusement, la propagande centralisatrice qui inspirait le rapport Rowell-Sirois, aussi bien que celui de la commission Massey, a reçu une éclatante réplique dans le rapport de la commission Tremblay:

"Jamais, semble-t-il, écrivent les commissaires, les citoyens du Québec ne s'étaient livrés à un pareil examen de leurs forces et de leurs faiblesses; jamais ils n'avaient pris une conscience aussi aiguë de la gravité des problèmes constitutionnels et de la nécessité de leur trouver le plus rapidement possible des solutions satisfaisantes."

Plusieurs hommes politiques ont lutté pour l'autonomie. Ils ont orienté leur conduite d'après les enseignements de l'histoire et nos traditions les plus chères. Nous regrettons tous avec les membres de la Commission:

"...le manque de documentation en langue française sur les problèmes fondamentaux du Canada et du Québec à l'heure présente: constitutionnels, politiques, sociaux, économiques, financiers et autres. Il y a là une grave lacune, qui ne peut à la longue que nuire aux véritables intérêts du groupe canadien-français."

Tous les courants d'idées de valeur durable qui ont influencé la conduite des hommes au cours de l'histoire se sont ainsi concrétisés en une lumineuse synthèse qui a inspiré les historiens et les hommes d'action engagés, soit dans la vie politique, soit dans les autres secteurs de l'activité humaine. La thèse de l'autonomie a été soutenue avec vigueur par les grands parlementaires; il (sic) n'entraînait pas dans leurs attributions et ils n'avaient pas le loisir de rédiger une vue d'ensemble sur tous les problèmes fondamentaux qui influencent notre vie politique. Le rapport de la commission Tremblay vient donc à l'heure propice. Ne faut-il pas remercier le chef du gouvernement de l'Union nationale d'avoir ainsi pensé à mieux documenter les hommes publics, les professeurs et la jeunesse étudiante, en confiant à une commission d'enquête la tâche d'écrire la synthèse des droits provinciaux inscrits en lettres ineffaçables dans la Constitution canadienne?

Au Moyen-Âge, les grands philosophes chrétiens ont publié la somme de leurs enseignements, afin d'y intégrer leur doctrine et d'en

imprégner leur génération. Ces ouvrages qui ont défié les siècles étaient la synthèse de leur pensée et de leurs recherches. Il en est de même pour les doctrines des grandes écoles littéraires et les grands courants de pensée sur le gouvernement des sociétés humaines. On n'a par exemple qu'à lire le volume de Jacques Pirenne, *Les grands courants de l'histoire*, pour nous convaincre de cette vérité.

Jusqu'ici, certains historiens et économistes ont propagé dans leurs articles, leurs rapports ou leurs livres, la doctrine que le Canada devait se transformer en un État unitaire pour toucher au sommet du progrès et de la grandeur. La commission Tremblay, après un examen sérieux de la situation actuelle et de ses causes profondes, nous invite à rester fidèles aux enseignements du passé, aux perspectives de notre histoire, à la lumière des principes fondamentaux de la saine philosophie politique. Elle a fait une revue de nos besoins et exprimé ses recommandations sur l'action politique de demain. Nos compatriotes sont libres de discuter et de rejeter certaines de ses recommandations, mais ils devront en justice reconnaître l'importante contribution que la Commission apporte aux problèmes affectant l'avenir de la Confédération.

Cette synthèse, reflet de la politique du Québec, le gouvernement a bien voulu la soumettre aux hommes d'action de l'heure présente. Il la soumet à la jeunesse étudiante et à ceux qui sont appelés à la guider dans les sentiers du droit, de la justice et de l'honneur.

"En raison de son histoire, écrivent les commissaires, ainsi que du caractère culturel de la population qu'il englobe, le Québec, quoi qu'on en dise, n'est pas une province comme les autres. Il parle au nom de l'un des deux groupes ethniques qui ont fondé la Confédération, comme l'un des deux associés qui ont officiellement droit de vivre et de s'épanouir en ce pays. Il est le seul à pouvoir représenter l'un de ces deux associés, comme il est le seul à pouvoir déterminer les motifs qu'il a de refuser les largesses fédérales.

"Tout au long de son histoire, il a rarement abandonné la cause de l'autonomie provinciale, et même depuis quelques années, il se pose en champion du fédéralisme canadien, d'un fédéralisme qui n'est pas si désuet et dépassé qu'on a bien voulu l'écrire. En tout cas, l'histoire des relations fédérales-provinciales au Canada est loin de démontrer que la province de Québec, en voulant maintenir un fédéralisme authentique, livre une lutte perdue d'avance, et qu'il n'y a plus pour elle d'autre alternative que celle de s'intégrer lucidement au

régime que lui propose le gouvernement d'Ottawa et que certains qualifient de "nouveau fédéralisme canadien".

M. l'Orateur, la discussion provoquée par la nouvelle loi fédérale d'aide à l'enseignement universitaire a donné naissance à des commentaires regrettables de la part de certains professeurs conquis à la centralisation. Je suis donc heureux d'apporter au soutien de la position prise par le gouvernement de la province, l'opinion de deux de nos meilleurs économistes: MM. Esdras Minville et François-Albert Angers.

Dans une série d'articles publiés dans *Le Devoir*, M. François-Albert Angers dénonce l'intervention d'Ottawa dans le domaine de l'éducation:

"Le gouvernement fédéral... donne de l'argent, comme les autres donateurs, mais il se repaie d'une diminution dans le champ du "self-government" pour le groupe canadien-français, ce qui n'est jamais directement en jeu pour les autres donateurs. Toutes les bonnes intentions du gouvernement central n'y peuvent rien changer; du moment qu'il pose le geste et que le geste est accepté, un précédent est créé, qui rompt la tradition d'exclusivité provinciale et met en danger le droit juridique lui-même, dont l'interprétation tendra ensuite à devenir plus large. Le gouvernement central est un rouage intime de la structure politique du pays, alors que les autres donateurs éventuels n'ont rien de commun avec lui sur ce point et que leurs attitudes, par suite, n'ont jamais la même signification."

Plus loin, le savant professeur écrit:

"Il convient ici de placer une remarque à l'adresse de ceux qui, tout au long de cette discussion, ont affiché un souverain mépris à l'égard des discussions constitutionnelles. Ils montrent tout simplement qu'ils n'en comprennent pas le sens. Il est vrai, bien sûr, que ce ne sont pas elles qui importent, pour elles-mêmes. Elles n'importent que parce qu'elles représentent pour nous des garanties juridiques qui nous ont été données que nos droits seraient respectés."

Dénonçant à son tour, dans les journaux, l'offre du gouvernement fédéral d'intervenir dans le domaine de l'éducation secondaire et universitaire, M. Esdras Minville écrit:

"C'est bien la première fois, par exemple, que l'on voit un chef de gouvernement tellement désireux de disposer du trop-plein des coffres de l'État qu'il incite les citoyens à ignorer la première loi du pays, pour accepter des subventions qu'il n'a pas le droit

de leur offrir; et pas n'importe quels citoyens: ceux-là mêmes dont la mission est de former les élites et, d'une génération à l'autre, la conscience civique.

"C'est bien aussi la première fois que l'on voit des universitaires, c'est-à-dire les esprits so-disant les plus éclairés de la nation, se torturer le cerveau pour inventer des théories qui leur permettraient d'enfreindre, en ayant l'air de la respecter, la loi qui leur garantit leurs libertés les plus fondamentales..."

"Ainsi, dans un État fédératif, le régime fiscal doit-il être organisé selon un mode qui respecte l'autonomie de toutes les parties constituantes, sans quoi il tend inévitablement à détruire le caractère fédératif de l'État et à transformer celui-ci en État unitaire, au profit du gouvernement qui s'est assuré le contrôle de la fiscalité..."

"Dans la même mesure où le gouvernement fédéral assume des responsabilités que la Constitution ne lui impose pas, il s'approprie une part croissante de l'impôt direct auquel, selon l'esprit de la Constitution, il ne devrait recourir qu'une fois les provinces assurées des ressources nécessaires à leur administration..."

"Les subventions aux universités ne sont donc pas une mesure occasionnelle, une sorte d'accident dans la politique constitutionnelle du pays. Elles sont un modeste épisode dans le développement d'une politique qui ébranle les fondements mêmes du régime constitutionnel et des structures politiques de l'État canadien. Derrière une façade fédérative s'édifie rapidement un État unitaire..."

"La perte pour la province de Québec de sa liberté fiscale équivaldrait ainsi à la perte pour le Canada français du moyen le plus puissant dont il dispose, du seul moyen efficace de préserver sa vie et de conquérir sa place comme communauté culturelle distincte, au sein de l'État canadien..."

L'éminent professeur s'adresse maintenant à ses confrères:

"Quant à certains groupes de professeurs, à 14 % ou à 15 % de l'impôt, le joug du gouvernement provincial leur paraît pesant; à 75 %, celui du gouvernement fédéral leur paraît léger et suave. Ils n'estiment pas que leur problème de traitement soit sans proportion avec une crise de l'État. Quelques-uns d'entre eux croient même à la théorie de cadeaux... et que le Père Noël a ses quartiers permanents à Ottawa. D'autres qualifient de "mythe" l'autonomie provinciale."

Quand le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal parle de "mythe",

il fait sans doute allusion à ces théologiens qui, pleins de zèle, ont, l'été dernier, proclamé que l'autonomie provinciale était un mythe¹².

Coïncidence intéressante, M. l'Orateur, pendant que ces déclarations intempestives et fallacieuses étaient répandues à profusion dans les autres provinces, à la joie des esprits préjugés et à courte vue, *L'Action catholique*, dans un éditorial en date du 13 août, reproduisait un discours prononcé à Rome par Sa Sainteté le Pape Pie XII, à l'occasion d'une audience accordée aux maires et aux chefs des administrations communales romaines:

"Personne ne peut raisonnablement exiger que vous fassiez tout sur-le-champ, disait le Souverain Pontife; personne n'espère que tout le monde se trouvera satisfait, les désirs du peuple étant si variés et, surtout, la volonté de juger avec sérénité votre œuvre faisant défaut à certains. Mais, chaque jour, chaque heure, vous devez être saintement diligents; jamais satisfaits tant que vous ne pourrez avoir la conscience d'avoir fait tout ce qu'il était possible dans ce secteur, ce jour-là, à cette heure. Ce qui vous attend n'est pas facile et, parfois, pourrait vous sembler presque impossible. Vous voulez consolider et développer les autonomies locales, entre autres, au moyen de l'accélération des procédures, de la meilleure répartition des compétences et de l'application des normes sur la décentralisation. Vous voulez donner aux autonomies locales le soutien de saines finances par l'allègement de certaines charges ou le transfert de celles qui reviennent à l'État. Vous voulez hâter la solution du problème de l'habitation et vous employer efficacement, afin de permettre à toutes les populations de jouir des bienfaits de l'instruction publique; vous voulez obtenir pour tous les citoyens, spécialement lorsqu'ils demeurent dans des zones nécessiteuses, l'usage des services publics dans une juste proportion; vous voulez renforcer les installations et les activités culturelles, récréatives, sportives et touristiques dans toutes les communes."

Les directives du Saint-Père, M. l'Orateur, sont claires et nettes. Elles encouragent ceux qui détiennent l'autorité civile à développer les autonomies locales, à favoriser l'instruction publique, à donner aux autonomies locales l'appui de saines finances, à encourager les activités culturelles, récréatives, sportives et touristiques dans toutes les communes. Et le Saint-Père affirme: "Personne ne peut raisonnablement exiger que vous fassiez tout sur-le-champ."

Voilà, M. l'Orateur, la sage doctrine dont s'inspire notre gouvernement. Contre elle ne

prévaudront jamais les élucubrations et les clameurs de ceux qui cherchent à favoriser la démagogie et l'appel aux appétits.

V

Les assurances

Je crois opportun de rappeler à votre attention les remarques faites dernièrement par le premier ministre sur l'empiètement du pouvoir fédéral en matière d'assurance. Le Conseil privé, en maintes occasions, a soutenu que l'assurance est une matière de juridiction purement provinciale relevant de la propriété et des droits civils. En 1932, il a confirmé ses décisions antérieures dans un langage des plus énergiques:

"La décision dans la cause procureur général du Canada vs le procureur général de l'Alberta a clairement et définitivement établi que les règlements concernant la gestion des affaires d'assurance relèvent des provinces et non du gouvernement fédéral.

"Il a déjà été décidé... que dans la mesure où il autorise la transaction d'affaires d'assurance dans une province, un permis fédéral est un simple morceau de papier qui ne confère aucun droit que ne possède déjà la partie opérant sous l'empire de la législation provinciale, si elle s'est conformée aux exigences provinciales."

En 1944, le Conseil privé a refusé au gouvernement fédéral le droit d'en appeler de la décision de la Cour suprême du Canada qui avait maintenu les droits de la province de Québec en cette matière.

La commission Rowell-Sirois avait du reste accepté ce point de vue:

"À notre avis, affirmait-elle, la Législature provinciale devrait conserver le pouvoir de réglementer les éventualités et conditions des contrats d'assurance. Notre conclusion s'appuie sur la considération suivante: dans Québec, les droits qui forment l'objet des contrats d'assurance sont définis par le Conseil, et nous estimons irrationnel de diviser les pouvoirs législatifs à l'égard des droits civils et les contrats d'assurance."

Comme le disait l'an dernier la Commission de révision des lois d'assurance du Québec, dans un mémoire substantiel soumis à la commission Tremblay:

"Il est indiscutable que certaines pratiques désastreuses d'agents ne peuvent être contrôlées efficacement que par un département provincial. Dans l'ordre naturel des choses, l'assurance est basée

sur la mutualité et la coopération réciproque. Si les habitants d'une province, d'un comté, d'une paroisse désirent s'y intéresser, ils n'ont aucun intérêt à s'adresser au gouvernement fédéral, qui ne peut leur conférer le droit de posséder des immeubles dans les provinces et qui pourrait exiger d'eux une solvabilité, par conséquent des capitaux beaucoup plus considérables qu'il n'est peut-être nécessaire pour mettre sur pied une organisation qui se développe graduellement avant d'étendre son champ d'action."

Le mémoire de la Commission de révision des lois d'assurance ajoutait:

"Il est certain que le contrat d'assurance doit s'intégrer dans l'ensemble du droit civil, et c'est donc la juridiction provinciale qui s'impose à ce sujet... Aucune intervention d'un gouvernement central en pareille matière ne saurait donner le rendement rapide et adéquat auquel le justiciable a le droit de s'attendre, et que seule une autorité plus rapprochée de lui peut réussir à assurer, sans compter que le coût des services deviendrait exagéré pour le contribuable, le seul en définitive qui se trouve à supporter le coût de l'assurance."

Il ne m'est pas possible, M. l'Orateur, de discuter cette question aussi longuement que la chose serait désirable. Je me contenterai pour le moment de souligner certains abus dont souffrent les compagnies d'assurances à charte provinciale, à cause du contrôle inconstitutionnel exercé par le Département fédéral des assurances. En matière de réassurance, les autorités fédérales n'acceptent que la réassurance cédée à des compagnies enregistrées soit en vertu de la loi des compagnies d'assurances canadiennes et britanniques ou en vertu de la loi des assurances des compagnies étrangères. En pratique, cette attitude force les compagnies avec enregistrement fédéral à ne traiter qu'avec des compagnies qui ont le même enregistrement. Quant aux compagnies qui ont une charte provinciale et qui sont uniquement enregistrées auprès des provinces, elles peuvent céder la réassurance aux compagnies avec enregistrement fédéral, mais elles ne peuvent en recevoir. Il en résulte qu'au point de vue réassurance, les compagnies à charte provinciale et avec uniquement enregistrement provincial se trouvent dans un état net d'infériorité par rapport aux compagnies qui ont un enregistrement fédéral.

Avec acharnement, le Surintendant fédéral des assurances ne cesse d'inciter les compagnies du Québec à s'adresser à Ottawa pour obtenir une charte fédérale. Il faut admettre que cet état de choses, fort préjudiciable pour les compagnies à charte

provinciale, résulte non seulement des empiétements du fédéral dans un domaine qui ne lui appartient pas, mais surtout de l'inertie de la plupart des provinces qui, par simple mesure d'économie, refusent d'assumer l'organisation d'un département provincial des assurances et préfèrent laisser le fédéral s'ingérer dans un domaine où il ne possède aucune juridiction. Qu'il me suffise de dire pour l'instant que le ministère des Finances, dont relève cette question des assurances, et les commissaires chargés de la révision des lois d'assurance étudient avec soin les moyens appropriés pour remédier à cette intolérable situation.

J'ai déjà attiré l'attention de l'Assemblée législative sur les progrès remarquables réalisés en ces dernières années, malgré ces difficultés, par les compagnies d'assurances à charte provinciale, dont l'essor a été puissamment favorisé par la collaboration que leur a prêtée le gouvernement de l'Union nationale, le Surintendant des assurances et les membres de son personnel.

Depuis vingt ans, les compagnies provinciales d'assurance ont réalisé des progrès immenses. Voici des chiffres qui appuient cette prétention. (Voir le tableau à la page suivante)

I - Compagnies d'assurance-vie à charte provinciale

<i>Année</i>	<i>Actif admis</i>	<i>Primes perçues nettes de réassurance</i>	<i>Assurance en vigueur nette de réassurance</i>
1935.....	\$ 2,507,555	\$ 384,336	\$ 12,317,598
1940.....	3,580,334	926,497	34,071,181
1945.....	13,391,545	4,180,726	163,245,966
1950.....	39,529,102	9,873,631	416,572,007
1955.....	86,548,307	22,058,212	1,016,452,747

II - Compagnies d'assurances générales à charte provinciale

<i>Année</i>	<i>Actif admis</i>	<i>Primes perçues nettes de réassurance</i>
1935.....	\$ 3,711,879	\$ 1,441,218
1940.....	5,092,521	1,371,380
1945.....	7,957,391	2,606,941
1950.....	14,886,749	6,885,095
1955.....	27,066,513	13,567,131

Nous constatons ainsi que, dans cette période de 20 ans, les assurances-vie en vigueur (nettes de réassurance) souscrites par les compagnies provinciales ont presque centuplé et que, dans les 10 dernières années, elles se sont multipliées par six.

Cet essor remarquable est-il seulement le résultat de la prospérité dont jouit notre province ou peut-il être attribué à d'autres causes? Les tableaux qui suivent prouvent que les compagnies à charte provinciale ont développé leurs affaires dans le Québec à un rythme qui dépasse celui de l'ensemble des compagnies enregistrées, puisque pour les assurances-vie, la proportion des primes encaissées par les compagnies provinciales a passé de 0.73 % en 1935 à 11.74 % en 1955, et que, pendant le même laps de temps, la proportion des assurances-vie en vigueur (nettes de réassurance) souscrites par les compagnies provinciales a augmenté de 0.73 % à 13.47 %. (Voir le tableau à la page suivante)

*III - Statistiques comparatives des compagnies d'assurance-vie
dans la province de Québec*

<i>Année</i>	<i>Primes perçues nettes de réassurance</i>		<i>Proportion</i>
	<i>Compagnies à charte provinciale</i>	<i>Toutes les compagnies enregistrées</i>	<i>%</i>
1935.....	\$ 384,336	\$ 52,396,801	0.73
1940.....	926,497	58,537,684	1.58
1945.....	4,180,726	85,559,540	4.89
1950.....	9,873,631	126,941,922	7.78
1955.....	22,058,212	187,850,547	11.74

Assurance en vigueur nette de réassurance

<i>Année</i>			<i>Proportion</i>
	<i>Compagnies à charte provinciale</i>	<i>Toutes les compagnies enregistrées</i>	<i>%</i>
1935.....	\$ 12,317,598	\$1,690,345,603	0.73
1940.....	34,071,181	1,933,047,447	1.76
1945.....	163,245,966	2,860,358,811	5.71
1950.....	416,572,007	4,581,085,176	9.09
1955.....	1,016,452,747	7,502,979,885	13.47

Nous sommes heureux de la prospérité des affaires en notre province des compagnies à charte fédérale et des compagnies étrangères, mais ne devons-nous pas nous réjouir encore davantage des immenses progrès réalisés par nos propres compagnies?

Du reste, nous croyons, M. l'Orateur, que l'assurance qui encourage l'épargne, en protégeant la santé et les biens des citoyens, apporte à la lutte contre l'inflation le remède le plus efficace.

VI

Les restrictions sur le crédit

La Banque du Canada joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne. C'est là d'ailleurs que la centralisation financière recrute ses inspireurs et ses auxiliaires. La loi donne en effet à la Banque du Canada des pouvoirs très étendus sur l'économie du pays.

Le préambule indique:

"Qu'il est opportun d'établir une banque centrale au Canada pour régler le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'action monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du dominion."

L'article 7 donne de son côté des pouvoirs discrétionnaires considérables au gouverneur de la Banque, puisqu'il a autorité sur toutes les matières financières qui ne sont pas spécifiquement attribuées par les lois à d'autres institutions ou à d'autres personnes. Voici le texte de cet article:

"7. (1) Le gouverneur de la Banque est le principal fonctionnaire administratif, et, pour le compte du Conseil, il a la direction et le contrôle des

affaires de la Banque, avec le pouvoir d'agir relativement à la conduite des opérations de la Banque dans toutes les affaires qui ne sont pas, par application de la présente loi ou des statuts de la Banque, spécifiquement réservées, pour leur accomplissement, au Conseil ou au comité de direction."

C'est là l'une des principales dispositions de la loi sur la Banque du Canada. Au point de vue pratique, voici de quelle façon, d'après le *Business Review* de la Banque de Montréal (janvier 1957), s'exerce ce contrôle:

"Dès le milieu de 1955, lorsque les dangers de la situation commencèrent à devenir visibles, la Banque du Canada a pris les mesures nécessaires pour rendre le crédit plus difficile et plus coûteux...

"La méthode principale par laquelle la Banque du Canada règle le crédit et la monnaie procède de la disposition légale aux termes de laquelle les banques à charte doivent maintenir une réserve en espèces s'élevant au moins à 8 % du passif représenté par leurs dépôts en dollars canadiens; cette réserve consiste en billets de la Banque du Canada et en dépôt auprès de cette institution.

"Par ses achats et ventes de valeurs, la Banque du Canada peut contrôler et contrôle effectivement le niveau des réserves en espèces des banques à charte, et par ce moyen, elle exerce un contrôle indirect, quoiqu'effectif sur l'ensemble de l'actif et du passif des banques du pays...

"De plus, les banques ont aussi augmenté leurs placements en actif de réserve liquide (lequel actif, en plus de monnaie et de dépôts auprès de la banque centrale, consiste en bons du Trésor du gouvernement du Canada et en prêts journaliers aux courtiers) d'environ \$400,000,000, en se conformant à la demande que leur fit la Banque du Canada. En vertu de cette demande, les banques devaient, après le mois de mai 1956, maintenir cet actif à au moins 15 % du passif constitué par leurs dépôts au Canada.

"La combinaison de ces deux éléments, à savoir le rehaussement de l'actif, d'une part, et l'augmentation des prêts en regard d'une minime augmentation du volume total des dépôts, d'autre part, a contraint les banques à vendre partie de leur portefeuille d'obligations du Canada; le niveau hebdomadaire moyen a diminué de \$1,523,000,000 entre juin 1955 et décembre 1956."

Jusqu'au début de l'année 1949, la Banque du Canada se contentait de diriger de loin les disponibilités du crédit. Entre le 31 décembre 1948 et le premier jour d'affaires de 1949, la Banque du

Canada a retiré, pour la première fois, son appui aux obligations fédérales à long terme et le marché a enregistré une baisse de trois points. Pendant les mois qui suivirent, la politique de la Banque du Canada est assez difficile à définir. Auparavant, le marché des obligations fédérales, tel qu'on l'entend généralement, n'existait pas, car la Banque en fixait le prix.

Ses décisions influençaient nécessairement le coût des autres obligations, tant provinciales que municipales. En fait, les offres d'achat d'obligations canadiennes dépassaient presque toujours le montant des obligations disponibles sur le marché, de sorte que tout détenteur d'obligations du gouvernement canadien possédait un marché immédiat pour la vente de ses valeurs, laquelle était effectuée à un prix qu'il connaissait à l'avance.

De temps à autre, le prix des obligations fédérales pouvait être modifié, et cette décision avait pour conséquence d'entraîner la modification du prix de toutes les obligations canadiennes. En septembre 1950, la Banque du Canada réduisait les prix auxquels elle était disposée à acheter les obligations canadiennes, ce qui provoqua une nouvelle baisse de deux points et demi. En 1952, elle laissa au marché une plus grande latitude pour permettre aux obligations canadiennes de retrouver leur propre niveau.

Cette décision provoqua immédiatement une baisse considérable des valeurs. Les détenteurs d'obligations de toute catégorie, fédérales, provinciales et municipales, ont dès lors subi des pertes substantielles d'argent. Au milieu de l'année 1954, la Banque du Canada développa la politique de ne traiter avec les banques que par l'entremise des douze principales maisons financières du pays. Au milieu de l'année 1955, il devint de plus en plus difficile de vendre des obligations canadiennes à la Banque du Canada qui établissait un prix par exemple pour un quart de million, et un prix inférieur pour les quantités supplémentaires.

C'est à la suite de ces restrictions que le marché enregistrera les chutes les plus sensibles. (Voir le graphique sur la variation du prix des obligations du gouvernement à la fin du discours sur le budget)

Voici d'ailleurs, à titre d'exemple, le prix des obligations du neuvième emprunt de la Victoire, en janvier de chaque année depuis 1946.

Il s'agit d'une émission d'obligations au montant de \$1,691,796,700, émise en 1945, et dont l'échéance est fixée au 1^{er} septembre 1966. Cet emprunt porte un intérêt de 3 %. (Voir le tableau à la page suivante)

Neuvième emprunt de la Victoire

<i>15 janvier</i>	<i>Offre</i>	<i>Demande</i>	<i>Rendement approximatif</i>
1946.....	102.375	102.75	2.78
1947.....	104.625	105	2.60
1948.....	102	102.50	2.78
1949.....	100.625	101	2.91
1950.....	102.25	102.75	2.72
1951.....	99.75	100.125	2.99
1952.....	94.125	94.50	3.49
1953.....	93.50	93.875	3.57
1954.....	94.375	94.875	3.50
1955.....	100	100.50	2.96
1956.....	97.50	98	3.22
1957.....	89.75	90.25	4.25

Cette dépréciation de la valeur des obligations sur le marché eut pour conséquence d'augmenter le taux effectif d'intérêt sur les emprunts et rendit en même temps plus difficiles les transactions sur le marché des obligations. Les gouvernements provinciaux, les corporations municipales et les commissions scolaires eurent beaucoup plus de peine à se procurer les fonds requis pour le paiement des travaux d'importance primordiale nécessités par le développement économique et démographique de notre pays.

Il y a quelques mois, comme je l'ai souligné tout à l'heure, la Banque du Canada décida soudainement d'imposer aux banques et aux compagnies de finances de sévères restrictions sur le crédit, et elle exigea que les banques à charte portent de 8 % à 15 % la réserve qu'elles devaient maintenir sur leurs dépôts. En doublant leur réserve, les banques durent prendre des mesures pour diminuer les sommes disponibles au crédit exigé par le commerce et l'industrie. Il devint nécessairement plus difficile aux banques de s'intéresser aussi activement aux nouvelles obligations offertes sur le marché, et cette politique a fermé aux emprunteurs une partie de leur marché le plus important.

Par une coïncidence intéressante, durant cette période, le montant des emprunts sur obligations effectués aux États-Unis par des institutions canadiennes a plus que doublé. D'après un article publié dans le *New York Times* du 4 janvier 1957, par M. Paul Heffernan, les institutions canadiennes ont emprunté sur obligations aux États-Unis, durant l'année 1956, une somme de \$500,000,000,

comparativement à \$162,000,000 en 1955, et à \$184,000,000 en 1954. Ainsi, pendant que la commission Gordon et certains hommes politiques fédéraux parlent de la nécessité d'assurer un meilleur contrôle aux Canadiens dans l'industrie de notre pays, la politique de contrôle du crédit du gouvernement fédéral engage nos institutions à emprunter davantage aux États-Unis, parce que malgré les restrictions imposées par la *Federal Reserve Bank*, les conditions y sont néanmoins plus favorables. Et, pendant que les emprunts canadiens aux États-Unis augmentent, la Banque du Canada continue de déprécier le prix de ses propres valeurs, c'est-à-dire de hausser le taux de l'intérêt pour toutes les catégories d'emprunts, que ce soient les bons du Trésor fédéraux ou les obligations canadiennes à long terme. La moyenne annuelle de rendement des bons du Trésor fédéraux, qui était de 0.406 en 1947, s'élevait à 3.71 au 10 janvier 1957, soit une augmentation de 3.304.

Cette politique de la Banque du Canada a bouleversé le marché, et les acheteurs sont maintenant surpris par ce phénomène extraordinaire que, pour les mêmes emprunteurs, le taux de rendement à court terme égale et même dépasse en certains cas le taux de rendement à long terme. Ces restrictions radicales signifient une paralysie du crédit pour les commissions scolaires qui ont besoin d'emprunter, pour construire de nouvelles écoles urgentes et indispensables, pour les corporations municipales, qui doivent emprunter pour exécuter des travaux publics nécessités par le développement tant industriel que commercial et domiciliaire, et aussi pour les gouvernements provinciaux qui doivent nécessairement recourir à l'emprunt pour défrayer une partie de leurs dépenses imputables au capital. Les institutions d'assistance publique, obligées elles aussi d'agrandir leurs édifices, doivent de toute nécessité faire appel à l'emprunt pour se procurer les fonds requis.

Les restrictions sur le crédit imposent de plus un fardeau qui dépasse toutes les prévisions aux institutions gouvernementales, municipales et scolaires qui doivent de toute nécessité effectuer des emprunts de remboursement. Même si les taux d'intérêt baissent dans un avenir plus ou moins éloigné, il n'en demeure pas moins vrai que les institutions qui doivent effectuer des emprunts de remboursement auront à faire face, pour de longues années, aux lourdes obligations de l'heure actuelle. C'est ainsi, par exemple, que les courtiers demandent aux emprunteurs de prendre l'engagement de ne pas racheter leurs obligations avant 10 ans, à moins de

payer une très forte prime. C'est ainsi que nombre d'institutions devront porter, dans l'avenir, un fardeau beaucoup plus considérable que dans le passé. Ces charges nouvelles ont échappé à toutes les prévisions.

Sur le plan national, cette politique donne lieu, il me semble, à des injustices regrettables. Il n'y a pas d'inflation dans les régions pauvres et dans les pays pauvres. La commission Gordon n'a pas hésité à déplorer la situation économique actuelle des Provinces maritimes et elle a conseillé aux habitants de ces provinces d'émigrer vers les provinces centrales. Il y aurait donc tout lieu de penser qu'il n'y a pas d'inflation dans les Provinces maritimes, parce qu'il n'y a pas surabondance de biens. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable H. J. Flemming, dans un article publié dans la *Gazette* du 12 janvier dernier, déclarait:

"L'une des conséquences tragiques de la lutte contre l'inflation au Canada est de faire porter par les Provinces maritimes, où il n'y a que peu ou pas d'inflation, les mêmes sacrifices que les autres provinces du pays."

Evidemment, comment voulez-vous que les Provinces maritimes puissent assurer leur développement économique, si elles sont complètement paralysées par les restrictions sur le crédit?

En résumé, la situation de l'heure présente est faite d'incertitude et de crainte. Si l'emprunt devient impossible, un très grand nombre de travaux devront cesser ou être différés. Les gouvernements provinciaux, dont le pouvoir de taxation est plus étendu que celui des corporations municipales et des commissions scolaires, souffriront peut-être un peu moins, mais pour ces derniers, l'emprunt est une nécessité indispensable. Le pouvoir de taxation ne doit-il pas se compléter par le pouvoir d'emprunt? L'un et l'autre ont la même importance et ils sont tous les deux intimement liés. Les corporations municipales et les commissions scolaires, dont le pouvoir de taxation est extrêmement limité, se trouvent ainsi particulièrement frappées par cette politique radicale de restriction sur le crédit. Si les municipalités et les commissions scolaires ne peuvent emprunter à cause des conditions défavorables du marché, c'est la stagnation qui s'en suit, c'est l'arrêt des travaux publics nécessaires, c'est le marasme. Il est impossible de croire que des travaux publics de nature permanente puissent être payés à même le revenu annuel de l'impôt, car le bon sens les engage à répartir autant que possible le coût de ces travaux sur leur durée, afin de ne pas imposer

aux contribuables un fardeau qui pourrait être distribué sur une période de 10 ou 20 ans. Dans ces conjonctures, ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que les provinces devraient être consultées sur le problème du crédit, quand cette politique de restriction les affecte ainsi dans leur vitalité et qu'au surplus, si la situation ne s'améliore pas, les conséquences pour elles et pour le pays seront des plus désastreuses?

D'après le texte de la loi citée plus haut, le gouverneur de la Banque du Canada est directement responsable des restrictions sur le crédit. Or, les gouvernements provinciaux, après avoir vu le gouvernement fédéral envahir presque complètement le champ de la taxation directe, voient maintenant la Banque du Canada intervenir pour limiter leur pouvoir d'emprunt et celui des organismes qui sont directement sous sa dépendance législative. Le pouvoir d'emprunt, je le répète, est aussi essentiel que le pouvoir de taxation, et la politique financière d'un gouvernement doit être basée sur l'équilibre entre son pouvoir de taxation et son pouvoir d'emprunt. Il faut de toute nécessité qu'il puisse exercer ces deux pouvoirs en toute liberté.

Pendant que le gouverneur de la Banque du Canada suscite des difficultés incalculables aux commissions scolaires, en limitant leur pouvoir d'emprunt, pendant qu'il paralyse l'expansion normale et urgente de l'instruction primaire à travers toute la province et tout le pays, le gouvernement fédéral offre maintenant quelques millions aux universités canadiennes. Ai-je besoin d'ajouter que cette décision de la Banque du Canada sur le crédit paralyse la politique généreuse du département de l'Instruction publique, relativement à la construction des écoles, et du ministère de la Santé, concernant la construction des hôpitaux. Dans le même temps, le gouvernement fédéral s'apitoie sur la situation de l'éducation et de l'hygiène publique au Canada. De toute façon, si les corporations municipales et les commissions scolaires ne peuvent emprunter, vous concevez les difficultés qu'éprouvent les provinces pour continuer leur généreuse assistance. Ainsi, un fonctionnaire du gouvernement fédéral, le gouverneur de la Banque du Canada, réussit à s'immiscer dans un domaine exclusivement provincial, puisque, de sa propre autorité, il contribue, par les mesures draconiennes qu'il a décrétées, à paralyser le pouvoir d'emprunt de nombreux corps publics, c'est-à-dire à empêcher la construction de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux et la poursuite de certains travaux publics nécessaires, par les municipalités, comme la

construction d'aqueducs et l'organisation de systèmes de protection contre l'incendie.

L'objectif de la Banque du Canada est évidemment de combattre l'inflation. Cet objectif est louable pour maintenir l'équilibre économique de notre pays, car l'expansion trop rapide du commerce et de l'industrie peut avoir pour conséquence une hausse des prix et le bouleversement de nos marchés. Toutefois, je crois être justifié d'affirmer que les moyens mis en œuvre pour combattre l'inflation sont insuffisants et que les contribuables semblent unanimes à admettre qu'ils sont inefficaces pour améliorer la situation.

Voyez, M. l'Orateur, s'accroître d'une façon inquiétante le nombre des faillites, alors que les petites industries sont en danger de périr. L'industrie de la construction qui est la base de toute prospérité et l'un des fondements les plus importants de notre économie en est singulièrement affectée. Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que la Banque du Canada aurait dû adopter une ligne de conduite spéciale pour les gouvernements provinciaux, les municipalités, les commissions scolaires et les institutions d'assistance publique? Il est donc urgent que la politique anti-inflationnaire actuelle soit modifiée. Il serait de plus très recommandable que la Banque du Canada ou son gouvernement discute avec les provinces de ces mesures de restriction sur le crédit et que la nouvelle politique s'inspire d'une entente harmonieuse entre la Banque du Canada, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

VII

Considérations sur l'année financière 1957-1958

Dans son message de fin d'année, à l'adresse du peuple canadien, le très honorable C. D. Howe, ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement fédéral, estime que l'état de prospérité se continuera en 1957. Il appuie ses prévisions optimistes sur le chiffre de la production nationale en 1956, production nationale qui atteindra une somme globale approximative de plus de \$29,000,000,000. Un communiqué de la capitale fédérale remis aux journaux, en date du 24 janvier, annonçait que les économistes étaient d'avis que la production nationale serait de \$32,000,000,000 en 1957. Quoi qu'il en soit, elle marquera certainement une augmentation très importante sur le résultat de l'année 1955. Je ne crois pas cependant que l'augmentation de plus de \$5,000,000,000, par rapport à 1955, soit uniquement le résultat de la prospérité économique générale. Elle

est, à mon avis, la conséquence de deux facteurs bien différents: la prospérité et l'inflation. Il serait certainement difficile de bien délimiter le rôle exact de ces deux facteurs sur l'augmentation de la production nationale brute.

Toutefois, certains experts semblent d'opinion qu'il faille accorder à l'une et à l'autre une importance à peu près identique sur l'augmentation de la production nationale. Sans doute, une hausse considérable existe dans les salaires et les profits des corporations. L'augmentation est cependant beaucoup moins marquée dans la production des marchandises. Pour se procurer ces marchandises, le consommateur doit verser un prix d'achat qui a une tendance continue vers la hausse.

L'activité économique de la nation manifeste à l'heure actuelle des signes d'inquiétude aussi bien qu'un défaut d'équilibre entre la production et la consommation. Il existe certes un déséquilibre dans plusieurs secteurs de notre vie économique, ainsi par exemple, entre nos ventes et nos achats sur le marché américain. Il existe aussi un malaise très prononcé dans l'industrie de la construction, alors qu'en 1955, cette dernière avait joué un rôle de premier plan dans la prospérité de notre pays. C'est l'expansion de cette industrie qui, à mon avis, a influencé le plus fortement la prospérité de ces dernières années. Aussi, faut-il admettre, M. l'Orateur, que dans notre province le gouvernement a contribué largement à la prospérité générale, en encourageant la construction.

Le 21 janvier dernier, M. Allan Turner Bone, président de l'Association des constructeurs du Canada, déclarait, lors du congrès de cette association à Montréal:

"Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les restrictions qui semblent avoir pour cible principale l'industrie de la construction. Pourtant, à mon sens, la plus grande partie du programme de construction est tellement nécessaire à la croissance de notre pays et au bien-être de sa population qu'elle devrait être la dernière à y être soumise. Dépenser un dollar en construction équivaudra toujours à ajouter un dollar à l'avoir national. Il y a peu d'entreprises dont on puisse dire la même chose."

La préparation d'un budget est un peu plus difficile lorsque l'atmosphère est aussi chargée de points d'interrogation. Cependant, le gouvernement désire continuer la même politique sage, prudente et réfléchie, c'est-à-dire donner une place de première importance aux problèmes qui touchent plus particulièrement le capital humain, le développement de la culture et de l'éducation et la sauvegarde de la santé publique.

Les prévisions budgétaires pour l'année 1957-1958 ont été préparées à la lumière de la situation économique actuelle et la détermination de sauvegarder nos valeurs spirituelles. Nos obligations seront plus lourdes, cette année, car les prévisions budgétaires indiquent dans presque tous les départements une augmentation des crédits. Nous estimons que les dépenses ordinaires s'élèveront à la somme de \$386,097,860 (Cf. *Tableau No 3*). Le budget prévoit également des dépenses imputables au capital pour un montant de \$85,370,000, ce qui laissera un surplus global d'environ \$2,000,000. Nos revenus s'élèveront à environ \$473,321,750 (Cf. *Tableau No 4*) en tenant compte de l'augmentation de 7 % à 9 % de l'impôt sur les profits des corporations. Ainsi, nous pourrions obtenir un surplus au compte ordinaire de \$87,223,890, et c'est à même ce surplus au compte ordinaire que nous paierons nos dépenses imputables au capital.

L'augmentation la plus importante, si nous comparons le budget de l'année prochaine à celui de l'année précédente, se trouve au chapitre de l'éducation et de la santé. Le budget du département de l'Instruction publique dépassera, en 1957-1958, de \$22,000,000 celui de l'année en cours; celui du ministère de la Santé dépassera de \$18,000,000 celui de l'année courante. Ces seules augmentations sont trois fois plus considérables que le budget de ces mêmes départements pour l'année 1943-1944, alors que le département de l'Instruction publique avait à sa disposition un budget de \$8,976,970 et que le ministère de la Santé ne pouvait compter que sur une somme de \$6,102,700.

a) Le problème de l'éducation

L'histoire de l'éducation au Canada est une véritable épopée. C'est une marche laborieuse vers le progrès au prix de dévouement, de sacrifices et de douloureuses épreuves. Cependant, les jours les plus sombres ont toujours été suivis de jours ensoleillés. Les attaques même les plus sornioises ont suscité des défenseurs et contribué à édifier nos forteresses. Au moment où le gouvernement fédéral tente de s'introduire dans un domaine que nos ancêtres ont défendu au prix des plus lourds sacrifices, il serait temps de relire les plus belles pages de *L'Histoire de l'enseignement du français au Canada* par M. le chanoine Lionel Groulx. Les misères du passé furent certes plus lourdes que les difficultés de l'heure présente. Nos pères ont arraché aux conquérants, au lendemain de la défaite, leurs droits et privilèges en matière d'éducation. Ils ont remporté la victoire,

alors qu'ils n'étaient que 60,000, pauvres et sans ressources. Pourquoi y aurait-il lieu de désespérer quand nous sommes plus de 4,000,000 et que la Providence a mis à notre disposition des richesses naturelles immenses? Pourquoi ne réussissons-nous pas à remporter une victoire définitive, alors que nous jouissons de tous les droits civils du citoyen libre et que nous sommes protégés par une Constitution fédérale à base démocratique? Aujourd'hui comme hier, il ne faut pas nous surprendre si certains des nôtres se laissent tenter par les honneurs, s'ils inventent des subtilités et des arguments fallacieux pour nous engager à céder même partiellement nos droits.

Quand nos pères étaient sur la brèche, les favoris d'hier sont prudemment restés à l'écart; les favoris d'aujourd'hui, propagandistes de la centralisation, suivent les traces de leurs devanciers. Vous entendez encore sur leurs lèvres des paroles de paix, de conciliation et de bonne entente.

Il était dès lors nécessaire, M. l'Orateur, afin de faire voir à toute la population de la province l'importance que l'administration actuelle attache au problème de l'éducation, de souligner d'une manière particulière toutes les sommes que nous nous proposons de consacrer au développement de l'enseignement, au cours de la prochaine année financière. Une annexe spéciale a donc été ajoutée à la brochure contenant les prévisions budgétaires, et cette annexe nous donne le sommaire de la somme de \$106,812,400 consacrée à l'éducation par tous les ministères, soit un montant qui dépasse tout le budget de la province, il y a 10 ans. Aucun gouvernement au pays n'attache une part aussi importance à l'éducation. Voudrions-nous faire davantage, nos revenus, pour le moment, ne le permettraient pas. Les esprits de bonne foi oseront-ils maintenant parler du marasme de l'éducation? Peuvent-ils dire que le gouvernement de la province de Québec n'a pas fait tout son devoir? Peuvent-ils dire que notre peuple ne s'impose pas tous les sacrifices pour accorder à l'éducation la place de premier plan qui est la sienne? N'oublions pas, M. l'Orateur, qu'il est juste d'ajouter à la somme de \$106,812,400, votée par le gouvernement, le montant des contributions payées directement aux commissions scolaires par les contribuables, soit en taxes foncières, soit en taxe d'éducation.

Le gouvernement d'aujourd'hui, les contribuables d'aujourd'hui, sont les dignes descendants de ceux qui se sont battus de 1760 à 1846 pour conquérir la liberté de l'enseignement. Le seul budget de l'Instruction publique de l'année

prochaine année, je le répète, une augmentation de plus de \$22,000,000 sur celui de l'année en cours. L'un des facteurs qui accroît le budget est l'application de la loi qui permet au gouvernement de payer la moitié de l'amortissement et la moitié des intérêts sur les emprunts de construction à long terme effectués par nos commissions scolaires. En plus du rachat de plus de \$100,000,000 des dettes des commissions scolaires en 1946, en plus des subventions généreuses pour la construction des écoles et le paiement d'une partie des salaires des instituteurs et des institutrices, le gouvernement décharge une fois de plus les commissions scolaires d'un fardeau, afin de leur permettre de mieux se dévouer à leur tâche.

Nous croyons que cette loi arrive à son heure, car elle permettra aux commissions scolaires de régler au moins partiellement les problèmes auxquels elles doivent faire face à l'heure actuelle, par suite des mesures de restriction sur le crédit imposées par la Banque du Canada. Qui donc, je le répète, M. l'Orateur, oserait soutenir maintenant que le gouvernement de Québec ne remplit pas sa mission? Nous envisagerons le problème de l'éducation sans aucune préoccupation électorale, car l'augmentation prévue de \$22,000,000 est soumise à la Législature, non à la veille de la période électorale, mais immédiatement après une élection. À mon sens, le gouvernement exerce son rôle véritable d'une façon généreuse dans le meilleur intérêt de tous les contribuables. Considérez de plus, si vous le désirez, les sommes mises à la disposition de l'enseignement secondaire et de l'enseignement universitaire. L'enseignement secondaire recevra des subventions de près de \$7,000,000, alors que les universités de la province bénéficieront d'une subvention totale de \$13,153,700. Une partie importante de cette subvention servira au parachèvement de la Faculté de médecine à Québec et de l'École polytechnique à Montréal.

N'oubliez pas, M. l'Orateur, que le 31 mars prochain, le gouvernement aura déjà payé à l'Université Laval, outre les subventions ordinaires, la somme de \$2,600,000 pour la construction de l'édifice de la Faculté de médecine et que l'Université de Montréal aura reçu, pour la reconstruction de l'École polytechnique, la somme de \$5,400,000.

Nous savons que les besoins de nos universités sont grands et dans ce domaine, comme dans les autres, tous les projets, même les plus sages, ne peuvent être réalisés durant la même année. Le budget consacré à l'éducation par le gouvernement

de l'Union nationale constitue la plus éclatante manifestation de sa compréhension de ce problème vital. Vous y voyez, M. l'Orateur, une réponse précise et sans équivoque, une attitude que tous les esprits de bonne volonté sauront, j'en suis convaincu, apprécier à sa juste valeur.

b) La protection de la santé

Le budget du ministère de la Santé atteindra l'an prochain la somme de \$83,427,000, soit \$18,000,000 de plus que celui de l'année en cours. Le gouvernement a la responsabilité d'apporter au problème de la santé la meilleure solution possible, afin d'assurer la protection de notre capital humain. Il serait beaucoup trop long d'énumérer tout ce que le gouvernement de l'Union nationale a réalisé dans ce domaine depuis 10 ans. Des milliers et des milliers de malades peuvent recevoir chaque année les soins requis par leur état de santé, grâce à notre politique de décentralisation des facilités d'hospitalisation. Le gouvernement a l'intention de continuer dans la même ligne de conduite, et nous voudrions en particulier obtenir, dans le domaine des maladies mentales, le même succès que dans le domaine de la tuberculose.

Grâce au travail du ministère de la Santé, grâce à la construction des sanatoriums, grâce à la collaboration d'experts médicaux, nous avons réussi à baisser sensiblement le taux de la mortalité par la tuberculose. Nous avons ainsi sauvegardé l'intégrité de centaines et de centaines de familles. Nous avons conservé à notre province et à notre pays des milliers de citoyens dont tous deux ont besoin pour continuer leur marche progressive vers l'avenir.

Nous voudrions le même résultat dans le domaine des maladies mentales. La vie contemporaine est si rapide et si complexe qu'elle provoque chez un très grand nombre le déséquilibre nerveux. Nous ne pouvons nous désintéresser du sort de ces malades, et nous voulons mettre à leur disposition tout ce que la science médicale peut utiliser pour leur rendre la santé. Une somme de \$19,000,000 sera, l'année prochaine, consacrée à cette fin, pour la construction de grands hôpitaux.

Dans le domaine de la santé, comme dans celui de l'éducation, nous voulons que le Québec demeure au premier rang des provinces canadiennes. Ces aspects de notre politique, nous les croyons certes plus importants que le développement industriel de notre province. La santé physique et la vigueur intellectuelle peuvent permettre au peuple de donner, selon la parole de l'Évangile, la pleine

mesure de ses talents, afin de mieux rester fidèle à ses aspirations religieuses, culturelles et sociales, devenir un peuple fort, un peuple fier de ses richesses et de son passé, un peuple courageux et soucieux de mieux assurer l'avenir de ses descendants.

c) La sécurité sociale

Chaque année, le gouvernement apporte de notables améliorations à ses lois de sécurité sociale. L'an dernier, les amendements à la loi des accidents du travail ont permis d'augmenter les indemnités payées aux accidentés du travail. En 1957-1958, les allocations payées aux mères nécessiteuses seront pratiquement doublées par une loi adoptée durant la présente session.

Cette mesure entraînera une dépense additionnelle de \$7,000,000 au budget du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social. En fait, le budget pour nos lois de sécurité sociale, qui s'élevait à \$20,000,000 pour l'année en cours, touchera l'année prochaine la somme de \$30,000,000. Il est bon de signaler à votre attention, M. l'Orateur, que cet accroissement des dépenses consacrées à l'amélioration du sort des mères nécessiteuses ne s'est pas fait avant les élections, mais après la période électorale.

La hausse continuelle du coût de la vie complique l'existence de tous les contribuables, et en particulier l'existence des gens peu fortunés et des miséreux. En effet, la hausse du coût de la vie se fait surtout sentir sur des objets de première nécessité, tels que la nourriture et le vêtement. Le gouvernement a compris la triste situation des mères de famille privées de l'aide de leurs époux, et il a voulu que des allocations plus substantielles leur soient payées, afin de leur épargner les atteintes de la misère. Afin de favoriser l'essor des corporations municipales et de dégrever encore les contribuables, le gouvernement a pris des mesures pour réduire le coût de la contribution des municipalités à l'assistance publique. Dans le cas des cités et villes, de 33 % qu'elle était, elle sera réduite à 24 %, à compter du 15 avril 1957.

Ajouterai-je que l'expansion donnée à l'apprentissage par le ministre du Travail, l'honorable Antonio Barrette, constitue l'une des plus merveilleuses initiatives de l'Union nationale dans le domaine de la législation sociale. Au cours des 10 dernières années, plus de 25,000 jeunes gens ont reçu une formation technique qui leur a permis d'occuper des emplois plus rémunérateurs.

d) L'activité économique

1° L'industrie agricole

Le budget du ministère de l'Agriculture fait voir une augmentation de plus de \$3,000,000 sur celui de l'année en cours. Le gouvernement met à la disposition de la classe agricole une somme additionnelle de \$2,000,000 pour les travaux de drainage. Ces travaux augmentent chaque année l'étendue de terre cultivable de la province et ajoutent à l'actif de l'industrie agricole. Ils constituent une véritable leçon de choses pour les agriculteurs, en ce sens qu'ils y voient la démonstration de la facilité avec laquelle ils peuvent multiplier leurs travaux pour enrichir leur patrimoine, en utilisant, soit l'énergie mécanique, soit l'énergie électrique. Depuis l'inauguration de ces travaux, les cultivateurs de la province ont mécanisé de plus en plus leurs fermes pour en augmenter le rendement, tout en diminuant la nécessité et le coût de la main-d'œuvre. C'est ce qui explique qu'en dépit d'une diminution du nombre des ouvriers agricoles, la production continue d'augmenter sensiblement. Par suite des efforts du gouvernement, le revenu brut des cultivateurs de la province de Québec, pour l'année 1956, s'élève à \$440,000,000, comparé à \$424,900,000 pour l'année 1955, soit une augmentation de 87 % sur 1945, alors qu'elle était de \$236,000,000. La valeur nette de cette production s'élève à \$350,000,000 pour 1956, comparativement à \$343,900,000 pour 1955, et à \$89,000,000 pour 1939.

Il faut remarquer de plus que 90 % des fermes du Québec peuvent tirer avantage de l'énergie électrique et que nombre de cultivateurs ont pu moderniser leur établissement agricole, grâce à l'aide qu'ils ont reçue de l'Office du crédit agricole. Je dois souligner que, malgré la hausse constante du taux des intérêts à travers le Canada, au cours des deux dernières années, le gouvernement n'a pas modifié le taux des intérêts exigés en vertu de la loi du crédit agricole. C'est sans doute ce qui permettait au très honorable James Gardiner, ministre de l'Agriculture dans le cabinet fédéral, de citer en exemple, lors de la dernière conférence fédérale sur l'agriculture, la province de Québec qui réussit à prêter, à un taux d'intérêt de 2½ %, aux cultivateurs les capitaux dont ils ont besoin. L'agriculture demeure notre industrie basique, même si le chiffre total de sa production est parfois inférieur à celui de certaines autres industries. L'agriculture doit demeurer l'industrie essentielle, parce qu'elle est la plus stable pour l'économie de la communauté. Elle mérite à tous égards notre

encouragement et c'est toujours avec joie que nous augmentons les crédits mis à sa disposition. Estimant que les meilleurs immigrants sont les fils du sol, nous continuerons une aide généreuse à la colonisation, en votant par une loi spéciale, au ministère de la Colonisation, des crédits additionnels de \$2,000,000. Les professeurs de nos écoles d'agriculture ne sont pas oubliés. Leur rôle est essentiel pour aider les cultivateurs à garder leurs fils fidèles à la terre.

2° L'exploitation de nos richesses naturelles

a) La forêt

La forêt, les ressources hydrauliques, les mines et les pêcheries constituent nos plus riches ressources naturelles. C'est ce capital social que l'entreprise privée doit développer avec sagesse pour le plus grand bien de la communauté.

Le budget du ministère des Terres et Forêts dépassera de \$1,000,000 celui de l'année en cours. Ce ministère doit de toute nécessité améliorer ses méthodes de protection et de surveillance de la forêt, la reboiser avec intensité, afin de conserver à l'industrie de la pâte à papier et du papier toute son importance économique dans la province. Les usines de pâte à papier et de papier du Québec constituent l'une des grandes entreprises du monde, et le bien-être économique de la province en dépend dans une très large mesure. Cette industrie au Canada dépasse toutes les autres par l'importance des salaires payés, par le nombre des employés et par le capital investi. En valeur, le rendement des usines de pâte à papier et de papier dépasse la production nationale en blé et en minéraux. La production nationale canadienne du papier journal atteint 6,000,000 de tonnes par année et le rendement des usines de pâte à papier dépasse de son côté 3,000,000 de tonnes. La valeur de cette production pour tout le Canada s'élève à \$1,500,000,000 par année. La production totale de papier journal dépasse 12,000,000 de tonnes par année. Sur ce total, le Canada produit plus de la moitié et la province de Québec, plus du quart. Une page de chaque journal du monde sur quatre vient de la province de Québec et, sur les 130 usines de pâte à papier et de papier du Canada, 55 sont situées dans le Québec.

b) La production hydroélectrique

Le développement économique et industriel du Québec est la résultante de deux facteurs qui ont permis l'établissement de puissantes industries:

premièrement, l'existence d'un potentiel hydroélectrique considérable et, en second lieu, la découverte d'importants gisements miniers dont la richesse est incalculable. La province de Québec exploite présentement plus de 40 % de l'énergie hydroélectrique du Canada, avec un potentiel utilisable de 25,700,000 chevaux-vapeur. La puissance des génératrices de nos usines hydroélectriques représente près de 47 % du total des installations canadiennes. À l'heure actuelle, notre province produit plus de 8,000,000 de chevaux-vapeur, et cette production s'élèvera à 10,000,000 de chevaux-vapeur, lorsque les travaux qui sont actuellement en voie d'exécution seront terminés.

Le 15 décembre dernier, le premier ministre de la province assistait à l'inauguration de la station de l'Hydro-Québec à Pointe-aux-Trembles. Cette station, reliée directement à l'usine hydroélectrique de Bersimis, fournit déjà à l'industrie de Montréal, plus de 150,000 chevaux-vapeur. Lorsque les travaux de Bersimis seront terminés, elle fournira 750,000 chevaux-vapeur à la ville et à la banlieue de Montréal. Le premier ministre, qui a été l'inspirateur de cette géniale entreprise, soulignait toute l'ampleur du projet réalisé par l'Hydro-Québec, et il citait à ce sujet le témoignage du général A. G. L. McNaughton, président de la section canadienne de la Commission des eaux limitrophes. Voici ce que le général McNaughton disait du projet de Bersimis:

"Il est évident que les ingénieurs responsables de l'Hydro-Québec, par un recours aux procédés les plus ingénieux, pour l'utilisation des niveaux à des débits d'eau, ont retiré des avantages presque incroyables de ces sources d'énergie, au profit des populations de Québec et du Canada.

"J'exprime mon admiration pour leur perspicacité et pour leur compétence ainsi que pour la détermination et la vigueur dont ils ont fait preuve pour réaliser ce projet."

Le premier ministre a également donné le point de vue de la revue *Engineering News Record* sur le projet et celui de la revue *Big* publiées aux États-Unis. Voici ce que disait l'*Engineering News Record*:

"Pour construire les installations de Bersimis, l'Hydro-Québec a organisé une équipe formidable et a appliqué des connaissances pratiques de plus en plus efficaces. D'autre part, l'organisme provincial d'énergie électrique a résolu de nombreux problèmes, pour réussir à réduire les frais de construction particulièrement élevés dans une région éloignée.

"Par l'application de procédés ingénieux, les dépenses ont été réduites au minimum et chaque

plan, chaque contrat a été étudié, afin de donner à l'Hydro-Québec le plus pour son argent."

Et voici ce que M. Jack Thiessen écrivait dans la revue *Big*:

"Bersimis est la clef qui ouvrira une porte nouvelle à l'avenir industriel de Québec... Il constitue un des projets hydroélectriques les plus énormes, les plus difficiles, les plus hardis qui aient jamais été entrepris sur le continent nord-américain."

Les travaux de Bersimis sont tout à l'honneur de notre province et, suivant les témoignages cités par le premier ministre, ils peuvent être considérés comme l'une des plus belles réalisations du génie civil en Amérique du Nord. Bersimis fournira de l'énergie électrique à la Côte-Nord, à la ville de Québec, à la ville de Montréal, à la région minière de Chibougamau et à la région minière de Gaspé. Vous voyez là, M. l'Orateur, l'une des plus magnifiques contributions au développement économique de notre province.

c) Les mines

La production minière de la province de Québec atteindra, pour l'année 1956, une valeur de plus de \$400,000,000, à comparer avec celle de \$388,900,000 pour l'année 1955 et celle de \$288,000,000 pour l'année 1954. Il n'y a pas de doute que l'activité des compagnies minières de la province contribuera à placer bientôt le Québec à la tête de toutes les provinces canadiennes dans ce domaine. Jusqu'à ces dernières années, la plus grande partie de la production minière provenait des districts miniers de l'Ouest du Québec et des mines d'amiante des Cantons-de-l'Est. Les nouveaux districts de Chibougamau, de Gaspé, du Nouveau-Québec sont actuellement en pleine expansion. Chaque jour, les prospecteurs découvrent de nouveaux gisements, les uns plus riches que les autres. L'extraction du minerai de fer du Nouveau-Québec s'accroît chaque jour. En 1955, les expéditions de fer se sont chiffrées à 8,647,000 tonnes d'une valeur environ de \$58,000,000. En 1956, les expéditions de fer se sont élevées à plus de 12,000,000 de tonnes d'une valeur de \$91,000,000. Grâce à la sagesse et à la vision du chef de l'Union nationale et à la collaboration de chefs d'entreprises hardis et entreprenants, le Nouveau-Québec est en train de devenir l'un des principaux centres de production minière du monde et, à l'heure actuelle, la Cartier Mining Company Limited prépare les plans d'une exploitation qui sera peut-être encore plus considérable que celle de l'Iron Ore. La région

du Nouveau-Québec, où se trouvent ces formations ferrières, couvrant une superficie de plus de 20,000 milles carrés, peut permettre l'établissement de nombreuses entreprises. Les travaux de prospection et de sondage ont déjà révélé plusieurs centaines de millions de tonnes de minerai de fer à haute teneur, et des quantités incalculables en plus faible teneur. La mise en valeur de ces gisements assurera dans un avenir assez rapproché l'établissement d'industries lourdes dans notre province.

D'ici deux ans, la valeur de la production minière atteindra \$500,000,000 et, d'ici 10 ans, \$1,000,000,000. La province de Québec occupe encore la première place pour la production de l'amiante, car 65 % de toute la production d'amiante au monde est fourni par notre province.

L'honorable George Prudham, ministre fédéral des Mines et des Relevés techniques, déclarait dans un article publié dans la *Gazette* de Montréal, le 12 janvier dernier, que la province de Québec avait réalisé des progrès très importants dans la production du minerai de cuivre. À l'heure actuelle, les ateliers de traitement raffinent chaque jour 50,000 tonnes de minerai de cuivre. Les fonderies de Noranda et de Murdochville produisent du cuivre brut qui est expédié à la raffinerie de Montréal-Est. La province de Québec peut donc répondre de plus en plus à la demande considérable de cuivre provenant de tous les coins du monde.

L'avenir de la province, dans le domaine de la production minière, est rempli d'espoir, et le ministre fédéral des Mines terminait ainsi l'article qu'il publiait dans la *Gazette* de Montréal:

"Si, à la veille de 1957, on regarde vers l'avenir, tout semble indiquer que le niveau élevé de l'activité minière, telle qu'elle ressort de la mise en exécution de ces projets et de bien d'autres, se poursuivra pendant encore quelque temps. Ce pronostic est, à la fin de 1956, appuyé sur la demande élevée pour les produits des mines, tant au pays qu'à l'étranger. Il repose également sur les découvertes nouvelles qui augmentent constamment le riche potentiel des mines du Québec. Il y a certainement tout lieu de s'attendre à ce que l'industrie minière de la province connaisse une autre année prospère."

Il est donc logique, M. l'Orateur, que le ministère des Mines de la province de Québec agrandisse le champ de son activité, afin de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de nos intérêts. C'est la raison pour laquelle ce département recevra l'an prochain des crédits plus élevés que ceux de l'année en cours.

d) Les pêcheries

Nos pêcheries maritimes continuent de recevoir l'attention constante du gouvernement de la province. Les chiffres fournis par mon dévoué collègue, l'honorable ministre des Pêcheries (M. Pouliot), la semaine dernière, lorsque les crédits de son département ont été discutés, font voir que l'année 1956 a été particulièrement bonne pour les pêcheurs. M. C. E. Désourdy, gérant général des Pêcheurs Unis de Québec, à l'occasion du congrès général des coopératives de pêcheurs, a produit un rapport intéressant qui illustre l'attention constante du gouvernement pour assurer l'essor progressif de nos pêcheries.

"Nous réussissons cette année, dit-il dans son rapport, à écouler tous les produits de nos pêcheurs à des conditions avantageuses et sans que l'abondance n'apporte d'effets défavorables... Des commandes considérables nous parviennent des pays européens: Italie, Allemagne, Hollande, etc. Nos ventes à l'Italie dépasseront en valeur, cette année (1956), \$400,000...

"Avec l'introduction de nouveaux types de bateaux de pêche, nos pêcheurs, poursuit M. Désourdy, ont aujourd'hui l'opportunité et l'ambition d'accroître leurs prises. Leur revenu net, qui était de \$600 à \$700, atteint maintenant \$2,000 et même \$3,000 par année... En fait, il s'opère en eux une transformation profonde, faite d'une fierté nouvelle pour le métier et du désir de connaître les conditions de vie des corps professionnels organisés."

3° L'industrie manufacturière

La province de Québec a réussi, au cours des 10 dernières années, à surmonter les conditions défavorables qui entravaient son essor économique. L'étendue du pays, la faible densité de sa population et la rigueur de son climat l'éloignaient en fait des grands marchés commerciaux du monde. Depuis 10 ans, l'industrie manufacturière a été florissante et la valeur brute de notre production industrielle a augmenté dans des proportions considérables, pour atteindre, en 1956, la somme de \$6,600,000,000.

Des progrès sensibles marquent chaque année le développement des industries chimiques auquel vient s'ajouter la production d'appareils électriques et électroniques. Notre industrie textile, malgré ses difficultés, conserve une place de premier plan, car 55 % de la production canadienne, d'une valeur de \$370,000,000, vient du Québec. La ville de Montréal-Est demeure toujours le centre le plus important de raffineries d'huile de tout le Canada. De

son côté, l'industrie des produits chimiques enregistre des progrès très sensibles, puisque le tiers de toute la production canadienne, soit une valeur de \$1,150,000,000, vient des usines de notre province. La production québécoise d'aluminium s'élève pour sa part à 582,000 tonnes, soit 76 % de la production des usines de raffinage du Canada. D'ici 1959, l'Aluminum Company of Canada espère porter sa production dans notre province à 712,000 tonnes, et la Canadian British Aluminium produira 80,000 tonnes par année, à Baie-Comeau, à la fin de 1958.

Une industrie inconnue il y a 20 ans, celle des appareils électroniques, s'implante graduellement dans le Québec et dans l'Ontario. Les plus grandes compagnies comme Canadian Marconi Ltd., RCA Victor, Canadian Aviation Electronics Ltd., Northern Electric Co., Sylvania Electric (Canada) Ltd., Electrical Products Manufacturing Ltd., agrandissent constamment leurs usines et augmentent de jour en jour leur production.

L'augmentation du revenu personnel et l'augmentation des ventes en détail constituent les deux meilleures preuves de cette prospérité. Le revenu personnel s'élevait à \$5,300,000,000, pour 1956, soit une augmentation de 149 % sur celui de 1945, qui était de \$2,200,000,000. Les ventes au détail qui sont la meilleure expression du pouvoir d'achat ont atteint, l'an dernier, \$3,300,000,000, soit une augmentation de 205 % sur le chiffre de \$1,081,000,000, en 1945 (Cf. *Tableau No 5*).

Au cours de 1957, plusieurs grandes entreprises continueront la réalisation de leurs projets de développement: ainsi, par exemple, la Cartier Mining Company Limited à Shelter Bay, l'Aluminum Company of Canada à l'Île Maligne, la British Aluminium Company à Baie-Comeau, la Eastern Mining and Smelting Corp. Ltd. à Chicoutimi, la Thurso Pulp and Paper Company à Thurso, la Shell Company of Canada à Bristol, la Canadian Titanium Pigments Ltd. à Varennes, la Lake Asbestos of Quebec Ltd. à Black Lake, l'Atomic Energy of Canada Ltd. au Rapide-des-Joachims et la United States Steel Corp. à Varennes, sans oublier les entreprises de M. Cyrus Eaton et de la Consolidated Fenimore dans le Nouveau-Québec. L'ensemble de ces projets exigera des déboursés d'une somme totale de plus de \$1,000,000,000, sans y inclure le coût des travaux de la Bersimis et des travaux de la canalisation du Saint-Laurent avec toutes les incidences qui s'y rattachent.

Malgré les inquiétudes de l'heure, malgré l'existence de problèmes complexes qui doivent de toute nécessité recevoir des solutions adéquates, nous sommes justifiés de croire que l'expansion économique du Québec se continuera à un rythme

accélééré au cours de la présente année. Le marché de l'emploi sera actif, les salaires continueront leur tendance vers la hausse, et le standard de vie de la population ira en s'améliorant.

Voilà, M. l'Orateur, les données générales d'une activité économique qui nous permet de donner à nos prévisions budgétaires, pour l'année prochaine, le caractère réaliste qui s'inspire du sens du devoir et du souci constant du bien-être de la communauté.

VIII Faits saillants

1° L'année financière 1956-1957 se terminera par un surplus au compte ordinaire d'environ \$69,987,000, soit le douzième surplus en douze ans d'administration pour le gouvernement de l'Union nationale;

2° Les revenus de l'année 1956-1957 s'élèveront à environ \$432,806,000¹³;

3° Le surplus au compte ordinaire aura servi au paiement d'une très grande partie des dépenses imputables au capital qui s'élèveront à \$85,297,000;

4° La dette nette de la province qui s'élevait, au 31 mars 1956, à la somme de \$265,322,345, sera diminuée de plusieurs centaines de mille dollars, au 31 mars 1957. Cette dette nette, du 31 mars 1945 au 31 mars 1956, a enregistré une diminution de \$42,921,096;

5° La dette nette *per capita* s'établit à l'heure actuelle à \$76.97;

6° Les revenus de l'année 1957-1958 s'élèveront, d'après les prévisions, à la somme de \$473,321,750, et les dépenses ordinaires à \$386,097,860; le surplus au compte ordinaire sera donc de \$87,223,890;

7° Le budget de 1957-1958 prévoit des dépenses imputables au capital pour une somme de \$85,370,000;

8° Le budget de 1957-1958 prévoit des dépenses totales de \$106,812,400 pour l'éducation;

9° La valeur brute de la production industrielle de la province s'est élevée à environ \$6,600,000,000 pour l'année 1956;

10° La production minière pour l'année 1956 s'établit à la somme de \$400,000,000;

11° Les principaux projets de développement actuellement en cours, sans compter les travaux du barrage de la Bersimis et les travaux de la canalisation du Saint-Laurent, exigeront de la part des entreprises intéressées des déboursés de plus d'un milliard.

Conclusions

Les partisans de la centralisation, imbus du désir de contrôler la vie sociale, économique et financière de la nation, ignorent ou feignent d'ignorer les enseignements de l'histoire sur la grandeur et la décadence des empires. Les Romains, après avoir conquis le monde, ont voulu le gouverner de Rome, leur capitale. Ce fut le point de départ de leur décadence. Les Césars perdirent de vue les intérêts locaux et les peuples conquis, ceux qu'ils appelaient les barbares, prirent conscience de leur force et de leur puissance. Un jour, l'Empire romain, fortement centralisé, s'est écroulé et n'a jamais pu se reconstituer.

Jetons maintenant un regard, M. l'Orateur, sur l'évolution du Commonwealth des nations britanniques. Après la révolte des colonies américaines, les Anglais ont donné à l'Empire britannique une formule de durée, en reconnaissant graduellement aux colonies et aux dominions le gouvernement responsable et l'autonomie. Chaque pays faisant partie du Commonwealth est maintenant indépendant et garde le contrôle de ses destinées. "La couronne n'est pas un symbole de domination, mais symbole de service d'un intérêt commun." Et, comme le signalait un auteur allemand, Johannes Stoye, "la structure politique du Commonwealth repose sur la liberté."

Au siècle dernier, Alexis de Tocqueville écrivait, dans son volume *La démocratie en Amérique*, les remarques suivantes sur la fédération américaine:

"C'est aux institutions municipales que les nations libres doivent leur force. Les "town meetings" sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science: ces assemblées placent la liberté à la portée du peuple; elles lui enseignent comment s'en servir et comment en profiter. Une nation peut établir un gouvernement libre, mais, sans les institutions municipales, elle ne peut pleinement jouir de l'esprit de liberté."

Plus loin:

"J'estime qu'une administration centralisée n'est propre qu'à énerver les nations où elle est implantée en amenuisant constamment leur esprit de fierté locale."

Il ajoute:

"À mon avis, les institutions locales sont utiles pour toutes les nations, mais c'est au sein des peuples démocratiques qu'elles paraissent le plus nécessaires."

La décentralisation, je le répète, repose sur la liberté. Aucun peuple du monde n'a pu accélérer sa marche vers le progrès sans accorder à ses fils l'autonomie et la liberté. L'Empire romain a croulé parce que les Romains ont refusé d'accorder aux peuples conquis les libertés fondamentales. Le Canada, M. l'Orateur, continuera sa marche vers le progrès, si les provinces peuvent jouir librement des droits et privilèges garantis par la Constitution canadienne, si les corporations municipales et les commissions scolaires peuvent honorer leurs responsabilités à l'égard de leurs contribuables.

Les États-Unis, au sommet de leur puissance, ont les mêmes problèmes à résoudre, et des hommes politiques de plus en plus nombreux réclament du gouvernement fédéral la reconnaissance des droits des États et la sauvegarde des libertés locales.

Le sénateur Harry Byrd déclarait, le 4 mai 1955, à l'assemblée annuelle de la Chambre de commerce des États-Unis:

"Depuis 1934, les subventions fédérales aux États ont augmenté énormément, tant en ce qui concerne leur coût que les objets auxquels elles sont attribuées. Elles s'infiltrèrent comme des souris pour atteindre la stature d'éléphants. Toute subvention fédérale renforce le contrôle du gouvernement fédéral et amenuise le contrôle et l'autorité des États.

"Il n'y a rien de plus vrai que l'affirmation à l'effet que la puissance est en fonction de la bourse. Quand le gouvernement fédéral accorde une subvention, il décide exactement comment l'argent sera dépensé, même si les États contribuent en partie au projet. Souvent, j'ai observé la main de fer de la bureaucratie fédérale qui accorde des subventions aux États, pour les forcer à poser des gestes contre leur gré.

"L'augmentation des subventions fédérales est indiquée par la constatation qu'en 1934, soit il y a 21 ans, le total de ces subventions s'élevait, pour 18 programmes, à \$126,000,000. À l'heure actuelle, les subventions atteignent \$3,000,000,000 pour 50 programmes. L'augmentation est ainsi de 300 % en programmes, et de 2,300 % en déboursés."

Ces constatations du sénateur Byrd s'appliquent aussi à notre pays. Il ajoute ces paroles qui sont à mon point de vue l'expression de la plus haute sagesse politique:

"Tous les citoyens devraient comprendre qu'en fait, les subventions fédérales n'existent pas. Tout l'argent provient des citoyens des États. L'argent se dirige vers Washington où il fait l'objet de déductions pour l'administration fédérale. L'argent revient alors aux États, défalcation faite des

déductions, et le gouvernement fédéral nous indique comment dépenser notre propre argent."

M. l'Orateur, j'ai cependant une foi irréductible en l'avenir de mon pays et de ma province. Je crois que tous les Canadiens comprendront les leçons de l'histoire et resteront fidèles au système fédératif, système de gouvernement plus en harmonie avec l'esprit de notre Constitution. J'ai la conviction que l'exemple du Québec permettra aux Canadiens de toutes les provinces, soucieux de l'avenir de leur pays, d'espérer comme nous des jours plus heureux.

"La Nouvelle-France, écrivait le 25 avril dernier Son Excellence M. Francis Lacoste, ambassadeur de France au Canada, ancienne France du Nouveau Monde, n'a pas pour seule distinction un passé prestigieux, ni sa parenté de sang et d'esprit avec la France contemporaine, ni sa culture spécifiquement française. Elle constitue l'un des éléments essentiels de la puissance économique du Canada d'aujourd'hui et détient une part considérable des réserves végétales et minérales qui font de lui l'un des pays du monde les plus riches d'avenir.

"Aux motifs sentimentaux, qui inspirent à tout Français et à tout ami de la France un intérêt particulier pour la province de Québec, s'ajoutent donc d'impérieuses considérations de caractère économique, tenant aux ressources gigantesques de cette terre de vieille civilisation française, devenue l'une des régions les plus prometteuses du Nouveau Monde.

"Il se souviendra que ces trésors demeureraient stériles sans l'élément capital qu'est le facteur humain, sans ces descendants des coureurs des bois du temps de Champlain, de Maisonneuve et Cavelier de La Salle, sans cette race de pionniers, saine, vigoureuse et fertile des Canadiens français, qui donne tant de solidité à la province de Québec, et qui apporte tant de force au Canada contemporain."

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1957**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 4,250,000.00	\$ 4,250,000.00	.....
Agriculture	25,304,000.00	25,104,000.00	\$ 200,000.00
Bien-être social et Jeunesse	38,186,000.00	33,934,000.00	4,252,000.00
Chasse	2,817,000.00	2,507,000.00	310,000.00
Colonisation	13,690,000.00	10,215,000.00	3,475,000.00
Conseil exécutif	8,747,000.00	8,747,000.00	.....
Finances	8,049,000.00	8,049,000.00	.....
Industrie et Commerce	1,521,000.00	1,521,000.00	.....
Instruction publique	68,910,000.00	68,885,000.00	25,000.00
Législation	1,230,000.00	1,230,000.00	.....
Mines	4,453,000.00	2,153,000.00	2,300,000.00
Pêcheries	3,721,000.00	3,271,000.00	450,000.00
Procureur général	12,311,000.00	12,311,000.00	.....
Ressources hydrauliques	5,648,000.00	2,073,000.00	3,575,000.00
Santé	72,452,000.00	72,432,000.00	20,000.00
Secrétaire de la province	2,129,000.00	2,129,000.00	.....
Terres et Forêts	7,777,000.00	7,777,000.00	.....
Transports et Communications	620,000.00	620,000.00	.....
Travail	2,635,000.00	2,635,000.00	.....
Travaux publics	28,441,000.00	14,051,000.00	14,390,000.00
Voirie	99,510,000.00	43,210,000.00	56,300,000.00
Réserve	5,500,000.00	5,500,000.00	.....
	<u>\$417,901,000.00</u>	<u>\$332,604,000.00</u>	<u>\$85,297,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>\$ 30,215,000.00</u>	<u>\$ 30,125,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$432,806,000.00

Dépenses:

Ordinaires..... \$332,604,000.00

Service de la dette publique 30,215,000.00 \$362,819,000.00

Surplus au compte ordinaire..... \$ 69,987,000.00

Compte immobilisation \$ 85,297,000.00

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1957**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$18,000,000.00	
Sur les corporations (profits)	<u>62,000,000.00</u>	
		\$80,000,000.00
Impôt provincial sur le revenu		35,000,000.00
Sur la gasoline.....		76,230,000.00
Ventes	56,500,000.00	
<i>À déduire:</i>		
Partie attribuée au fonds d'éducation.....	<u>28,250,000.00</u>	
		28,250,000.00
Sur les successions.....		33,750,000.00
Sur le tabac.....		15,000,000.00
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,700,000.00
<i>Loi de l'assistance publique:</i>		
Courses.....	2,625,000.00	
Divertissements.....	2,733,000.00	
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>5,130,000.00</u>	
		10,488,000.00
Pour la prévention des incendies.....		<u>132,000.00</u>
		\$280,550,000.00

Provenant d'autres sources:

<i>Ressources naturelles:</i>		
Terres et Forêts		18,000,000.00
Mines.....		6,975,500.00
Ressources hydrauliques		4,393,000.00
Chasse		1,482,000.00
Pêcheries		12,000.00
Terres de colonisation		47,000.00
<i>Attribué au fonds d'éducation:</i>		
Droits de coupe	695,000.00	
Ressources hydrauliques	<u>5,553,000.00</u>	
		<u>6,248,000.00</u>
		37,157,500.00
<i>Licences et permis:</i>		
Véhicules automobiles		30,700,000.00
Hôtels, restaurants, etc.		590,000.00
Loi de l'assistance publique.....		235,000.00
Divers.....		<u>562,400.00</u>
		32,087,400.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1957 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	1,000,000.00	
Département du procureur général.....	1,346,000.00	
Transports et Communications	525,000.00	
Département du Travail	1,000,000.00	
Secrétariat de la province.....	200,000.00	
Terres et Forêts	60,000.00	
Divers	<u>547,500.00</u>	4,678,500.00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	3,600,000.00	
Divers comptes.....	<u>960,500.00</u>	4,560,500.00
Fonds d'éducation.....	36,105,000.00	
<i>À déduire:</i>		
Revenus figurant à la rubrique:		
Ressources naturelles	<u>6,248,000.00</u>	29,857,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux		
(S. R. Q., 1941, chapitre 255, article 31)	1,900,000.00	
Permis et droits	12,000,000.00	
Compte de commerce	27,000,000.00	
<i>À déduire:</i>		
Octroi à l'assistance publique	<u>1,000,000.00</u>	<u>26,000,000.00</u>
		39,900,000.00
Autres revenus:		
Subside canadien.....	3,173,000.00	
Amendes, etc.....	751,000.00	
Divers.....	<u>91,000,000.00</u>	
		<u>4,015,100.00</u>
Total des revenus.....		<u>\$432,806,000.00</u>

Tableau No 3

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1957-1958**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 5,303,200.00	\$ 5,303,200.00	.....
Agriculture	25,237,000.00	25,087,000.00	\$ 150,000.00
Bien-être social et Jeunesse	48,213,000.00	43,363,000.00	4,850,000.00
Chasse	3,393,000.00	2,743,000.00	650,000.00
Colonisation	13,492,000.00	10,492,000.00	3,000,000.00
Conseil exécutif	6,524,000.00	6,524,000.00	.....
Finances	8,294,360.00	8,294,360.00	.....
Industrie et Commerce	1,689,100.00	1,689,000.00	.....
Instruction publique	80,769,700.00	79,769,700.00	1,000,000.00
Législation	1,288,400.00	1,288,400.00	.....
Mines	5,815,500.00	2,815,500.00	3,000,000.00
Pêcheries	3,388,000.00	2,988,000.00	400,000.00
Procureur général	12,485,000.00	12,485,000.00	.....
Ressources hydrauliques	6,135,000.00	2,335,000.00	3,800,000.00
Santé	83,427,000.00	83,407,000.00	20,000.00
Secrétaire de la province	2,900,000.00	2,300,000.00	600,000.00
Terres et Forêts	7,723,000.00	7,723,000.00	.....
Transports et Communications	630,000.00	630,000.00	.....
Travail	2,866,000.00	2,866,000.00	.....
Travaux publics	31,915,600.00	14,915,600.00	17,000,000.00
Voirie	<u>88,295,000.00</u>	<u>37,395,000.00</u>	<u>50,900,000.00</u>
	<u>\$439,783,860.00</u>	<u>\$354,413,860.00</u>	<u>\$85,370,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>\$ 31,684,000.00</u>	<u>\$ 31,684,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$473,321,750.00

Dépenses:

Ordinaires..... \$354,413,860.00
 Service de la dette publique..... 31,684,000.00 \$386,097,860.00

Surplus au compte ordinaire..... \$ 87,223,890.00

Compte immobilisation \$ 85,370,000.00

Tableau No 4

Province de Québec

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1957-1958**

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$17,500,000.00	
Sur les corporations (profits)	<u>77,000,000.00</u>	
		\$94,500,000.00
Impôt provincial sur le revenu		37,000,000.00
Sur la gazoline.....		77,800,000.00
Ventes	61,000,000.00	
<i>À déduire : Partie attribuée au fonds d'éducation</i>	<u>30,500,000.00</u>	
		30,500,000.00
Sur les successions.....		15,000,000.00
Sur le tabac.....		15,250,000.00
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,500,000.00
Loi de l'assistance publique:		
Courses.....	2,700,000.00	
Divertissements.....	2,550,000.00	
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>5,500,000.00</u>	
		10,750,000.00
Pour la prévention des incendies.....		<u>135,000.00</u>
		\$282,435,000.00

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:		
Terres et Forêts		17,540,000.00
Mines.....		7,150,000.00
Ressources hydrauliques.....		4,611,400.00
Chasse		1,521,900.00
Pêcheries		15,000.00
Terres de colonisation.....		42,000.00
Attribué au fonds d'éducation:		
Droits de coupe	845,000.00	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,800,000.00</u>	
		<u>6,645,000.00</u>
		37,525,300.00
Licences et permis:		
Véhicules automobiles.....		32,000,000.00
Hôtels, restaurants, etc.		580,000.00
Loi de l'assistance publique.....		225,000.00
Divers.....		<u>641,000.00</u>
		33,446,000.00

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1957-1958 (suite)**

Revenus (suite) :

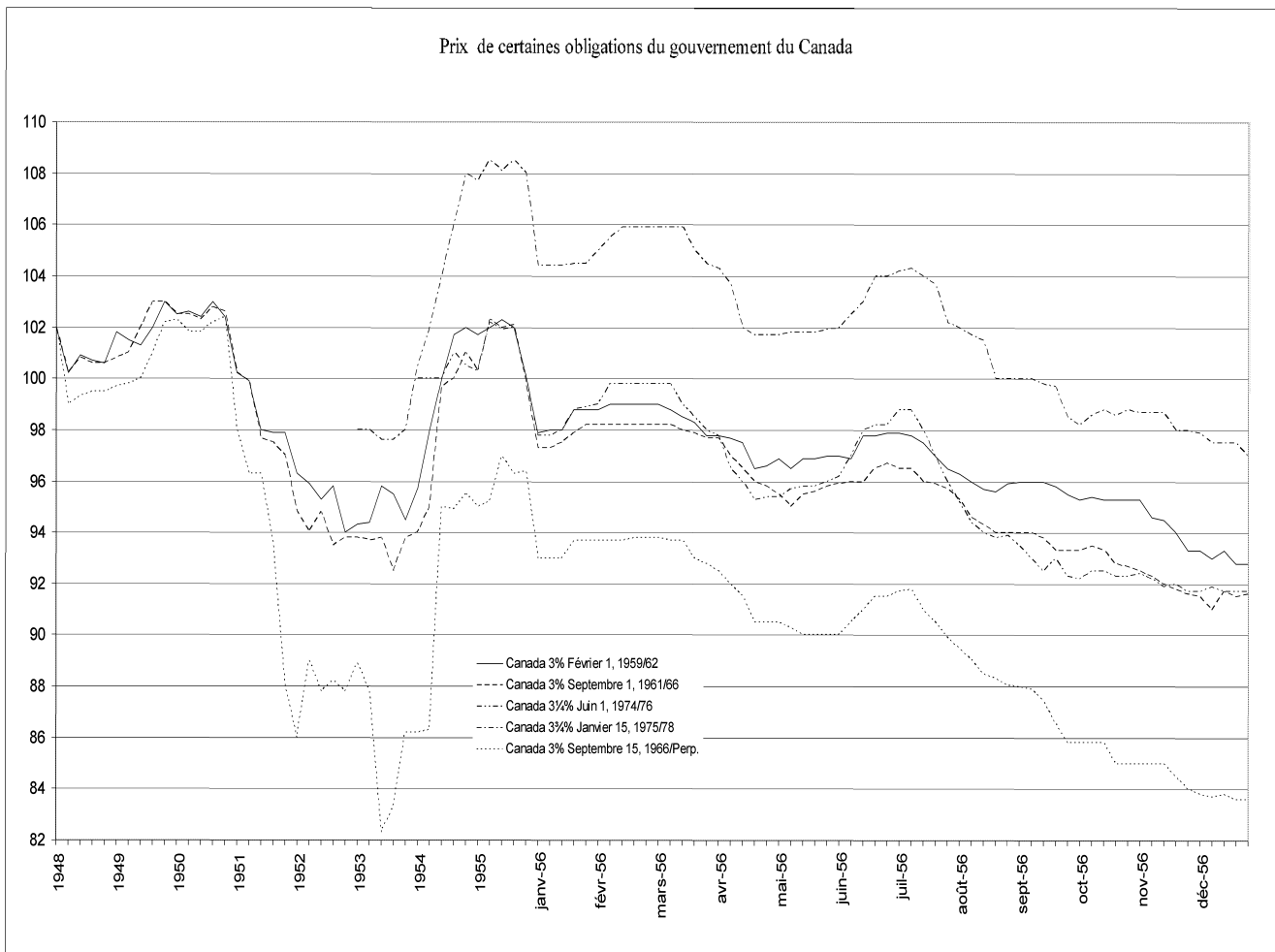
Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	1,000,000.00	
Département du procureur général.....	1,300,000.00	
Transports et Communications	540,000.00	
Département du Travail	1,030,000.00	
Secrétariat de la province.....	215,000.00	
Terres et Forêts	30,000.00	
Divers	<u>561,200.00</u>	4,676,200.00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	3,900,000.00	
Divers comptes.....	<u>880,250.00</u>	4,780,250.00
Fonds d'éducation.....	38,845,000.00	
<i>À déduire:</i>		
Revenus figurant à la rubrique:		
Ressources naturelles	<u>6,645,000.00</u>	32,200,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux		
(S. R. Q., 1941, chapitre 255, article 31)	1,850,000.00	
Permis et droits	12,000,000.00	
Compte de commerce	26,500,000.00	
<i>À déduire:</i>		
Octroi à l'assistance publique	<u>1,000,000.00</u>	<u>25,500,000.00</u>
		39,500,000.00
Autres revenus:		
Paiement de péréquation	35,000,000.00	
Subside canadien.....	3,173,400.00	
Amendes, etc.	695,100.00	
Divers	<u>40,500.00</u>	<u>38,909,000.00</u>
Total des revenus.....		<u>\$473,321,750.00</u>

Tableau No 5

La production du Québec

	<i>\$ Millions</i>			
	<i>1945</i>	<i>1950</i>	<i>1955</i>	<i>1956 (est.)</i>
<i>Produits naturels:</i>				
Agriculture:				
Grande culture.....	139.1	175.8	144.7	160
Fruits et légumes.....	17.0	24.3	26.8	27
Autres produits de la ferme.....	6.4	9.8	11.7	12
Industrie forestière:				
Pulpe, papier, bois.....	133.3	186.1	280.0	350
Bois de chauffage.....	10.0	11.0	12.0	12
Mines et carrières.....	91.6	220.7	385.4	463
Pêcheries.....	7.9	5.5	5.0	5
Fourrures.....	5.0	2.8	2.0	2
Pouvoir électrique.....	<u>80.5</u>	<u>114.6</u>	<u>164.0</u>	<u>165</u>
Total:	490.0	750.6	1,031.6	1,173
<i>Production animale:</i>				
Lait.....	90.5	133.5	170.0	172
Bétail.....	85.9	153.8	126.5	127
Volailles et œufs.....	<u>29.3</u>	<u>37.0</u>	<u>63.2</u>	<u>63</u>
Total:	205.6	326.2	359.7	362
<i>Industrie manufacturière:</i>				
Manufactures.....	2,531.9	4,142.5	5,950.0	6,300
Construction.....	150.0	605.8	1,343.0	1,490
<i>Sommaire :</i>				
Produits naturels.....	490.8	750.6	1,031.6	1,173
Production animale.....	305.6	326.2	359.7	362
Industrie manufacturière.....	<u>2,681.9</u>	<u>4,748.3</u>	<u>7,293.0</u>	<u>7,790</u>
<i>Total</i>	3,378.3	5,825.1	8,684.3	9,325



M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 concernant la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Johnson (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)¹⁴

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce projet de loi aurait dû être présenté au comité des bills privés, aux fins de donner aux intéressés l'occasion de faire connaître leur opinion, parce que le projet comporte des pouvoirs assez extraordinaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill ne donne que des pouvoirs au conseil municipal. Ce dernier sera libre de les exercer ou non. Si un bill public a été présenté, c'était pour sauver des dépenses à la ville d'Acton Vale. À la faveur de la première autorisation de dépenser \$60,000, la ville a établi des industries et elle veut continuer. D'ailleurs, le maire actuel d'Acton Vale, qui était l'adversaire libéral du parrain du bill aux dernières élections générales, est entièrement d'accord avec le député de Bagot (M. Johnson) sur l'opportunité de cette loi.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je demande alors s'il y a de l'opposition contre le bill dans Acton Vale.

M. Johnson (Bagot): La seule opposition constatée à date vient de l'opposition libérale en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette intervention du député de Bagot me fait penser aux souffleurs,

dans les pièces de théâtres d'écoles; la différence, c'est que, dans ce temps-là, les souffleurs avaient un sceau sur la tête. Les effets du bill ne sont pas aussi simples qu'on veut le faire croire. On donne en effet au conseil municipal le droit de faire des prêts hypothécaires et, pour cela, il faudra des emprunts. Pourquoi veut-on éviter de soumettre ces emprunts au peuple, comme le veut la loi générale?

Et si on veut éviter des frais à la ville d'Acton Vale, pourquoi ne pas faire la même chose pour toutes les villes et municipalités qui présentent des bills à la Législature? Quelques-unes bénéficient en effet de bills présentés par le gouvernement, bills pour lesquels elles n'ont rien à déboursier, tandis que la majorité doit se contenter de bills privés qui leur coûtent cher. Pourquoi deux poids et deux mesures dans les cas de ce genre? Pourquoi ne pas établir la gratuité des bills, afin de ne pas faire de passe-droit? C'est un précédent dangereux. La ville de Québec, dont la situation financière n'est pas avantageuse, aurait profité grandement, elle aussi, d'un bill public de cette sorte, au lieu de lui faire payer les frais ordinaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition veut faire payer une somme de \$800 à \$900 à la ville d'Acton Vale inutilement.

M. Johnson (Bagot): La ville d'Acton est contente de voir que le gouvernement veut aider à son développement. Il y a déjà deux industries nouvelles qui sont venues s'y installer, à la suite de la première loi qui autorisait la ville à dépenser \$60,000. Ces industries sont évaluées à \$90,000; elles donnent de l'emploi à 200 personnes et paient des salaires au total de \$500,000 par année. Le conseil municipal veut continuer dans cette voie en négociant avec le même groupe d'industriels pour fabriquer des produits nécessaires aux deux premières industries.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande que l'on établisse une règle générale qui mettra toutes les villes sur le même pied, quand il s'agira de présenter des bills à la Législature.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 95 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Inspecteurs des bureaux d'enregistrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Il n'y en a que deux actuellement, tous deux de Montréal. La province se développe et les bureaux d'enregistrement sont d'une extrême importance. Il faut un plus grand nombre d'inspecteurs.

M. Hamel (Saint-Maurice) se déclare favorable au bill, mais demande que le gouvernement fixe une limite au nombre des inspecteurs qu'on pourra nommer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte de limiter à six le nombre de nouveaux inspecteurs.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 39 de la loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319) soit remplacé par le suivant:

"39. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des inspecteurs des bureaux d'enregistrement, dont le nombre n'excédera pas six, suivant la loi du service civil, pour faire partie du service intérieur."

Adopté.

2. Que l'article 47 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"47. Les traitements des inspecteurs des bureaux d'enregistrement sont fixés et payés conformément à la loi du service civil."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 47.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sutton

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 concernant la municipalité du village de Sutton, dans le comté de Brome, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'à l'avenir, durant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne deux séances tous les jours de la semaine sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de cette séance de six à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi; et que le *Feuilleton* de la séance du matin serve pour la séance de l'après-midi, de manière qu'il n'y ait qu'un seul *Feuilleton* par jour¹⁵.

Il n'y a que quatre bills privés à étudier aux comités des bills publics et privés, soit ceux de la ville de Price, de la chiropratique, de la succession Charles Raymond et de la succession Godin¹⁶.

La motion est adoptée.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) demande des renseignements sur une recette de \$21,426.67 inscrite aux *Comptes publics* au poste du "Rassemblement des statistiques vitales".

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il s'agit d'un versement fait par Ottawa pour des microfilms que fournit la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si je comprends bien, il s'agit d'une entente avec le fédéral. Le ministre pourrait-il me dire si cela entrave l'autonomie de son ministère?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député est gravement atteint d'autonomie-pathologie. Je puis cependant le rassurer.

Nous ne faisons rien qui puisse entraver notre autonomie et, d'autre part, nous sommes toujours heureux de collaborer avec Ottawa dans de telles circonstances.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel d'étude (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-trois millions trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux: Entretien des pauvres, contributions, constructions, etc. (santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) soulève le cas des malades mentaux non criminels qui doivent être envoyés dans les cliniques des prisons, parce qu'il n'y pas de place dans les hôpitaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le programme de construction du gouvernement pour fins de santé cible à présent les institutions pour malades mentaux. Il y a un programme considérable à réaliser dans ce domaine. Déjà, nous avons construit ou agrandi des hôpitaux à Roberval, Saint-Ferdinand d'Halifax, Saint-Michel-Archange. La moitié du sanatorium de Mont-Joli a été mise à la disposition des aliénés tuberculeux.

On a entrepris la construction d'un hôpital considérable pour malades mentaux à Joliette, un autre moins considérable à L'Annonciation, et un autre sera bientôt commencé à Baie-Saint-Paul. On a reçu plusieurs demandes et elles sont étudiées. Pour les combler toutes, il en coûterait \$60,000,000 au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons donné \$3,000,000 pour l'asile Saint-Michel-Archange, près de Québec; \$3,000,000 aux sœurs de la Providence de Montréal; \$1,000,000 à Verdun.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande des précisions sur le programme de construction d'hôpitaux généraux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Une somme de \$7,000,000 sera dépensée en contributions de l'année aux nouveaux hôpitaux. En plus, des sommes considérables seront versées à certaines institutions à qui nous avons déjà promis notre secours.

Il y a environ cinq projets d'hôpitaux généraux, mais, comme il y a toujours des tractations à faire avec les institutions intéressées, je ne puis aujourd'hui fournir des précisions et dire où exactement nous bâtirons ces hôpitaux. Cependant, à Sept-Îles, on commencera très bientôt la construction d'un hôpital.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je connais l'attitude du gouvernement en matière de dépenses. Il

est déraisonnable de réclamer un montant sans dire aux députés ce que l'on veut faire avec. C'est la politique habituelle du gouvernement qui met en danger la responsabilité ministérielle.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'ai donné des précisions qui justifient au moins les trois quarts des crédits demandés. Dès cette année, nous dépenserons environ \$3,000,000 à Joliette, et \$1,500,000 à L'Annonciation. Dans le cas des hôpitaux généraux, les ententes sont en cours. Que le député soit rassuré. Nous allons dépenser tout l'argent prévu au budget.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je reste convaincu que la méthode est mauvaise. Au moment où l'Assemblée est appelée à voter les crédits, il faudrait tout au moins que le ministre ait en main des plans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est bien difficile de savoir exactement à l'avance ce dont nous avons besoin. Il est difficile pour le gouvernement de faire connaître les emplacements, parce que les demandes viennent de toutes les régions de la province et sont très nombreuses. Ainsi, dans le comté de Gaspé, à Sainte-Anne-des-Monts, on nous a demandé un hôpital.

Les expertises faites par les gens de l'endroit disaient qu'il en coûterait environ \$425,000. Or, les experts du ministère de la Santé sont allés là, et nous avons trouvé une solution convenable qui ne coûtera que \$75,000.

À Gaspé, Mgr Leblanc a demandé un sanatorium et un collège. Maintenant, ils veulent avoir un hôpital qui coûtera de \$3,000,000 à \$4,000,000. C'est beaucoup trop pour nos moyens actuels. Le ministère est à étudier un plan qui nous permettra peut-être de construire d'abord une première partie au coût d'environ \$1,500,000, et nous pourrions la compléter plus tard.

À Chicoutimi, ils veulent une école de garde-malades. À Notre-Dame de Montréal, ils demandent \$4,500,000. À Saint-Luc, où ils reçoivent généralement des cas d'assistance publique, il faudra agrandir. Nous avons déjà promis \$3,000,000. On vient de nous dire que ce ne sera pas assez, ils veulent un autre \$1,000,000.

De telles demandes affluent. Ainsi, nous avons donné \$50,000 aux sœurs de la Présentation de Marie dans le comté de Saint-Hyacinthe. On dirait qu'il y en a qui n'ont retenu qu'une chose de l'Évangile: "Demandez et vous recevrez."

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout cela est bien beau, mais nous persistons à dire que le gouvernement ne peut pas se faire voter des sommes énormes, les mettre en un tas, puis décider après ce qu'il va faire avec. J'admets l'imprévu, mais un gouvernement qui se dit prévoyant ne procède certainement pas toujours du jour au lendemain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'imprévu, c'est l'imprévu. Je suis certain que les gens d'en face ne prévoyaient pas que le député de Saint-Maurice qui les a combattus deviendrait un jour leur chef.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a du vrai là-dedans. Je ne l'avais jamais prévu.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): D'ailleurs, on ne pouvait pas prévoir qu'un chef d'un parti moribond, en 1935, deviendrait le chef de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste. L'on n'a pas le droit de dire que le grand M. Taschereau a été défait par un moribond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je demande au ministre comment il se fait qu'en 1951-1952, à la veille des élections générales de 1952, on a fait voter \$6,000,000 pour les centres de diagnostic, qu'en 1955-1956, à la veille des dernières élections générales de 1956, on a fait voter un autre \$2,000,000 pour les mêmes fins, par coïncidence, et qu'on n'a rien fait¹⁷.

L'honorable M. Paquette (Labelle): L'argent n'a pas été dépensé. Il est dans le Trésor. Nous avons commencé à préparer des plans, et nous avons rencontré des complications très sérieuses. Elles venaient surtout des hôpitaux. Il y a eu quelque progrès, et nous croyons que nous pourrions faire quelque chose cette année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Rivière-du-Loup a voulu démontrer à la Chambre

que le gouvernement a les yeux plus grands que la panse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le chef de l'opposition de ses remarques. Il fait voir que nous n'avons pas dépensé l'argent que nous pouvions dépenser, mais que nous ne croyions pas devoir dépenser dans les circonstances. Si nous avions dépensé cet argent pendant les élections, l'opposition nous aurait certainement critiqués. L'opposition critique quand nous dépensons, et elle critique encore quand nous ne dépensons pas!

Les centres de diagnostic sont surtout prévus pour venir en aide au médecin de famille qui n'a pas les moyens d'acheter l'outillage nécessaire et très coûteux dont il aurait besoin pour faire un diagnostic. Avant de faire des dépenses, nous avons voulu nous renseigner de façon adéquate.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Y aurait-il moyen, dans les unités sanitaires, d'ajouter un service de traitement de la vue et d'ablation des amygdales?

L'honorable M. Paquette (Labelle): La question est à l'étude, mais il ne faut pas trop exiger. Cela entraînerait des dépenses considérables. Je ferai remarquer que nous avons des unités sanitaires jusqu'à Blanc-Sablon et que comparativement à l'Ontario, dans ce domaine, nous sommes à 3 contre 1.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) pose une question relativement au traitement des infirmières dans les colonies.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Toutes les mesures sont prises pour favoriser leur tâche, qui est très lourde.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'Assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le fédéral ne paie presque rien pour la santé publique, mais fait beaucoup de publicité pour souligner les petits montants qu'il débourse. C'est la province, qui se charge du maintien des hôpitaux. Je suis heureux des contributions du fédéral dans le domaine de l'hospitalisation, mais pour être juste, je dois déclarer que cette contribution n'est qu'une petite restitution de ce qui nous est dû et qu'elle ne constitue qu'un atome.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 136 concernant Samuel Solnik De Abravanel;
- bill 145 accordant certains pouvoirs à la ville de Greenfield Park et modifiant sa charte;
- bill 164 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;
- bill 171 modifiant la charte de la cité de Dorval;

- bill 182 modifiant la charte de la ville de Tracy;

- bill 244 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 248 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien;

- bill 252 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Ballon Nevard à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 39 modifiant la loi électorale de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Patrie* du 8 février 1957, à la page 4, rapporte que le discours n'a duré qu'une heure et que le ministre a lu en diagonale son texte. À leur avis, le premier ministre et le chef de l'opposition, qui avaient chacun en main un texte officiel complet, devaient retourner les pages rapidement pour le suivre. *La Presse* du même jour, à la page 11, mentionne, pour sa part, que le discours a duré deux heures. Par ailleurs, *La Tribune*, à la page 1, note que le discours compte 18,000 mots.

2. Selon *Le Soleil* du 8 février, à la page 3, et *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 5, il s'agit plutôt de \$432,806,000.

3. *Le Devoir* du 8 février, à la page 1, avance le chiffre de \$58,539,500.

4. *Le Devoir* du 8 février, à la page 2, mentionne plutôt \$74,014,573.

5. À Terre-Neuve, les dépenses *per capita* sont de \$98.21; Île-du-Prince-Édouard, \$484.02; Nouvelle-Écosse, \$87.21; Nouveau-Brunswick, \$93.22; Québec, \$79.70; Ontario \$83.43; Manitoba, \$58.64; Saskatchewan, \$109.50; Alberta, \$133.11; Colombie, \$141.06. Ces chiffres sont signalés dans *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 5.

6. Les surplus au compte ordinaire en Alberta, en 1956, sont de \$109,579,584; Colombie, 1955, \$15,552,424; Île-du-Prince-Édouard, 1955, \$1,874,978; Manitoba, 1955, \$167,338; Nouvelle-Écosse, 1955, \$489,911; Ontario, 1955, \$143,646; Québec, 1956, \$76,902,362; Saskatchewan, 1955, \$4,542,103; Terre-Neuve, 1956, \$139,076 de déficit. Voir à ce sujet *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 5. *Le Montréal-Matin* du 8 février, à la page 5, ajoute que "la province de Québec vient au second rang, dans la Confédération, pour les surplus au compte ordinaire au cours de l'année se terminant le 31 mars 1956 avec \$76,902,362".

7. \$85,207,000, selon le *Montréal-Matin* du 8 février, à la page 5.

8. En 1945, la dette nette de la province était de \$308,243,441. En 1956, elle se chiffrait à \$265,322,345, soit une diminution de \$42,921,096. De plus, le ministre annonce qu'elle diminuera encore au 31 mars 1957, selon *Le Nouvelliste* du 8 février, à la page 5.

9. \$79.76, selon le *Montréal-Matin* du 8 février, à la page 5.

10. *Le Devoir* du 8 février, à la page 2, mentionne plutôt un total de \$10,824,000.

11. Depuis 10 ans, selon *La Presse* du 8 février, à la page 27.

12. M. Gagnon fait référence aux abbés Dion et O'Neill et à leur ouvrage *Le chrétien et les élections*.

13. \$342,806,000, selon le *Montréal-Matin* du 8 février, à la page 6.

14. Tel qu'inscrit sur la copie du projet de loi, M. Bertrand agit à titre de président *pro tempore*, puisque M. Johnson présentait ledit projet de loi et ne pouvait donc assumer à cette occasion la présidence du comité plénier.

15. La Chambre, selon *La Presse* du 8 février, à la page 25, ne tenait alors qu'une séance par jour, de

3 heures de l'après-midi à 11 heures le soir. La matinée était consacrée aux séances du comité des bills privés ou du comité des bills publics.

16. *Le Soleil* du 8 février, à la page 24, rapporte qu'un total de 155 bills privés ont été étudiés par les deux comités de la Chambre, au cours de la présente session.

17. Le *Quebec Chronicle* du 8 février, à la page 3, avance que c'est plutôt M. Hamel qui aurait fait cette affirmation.

Séance du mardi 12 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 137 concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 237 fixant la taxe foncière à être payée par certaines compagnies à la corporation du village de Price et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la Rivière Métis, dans le comté de Matane.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 108 de la chiropratique dans la province de Québec n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Succession
Hector L. Godin**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe foncière à Price et à
Saint-Rémi de la Rivière Métis**

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 fixant la taxe foncière à être payée par certaines compagnies à la corporation du village de Price et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la Rivière Métis, dans le comté de Matane.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Preuve photographique
de documents**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant la preuve photographique de certains documents.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi de l'exécutif et concernant le greffier du Conseil exécutif.

Il s'agit de préciser deux choses: la première concerne le greffier du Conseil exécutif. Ce haut fonctionnaire a toujours été considéré comme un sous-ministre, mais, dans la loi du service civil, on a

oublié de le mentionner comme tel. Il s'agit de réparer cette erreur en lui reconnaissant de fait ce rang de sous-ministre.

La seconde disposition du bill stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil a et a toujours eu le droit de fixer le quorum du Conseil exécutif. Ce quorum, a été fixé à quatre par un arrêté ministériel qui date de 1872. On a cherché en vertu de quelle loi cet arrêté ministériel avait été adopté et on n'a rien trouvé. Il s'agit de préciser le droit du lieutenant-gouverneur en conseil de fixer le quorum.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le quorum a été fixé à quatre, les ministres n'étaient pas nombreux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils siégeaient une fois tous les deux mois et passaient jusqu'à six arrêtés ministériels par année. On a vu un débat d'un mois en Chambre pour une dépense de \$32.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il me semble que si le quorum était de quatre quand il n'y avait que cinq ou six ministres, il devrait être augmenté aujourd'hui. Si l'on garde le même chiffre, cela veut dire que des décisions extrêmement graves peuvent être prises par quatre personnes seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les hommes d'aujourd'hui valent cinq fois ceux d'autrefois.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est pour ça qu'il vous faut aujourd'hui 21 ministres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a 20 à Québec et 21 à Ottawa.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Notre-Dame

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 concernant l'hôpital Notre-Dame.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 195 pour protéger le domaine de la corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Bons du Trésor 1956

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant des bons du Trésor non échus en date du 31 décembre 1956?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est notoire - et le député qui pose la question ne saurait l'ignorer - que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre, novembre et décembre. (Voir *Journaux de l'Assemblée législative 1954-1955*, page 142, et *Journaux de l'Assemblée législative 1955-1956*, page 204). Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont, en grande partie, perçus qu'en janvier, mars et mai. Le 31 décembre 1956, les bons du Trésor en cours s'élevaient à \$80,750,000.

Bons du Trésor 1957

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant des bons du Trésor non échus en date du 31 janvier 1957?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quarante et un millions de dollars.

Projets de loi:**Sutton**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 concernant la municipalité du village de Sutton, dans le comté de Brome soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles normales

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique concernant les écoles normales

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi du gouvernement accordant au surintendant de l'Instruction publique le privilège exclusif de l'émission des certificats en pédagogie est retiré.

Adopté. Le bill est alors retiré.

Dépôt de documents:**Commission du service civil**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission du service civil de la province de Québec pour l'année 1955-1956. (Document de la session no 36)

Voies et moyens:**Débat sur le budget
1957-1958 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 7 février dernier, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, avant de procéder à l'étude de l'administration financière de la province, je crois devoir insister sur ce que j'appellerais les modalités budgétaires, afin d'apporter quelques éclaircissements nécessaires à la compréhension de ces deux choses que le grand public ignore trop souvent: le budget et le discours ministériel qui y donne lieu.

Cette année, par exemple, très nombreux sont ceux qui croient à la possibilité de voir surgir, dès aujourd'hui et à l'occasion du budget, des chiffres très précis quant aux dépenses gouvernementales encourues lors de la dernière élection générale. Il faut immédiatement détromper ces personnes de bonne foi, mais il faut par le fait même leur donner des explications. Les députés, qui sont au courant de ces choses, me pardonneront d'entrer dans ces détails dont la connaissance n'est pas acquise, d'une manière générale, chez les contribuables.

L'année fiscale, dans l'administration provinciale, commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars suivant.

Cela veut dire que l'année fiscale, au cours de laquelle ont eu lieu les élections générales de 1956, a commencé l'an dernier le 1^{er} avril 1956 et se terminera le 31 mars de cette année (1957). Nous sommes donc présentement dans le cours même de l'année fiscale 1956-1957 et, quand elle se terminera, la session elle-même sera terminée depuis déjà quelques semaines. Nous ne pouvons donc connaître dès à présent le résultat des opérations fiscales dont le terme n'arrivera que dans deux mois! C'est une vérité de La Palice, mais souvent oubliée ou ignorée.

Toutefois, comme on a pu le voir, le ministre des Finances, dans son discours sur le budget, a parlé de cet exercice, mais il en parle non pas comme d'un fait acquis, mais comme d'une chose au sujet de laquelle il doit se contenter de faire des prévisions. Nous ne connaissons ce résultat définitif que dans quelques mois, lorsque le ministre publiera dans la *Gazette officielle* un état sommaire des chiffres compilés une fois l'année fiscale terminée, soit après le 31 mars de la présente année 1957. Ces chiffres, cependant, ne contiendront rien de détaillé à ce moment-là. Il faudra attendre la publication des *Comptes publics*, publication qui aura lieu l'automne prochain, à peu près à la même date que ceux que nous avons reçus au début de la présente session. Les amateurs d'émotions fortes, qui comptaient sur le critique financier de l'opposition pour leur dévoiler dès cette année le coût du patriotisme gouvernemental, et de l'enthousiasme à 500 % de certains électeurs du comté de Saint-Jacques ou d'ailleurs, devront

attendre à l'an prochain. Cette année, nous ne connaissons que les opérations fiscales de la période du 1^{er} avril 1955 au 31 mars 1956. Cela seul est définitif. Aussi serons-nous en mesure de parler presque uniquement de cette période administrative.

Quant à la prochaine année fiscale, celle qui fait l'objet du présent budget et du discours ministériel, elle ne commencera que le 1^{er} avril prochain, en 1957, et se terminera le 31 mars 1958. C'est à cette occasion que le ministre nous présente un estimé des dépenses qu'il aura à faire et des recettes qu'il encaissera pour faire face à ces menues dépenses. D'habitude, c'est la partie que le ministre escamote le plus rapidement possible, car depuis qu'il est ministre, il s'est trompé de façon grandiose et constante.

Mes prédécesseurs immédiats ont étudié notre situation financière en s'arrêtant à l'année qui venait de s'écouler, à l'année en cours et à l'année à venir. Je ne vois pas de raisons qui puissent m'inciter à déroger à cet usage.

L'exercice financier du 1^{er} avril 1955 au 31 mars 1956, c'est, comme je viens de le dire, la seule année fiscale dont nous puissions parler avec une certaine exactitude, encore que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de nous dévoiler le vrai visage de son administration. Nous pouvons en parler avec connaissance de cause parce que nous avons en main les *Comptes publics*.

Le 14 novembre dernier, soit à l'ouverture de la présente session, le ministre des Finances a déposé le volume des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1956.

Le premier ministre et le ministre des Finances profitent souvent de cette occasion pour vanter le prétendu empressement du gouvernement actuel à déposer les *Comptes publics*, contrairement, disent-ils, aux retards apportés par les anciennes administrations. Ce n'est là qu'une autre vantardise de l'Union nationale destinée à impressionner ceux qui ne sont pas au courant des faits. Pour rétablir la vérité, disons qu'antérieurement à 1940 l'année financière de la province commençait le 1^{er} juillet et se terminait le 30 juin de l'année suivante. Or, à la session de 1940, le gouvernement Godbout fit amender la loi du revenu et de la vérification des comptes pour décréter qu'à partir de 1941, l'année financière de la province commencerait le 1^{er} avril et se terminerait le 31 mars de l'année subséquente (4 George VI chapitre 13). Le premier ministre et le ministre des Finances doivent s'en souvenir puisque, lors de la discussion de cette loi en troisième lecture, le 4 avril 1940, ils votèrent contre la motion principale¹.

D'ailleurs, un examen des faits depuis 20 ans démontre que le délai entre la fin de l'année fiscale et la date de la présentation des *Comptes publics* n'a guère beaucoup varié.

Comme on peut s'en rendre compte, les vantardises du gouvernement actuel riment à peu de chose. Ce qui a changé, c'est la date de la clôture de l'année fiscale.

Maintenant que nous avons dégonflé cet autre ballon de l'Union nationale, venons-en à l'examen des opérations financières de l'année fiscale qui s'est terminée le 31 mars 1956.

Dans le discours sur le budget qu'il prononçait dans cette Chambre le 3 février 1955, le ministre des Finances avait déclaré que, pour l'exercice financier 1955-1956, il prévoyait des revenus de \$331,857,200 et des dépenses de \$331,201,660 et que, conséquemment, l'exercice se solderait par un surplus de \$655,540.00. Le ministre soumit à l'approbation des membres de l'Assemblée législative un budget de dépenses de \$331,201,660.

Vers la fin de la session dernière, en faisant ses considérations sur l'exercice 1955-1956 qui devait se terminer deux mois plus tard, soit le 31 mars 1956, le ministre avouait s'être trompé dans ses prévisions budgétaires. Ce n'était pas nouveau, car depuis qu'il détient le portefeuille des finances, le ministre s'est toujours trompé chaque année dans ses prévisions budgétaires. Le ministre révélait donc alors aux membres de l'Assemblée législative que les revenus de la province, pour l'année financière 1955-1956, qu'il avait estimés à \$331,857,200 atteindraient \$389,468,000, soit \$57,610,800 de plus que le montant qu'il avait prévu, et que les dépenses s'élèveraient à \$389,393,000, c'est-à-dire qu'elles excéderaient de \$58,191,340 le budget de \$331,201,660 qu'il avait demandé aux députés d'approuver.

Depuis, les *Comptes publics* nous ont appris que les secondes prévisions du ministre des Finances étaient encore inexactes. En effet, les *Comptes publics* de l'exercice 1955-1956 nous ont appris qu'au cours de cette année financière, les revenus avaient atteint le chiffre record de \$407,812,775.46 et que les dépenses du gouvernement s'étaient élevées à \$407,518,222.63 et que, finalement, le gouvernement avait réussi à enregistrer un léger surplus, enfin! de \$294,552.83.

Comme on peut le constater, au cours de l'exercice financier 1955-1956, le gouvernement a dépensé \$76,316,562.63 en excédant du budget que le ministre des Finances avait soumis à l'approbation du Parlement au mois de février 1955. C'est là un

écart formidable qui illustre bien tout le mépris que le gouvernement actuel manifeste à l'égard du droit de contrôle du Parlement sur les subsides!

Il y a lieu d'examiner comment le gouvernement a pu réaliser ce miracle d'enregistrer un surplus de \$294,552.83, après avoir dépensé \$76,316,562.63 de plus que le budget qu'il avait fait approuver par le Parlement.

D'abord les *Comptes publics* révèlent que les revenus ont excédé de \$75,955,575.46 le montant de \$331,857,200 que le ministre avait prévu originairement dans son discours du 3 février 1955. C'est là un écart de taille pour un ministre des Finances, écart explicable pour une part par des événements imprévisibles, soit le décès de quelques richissimes contribuables dont les successions ont fait tomber dans les coffres du gouvernement un revenu tout à fait inattendu, soit environ \$35,000,000 de plus que le ministre n'avait prévu à l'item des taxes sur les successions. Même en tenant compte de ce fait, l'écart du ministre des Finances n'en demeure pas moins considérable.

La vérité, toutefois, c'est que cet écart considérable au chapitre des revenus provient du rendement des nombreuses taxes que le ministre des Finances a imposées aux contribuables. En effet, les *Comptes publics* nous apprennent que le produit des seules taxes a représenté, en 1955-1956, une proportion de 82.18 % de la totalité des revenus du gouvernement, alors que les revenus provenant des richesses naturelles n'ont compté que pour la minime proportion de 8.71 %.

Malgré cet excédent de revenus de près de \$76,000,000.00 sur les prévisions qu'avait faites le ministre des Finances, le gouvernement n'a pu réaliser que le minime surplus de \$294,552.83, alors que lors de la présentation de son budget, au mois de février 1955, se basant sur des chiffres bien inférieurs, soit des revenus de \$331,857,200 et des dépenses de \$331,201,660, il avait déclaré à ce moment-là pouvoir réaliser un surplus global de \$655,540.

Si avec des revenus de \$407,812,775.46 le gouvernement avait limité ses dépenses au budget de \$331,201,660 qu'il avait fait approuver par le Parlement, il aurait réalisé un surplus de \$76,611,115.46 dont il aurait pu faire bénéficier les payeurs de taxes sous forme d'allègements d'impôts. Mais non, le gouvernement a, comme par les années passées, fait preuve du plus souverain mépris envers le Parlement en dépensant \$407,518,222.63 au lieu de \$331,201,660, tel qu'autorisé par le Parlement. C'est là un procédé, comme disait naguère l'actuel

ministre des Finances, "basé sur des principes antidémocratiques". Le gouvernement actuel a constamment démontré par ses actes qu'il est nettement antidémocratique.

Le principe de base du régime démocratique, en effet, c'est qu'un gouvernement ne peut dépenser un seul sou sans que cet argent n'ait été légalement et régulièrement voté par le Parlement. À Québec, nous assistons depuis quelques années au spectacle d'un gouvernement autoritaire qui a imposé graduellement des modifications de fait au sens de la responsabilité ministérielle; nous en sommes rendus à un point où les budgets ne sont plus qu'une vaine formule; le gouvernement ne soumet des budgets au Parlement que pour la forme, et ensuite il dépense à sa guise, non pas en fonction du bien commun et des intérêts de la province, mais uniquement en fonction des intérêts électoraux du parti et de ses organisateurs politiques. Lorsque le ministre des Finances demandait à la Chambre, au mois de février 1955, d'autoriser le gouvernement à dépenser la somme de \$331,000,000, il savait qu'il lui fallait se faire autoriser. Puis, quand il a dépensé ensuite sans se faire autoriser, il savait qu'il violait un principe et une promesse. Il l'a fait quand même. Comment peut-il expliquer cela? Uniquement par les exigences du parti.

La somme totale des budgets ordinaires que le ministre des Finances a présentés à l'Assemblée législative au cours de la période de 1945 à 1956 s'élève à \$2,301,695,472. Par contre, la somme des montants que le gouvernement a dépensés, d'après les états sommaires publiés dans les *Comptes publics*, est de \$2,741,235,465; c'est-à-dire que le gouvernement actuel a dépensé, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1956, \$439,539,993, tout près d'un demi-milliard, en excédent des budgets réguliers approuvés par les députés! Ce qui est plus grave, c'est que cette dépense énorme de \$2,741,235,465, l'on peut dire au-delà de \$3,000,000,000 si l'on tient compte des montants encaissés et dépensés par les divers départements sans qu'ils ne soient versés dans le fonds consolidé du revenu, a été dépensée en quasi-totalité de façon discrétionnaire, principalement en patronage politique. C'est malheureusement un fait notoire que, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel a aboli graduellement toutes les règles d'une administration saine et honnête pour y substituer la seule règle arbitraire du patronage.

Pendant que le premier ministre multiplie les déclarations en faveur de l'entreprise privée, il est en voie de monter la plus vaste entreprise socialiste de l'Amérique du Nord en érigeant en véritable système de patronage toute l'activité gouvernementale. Dans

la province de Québec, aujourd'hui, il n'y a presque plus personne qui échappe au contrôle de l'État provincial: individus, associations, industries, corporations, etc. Le gouvernement actuel s'est ingénié à tout asservir à son régime; toute sa législation et toute son administration sont empreintes du caractère de la discrétion, c'est-à-dire du patronage.

Nous avons eu un exemple de ce régime arbitraire au cours de la dernière campagne électorale alors que les orateurs et les propagandistes du parti ministériel ont érigé le chantage en système: les candidats de l'Union nationale distribuant subventions ou promesses à pleines mains; dans certains cas, ils ont poussé l'audace jusqu'à brandir les menaces de représailles. On a dit aux bénéficiaires de pensions de vieillesse, de pensions aux aveugles, d'allocations aux mères nécessiteuses, d'allocations d'invalidité, aux bénéficiaires de bourses et de subventions gouvernementales, aux employés de l'État, à tout ce qui était relié de près ou de loin à l'État, de voir à réélire le gouvernement d'Union nationale s'ils voulaient continuer à bénéficier de ces faveurs et privilèges.

Oui, le régime actuel a tout transformé en faveurs et privilèges qu'il dispense à sa guise. Et l'on voit ces gens-là dénoncer le socialisme et le communisme alors qu'ils ont implanté le paternalisme d'État à un degré qui frise le socialisme, lequel, comme dit souvent le premier ministre, mène tout droit au communisme. Comme on le voit, leurs actes sont tout à l'opposé de leurs déclarations. Leur régime est en voie de conduire la province au désastre.

J'ai souligné tout à l'heure le fait que la majeure partie des revenus du gouvernement, il vaudrait mieux dire la presque totalité des revenus, provenait des taxes payées par les contribuables plutôt que de nos richesses naturelles comme ce devrait être le cas dans une province comme la nôtre qui possède d'aussi fabuleuses richesses naturelles. Les derniers *Comptes publics* nous apprennent en effet que sur un revenu déclaré de \$407,812,775 en 1955-1956, \$335,135,386 proviennent des taxes, soit 82.18 % du revenu total, \$35,535,700 proviennent des richesses naturelles, soit 8.71 % du revenu total, alors que la balance de \$37,141,689, soit 9.11 % du revenu, provient de la Commission des liqueurs, du subside du gouvernement du Canada, d'intérêts, d'amendes et d'honoraires. Il est significatif de comparer le rendement de ces mêmes sources de revenus avec ce qu'il était en 1944-1945, alors qu'à cette époque les taxes représentaient 67.62 % du

revenu, les richesses naturelles 11.42 % et les autres revenus divers comptaient pour 20.96 %.

L'exploitation tant vantée de nos richesses naturelles, qui procurait, en 1944-1945, 11.42 % du revenu total de la province, n'en procurait plus, en 1955-1956, que la proportion de 8.71 %.

Au cours de la dernière campagne électorale, les publicistes et les orateurs à la solde du parti ministériel se sont évertués à faire croire fausement que l'exploitation de notre minerai de fer rapportait un revenu de \$0.75 la tonne au gouvernement de la province. Si cela était vrai, le ministère des Mines aurait dû rapporter dans les *Comptes publics* un revenu de \$7,500,000 pour le seul item de l'extraction des 10,000,000 de tonnes de minerai de fer l'an dernier, en plus des revenus provenant de l'exploitation des autres minerais qui sont extraits du sous-sol de notre province. Or, les derniers *Comptes publics* nous apprennent que le revenu total du ministère des Mines n'a été, en 1955-1956, que de \$4,712,050.40, alors que les revenus de ce département avaient été de \$5,795,059.34, en 1952-1953, soit une diminution de \$1,083,008.84 par rapport à cette année-là! Il y a certes là quelque chose d'anormal qui requiert des explications de la part du gouvernement. Et le gouvernement ose prétendre que la province bénéficie de développements fantastiques sous son administration!

En réalité, le véritable développement fantastique que connaissent les contribuables de la province, c'est celui de la multiplication des taxes que lui impose le présent gouvernement, afin d'extraire le plus d'argent possible de leurs goussets pour lui permettre de satisfaire ses ambitions électorales et les appétits de ses amis.

Voici un état comparatif des montants que le gouvernement a retirés, en 1954-1955 et 1955-1956, de quelques-unes des nombreuses taxes dont il afflige les contribuables: La taxe sur la gasoline était en 1954-1955 de \$59,719,525.69 et, en 1955-1956, de \$67,968,834.62; la taxe d'enregistrement des automobiles était en 1954-1955 de \$24,701,155.30 et, en 1955-1956, de \$27,475,787.13; la taxe sur le tabac était en 1954-1955 de \$12,312,367.01 et, en 1955-1956, de \$13,577,884.57; la taxe sur les repas était en 1954-1955 de \$4,447,391.32 et, en 1955-1956, de \$4,779,110; la taxe de chômage était en 1954-1955 de \$1,553,015 et, en 1955-1956, de \$1,723,043; la taxe sur le revenu personnel était en 1954-1955 de \$25,223,454 et, en 1955-1956, de \$30,205,614; la taxe sur les successions était en 1954-1955 de \$14,798,447 et, en 1955-1956, était de \$46,557,669; la taxe de vente était en 1954-1955 de

\$83,309,122.70 et en 1955-1956 de \$97,819,074.77; et finalement la taxe sur les transferts de valeurs mobilières était en 1954-1955 de \$1,382,627 et, en 1955-1956, de \$1,662,811.

Cet état ne comprend pas le montant des taxes payées par les corporations qui a été en 1955-1956 de \$71,469,284, et dont les contribuables doivent en définitive supporter le fardeau puisque le montant de ces taxes est incorporé finalement dans le prix de vente des marchandises.

D'ailleurs, ce ne sont pas seulement les automobilistes de l'Ontario qui paient moins pour leurs services que ceux du Québec. Voici ce que coûte aux payeurs de taxes des diverses provinces l'opération d'une automobile d'après la brochure intitulée: *Facts and figures of the automobile industry*, publiée par The Canadian Automobile Chamber of Commerce 1956 edition: Le coût annuel moyen des taxes d'enregistrement et de gazoline par automobile dans les provinces canadiennes pour l'année 1955 est de: au Manitoba \$64.90; en Saskatchewan \$68.70; en Colombie anglaise \$71.40; en Ontario \$75.40; à l'Île-du-Prince-Édouard \$79.10; en Alberta \$82.90; en Nouvelle Écosse \$107.50; à Terre-Neuve \$109.50; au Québec \$116.00; et au Nouveau-Brunswick, \$117.10.

Il y a lieu de noter que nombre de ces taxes n'existent pas dans la plupart des autres provinces, telles la taxe sur le tabac, la taxe sur les repas, la taxe du chômage, la taxe sur le revenu personnel, la taxe de vente, etc., et que d'autres y sont moins onéreuses, comme par exemple le coût d'enregistrement des automobiles. Ainsi, les 740,000 propriétaires d'automobile québécois paient annuellement en taxes d'enregistrement à leur gouvernement provincial presque autant à eux seuls que les 1,500,000 propriétaires d'automobile ontariens paient tous ensemble à leur propre gouvernement provincial. En effet, les derniers *Comptes publics* de l'Ontario, soit ceux de l'exercice 1954-1955, nous révèlent que les automobilistes ontariens ont cette année-là versé à leur gouvernement provincial une somme totale de \$28,246,552.05 en taxes d'enregistrement, alors qu'au cours du dernier exercice fiscal québécois les 740,000 automobilistes de notre province ont été appelés à verser \$27,475,787.13 au gouvernement de Québec, soit le double, toutes proportions gardées, et cela, sans tenir compte de la taxe de vente provinciale qui n'existe pas en Ontario, ni de la taxe sur la gazoline plus élevée ici que dans la province voisine.

Depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 mars 1956, le gouvernement actuel a soutiré des

contribuables sous forme de taxes et d'impôts la somme énorme de \$2,122,046,683. Pendant la même période de temps, le gouvernement n'a retiré de l'exploitation de nos richesses naturelles que \$237,936,283. Dans une province aussi abondamment pourvue que la nôtre en richesses naturelles, c'est tout le contraire qui devrait être, c'est l'exploitation de ces richesses qui devrait normalement procurer à l'État la majeure partie de ses revenus.

Pour chercher à atténuer les mauvaises répercussions du grand nombre de taxes élevées dont le gouvernement afflige les contribuables québécois, les membres du gouvernement, notamment le secrétaire provincial, recourent à la comparaison des taxes municipales québécoises inférieures, disent-ils, aux taxes municipales ontariennes. La chose peut paraître vraie à première vue. Mais quiconque se donne la peine d'analyser le rapport des statistiques municipales de la province d'Ontario constate que le taux de la taxe municipale dans cette province inclut les impositions pour fins municipales, scolaires et de services publics, tels que les systèmes municipaux de téléphone, d'électricité, de transport, etc. Et il est à noter qu'en retour l'instruction est gratuite dans la province d'Ontario, alors qu'elle ne l'est pas dans Québec. Dans la plupart des municipalités québécoises, les contribuables paient séparément leurs taxes aux municipalités et leurs taxes aux commissions scolaires et, en plus de cela, ils doivent déboursier des sommes considérables pour les services publics, pour l'instruction de leurs enfants, et cela, en outre de la multitude de taxes qu'ils doivent payer au gouvernement provincial.

Le premier ministre n'aime pas que nous fassions des comparaisons, mais lui-même ne se gêne guère d'en faire lorsqu'il trouve matière à glorifier son régime. Lorsque nous attaquons l'inefficacité de son administration, il nous accuse de dénigrer notre province, comme si la province et l'Union nationale étaient une seule et même chose! Que de fois n'avons-nous pas entendu le premier ministre et ses collègues recourir à des comparaisons soit avec l'administration fédérale, les autres provinces et même des pays étrangers, lorsque cela pouvait leur sembler avantageux; que de fois ne les avons-nous pas entendus recourir à des comparaisons avec les anciennes administrations d'il y a un demi-siècle, comme s'il y avait lieu de comparer le budget actuel d'un demi-milliard avec des budgets de \$10,000,000. Si nous voulions recourir à ce même procédé, nous pourrions établir des comparaisons fantastiques.

Le bilan qu'a produit le gouvernement dans les *Comptes publics* est loin de refléter une situation aussi brillante que celle que s'ingénie à représenter le ministre des Finances. Ainsi, malgré des revenus supérieurs de \$72,736,320 à ceux de l'année précédente, le gouvernement n'avait en caisse à la fin de l'exercice fiscal 1955-1956 que \$5,738,631.91, comparativement à \$13,152,588.39 l'année précédente.

Au 31 mars 1956, le montant des comptes et des taxes à recevoir était de \$10,556,010.90, alors qu'il n'avait été que de \$6,990,632.80 le 31 mars 1955, ce qui dénote un certain état d'inefficacité dans l'administration du ministère des Finances.

Lors de la clôture de l'année financière le 31 mars dernier, le gouvernement a gardé en suspens des comptes à payer pour un montant de \$20,255,148.45 parce qu'il n'avait pas l'argent nécessaire pour les payer.

Pour payer une partie de ses excédents de dépenses de 1955-1956, le gouvernement s'est servi, vers la fin de l'exercice, d'une somme de \$31,339,383.94 qu'il a prise à même les revenus de l'exercice 1956-1957 perçus par anticipation.

Au cours de l'exercice 1955-1956, le gouvernement a emprunté des banques sous forme de bons du Trésor la somme de \$154,800,000, ce qui constitue le montant d'emprunts temporaires le plus considérable jamais contracté auparavant par aucun autre gouvernement. C'est une augmentation de \$36,300,000 par rapport à l'année précédente. L'intérêt sur ces emprunts temporaires a coûté aux contribuables de la province, au cours de l'année, une dépense de \$522,714.78.

Le gouvernement se conduit comme un prodigue qui, ne réussissant pas à payer toutes ses dépenses avec ses revenus de l'année courante, encaisse et dépense à l'avance ses revenus de l'année à venir. Il escompte l'avenir!

Les *Comptes publics* de l'exercice 1955-1956 contiennent une innovation qu'il y a lieu de signaler. Le gouvernement s'est enfin décidé, cette année, à publier un état sommaire de la caisse, comme le font les autres administrations publiques. Cet état donne un aperçu plus complet qu'autrefois des recettes que le gouvernement a encaissées.

Par contre, le gouvernement a omis de publier dans ses derniers *Comptes publics*, contrairement à ce qui s'était toujours fait dans le passé, le tableau analytique qui donnait le pourcentage des principaux items de la dépense. L'an dernier ce tableau avait indiqué, entre autres, que 51 % du budget avait alors été dépensé en octrois et subventions discrétionnaires. Ce pourcentage ayant

sans doute augmenté depuis, le gouvernement aurait-il eu honte de le publier cette année?

Depuis quelques années, le gouvernement donne de moins en moins de détails de ses dépenses. Le gouvernement semble avoir complètement perdu de vue son rôle de "fidéicommissaire" qui est d'administrer les biens des contribuables en bon père de famille et de rendre un compte complet et détaillé de sa gestion. L'an dernier, le chef de l'opposition avait attiré l'attention de la Chambre sur l'omission du gouvernement de donner des détails quant à la dépense de diverses sommes d'argent dont le total s'élevait alors à \$46,000,000. Cette année, la somme des montants dépensés pour lesquels le gouvernement ne donne pas de détails dans les *Comptes publics* s'élève à \$47,570,871! Du train où vont les choses, l'on peut entrevoir le jour prochain où le gouvernement actuel refusera totalement de rendre compte de son administration. Nous en avons d'ailleurs des exemples à peu près tous les jours, en cette Chambre, par les refus du gouvernement de répondre aux demandes de renseignements de l'opposition. La responsabilité ministérielle ne sera plus bientôt qu'un vain mot, dans la province de Québec, avec le régime actuel. Mais le peuple de Québec peut être assuré que les députés de l'opposition libérale n'accepteront jamais de jouer le triste rôle de porteurs du cercueil de la démocratie que le régime actuel fait mourir à petit feu.

En plus des revenus ordinaires de \$407,812,775 provenant des impôts et des droits, de la Commission des liqueurs, d'intérêts, d'honoraires, d'amendes, du subside annuel du gouvernement fédéral et de l'exploitation des richesses naturelles, etc., plusieurs départements au cours de l'année ont reçu des montants considérables d'argent qu'ils ont dépensés eux-mêmes sans les verser au fonds consolidé du revenu, et dont le total s'est élevé à \$50,651,477.58! C'est donc dire que le revenu véritable du gouvernement, au cours de l'exercice 1955-1956, a été de \$458,464,253.04, et la dépense de \$458,169,700.21. En définitive, le surplus de \$294,552.83 reste le même. Par contre, si le gouvernement eût payé tous les comptes qu'il devait, au lieu de les garder en suspens, soit \$20,255,148.45, le tableau à présenter aux contribuables aurait été un peu moins brillant; au lieu de démontrer une encaisse de \$5,738,631.91, c'est un soutiré de caisse de \$14,516,516.54 qu'il aurait eu à afficher! Comme l'effet aurait été désastreux, le gouvernement a tout simplement gardé en suspens des comptes payables pour un montant de \$20,255,148.45, et il a pu ainsi annoncer aux contribuables qu'il avait terminé

l'année fiscale avec une encaisse de \$5,738,631.91! C'est ça, la comptabilité du gouvernement; il ferme ses livres en omettant de payer une partie des comptes qu'il doit, afin de pouvoir déclarer qu'il a bouclé ses opérations avec un peu d'argent en caisse et un petit surplus. Non content de dépenser d'avance les revenus des années futures, il reporte à plus tard le paiement de ses comptes!

Le gouvernement prétend avoir diminué la dette nette au cours de l'exercice financier 1955-1956. Lorsque le ministre des Finances aborde le problème de la dette de la province, il procède comme ces magiciens qui sortant leur baguette magique prononcent des propos cabalistiques pour créer l'illusion. Le ministre des Finances recourt toujours à des expressions confuses pour embrouiller la situation et chercher à ne faire voir que du feu aux contribuables, plutôt que de leur exposer la vérité vraie; tantôt il emploie les termes "dette nette", tantôt les termes "solde constituant la "dette nette". Ce ne sont là que des expressions fantaisistes qui n'existent pas ailleurs que dans l'imagination.

Le gouvernement recourt à des procédés d'acrobatie pour faire croire à une diminution de la dette; il souffle son actif en y inscrivant pour leur pleine valeur des biens dont la valeur tangible est tout à fait aléatoire ou d'autres qui n'existent même plus, tels des routes défoncées ou disparues, des ponts tombés. On trouve à peu près tous les ans dans les *Comptes publics* de la province des exemples du peu de valeur de l'actif dit d'immobilisations. On a vu, dans les *Comptes publics* de 1954-1955, que l'auditeur de la province avait rayé des livres l'an dernier un montant de \$130,707,330.13, dépensé autrefois pour des immobilisations qui, déclarait-il, n'avaient plus maintenant aucune valeur.

Cette année à la page 36 des derniers *Comptes publics*, l'on voit une nouvelle note de l'auditeur dans laquelle celui-ci déclare devoir biffer encore de l'actif du gouvernement un autre montant de \$6,484,455.74 représentant le "coût de certains chemins et ponts de colonisation non permanents qui aurait dû être traité comme dépenses ordinaires au lieu d'être capitalisé."

Les *Comptes publics* de cette année nous apprennent également que le gouvernement a vendu au cours de l'année pour la somme de un dollar une propriété à Victoriaville qui apparaissait dans l'actif de la province pour une valeur de \$587,500! Lorsque les débris du pont Duplessis gisaient au fond de la rivière Saint-Maurice, le gouvernement a continué quand même à inscrire ce pont défunt dans son actif pour sa pleine valeur de \$3,355,497.76.

L'ancienne voie carrossable sur le pont de Québec, qui avait été construite par le gouvernement Taschereau il y a plus d'un quart de siècle, au coût de \$400,000, et qui a été démolie depuis par l'Union nationale lors de la construction de la nouvelle voie carrossable, apparaît toujours au bilan de la province pour une valeur de \$400,000, malgré qu'elle n'existe plus!

Le gouvernement s'établit ainsi un actif soufflé, dont il soustrait son passif, pour pouvoir déclarer qu'il a diminué la dette! Or, la preuve que la dette ne diminue pas mais qu'elle augmente on la trouve dans les *Comptes publics*. En 1944-1945, le coût annuel de la dette publique était de \$17,241,720.49; en 1954-1955, il était de \$27,167,992.39; en 1955-1956, les *Comptes publics* nous apprennent que le coût annuel de la dette avait été de \$28,704,586.88, soit une augmentation de dépense de \$1,536,594.49 par rapport à l'année précédente. Si la dette diminuait, les dépenses que celle-ci entraîne diminueraient elles aussi; or, elles n'ont cessé d'augmenter, depuis 1944-1945, parce que la dette n'a cessé d'augmenter chaque année.

Dans l'actif de la province, le gouvernement inclut au chapitre des prêts et avances qui lui sont dus un montant de \$2,100,152.56 représentant les sommes dues par les étudiants pour les bourses d'études, etc., qu'il leur a accordées. Cependant, lorsque le gouvernement fait l'étalage de ses prétendues générosités avec l'argent des autres, au bénéfice des étudiants de la province, dont il souhaite hypothéquer les cerveaux, il se garde bien à ce moment-là de déclarer que la majeure partie de ces bourses d'études, dans une proportion de 50 %, n'est en réalité qu'un prêt dont la province réclamera le remboursement.

M. l'Orateur, depuis que je suis arrivé en cette Chambre, je me suis fait un devoir d'écouter le ministre des Finances à l'occasion de ses discours sur le budget. Chaque année, depuis 1952, il nous a déclaré que la dette nette de la province diminuait. J'ai repassé tous et chacun des discours qu'il a prononcés et qui ont été publiés depuis cette date. Il répète toujours la même chose, à savoir que la dette nette de la province diminue continuellement. Le 3 février 1956, il réitérait cette affirmation. En effet, il déclarait ce qui suit:

"La diminution de la dette nette depuis 1945 est une réalité irréfutable qu'il est impossible de nier avec des arguments sérieux devant l'opinion publique".

Le ministre des Finances se rappellera sans doute ses paroles qui sont imprimées.

Intrigué par le fait qu'en dépit de ces affirmations de l'honorable ministre des Finances, chaque année le coût de la dette va en augmentant, je me suis permis de consulter l'*Annuaire statistique de la province de Québec*, publié sous la responsabilité du collègue du ministre des Finances, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, et j'ai constaté que, comme toujours, les ministres de la couronne se contredisent. En effet, voici ce qu'affirme le ministre de l'Industrie et du Commerce, à la page 232 de son *Annuaire* pour 1955, qui a été produit le 24 janvier 1957 bien qu'imprimé au mois de mars 1956: L'état de la dette consolidée moins le fonds d'amortissement province de Québec est en 1949-1950 \$327,894,780; 1950-1951, \$329,264,663; 1951-1952, \$330,418,712; 1952-1953, \$355,317,880; et en 1953-1954, \$363,850,923.

Et remarquons bien, M. l'Orateur, que ces chiffres ne sont que pour la seule dette consolidée. Chaque année aussi, le ministre des Finances se vante que la dette *per capita* de la province de Québec est la moins élevée de toutes les provinces de la Confédération. Je veux prendre cette affirmation telle quelle, sans me demander si les bases de calcul sont les mêmes. Mais je crois que pour apprécier à sa juste valeur le fardeau financier qui pèse sur les épaules du contribuable de Québec, il faut tenir compte des dettes municipales et scolaires, parce qu'en définitive c'est le même contribuable qui doit les solder.

Or, il est curieux que l'attention du ministre ne semble jamais avoir été attirée sur le fait que dans la province de Québec, la dette *per capita* de nos corporations municipales et scolaires est considérablement plus élevée que dans presque toutes les autres provinces de la Confédération. Voici, M. l'Orateur, les chiffres que nous fournit dans ce domaine l'*Annuaire du Canada* pour l'année 1955, qui nous réfère aux chiffres de 1952. Quand nous savons, par ailleurs, que depuis 1952 les dettes municipales et scolaires n'ont certainement pas diminué, mais augmenté.

Sous l'administration actuelle, les taxes augmentent, les revenus augmentent, les dépenses augmentent davantage, le patronage augmente, le gaspillage augmente et la dette augmente. Une chose diminue: c'est le régime démocratique que le gouvernement de l'Union nationale ne cesse de battre en brèche. Le système parlementaire est en voie de disparaître sous les coups répétés qu'y porte l'Union nationale.

L'année dernière, dans son discours sur le budget, le ministre des Finances avait déclaré que,

pour l'exercice financier 1956-1957, les revenus et les dépenses s'équilibreraient comme suit: Des revenus de \$374,266,500; des dépenses de \$374,101,427, et un surplus global de \$165,073.

Parlant de ces prévisions tout à fait fantaisistes, le chef de l'opposition disait ici en cette Chambre, le 7 février 1956:

"On demande au Parlement d'autoriser le gouvernement à dépenser \$374,101,427. D'autre part, pour payer ces dépenses, on nous a déclaré que les revenus s'élèveront à la somme de \$374,266,500. On nous laisse donc entrevoir un léger surplus de \$165,000. Comme on connaît le peu de respect que le gouvernement actuel fait des autorisations que lui donnent les députés relativement à ces dépenses, il y a sérieusement lieu de se demander jusqu'à quel point ce nouveau budget sera dépassé. Il nous reste peu d'illusions quant à la valeur des chiffres que l'on vient de nous présenter, précisément parce que, dans le passé, l'autorisation des députés siégeant en cette Chambre n'a eu d'autre valeur que celle d'un symbole. Le gouvernement va dépenser comme il l'entendra, il accumulera des immobilisations et placera les députés devant un nouveau fait accompli.

"En outre, quelques-uns des précédents qu'il a établis à période fixe ont de quoi nous laisser songeurs, surtout en ce qui concerne l'année qui vient. En 1948, il y eut des élections. Le ministre des finances, avant les élections, avait prédit un surplus de \$420,543. Après les élections, ce surplus se transformait en un déficit de \$30,990,188. En 1952, il y eut également des élections, et quelques semaines auparavant, dans son budget, le ministre avait prédit un surplus de \$1,851,756, et le déficit fut ensuite de \$38,119,196. Cette année, il y aura des élections, mais, dès maintenant, le ministre prédit un surplus de \$165,073. Il en sera de ce surplus comme de tous les autres. Il en sera de dépenses autorisées comme de toutes les autres et voilà pourquoi, en face de ces budgets, qui ne signifient plus rien, nous en sommes venus à nous attendre à n'importe quoi."

En disant qu'il fallait s'attendre à n'importe quoi, le chef de l'opposition ne pensait certainement pas si bien dire. Car il y a eu des élections en 1956 et les finances de la province y ont joué un rôle effarant. On en a passablement parlé dans la province, et pas seulement dans les rangs du Parti libéral. Si l'abbé Pierre s'est scandalisé du peu qu'il a vu, des témoins quotidiens du travail de la piastre gouvernementale sont allés plus loin que lui et ont fait parler des faits qui ont scandalisé tout le monde, sauf ceux qui se sont crus quelqu'un par eux-mêmes et qui ne seraient rien sans les facilités du Trésor en

temps d'élections. Le budget de l'an dernier? L'autorisation de l'an dernier? Les prévisions du ministre? Des chiffons de papier que l'on a remplacés par des bulletins de vote tellement nombreux qu'ils ont débordé dans les polls à un rythme allant jusqu'à 200 % du nombre des électeurs inscrits dans les registres et qu'ils ont traîné sur les trottoirs; on en a même ramassé jusqu'au bord des égouts!

Avant que le ministre des Finances ne vienne nous donner son opinion sur ce que sera le résultat définitif de l'année financière en cours, nous avions déjà appris, dans le prospectus que l'Hydro-Québec a publié aux États-Unis le 31 octobre dernier, à l'occasion d'un emprunt de \$35,000,000, que le gouvernement de Québec avait dépensé \$99,500,000 au cours de l'exercice 1956-1957 pour les seuls travaux de voirie, alors qu'il avait demandé d'être autorisé, - comme disait le ministre - à dépenser seulement \$65,750,000, ce qui constitue sur ce seul item un excédent de dépenses non autorisées de \$33,740,000!

Nous avions également appris, par l'arrêté ministériel numéro 1252, adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil le 19 décembre dernier pour autoriser le gouvernement à contracter un emprunt obligataire de \$25,000,000, qu'il existait à ce moment-là un déficit de \$133,835,450.32 entre les revenus versés au fonds consolidé de la province et les dépenses payées à même ledit fonds, tel qu'attesté par le certificat de l'auditeur de la province, M. J.-Albert Vézina, daté du même jour.

Nous avions aussi appris que le gouvernement devait aux banques, à la fin du mois de novembre dernier, un montant de \$70,750,000 pour des emprunts temporaires contractés au moyen de billets promissaires - ou bons du Trésor, comme on les désigne en langage ministériel. (*Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, le 15 janvier 1957.)

Non content de se renflouer à même la caisse de l'Hydro-Québec, le gouvernement se finance en pigeant dans le fonds des accidents du travail! Faut-il conclure que le gouvernement ne peut plus obtenir de crédit aux banques pour en être ainsi rendu à recourir à de tels expédients financiers?

Tous ces emprunts, le gouvernement les a contractés durant l'exercice 1956-1957 au cours duquel il a encaissé les revenus les plus considérables de toute l'histoire de la province, mais aussi au cours d'une année d'élection qui fut témoin de la plus formidable orgie de dépenses jamais vue auparavant!

Cette sarabande d'emprunts, cette danse de millions, c'est le prix de l'élection du 20 juin. Le

régime actuel n'a eu d'autre préoccupation que de se cramponner au pouvoir coûte que coûte, au risque de compromettre sérieusement le crédit de la province et son avenir.

Comme le déclarait si justement le chef de l'opposition, l'année dernière, l'histoire s'est répétée en s'aggravant à chaque élection. En 1948, il y a eu des élections et le gouvernement enregistra un déficit de \$31,000,000; en 1952, il y eut aussi des élections et le déficit s'éleva à \$38,000,000. En 1956, il y a eu les élections que l'on sait et l'on peut dès maintenant avoir une idée de l'immense gâchis des finances provinciales: six mois après l'élection, le gouvernement accusait un déficit de \$133,835,450.32; le 1^{er} octobre, le gouvernement empruntait \$5,000,000 de l'Hydro-Québec - le ministre des Finances a essayé d'expliquer cette opération de renflouement en disant qu'à cette époque l'Hydro avait des fonds disponibles dont elle ne savait que faire³, alors qu'en réalité, à cette même époque, l'Hydro-Québec s'adressait à des banquiers américains à New York pour obtenir un prêt de \$35,000,000!; le 29 octobre, le gouvernement empruntait \$3,000,000 de la Commission des accidents du Travail; le 19 décembre, le gouvernement contractait un emprunt obligataire de \$25,000,000 pour lequel il ne trouvait preneur qu'à un prix de 96.875 %, subissant ainsi une perte de \$781,250.00; ce qui dénote une baisse inquiétante du crédit de la province.

Jeudi dernier, le 7 février courant, l'Hydro-Québec lançait un nouvel emprunt de \$50,000,000 sur le marché financier de New York. Instruits des expédients auxquels a recouru le gouvernement dans le passé, il est permis de présumer que le gouvernement utilisera à nouveau les fonds de l'Hydro pour balancer sa propre caisse à la clôture de l'année fiscale, le 31 mars prochain, comme il l'a déjà fait d'ailleurs le 25 mars 1955.

L'on peut aussi prévoir dès maintenant qu'avant la fin de la présente année fiscale le gouvernement fera un autre emprunt obligataire, probablement d'ici quelques semaines, pour consolider toutes ses dettes courantes et rembourser les banques avant la fin de l'exercice.

"Il nous reste peu d'illusions sur la valeur des chiffres que l'on vient de nous présenter", disait l'an dernier le chef de l'opposition. Cette prédiction a eu un commencement de réalisation dans le prospectus et les documents mentionnés, elle a été confirmée par les dernières déclarations du ministre lors de ses prévisions pour l'année courante et elle sera définitivement prouvée lorsque seront produits les *Comptes publics* de l'exercice financier 1956-1957.

Quant au ministre des Finances, il faut bien dire encore un mot de lui, vu qu'il vient de se lancer avec un calme imperturbable dans les désormais célèbres prévisions fausses. Fausses même quand il s'agit de l'année courante.

Deux mois avant la fin de l'exercice, l'an dernier, il s'est trompé de \$18,000,000 quant aux dépenses, et de \$18,000,000 quant aux revenus. Il se trompe toujours en double; mais, chose curieuse, chaque fois qu'il se trompe, c'est pour le même montant de dépenses et de revenus. On dirait qu'il a des revenus cachés, que lui seul connaît, et qu'il sort pour sauver ses dépenses non autorisées, le moment venu.

Alors si, l'an dernier, après s'être trompé une fois lors de ses premières prévisions, il s'est de nouveau trompé à la fin de l'année fiscale, qu'est-ce que valent ses prédictions de fin d'exercice cette année? Surtout à la fin d'un exercice en cours duquel il a fallu se livrer à des acrobaties financières et administratives pour sauver non pas la race, mais le parti.

Autant en emporte le vent: telle sera la morale des prochains *Comptes publics*.

Examinons tout de même ces chiffres pour pouvoir mieux les lui rappeler l'an prochain.

Le ministre nous a annoncé, jeudi dernier, que, pour l'exercice courant qui se terminera le 31 mars prochain, les dépenses se chiffreront à \$448,116,000, et que les revenus s'élèveront à \$432,806,000. Ce qui signifie que l'exercice se soldera par un déficit de \$15,310,000.

Rappelons encore que, l'année dernière, le ministre des Finances avait soumis à l'approbation du Parlement un budget de dépenses de \$374,101,427. pour l'exercice 1956-1957, et que, dans son discours du budget du 3 février 1956, il avait déclaré que les revenus s'élèveraient à \$374,266,500 et qu'il y aurait à la fin de l'année un surplus global de \$165,073.

Aujourd'hui, il avoue s'être encore une fois trompé et avoir commis quelques petites erreurs: erreur de \$58,539,500 par rapport au montant des revenus qu'il avait prévu; erreur de \$74,014,573 par rapport au montant des dépenses qu'il avait demandé au Parlement d'autoriser; erreur de \$15,475,073 quant au surplus prévu transformé en déficit au cours de cette année d'élection.

Les écarts du ministre des Finances deviennent de plus en plus considérables à chaque année, ils deviennent même inquiétants; ils démontrent que le ministre est loin de se conformer aux maximes qu'il énonçait dans son discours de la

semaine dernière alors qu'il disait que "la sagesse et la plus élémentaire prudence exigent la réflexion et l'étude de la part de ceux qui ont assumé la responsabilité de la chose publique".

Les faits démontrent à l'évidence que le ministre ne tient aucun compte de "sagesse et d'élémentaire prudence" dans la préparation de ses prévisions budgétaires et encore moins dans l'exercice de sa charge de gardien du Trésor public. La preuve en a été faite depuis longtemps. Depuis 1945, les écarts budgétaires du ministre des Finances se sont succédé à un rythme annuel toujours croissant; le total des excédents des dépenses sur les budgets autorisés dépasse à date le demi-milliard, soit exactement \$513,554,505, et le total des excédents des revenus sur les prévisions du ministre est de \$390,027,274!

Nous avons là la preuve évidente du mépris que manifeste le gouvernement actuel à l'égard du régime parlementaire.

Nous savons, par expérience, combien le ministre des Finances s'est toujours trompé, chaque année, tant dans ses premières que dans ses deuxièmes prévisions budgétaires. Cette année, comme je l'ai dit, il admet une erreur de \$58,500,000 dans les prévisions qu'il avait faites quant aux revenus de l'année courante, et une seconde erreur de \$74,000,000 dans ses prévisions des dépenses. L'histoire vraie, toutefois, nous ne la connaissons définitivement que l'an prochain, lorsque nous aurons en main les *Comptes publics* de l'exercice financier 1956-1957.

Mais nous pouvons prévoir dès maintenant que le déficit sera considérable, malgré l'excédent de revenus de \$58,500,000 et malgré tous les expédients financiers auxquels pourra recourir le gouvernement d'ici la fin de la présente année fiscale: emprunts, utilisation des revenus de l'année prochaine pour solder des dépenses de l'année courante, etc.

Cette année, le ministre des Finances demande aux membres de l'Assemblée législative de lui voter un budget de dépenses de \$471,467,860 pour le prochain exercice financier qui commencera le 1^{er} avril prochain pour se terminer le 31 mars 1958; en d'autres termes, le ministre demande au Parlement d'autoriser le gouvernement à dépenser un montant de \$471,467,860 au cours de la prochaine année financière, soit tout près d'un demi-milliard. C'est là un montant formidable qui représente une augmentation de 1,314 % par rapport au dernier budget du gouvernement Taschereau!

Le ministre des Finances nous a déclaré l'autre jour, dans son discours, que pour rencontrer

cette dépense, il prévoyait des revenus de \$473,321,750 et qu'en conséquence il espérait bien pouvoir terminer le prochain exercice avec un surplus de \$1,853,890.

Nous sommes en droit d'être sceptiques quant aux prévisions du ministre des Finances lorsque l'on connaît ses écarts considérables des années antérieures entre ses prévisions et la réalité. Et, si l'on ajoute aux montants des écarts habituels du ministre des Finances les sommes d'argent que les divers ministères encaissent et dépensent chacun de leur côté sans les verser dans le fonds consolidé du revenu - et dont le total s'est élevé l'année dernière à au-delà de \$58,500,000 - l'on peut dès maintenant prédire sans crainte de se tromper que les revenus et les dépenses du gouvernement, au cours de l'exercice 1957-1958, dépasseront largement le demi-milliard de dollars! Et le ministre des Finances continue à se plaindre du fait qu'il n'a pas suffisamment de revenus! Même s'il avait à sa disposition un budget annuel d'un milliard de dollars, le gouvernement actuel se plaindrait de n'en avoir pas suffisamment pour satisfaire les appétits illimités qu'il a suscités chez ses amis et pour faire face au gaspillage éhonté qu'il a érigé en système.

Le ministre des Finances a consacré plusieurs passages de son discours à critiquer la politique anti-inflationnaire appliquée par la Banque du Canada et la hausse des taux de l'intérêt de l'argent. Habitué comme nous l'étions au bas prix du loyer de l'argent, depuis la fin de la guerre, nous déplorons tous aujourd'hui l'augmentation des taux de l'intérêt, car nous en subissons tous plus ou moins les conséquences.

Mais, de la part d'un ministre des finances, qui, plus que d'autres, est censé posséder des connaissances étendues des problèmes économiques et financiers, nous aurions aimé entendre, après ses critiques, des suggestions constructives pour aider à remédier à la situation. Le ministre a bien déploré, comme tout le monde, la grave menace de l'inflation, mais il n'a fait aucune proposition en vue d'aider à combattre ce danger, sauf la suggestion bien nuancée qu'il a adressée à son chef et à ses collègues de faire disparaître le gaspillage; mais, connaissant ceux-ci comme nous les connaissons, nous savons à l'avance qu'ils ne prêteront malheureusement aucune oreille attentive à cette mise en garde.

Quant à ses critiques des pouvoirs que possède la Banque du Canada sur le crédit, elles sont bien tardives. C'est à l'époque même de l'institution de la Banque du Canada qu'il aurait dû y penser, soit en 1934, alors qu'il faisait partie du ministère

Bennett qui a préparé et fait voter par le Parlement du Canada la loi créant cette institution. Les débats qui eurent lieu alors à la Chambre des communes autour de ce projet de loi nous apprennent que le ministre actuel des Finances, qui siégeait alors au Parlement fédéral comme député conservateur de Dorchester et ministre sans portefeuille dans le gouvernement Bennett, approuva par son vote cette législation qu'il qualifie aujourd'hui de mesure centralisatrice!

À propos du problème du crédit, le ministre s'est déclaré d'avis l'autre jour que la Banque du Canada devrait consulter les provinces. Le ministre avait-il alors dans l'esprit un projet d'amendement à l'article 91 de la Constitution qui attribue au Parlement du Canada le pouvoir exclusif de légiférer en cette matière? Nous aurions aimé l'entendre élaborer davantage ce point.

Encore une fois, il y a lieu de déplorer le fait que notre ministre provincial des Finances n'ait fait aucune suggestion concrète pour éclairer davantage les dirigeants de la Banque du Canada. Nous aurions aimé entendre le ministre des Finances prodiguer ses conseils aux experts financiers et aux économistes qui ont la tâche d'orienter l'économie du pays et recherchent les moyens d'endiguer l'inflation, menace sérieuse non seulement pour le Canada et pour les États-Unis, mais pour tous les pays du monde.

À tout événement, si le ministre venait parfois à trouver la solution universellement recherchée pour mettre fin à l'inflation sans heurts, il aura mérité non seulement de sa patrie, mais aussi de tout l'univers.

Pour notre part, limitons-nous à lui rappeler le remède qu'il préconisait dans son discours sur le budget du 28 mars 1946, alors qu'il déclarait ceci: "Je lisais l'autre jour, dans le *New-York Times* un article destiné à démontrer que le seul moyen efficace pour les gouvernements de combattre l'inflation, consistait à équilibrer leur budget. Les budgets déficitaires auraient donc pour effet de contribuer à l'inflation. Le gouvernement de la province se trouve ainsi à faire sa modeste part pour combattre l'inflation en soldant toutes ses dépenses, à même ses revenus." Le ministre a bien vite renié ses théories en accumulant déficits par-dessus déficits: déficit de \$31,000,000 en 1948-1949; déficit de \$38,000,000 en 1952-1953; déficit de \$21,000,000 en 1953-1954; déficit de \$21,000,000 en 1954-1955; déficit de \$15,000,000 en 1956-1957.

Le ministre des Finances, comme je le rappelais il y a un instant, a déploré dans son

discours l'augmentation des taux de l'intérêt de l'argent. Tout le monde est d'accord avec lui sur ce point. Aujourd'hui, il accuse la Banque du Canada d'être responsable du loyer plus élevé de l'argent. Mais, à ce propos, l'on peut donc se demander avec raison à quoi donc rimaient les déclarations qu'il a faites dans le passé alors qu'il s'appliquait à faire croire que les plus bas taux d'intérêt qui avaient alors cours étaient dus à la saine administration financière de l'Union nationale.

Dans son discours sur le budget du 28 mars 1946, le ministre des Finances déclarait que: "La saine administration financière de l'Union nationale a eu comme troisième conséquence de donner un essor vigoureux aux valeurs de la province de Québec sur le marché des obligations. Le coût de nos emprunts diminue sans cesse."

Et le 27 février 1948, le ministre clamait: "...la diminution du taux d'intérêt sur les bons du Trésor de 2 % à 1½ %, le renouvellement d'émissions d'obligations à un taux d'intérêt moindre que le taux originaire sont la conséquence normale de la politique clairvoyante et sage du chef de l'Union nationale".

En 1950, le ministre attribuait encore à la saine administration de l'Union nationale le fait d'avoir contracté un emprunt à un taux d'intérêt de 3 %, et de nouveau, en 1951, il se vantait que le gouvernement de Québec avait pu obtenir sur le marché financier de New York des conditions d'emprunt sensiblement équivalentes à celles obtenues par la Banque Internationale de Reconstruction, laissant entendre évidemment que c'était dû à la bonne administration de l'Union nationale. Et, dans son discours sur le budget de 1952, le ministre, traitant du problème de l'inflation, déclarait reconnaître "l'autorité fédérale en ce qui concerne les problèmes qui ont trait aux échanges internationaux, au système bancaire" et ajoutait qu'il n'avait pas "l'intention de formuler des critiques à l'adresse du gouvernement d'Ottawa". Ceci contraste beaucoup avec ses déclarations de la semaine dernière! Dans ce même discours de 1952, il vantait la sagesse du gouvernement de l'Union nationale qui avait négocié à New York, le 7 mars 1951, un emprunt de \$50,000,000 au taux de 2 %.

En 1953, le ministre vante toujours la sagesse du gouvernement de l'Union nationale qui, déclarait-il: "de 1944 à 1952, a toujours réussi à emprunter à un taux nominal légèrement inférieur à 3 %".

En 1954, 1955 - vantardises encore, concernant la bonne administration de l'Union nationale.

En 1956, il déclarait à propos des taux d'intérêt obtenus à l'occasion de trois nouveaux emprunts que cela n'était pas "le résultat du hasard, mais le résultat d'une gestion financière faite de sagesse et de prévoyance".

Quant aux déclarations que se permettait parfois de faire le premier ministre à l'occasion des emprunts de la province, elles étaient plus catégoriques encore; il en attribuait toujours le mérite à la bonne administration de l'Union nationale.

Mais, aujourd'hui, alors que le taux de l'intérêt a augmenté partout dans le monde et que la prétendue bonne administration de l'Union nationale est bien obligée de payer comme tout le monde un loyer plus élevé pour l'argent qu'il emprunte, les déclarations ministérielles changent de refrain: Quand cela allait bien, c'était grâce à l'Union nationale; à présent que cela va moins bien, c'est la faute des autres, en l'occurrence la Banque du Canada.

Par contraste aux déclarations qu'il faisait l'an dernier, alors qu'il disait que l'horizon s'éclaircissait dans le domaine des relations fédérales-provinciales, le ministre a déclaré la semaine dernière que l'offensive centralisatrice du pouvoir fédéral reprenait de plus belle aujourd'hui. Après avoir dénoncé les initiatives prises par le pouvoir central dans le domaine des législations sociales, telles les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, l'assurance-chômage, les allocations familiales, l'aide à l'habitation, les subventions pour la santé et les pensions aux invalides, le ministre a dénoncé l'aide fédérale aux universités.

Les déclarations faites la semaine dernière par le ministre provincial des Finances cadrent mal avec celles faites autrefois par le même homme, alors qu'il était député de Dorchester à la Chambre des communes à Ottawa et siégeait au sein du cabinet conservateur de Lord Bennett. L'on se souvient qu'au début de 1935, le gouvernement Bennett, dont faisait alors partie l'actuel ministre des Finances du gouvernement de l'Union nationale, fit voter par la majorité conservatrice de la Chambre des communes à Ottawa toute une série de législations sociales alors inconstitutionnelles.

Aux députés libéraux et à ceux des autres groupes qui faisaient objection à ces projets, l'honorable Onésime Gagnon, député conservateur de Dorchester, répliquait comme suit: "Je prétends, M. l'Orateur, qu'il est très dangereux de faire des questions constitutionnelles des problèmes purement économiques. Vous n'êtes pas sans savoir que l'opinion publique dans tout le Canada aujourd'hui

est très en faveur de la réforme sociale. Y a-t-il un financier, un homme d'État, un économiste, ou un simple citoyen, doué de bon sens, pour prétendre qu'en édictant une loi d'assurance sociale l'on menace la Constitution ou que l'on empiète sur les droits des provinces?

"En réalité, nous protégeons les trésoreries provinciales, parce que nous prenons à notre charge tous les frais de cette législation sociale que les députés d'en face critiquent, sous prétexte qu'elle est de trop grande envergure. Pourquoi les provinces se plaindraient-elles si nous prenons à notre charge le coût total des pensions de vieillesse? Pourquoi se plaindraient-elles de nous voir inaugurer une politique d'assurance sociale qui ne leur coûtera rien? Pourquoi les provinces s'opposeraient-elles à ce que nous atténuions le chômage en votant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, en fixant un salaire minimum et en prenant les dispositions nécessaires pour brider et détruire les monopoles et les coalitions qui se sont formés sous le régime libéral de 1921 à 1930? Les députés d'en face devraient hésiter à susciter ces chicanes de partis et ces dissensions politiques, car les consommateurs du Canada ont trop souffert depuis la Confédération de certaines inutiles et vaines luttes entre les provinces et le dominion."

Et, à la même époque, l'honorable Onésime Gagnon exprimait les opinions suivantes devant le comité spécial constitué alors pour étudier les réformes à apporter à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique: "Lord Haldane a émis autrefois l'opinion que la Confédération était un traité et, comme quelqu'un l'a mentionné dans l'autre Chambre, un pacte sacré. Mais je crois que, maintenant, les Lords du Conseil privé ont changé d'avis quant à l'idée d'un traité ou d'un pacte. Ne croyez-vous pas que s'il fallait inclure une clause en vertu de laquelle la Constitution ne pourrait pas être amendée sans avoir au préalable obtenu le consentement unanime des provinces, jamais aucun amendement ne pourrait être apporté; il y aurait toujours au moins une province qui ferait de l'opposition⁴."

En 1935 et en 1936, le chef du Parti conservateur de la province de Québec, le premier ministre du gouvernement actuel de l'Union nationale, dénonçait violemment l'honorable Taschereau qui hésitait alors à faire bénéficier la province de Québec des avantages de la loi fédérale des pensions de vieillesse, en alléguant que les contribuables québécois payaient pour ces pensions dans les autres provinces sans profit pour les vieillards du Québec.

Le député conservateur de Hull présenta même une motion à l'Assemblée législative pour réclamer du gouvernement Taschereau l'application dans la province de Québec des lois sociales du gouvernement Bennett-Gagnon, et le député conservateur de Trois-Rivières, le premier ministre d'aujourd'hui, vota alors en faveur de cette intrusion du fédéral dans un domaine que la Constitution avait réservé aux provinces.

Dans le domaine des relations fédérales-provinciales, il est suave de rappeler dans quels termes s'exprimèrent alors, non seulement les amis du gouvernement actuel, mais ceux-là mêmes qui aujourd'hui détiennent des postes importants dans le cabinet de l'Union nationale.

Écoutons plutôt:

"M. Guertin propose, secondé par M. Gault:

"Que cette Chambre:

"Attendu que, dans le discours d'ouverture de la session en cours du Parlement canadien, le gouvernement du dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales;

"Attendu que l'adoption de pareilles réformes s'impose en notre province comme dans les autres parties du Canada et qu'une législation fédérale est le seul moyen d'obtenir l'uniformité, qui est si nécessaire en ces matières;

"Attendu que, pour mettre à effet une pareille législation, le Parlement et le gouvernement du dominion auront besoin du concours et de la collaboration des législatures et des gouvernements des provinces;

"Exprime l'opinion que le gouvernement de Québec devrait, après entente avec les gouvernements des autres provinces et en même temps qu'eux, proposer les lois nécessaires pour donner effet en notre province à la législation fédérale ci-dessus mentionnée.

"La motion est mise en délibération.

"Un débat s'élève⁵."

À ce moment-là, l'honorable M. Arcand proposa en amendement que le gouvernement "étudie lesdites lois fédérales afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec nos lois provinciales, pour leur donner suite, s'il y a lieu".

Mais, pour le groupe de députés conservateurs du temps, l'étude était inutile et il fallait procéder. Le député de Rouville (l'honorable M. Barré), aujourd'hui ministre du cabinet de l'Union nationale, proposa un nouvel amendement qui se lisait comme suit:

"Que le gouvernement de Québec devrait prendre les moyens, non seulement d'étudier la législation mentionnée, mais d'en assurer les avantages aux habitants de notre province⁶."

Votaient pour l'amendement Barré, qui invitait l'offensive centralisatrice du gouvernement fédéral, savez-vous qui, M. l'Orateur? MM. Barré, Fisher, Béique, Gault, Bertrand, Guertin, Duplessis, Lafleur, Élie, Sauvé⁷.

Dans son discours de la semaine dernière, le ministre des Finances dénonçait les lois sociales fédérales, dont bénéficie la population de notre province, alors que dans son discours sur le budget du 25 mars 1947, il réclamait le mérite pour le gouvernement de l'Union nationale d'avoir favorisé l'application de quelques-unes de ces lois dans Québec!

Lorsque le gouvernement a des protestations à adresser, s'il veut être entendu qu'il commence donc à donner lui-même l'exemple d'abord en respectant le principe fondamental de notre Constitution démocratique, c'est-à-dire la responsabilité ministérielle et le contrôle absolu du Parlement sur les subsides et qu'il prêche aussi d'exemple en respectant l'autonomie des corps publics subalternes.

Pour le régime, tout n'est qu'opportunisme, tout n'est que matière à électoralisme; la vérité est l'erreur, et l'erreur, la vérité selon les exigences électorales du moment.

Le temps est arrivé de démasquer un régime qui trop longtemps a réussi à faire oublier la faillite de son administration tant dans le domaine de la gestion des fonds publics que dans celui de la moralité politique, en se cachant derrière l'étendard d'un anticommunisme verbal et le drapeau d'une autonomie provinciale assaisonnée à des intérêts partisans.

Dans le domaine de l'aide fédérale à nos universités, le problème n'est pas compliqué. Ou bien le gouvernement provincial possède les moyens d'empêcher l'État central de percevoir les revenus qu'il entend distribuer aux universités, ou bien il n'en possède pas.

S'il en possède, qu'attend-il pour agir? S'il n'en possède pas, pourquoi défendre à nos institutions de haut savoir de recevoir des fonds dont elles pourront disposer dans l'intérêt de notre jeunesse?

Le discours du ministre des Finances a causé une vive déception aux contribuables de la province. Après l'annonce d'un revenu de tout près d'un demi-milliard de dollars, les contribuables avaient espéré

quelques allègements d'impôts, notamment l'abolition de la taxe de vente sur l'huile à chauffage, sur les médicaments brevetés, une diminution de la taxe sur les repas, et aussi une prise de position en matière d'assurance-santé dont il est question actuellement à travers tout le pays. Non seulement le discours du ministre ne contient aucune diminution de taxes, au contraire il en annonce de nouvelles. De deux choses l'une: ou la situation financière de la province n'est pas aussi brillante que le ministre des Finances s'est appliqué à le faire croire et que le gouvernement a besoin de revenus accrus pour combler les déficits qu'il a creusés dans le Trésor provincial, ou le gouvernement n'a pas et n'aura jamais assez de revenus pour satisfaire les appétits insatiables de ses amis et organisateurs politiques qui s'engraissent à même le Trésor public.

Dans son discours, le ministre a aussi fait grand état du prétendu budget de \$106,000,000 que le gouvernement, dit-il, entend consacrer à l'éducation au cours du prochain exercice. Il y a certes une augmentation dans le prochain budget de l'instruction publique proprement dite, mais le budget attribué à ce département est loin d'atteindre le montant de \$106,000,000. Il faut voir comment le ministre s'y est pris pour arriver à ce chiffre! Il a tout simplement ajouté au budget de \$80,000,000 attribué à l'instruction publique divers montants affectés à d'autres départements pour des fins qui, dans son imagination, peuvent s'apparenter de près ou de loin à l'éducation, notamment les sommes que le département des Affaires municipales devra déboursier pour le remboursement des anciennes dettes des corporations scolaires, etc.

C'est en procédant de la sorte que le ministre a réussi à présenter le tableau qu'il a brossé. Il y a toutefois une ombre dans ce tableau, même deux: les subventions attribuées aux universités ne sont pas plus généreuses que celles que le gouvernement leur avait versées en 1955-1956, et elles ne sont pas garanties par des lois statutaires spécifiques, comme les universités l'ont tant demandé. Et les corporations scolaires auront, elles aussi, réclamé en vain l'établissement d'un tel système. Le gouvernement a fait la sourde oreille à ces réclamations justifiées et continue la politique arbitraire de subventions discrétionnaires qui menace la liberté académique de nos institutions d'enseignement.

Le ministre des Finances a cru devoir imiter d'autres propagandistes à la solde de l'Union nationale, en essayant lui aussi de porter atteinte au prestige d'hommes courageux qui ont cru de leur devoir de rappeler les droits de la moralité dans la

vie politique. A-t-il donc oublié la déclaration subséquente faite par l'Épiscopat canadien, le 20 novembre dernier, sur la nécessité de revenir à la pratique chrétienne du civisme? Le ministre aurait pu se dispenser de cette petite attaque dans son discours sur le budget; elle a ajouté à la déception ressentie par les citoyens de la province à la lecture de sa prose.

M. Vachon (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande qu'on donne le même droit aux coopératives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si ces coopératives ont un fonds social, elles pourront voter.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Saint-Michel-Archange

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel-Archange soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel Archange.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir, de la manière et aux conditions qu'il déterminera, le remboursement en capital et intérêt de l'emprunt, par voie d'émission d'obligations, que la communauté désire contracter pour les fins mentionnées dans le préambule de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que le montant capital de l'emprunt n'excède pas quatre millions cinq cent mille dollars.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conclure avec la communauté toute entente qu'il jugera équitable et opportune pour affecter au remboursement de l'emprunt ci-dessus, en capital et intérêt, une partie des montants payables à la communauté par le gouvernement de la province, pour l'hospitalisation des malades audit hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

3. Que les sommes que le gouvernement de la province pourrait être appelé à payer en vertu de la garantie ci-dessus mentionnée seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser tout membre du Conseil exécutif à accepter, pour et au nom du gouvernement de la province, tout transport qui pourrait être consenti par la communauté à un fiduciaire pour le bénéfice des détenteurs d'obligations dudit emprunt.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel Archange.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel Archange.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Indemnité des membres de la Législature

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant les membres de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi a été présentée à la demande des députés de l'opposition et du gouvernement. Nous allons prendre le vote et, si un seul député vote contre, nous respecterons son opinion. Et nous retirerons le projet de loi.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thériage, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 49 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant les membres de la Législature.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que l'article 81 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4,) remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"81. Pour chaque session de la législature qui dure plus de trente jours, il est accordé, à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session, une indemnité de cinq mille dollars.

"Toutefois, dans le cas du conseiller législatif qui occupe le poste de leader du gouvernement au Conseil législatif, cette indemnité est de sept mille dollars.

2. Que l'article 84 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "dix" par le mot "vingt";

b) en y retranchant le second alinéa.

3. Que l'article 85 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, le mot "dix" par le mot "vingt";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, le mot "dix" par le mot "vingt";

c) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Un membre d'une des Chambres qui devient, au cours d'une session, membre de l'autre Chambre n'a droit qu'à une seule indemnité législative pour cette session."

4. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura son effet pour la session en cours et les sessions subséquentes.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a une erreur d'impression dans le bill et je suis resté sous l'impression, au moment des premières négociations, que c'était \$2,000 au lieu de \$1,000 que cette loi devait comporter en augmentation d'indemnité. Je commence à soupçonner qu'il y a un peu d'écossais dans le premier ministre et, si j'avais le droit de présenter un amendement, je proposerais d'ajouter une somme de \$1,000 au chapitre des frais de représentation.

Il ajoute que tous ceux qu'il a rencontrés dans la province sont favorables à cette augmentation. Les contribuables comprendront que \$3,000 en frais de déplacement n'est pas exagéré. Le budget est

actuellement de \$475,000,000, et cela vaut \$2,000 de plus pour l'administrer. Il exprime le regret que le gouvernement n'ait pas greffé sur sa loi une clause accordant une pension aux députés. Je crois parler au nom de toute la Chambre en faisant ces demandes au premier ministre, précise-t-il.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

félicite le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) pour sa franchise. Pour le moment, l'augmentation de \$1,000 est suffisante. Le gouvernement a décidé de ne pas présenter de loi de pension cette année, dit-il. Cette question sera étudiée d'ici la prochaine session.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thérberge, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 49 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thérberge, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 49 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi de l'exécutif et concernant le greffier du Conseil exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Notre-Dame

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 concernant l'hôpital Notre-Dame soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent six mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux pour la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) demande au ministre de lui expliquer comment le gouvernement procède dans l'octroi des subventions à la petite industrie.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) explique la procédure, puis dit que les octrois ne dépassent généralement pas \$5,000. L'an dernier, environ 300 octrois ont été accordés dont la moyenne a été d'environ \$800, précise-t-il.

M. Parent (Hull) demande des explications sur certains des octrois accordés en 1955-1956. Il nomme Federal Packers Ltd., octroi de \$5,000. Cette compagnie a reçu un octroi supplémentaire de \$10,000 autorisé par le Conseil exécutif⁸.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Federal Packers Ltd. est une compagnie établie à Lacadie, dans le comté de Saint-Jean, à la demande du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). Cette compagnie emploie 40 personnes. Le ministère, pour l'aider à s'établir, lui a accordé un octroi de \$5,000.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Puisque cette compagnie m'intéresse, je vais répondre au

député. J'ai été approché par l'oncle de mon associé qui voulait savoir si le gouvernement l'aiderait. J'ai arrangé ça. Comme je ne parvenais pas à obtenir l'aide désirée par l'entremise des organismes réguliers du gouvernement, j'ai vu le ministre de l'Industrie et du Commerce puis le premier ministre. Je trouve que cela a été une très bonne affaire. Ils ont acheté la bâtisse et la machinerie pour \$60,000 avec une hypothèque de \$23,000. Ils ont converti ça en industrie de produits congelés. La glacière a coûté \$60,000 et ils doivent encore \$22,000. Pour emprunter à la banque, il fallait des garanties. Le ministre a accordé un octroi de \$5,000, puis c'est allé au ministre de l'Agriculture et au premier ministre. Ça trainait et ils m'ont dit que si ça trainait trop, ils devraient aller s'établir ailleurs. Alors, le premier ministre a dit: "On va y voir."

Cette compagnie a fait l'emballage de 1,500,000 pommes achetées dans le Québec. Avant, ils les achetaient en Ontario. Ils se sont organisés pour produire de la crème de tartre, aux pommes, aux framboises, aux bleuets et à la rhubarbe. Tout cela va être pris dans le Québec. Ils vont produire 750,000 paquets de pois qu'ils vont prendre dans le Québec. Ordinairement, la compagnie emploie 60 personnes et, en été, elle en emploie de 20 à 30 de plus. Cette compagnie représente un actif pour la localité dans laquelle elle est située.

Il n'y a pas de cachette dans ça. Je crois qu'un membre de la Législature, si quelqu'un l'approche, c'est son devoir d'aller voir le gouvernement au pouvoir. Si cela fait l'affaire, tant mieux. Si ça ne marche, pas tant pis.

M. Parent (Hull): J'aimerais savoir du ministre si Federal Packers est une subsidiaire d'une autre compagnie plus considérable.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cessez donc de l'embarrasser!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je vais répondre. Le député veut faire de la petite politique, de la politicaillerie. Il a entendu dire que cela était une subsidiaire d'épiciers en gros. Ce qu'il a entendu dire c'est faux. Ce sont les deux oncles de mon associé en assurance et ils n'auraient rien demandé qui se serait retourné contre moi.

M. Parent (Hull): Je n'ai pas posé la question au député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). Je voudrais savoir si le ministre, avant d'accorder l'octroi, s'est assuré qu'il s'agissait d'une

petite industrie, car ces octrois sont pour l'aide à la petite industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) a dit que c'était une bonne affaire. Il a dit que ce n'était pas une subsidiaire. J'espère que les insinuations du député de Hull (M. Parent) sont absolument sans valeur, et sa conduite est puérile. Je trouve indigne et honteux de la part du député de Hull de ne pas se fier à son collègue plus expérimenté de son parti. Ici, que ce soit un député du gouvernement ou de l'opposition qui fait une demande, nous l'accordons lorsque c'est juste et raisonnable. Il n'appartient pas à un jeune émoulu de mettre en doute la parole de son collègue. Je veux croire que c'est son inexpérience. Je dis que cela est répréhensible surtout venant d'un jeune député.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député qui a la responsabilité de l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce a posé une question. D'après le premier ministre, c'est une insulte au député de Saint-Louis. Il est amusant de constater que le député de Trois-Rivières vient à la rescousse des députés libéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre trouve que la parole du député de Montréal-Saint-Louis vaut au moins celle du député de Hull. Je défends le député de Montréal-Saint-Louis qui a été attaqué d'une manière inqualifiable. Il est de mon devoir de faire en sorte que personne ne soit traité injustement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Personne n'a été insulté. Une simple question a été posée à un ministre. Je crois que la question du député au ministre est parfaitement correcte. Elle est parfaitement dans l'ordre et elle est à point. Que le ministre défende ses crédits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai déjà été témoin de spectacles pénibles. Mais je n'ai jamais vu cela. Avec son insistance, le député de Hull met en doute la parole du député de Montréal-Saint-Louis et le chef de l'opposition fait de même. Ils se mettent à deux contre un collègue. C'est notre esprit de justice qui nous fait intervenir pour mettre les choses au point.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons déjà démontré qu'il y avait souvent eu des contradictions

entre les ministres de la couronne. Cela ne veut pas dire que nous avons mis leur parole en doute et que nous les avons insultés. Je ne m'oppose pas aux mesures prises par le député de Montréal-Saint-Louis pour amener le gouvernement à aider une compagnie, mais je suis convaincu que le député de Hull avait le droit d'obtenir une réponse du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On aura tout vu et tout entendu. Le chef transitoire de l'opposition sempiternelle qui a dit que le Parti libéral a vendu la province et qui parle de contradiction. Je demande au député de Montréal-Saint-Louis de ne pas tenir compte de cela.

M. Parent (Hull): On a donné la chance au député de Montréal-Saint-Louis d'expliquer son affaire. On se demande si ce n'est pas pour cacher quelque chose de louche.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) bondit.

M. Ross (Montréal-Verdun) lui a fait signe de se lever.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Si les libéraux conçoivent ainsi l'unité du parti, il y a lieu de s'étonner. Le député manque d'expérience et il lui manque d'autre chose. Ça fait deux ou trois fois que cette affaire-là revient. Quand on en a parlé la première fois lors des crédits du comité exécutif, j'ai pensé que ce serait fini. Mais on revient encore. Je ne suis pas pour toujours m'asseoir ici comme un citron pour surveiller si on va parler de ça. Si c'est comme ça que l'on pense régler des affaires, on fait de la petite politique. C'est une compagnie qui a fait du bon; je ne sais pas pourquoi on s'acharne sur Federal Packers.

M. Parent (Hull): Je ne doute pas des chiffres du député de Montréal-Saint-Louis. Mais voici une industrie qui a investi de gros capitaux... Je trouve étrange que l'on ait donné \$15,000 à une compagnie assez solide pour investir \$75,000. Ce n'est pas ce que l'on peut appeler une petite industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Hull a fait des insinuations contre le député de Montréal-Saint-Louis. Les insinuations du député de Hull sont non parlementaires. Qu'il retire ses paroles. S'il ne les retire pas, je devrai dire certaines choses...

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ça, M. le président, encore du chantage.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gars qui ne prend pas la parole des autres quand sa signature vaut ce qu'elle vaut.

M. Parent (Hull): Une compagnie qui a investi \$75,000, on ne peut pas dire que c'est une petite industrie. Je m'explique mal cette aide de \$15,000 de la part du gouvernement.

La résolution est adoptée¹⁰.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En 1937, mon gouvernement s'est rendu compte que le marché américain se fermait aux producteurs de sucre et de sirop d'érable du Québec, par suite des prétentions des importateurs américains à l'effet que notre produit était contaminé. Cette contamination, disait-on, provenait de l'oxyde des récipients de zinc utilisés dans la province.

Le gouvernement décida alors de venir en aide à ces producteurs. Il y eut entente avec Ottawa à ce sujet. Le fédéral et la province convinrent de défrayer chacun un tiers du coût de remplacement de ces seaux, l'autre tiers étant à la charge du producteur. Il s'agissait de remplacer les seaux existants par des seaux en aluminium. Chacun de ces seaux coûtant 60 cents, cela signifiait que les producteurs n'avaient qu'à payer 20 cents l'unité. Le changement est maintenant presque entièrement terminé, ce qui explique pourquoi nous demandons des crédits moins importants à cet effet.

Le provincial a dépensé des centaines de mille dollars pour venir ainsi en aide aux producteurs de sucre et de sirop d'érable. Le gouvernement a aussi favorisé l'établissement d'une fabrique de seaux à sève à Lévis, la compagnie L'Hoir. La politique du gouvernement de l'Union nationale a sauvé l'industrie du sucre d'érable dans la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le gouvernement fédéral a décidé, l'an dernier, de terminer l'entente de 1937. Le gouvernement du Québec continue pourtant, de son côté, à payer le tiers du coût des nouveaux seaux à sève achetés par

les producteurs. Ceux-ci doivent maintenant en payer les deux tiers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958¹¹.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) interroge le premier ministre sur les augmentations de salaires aux employés du greffe des cours à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement a donné \$500,000, l'an dernier, en augmentations de salaire aux greffes de Montréal.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) attire l'attention du procureur général sur le fait que des employés de 20 ans de service, qui font de l'excellent travail, reçoivent des salaires de moins de \$3,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement étudie de nouvelles augmentations.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (dépenses appliquées contre le revenu) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande des renseignements sur le nombre de policiers à Montréal et à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a 567 policiers dans la métropole et 418 à Québec.

M. Brown (Brome) s'enquiert du travail fait par le colonel Léon Lambert.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un homme qualifié qui dirige la police à Québec.

M. Brown (Brome): M. Hilaire Beauregard, chef de la Sûreté à Montréal, est-il le supérieur du colonel Lambert?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans l'affirmative.

M. Brown (Brome): A-t-on dans la province de Québec des sections de police comparables aux G-men des FBI américains?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Québec, la police est A-1.

M. Brown (Brome): Combien de ces policiers A-1 ont travaillé durant les élections à faire élire les candidats du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne se produit pas sous mon gouvernement, mais c'est survenu sous le gouvernement libéral, quand un certain Jarguilles était le chef de la Sûreté provinciale.

M. Brown (Brome): Quels sont les salaires payés aux membres de la police?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les salaires sont de \$3,800 à \$4,800 pour les

capitaines; de \$3,200 à \$4,000 pour les lieutenants; de \$2,800 à \$3,600 pour les sergents; de \$2,400 à \$3,200 pour les agents de la police judiciaire; et de \$2,100 à \$2,900 pour les gendarmes.

M. Brown (Brome): Le premier ministre croit-il que ce sont là des salaires suffisants pour des gens qui exposent leur vie au service du public?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les salaires ont été augmentés au-delà de 100 % sous l'Union nationale.

Un député de l'opposition pose une question sur la police secrète.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La police secrète doit demeurer secrète pour pouvoir travailler de façon efficace.

Chaque corps de police, que ce soit au Canada ou aux États-unis, possède son corps de détectives.

Dans la province, ils sont sous la juridiction du chef Beauregard pour le district de Montréal et du chef adjoint Lambert pour le district de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Affaires judiciaires (matières civiles) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) demande au premier ministre s'il croit suffisant le salaire de \$2,200 payé au gouverneur de la prison de Hull.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il avait \$1,000 avant l'avènement de l'Union nationale. Il est logé et habillé. On a eu à peu près 15 demandes pour la place de gouverneur.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement se propose-t-il d'améliorer les conditions à la prison des femmes, rue Fullum?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a songé à construire ailleurs, mais, tout compte fait, on a jugé préférable d'améliorer pour le moment la prison actuelle. Des travaux pour un montant de \$350,000 y ont été exécutés. Le problème vient de ce que des gens souffrant de maladies mentales doivent être gardés en prison parce qu'il n'y a pas suffisamment d'hôpitaux. Il est évident que ce n'est pas un endroit pour garder des malades, et le gouvernement est à construire plusieurs hôpitaux pour malades mentaux.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) exhibe quelques exemplaires d'un journal où l'on critique ce qui se passe à la prison de Bordeaux. Et il réclame une enquête afin de déterminer si ces critiques sont fondées ou non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De quel journal s'agit-il?

Des députés ministériels: *Vers demain.*

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est le journal "*Vrai*".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le député s'inspire de l'une des feuilles les plus sales qui existent dans la province de Québec. Une feuille que les gens respectables ne lisent pas. L'administration de la prison de Bordeaux est infiniment supérieure à ce qui existe ailleurs au Canada et même aux États-Unis.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je suggère une enquête du gouvernement parce que des accusations ont été lancées. Ces accusations sont peut-être fondées et peut-être ne le sont-elles pas. Si l'on faisait une enquête sérieuse, le public saurait à quoi s'en tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est clair que la prison de Bordeaux n'est pas un couvent de carmélites et que ce ne sont pas les gens les plus respectables qui sont incarcérés là. Il s'est produit des suicides et même des meurtres dans les pénitenciers. Est-ce de la faute d'Ottawa? Évidemment non. Je répète que l'administration de la prison de Bordeaux est infiniment supérieure à

l'administration de n'importe quelle prison ou de m'importe quel pénitencier au Canada. Encore une fois, je me demande pourquoi le député s'inspire de sources empoisonnées pestilentielles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dommage qu'on n'ait pas de *Hansard*!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en avait un quand le député siégeait à Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne rougis pas de ce que j'ai dit à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'opposition prenne bien note: son chef temporaire ne rougit pas de ce qu'il a dit des libéraux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 19. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) pose des questions concernant la censure, les membres du Bureau de censure et leur salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Jacques Sauriol, un des membres du Bureau de censure, a démissionné, il y a quelques mois.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): La censure s'applique-t-elle aux publications distribuées dans la province et qui normalement ne sont pas acceptables?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a passé une loi assez vaste pour prévoir le cas, mais il faut tenir compte des exigences du Code criminel.

Il y a deux ou trois ans, M. Fulton, député fédéral de Kamloops, a posé une question au sujet des publications immorales et le ministre de la Justice, M. Garson, a répondu que c'est dans la province de Québec que les causes sont les plus nombreuses.

Il (M. Duplessis) insiste ensuite sur le fait que c'est par la collaboration de toutes les bonnes volontés que l'on pourra obtenir les meilleurs résultats.

Il précise ensuite qu'une foule de revues immorales viennent de l'extérieur de la province. Les pouvoirs de la province sont limités, dit-il, à ce sujet, par la juridiction du gouvernement fédéral en matière criminelle et, en outre, tous les juges ne sont pas d'accord sur ce qui fait qu'une revue est immorale.

Le gouvernement fédéral ne fait pas tout son devoir, à ce sujet. Les départements des Postes et des Douanes ne font pas leur devoir en les laissant passer. Il est plus facile pour eux d'arrêter cette mauvaise littérature avant son entrée dans la province qu'il est facile pour cette dernière de procéder à des saisies. Si les autorités municipales se donnent la peine de lutter contre les écrits obscènes, le gouvernement fera son possible pour leur venir en aide.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les conseils municipaux ont-ils le droit de saisir des "comics" seuls ou s'ils doivent le faire avec l'aide du gouvernement provincial?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) Ils peuvent agir seuls.

M. Rochette (Québec): Il existe dans la ville de Québec un mouvement qui lutte contre la littérature obscène.

Il rend hommage au chef de police de Québec Roger Lemire, officier de l'Ordre de l'Empire britannique, disant qu'il est un homme qui n'a pas peur de prendre ses responsabilités quand vient le temps d'enrayer le commerce florissant de revues indécentes et immorales qui se passe dans la ville. M. Lemire, dit-il, sait qu'il peut compter sur les plus hautes autorités pour l'appuyer et que, de cette manière, il y a de bons espoirs que la campagne de nettoyage soit réussie.

Il (M. Rochette) rend aussi hommage aux pères de famille. Ils peuvent compter, dit-il, sur la collaboration du gouvernement provincial qui, lui aussi, est fatigué de cette saleté et de cette pourriture que sont les mauvais écrits.

Il félicite le premier ministre de la collaboration qu'il lui a apportée chaque fois qu'il a eu recours à ses services pour combattre les revues immorales.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) mentionne les dangers que comporte la mauvaise littérature pour les jeunes gens. Il est nécessaire que les autorités fédérales, provinciales, municipales et scolaires collaborent pour enrayer ce fléau, ajoute-t-il.

M. Brown (Brome): Les films de l'Office national du film passent-ils par la censure avant d'entrer dans la province de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais il peut arriver que des infractions soient commises de ce côté. Le même fait se produit d'ailleurs pour les "comics" qui viennent de l'étranger.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 20. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 h 15 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Voir dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1940, pages 60 et 61.

2. Voir le *Discours du budget prononcé par l'honorable O. Gagnon*, le 3 février 1956, page 12.

3. Voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 15 janvier 1957.

4. Extrait des déclarations faites par l'honorable Onésime Gagnon devant le comité spécial de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique - pages 91 et 92, 26 mars 1935.

5. Voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1935, page 457.

6. Voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1935, page 459.

7. Voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1935, page 459.

8. Voir les débats reconstitués du 16 janvier 1957.

9. Selon la *Tribune* de Sherbrooke du 13 février 1957, le député a dit ces paroles "coléreusement".

10. Selon le *Quebec Chronicle* du 13 février 1957: "Cet incident inhabituel s'est produit dans un contexte de mésententes apparentes qui ont eu lieu à plusieurs occasions entre M. Rochon et ses collègues de l'opposition. Le député de Saint-Louis a souvent raillé ouvertement le chef de l'opposition Hamel à cause de son ancienne affiliation au Bloc populaire et a plus d'une fois fait des allusions sarcastiques au sujet des membres du Crédit social qui s'étaient ralliés aux libéraux pendant la dernière campagne électorale."

11. L'étude des crédits du procureur général débute à 9 h 30, selon *Le Soleil* du 13 février 1957, à la page 30.

Première séance du mercredi 13 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 253 concernant la succession de feu Charles Raymond.

Projets de loi:

**Succession
Charles Raymond**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 253 concernant la succession de feu Charles Raymond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 253 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Rivière
Hart Jaune**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune.

Trois projets de loi ont pour but de faciliter la mise en valeur des richesses minérales de la province. Le premier permet l'aménagement de la rivière Hart Jaune, qui coule dans la circonscription du Saguenay et qui fournira à la Cartier Mining Co. la force motrice dont elle aura besoin pour l'exploitation d'un gisement situé à plus de 100 milles au nord de Shelter Bay. Il y aurait là, dans le sous-sol, quelque 750,000,000 de tonnes de minerai de fer. La Hart Jaune relie le petit lac Manicouagan et le grand lac Manicouagan. C'est la Cartier Mining Co. qui aménagera le pouvoir, mais c'est à l'Hydro-Québec que l'aménagement de la Manicouagan continuera d'incomber. La Cartier Mining Co., qui dépend de la United Steel of America, doit dépenser de \$250,000,000 à \$300,000,000. Elle construira deux villages, une voie ferrée de plus de 100 milles de longueur et des quais.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Oceanic Iron Ore,
Quebec Ltd.**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette firme, liée à Rio Tinto, doit dépenser \$200,000,000 dans le Nouveau-Québec. Il s'agit d'accorder la permission de mettre en valeur un territoire minier de 119 milles carrés, situé à quelque 500 milles au nord de Schefferville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Atlantic Iron Ores Ltd.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La société minière concernée est Atlantic Iron Ores

Limited, qui est une entreprise lancée par l'industriel américain Cyrus S. Eaton. Elle doit dépenser, elle aussi, environ \$200,000,000 dans le nord de l'Ungava.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Communications entre Saguenay et Charlevoix

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi a pour but de faciliter les communications entre les comtés de Charlevoix et du Saguenay. L'entreprise qui se charge du transbordement des voyageurs et des véhicules, entre les deux rives de la rivière Saguenay, aura droit, pendant 10 ans, à une subvention qui lui permettra de faire construire un bateau plus moderne. La traversée se fait entre Tadoussac et un point de la rive opposée, situé non loin de Baie-Sainte-Catherine. Le gouvernement fédéral doit installer un quai à cet endroit et le gouvernement provincial prolongera la route jusqu'à ce quai.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Hart Jaune

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune.

Adopté.

Oceanic Iron Ore, Quebec Ltd.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited.

Adopté.

Atlantic Iron Ores Ltd

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores (Quebec) Limited.

Adopté.

Communications entre Saguenay et Charlevoix

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix.

Adopté.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi permet à la Commission des valeurs mobilières, dans le cas d'une enquête ou de procédures, d'immobiliser des fonds et documents entre les mains de tiers détenteurs, fiduciaires ou autres, lorsque la Commission, au moment de faire une enquête, a lieu de croire qu'un acte frauduleux a été commis. Les pouvoirs de l'article 12 sont arbitraires et je trouve drastiques certaines modifications qui sont plutôt d'ordre technique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dès que nous tentons d'intervenir dans cette province pour protéger la population de manière générale contre les opérations frauduleuses de certains promoteurs, le chef de l'opposition se plaint. Mais je ne l'ai jamais entendu se plaindre des méthodes d'enquête des agents du gouvernement d'Ottawa.

C'est tout simplement fantastique de voir la façon avec laquelle les agents du fisc fédéral peuvent saccager une maison lorsqu'ils recherchent quelque

chose. Je connais des cas où ces agents ont perquisitionné des maisons et les ont quittées pratiquement en ruine. On m'a dit qu'ils arrachent même la tapisserie des murs lorsqu'ils font des perquisitions. Les agents eux-mêmes ne sont pas à blâmer parce qu'ils ne font que suivre les instructions reçues d'en haut. Mais c'est un fait qu'ils emploient de telles méthodes.

Les pouvoirs de l'article 12 vont moins loin que ceux que la loi fédérale donne aux inspecteurs de l'impôt sur le revenu. Il n'y a pas, même en Russie, d'officiers publics plus arbitraires et plus autocrates que les officiers de l'impôt sur le revenu au Canada. Je dirais que les méthodes employées par ces officiers rappellent ce qu'il y a de pire dans le régime de Hitler et ce qu'il y a de pire aujourd'hui en Russie.

En fait, ces inspecteurs se sont rendus coupables d'offenses comparables à celles de la Gestapo et de la police secrète russe. Je pourrais citer une foule de cas pour prouver cela. Et, si le chef de l'opposition veut que je lui cite des noms et des lieux, je le ferai. Je connais des cas où des gens très instruits et bien informés ont été victimes de ces inspecteurs. Je connais des cas où des prêtres de paroisse ont été embarqués par ces promoteurs.

Ce n'est pas le cas de l'article 12 qui n'a qu'un seul but: protéger l'épargne populaire qui est une force morale considérable.

Les amendements sont nécessaires pour protéger l'épargne populaire contre les entreprises de certains promoteurs d'entreprises financières ou de spéculation. Des centaines de millions ont été perdus de cette façon et nous donnons à la Commission des valeurs mobilières les moyens d'aller au fond des choses pour se rendre compte de la valeur d'un stock. Les amendements à la loi des valeurs mobilières visent à resserrer la loi et régler certaines lacunes dont profitaient des promoteurs dans leurs manœuvres frauduleuses.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) exprime des doutes sur la sagesse d'une disposition du projet de loi qui soustrait les commissaires à l'obligation, dans une enquête, de suivre les lois de la preuve.

M. Hamel (Saint-Maurice): On crée de cette façon une sorte de commission semi-judiciaire. C'est un principe dangereux et nous en arriverons à former des tribunaux arbitraires comme il en existe dans d'autres pays. Si on enlève les règles de la preuve, les commissaires pourront faire ce qu'ils voudront.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas de condamner quelqu'un à la prison ou à la pendaison, ni d'entraver la liberté ordinaire du citoyen. Il s'agit tout simplement d'un permis qui autorise des transactions de valeurs mobilières. Dans Québec, il s'est perdu des centaines de millions par des gens qui ont été odieusement trompés. Le seul moyen d'empêcher la répétition de ces fraudes, c'est une enquête à fond, avec le moyen que nous proposons.

Le président de la Commission des valeurs mobilières est un éminent avocat et vous pouvez être assurés qu'il ne tolérera aucun abus de pouvoir. C'est la réputation de la province de Québec qui est en jeu ici, et nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'investisseur contre les agissements de ces promoteurs frauduleux. Sous la loi actuelle, les enquêteurs ne peuvent saisir un document si celui-ci se trouve dans une serviette. Ces amendements visent à rendre la loi plus efficace et à garder ces promoteurs à l'extérieur de la province de Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre quel est le salaire des présidents des autres commissions provinciales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

cite les salaires des présidents de la Commission des accidents du travail et de la Commission des relations ouvrières qui sont des juges. Ils ont le même salaire que leurs collègues du banc, soit \$13,000 par année.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 2 de ladite loi soit modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Celui-ci reçoit un traitement annuel de douze mille dollars, et chacun des deux autres commissaires, de onze mille dollars.

"Il est en outre alloué au président une allocation annuelle de mille dollars à titre de frais de représentation."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'avis de 30 jours, dans le cas où le contrat de fourniture de lait ou de crème à un marchand peut être résilié, a été porté subséquemment à 60 jours. Maintenant, on demande une période indéterminée.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est l'article le plus important du bill. Pour en établir la portée, je dois expliquer la situation actuelle de l'industrie laitière dans la province, concernant la fixation du prix du lait.

Il y a fixation des prix du lait par catégories et ces catégories sont établies en tenant compte de l'usage plutôt que de la qualité. Le prix du lait consommé en nature est fixé par la Commission de l'industrie laitière qui procède par ordonnances.

Les producteurs de lait qui vendent leur produit à des laiteries sont à la merci de ces dernières. Le producteur a deux débouchés pour son lait: la laiterie ou la beurrerie.

Il donne l'exemple du marché de Montréal. Là, dit-il, l'ordonnance fixe un prix à être payé au cultivateur-producteur: \$4.59 pour 100 livres de lait contenant 3.5 livres de matières grasses. Elles donnent un rendement de 4 livres de beurre. Un pourcentage plus élevé mérite une prime et un pourcentage moins élevé entraîne une coupe du prix.

Ce lait doit être livré à un vendeur qui le distribue ou le fait distribuer pour consommation en nature. Les frais de transport étant à la charge du cultivateur-producteur, il faut les déduire du prix de \$4.59.

On arrive à un prix de rendement net de \$4.35. Pour cela, il faut être placé en ville. Pour ceux qui ne le sont pas, il y a le prix du lait pour le beurre.

Le prix du beurre est fixé par le pouvoir fédéral à \$0.58 la livre. Ceci ne rapporte que \$2.08 par 100 livres de lait au cultivateur, une fois les frais de fabrication déduits. Ce prix est porté à \$2.45 si on ajoute le lait écrémé, le lait de beurre, parfois la caséine.

En raison de l'avis de 60 jours, il résulte que le cultivateur placé en ville qui livre son lait a une peur continuelle de perdre sa place. Car il y a possibilité pour le marchand de lait, s'il est peu scrupuleux, de le renvoyer, si celui-ci ne lui verse pas une ristourne en sous-main, et de donner sa place et même de la revendre à un autre. Non seulement nous protégeons le cultivateur, mais nous protégeons le commerçant honnête. Le cultivateur victime d'une fraude n'ose se plaindre parce qu'il a trop peur de perdre sa place.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La Commission subit une influence marquée de la part des distributeurs de lait. Le cultivateur est toujours à la merci de la laiterie. La Commission peut toujours déterminer les causes du renvoi d'un producteur. Celui-ci n'est pas capable de faire ses revendications, tandis que les laiteries le font.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous sommes bien près de nous entendre. Nous voulons simplement protéger le cultivateur contre les laiteries qui changent continuellement de producteurs. Ces derniers ne pourront plus résilier leurs contrats, pour causes indéterminées, avec un avis de 60 jours. Le lait vendu en nature dans la province de Québec est un produit parfait, car aucun producteur ne peut le vendre s'il ne remplit pas les conditions d'hygiène. Nous enlevons l'avis parce que le cultivateur ne donne pratiquement jamais cet avis. Il y a des laiteries qui ne changent jamais de producteurs, mais il y en a d'autres qui changent tout le temps. Nous ne voulons pas que le cultivateur soit à la merci de certains distributeurs peu scrupuleux; c'est toute la portée de la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'il y a des laiteries qui ont intérêt à mettre leurs patrons dehors?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a des marchands de lait qui veulent exercer des représailles contre les cultivateurs. Il faudra maintenant qu'ils s'accordent.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 177 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. La loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 553, le suivant:

"553a. Sont par les présentes déclarées légales et valides à toutes fins que de droit les adjudications et ventes pour taxes faites avant l'année 1940 *super non domino* par la corporation du comté d'Hochelaga de lots ou parties de lots situés dans le territoire de la ville de Rivière-des-Prairies et toutes réclamations et droits d'action de propriété quant à ces lots ou parties de lots sont absolument éteints et prescrits s'ils n'ont pas été exercés par action intentée devant une cour de justice de juridique compétente dans l'année suivant la publication dans la *Gazette officielle*, et en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal, d'un avis de la sanction de la présente loi reproduisant le présent article."

Et l'article 4 devient article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en biffant le dernier paragraphe se lisant comme suit:

"Il ne sera pas nécessaire que ce règlement soit soumis à l'approbation des électeurs propriétaires."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié dans le sous-article 37:

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "trois mille cinq cents dollars" par les mots "deux mille cinq cents dollars";

b) en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "mille cinq cents dollars" par les mots "mille deux cents dollars".

Projets de loi:

Charte de Rivière-des-Prairies

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 177 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 202 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sorel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 53, et remplacé par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 55, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe a, le mot "cinq" par le mot "un", et dans la cinquième ligne du même paragraphe, le mot "douze" par le mot "six";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe e, la lettre "e" par la lettre "c".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"3. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 55, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, la lettre "e" par la lettre "c".

3. L'article 3 devient article 4.

4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, devenu article 4, comme article 5:

"5. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 55, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, la lettre "e" par la lettre "c".

5. Les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 deviennent articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 104 modifiant la charte de la ville de Donnacona et concernant les corporations municipales de Cap-Santé et de Les Écureuils, ainsi que les commissaires d'écoles pour les municipalités de Donnacona, de Cap-Santé et de Les Écureuils, dans le comté de Portneuf, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "sanctions", les mots "et exemptions".

2. L'article 8 est modifié en insérant, dans la huitième ligne du sous-article 1, après les mots "même nature", les mots "établie sur les mêmes bases avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions".

3. L'article 10 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "sanctions" les mots "et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 167 refondant la charte de la cité de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe e, les mots "15 janvier" par les mots "15 mai".

2. L'article 43 est modifié en remplaçant le sous-article 469*a* par le suivant:

"469*a*. Le conseil peut faire des règlements pour prescrire dans quelles rues les autobus circuleront et dans quelles rues ils pourront être exclus; prescrire dans quels endroits pourront être établies des salles d'attente pour les passagers de ces voitures; établir des postes d'attente pour ces voitures et les rendre obligatoires; et établir les rues ou endroits où pourront arrêter ces voitures pour l'embarquement et le débarquement de leurs passagers; sauf les dispositions du chapitre 142 des Statuts refondus, 1941, concernant les véhicules automobiles et la loi de la Régie des transports."

3. L'article 50 est modifié en remplaçant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du sous-article 526*a*, les mots "sur toute banque ou sur toute succursale ou agence de telles institutions établies" par les mots "sur toute banque à charte fédérale ou sur toute succursale ou agence de telle banque établie".

4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 56, comme article 57:

"57. L'article 604 de la loi des cités et villes est remplacée, pour la cité, par le suivant:

"604. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la municipalité peut, en attendant la perception des taxes générales et spéciales et du prix de l'eau, contracter des emprunts par billets, pour une période de temps n'excédant pas l'exercice financier alors en cours, sur simple résolution du conseil et sans être tenue d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants ainsi empruntés ne doivent cependant excéder, en aucun temps, quarante pour cent des recettes ordinaires de l'année précédente."

5. Les articles 57, 58 et 59 deviennent articles 58, 59 et 60.

6. L'article 60 devient article 61 et est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "485 à 488 inclusivement et 490 à 515" par les mots "485 à 515".

7. L'article 61 devient article 62 et le numéro de chaque article qui suit est en conséquence augmenté d'une unité.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-article 18*a*, les mots "Le

Bureau métropolitain" par les mots "Nonobstant toute disposition légale incompatible, le Bureau métropolitain".

2. L'article 7 est modifié en remplaçant le dernier paragraphe du sous-article 4, commençant par les mots "Ce rôle" et se terminant par les mots "en vigueur", par ce qui suit:

"Ce rôle modifié demeure en vigueur durant toute la période pendant laquelle le rôle dont il est l'amendement demeure lui-même en vigueur ou durant l'année commençant le premier jour de juillet suivant la date dudit dépôt, suivant que l'une ou l'autre de ces périodes sera la plus longue.

"À compter du premier juillet 1956, l'évaluation et la perception pour fins de taxes scolaires pour chaque année concernant les immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, seront basées sur l'évaluation desdits immeubles tel qu'apparaissant sur le rôle d'évaluation ainsi modifié et en vigueur au commencement de telle année, après y avoir ajouté les montants de toute augmentation due à de nouvelles constructions, additions ou améliorations, et après en avoir déduit les montants de toute diminution due à l'incendie, à la démolition ou à toute autre cause tel qu'apparaissant au rôle d'évaluation homologué par cette municipalité durant ladite année."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 210 modifiant la charte de la cité de Beauharnois, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié dans le deuxième paragraphe:

a) en remplaçant, dans la septième ligne, le mot "ville" par le mot "cité";

b) en biffant, dans les onzième et douzième lignes, les mots "et au nombre desquels se trouve Beauharnois Light, Heat and Power Co.";

c) en biffant les quatre dernières lignes commençant par les mots "qu'à la suite" et se terminant par les mots "leur propre entité".

2. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Tout le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, comté de Beauharnois, dont le périmètre se décrit comme suit: Partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Saint-Louis avec le prolongement de ladite ligne séparative des lots 132 et 135 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clément; de là, en se référant au susdit cadastre officiel, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 132

et 135 prolongée à travers le chemin de la rivière Saint-Louis; la ligne séparative des lots 133 et 134; la ligne séparant le lot 155 des lots 130 et 133; la ligne séparant le lot 130 des lots 123 et 124; la ligne séparative des lots 124 et 125 traversant le lot 557 (droit de voie du chemin de fer Canadien National) et son prolongement à travers le chemin de la Beauce; la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 55; la ligne nord-est du lot 56; la ligne nord-ouest des lots 59 et 60; la ligne sud-ouest du lot 62 en allant vers le nord-ouest; la ligne nord-ouest des lots 62, 63, 64 et 65; la ligne nord-est du lot 65; le côté ouest d'un chemin public en front des lots 73, 72 et partie de 71; la ligne sud-ouest du lot 66; la ligne nord-ouest des lots 66 et 67; la ligne nord-est du lot 67; le côté nord-ouest d'un chemin en front des lots 70, 69 et 68; le prolongement à travers le susdit chemin de la ligne nord-est du lot 68 et ladite ligne elle-même; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 68, 69, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 93 et 92 jusqu'au coin sud du lot 92; la ligne sud-ouest du lot 92 jusqu'au coin est du lot 93; une ligne droite limitant vers le sud-est les lots 93, 94, 95, 96, 97, 98, traversant le lot 557 (droit de voie du chemin de fer Canadien National), limitant vers l'est les lots 191, 192, 193 et 194; la ligne sud-ouest de la Côte Saint-Georges sur la largeur des lots 194 à 220 inclusivement; la ligne sud-est des lots 242, 243, 246, 247, 250, 251, 254, 255, 258, 259, 262 et 263; la ligne sud-ouest des lots 263 et 264 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Louis; ledit axe de la rivière Saint-Louis jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 520; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 520; la ligne sud-ouest du lot 519; la ligne sud-est des lots 518, 517, 516, 515, 514 et 513; la ligne sud des lots 513, 512, 510, 509, 508, 507, 506, 505 et 504; la ligne ouest des lots 504 et 503; la ligne nord des lots 503, 502, 501, 500 et 499; la ligne est du lot 499 jusqu'au coin nord-ouest du lot 498; la ligne nord des lots 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478 et 477; la ligne séparant le lot 545 des lots 472, 473 et 476 jusqu'à l'axe d'un ruisseau; ledit axe dudit ruisseau entre les lots 545 et 546 jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Louis; et enfin ledit axe de la rivière Saint-Louis en descendant son cours jusqu'au point de départ; est annexé à la cité de Beauharnois et la municipalité de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois cesse d'exister."

Cette annexion est faite aux conditions suivantes:

a) Le rôle d'évaluation, de même que le taux de la taxe en vigueur dans la municipalité de la

paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, en date du 30 octobre 1956, pour toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que de toute terre non défrichée ou terre à bois, tant et aussi longtemps qu'elle servira à l'une de ces fins, demeureront en vigueur sans modification jusqu'au 30 octobre 1982;

b) Ledit territoire annexé deviendra un quartier de la cité de Beauharnois, et se nommera quartier Saint-Clément;

c) La première élection des deux échevins pour ledit quartier Saint-Clément aura lieu trente jours après la sanction de la présente loi. La deuxième élection pour le quartier Saint-Clément aura lieu à la même date que les élections générales suivantes pour la cité de Beauharnois.

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme articles 4 et 5:

"4. L'article 8 de la loi 12 George VI, chapitre 69, est remplacé par le suivant:

"8. Le territoire de la cité de Beauharnois est composé des lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites suivantes: Partant du coin d'intersection de la rive du lac Saint-Louis avec la ligne sud-ouest du lot 48 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clément; de là, en se référant au susdit cadastre officiel, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes; ladite ligne sud-ouest du lot 48; la ligne sud-ouest des lots 49 et 50 jusqu'au coin nord du lot 51; la ligne nord-est du lot 51 prolongée à travers le lot 559 (droit de voie du chemin de fer New York Central); la ligne sud-est du lot 51 jusqu'à la ligne nord du lot de subdivision 50-4; ladite ligne nord et la ligne nord-est du lot de subdivision 50-4 jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 54; ce dernier prolongement jusqu'au coin nord du lot 55; la ligne nord-est des lots 55 et 56; la ligne nord-ouest des lots 59 et 60; la ligne sud-ouest du lot 62 en allant vers le nord-ouest; la ligne nord-ouest des lots 62, 63, 64 et 65; la ligne nord-est du lot 65; le côté ouest d'un chemin public en front des lots 73, 72 et partie de 71; la ligne sud-ouest du lot 66; la ligne nord-ouest des lots 66 et 67; la ligne nord-est du lot 67; le côté nord-ouest d'un chemin de front des lots 70, 69 et 68; le prolongement à travers le susdit chemin de la ligne nord-est du lot 68 et ladite ligne elle-même; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 68, 69, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 93 et 92 jusqu'au coin sud du lot 92; la ligne sud-ouest du lot 92 jusqu'au coin est du lot 93; une ligne droite

limitant vers le sud-est les lots 93, 94, 95, 96, 97, 98 traversant le lot 557 (droit de voie du chemin de fer Canadien National), limitant vers l'est les lots 191, 192, 193 et 194 à 220 inclusivement; la ligne sud-est des lots 242, 243, 246, 247, 250, 251, 254, 255, 258, 259, 262 et 263; la ligne sud-ouest des lots 263 et 264 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Louis; ledit axe de la rivière Saint-Louis jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 520; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 520; la ligne sud-ouest du lot 519; la ligne sud-est des lots 518, 517, 516, 515, 514 et 513; la ligne sud des lots 513, 512, 510, 509, 508, 507, 506, 505 et 504; la ligne ouest des lots 504 et 503; la ligne nord des lots 503, 502, 501, 500 et 499; la ligne est du lot 499 jusqu'au coin nord-ouest du lot 498; la ligne nord des lots 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478 et 477; la ligne séparant le lot 545 des lots 472, 473 et 476 jusqu'à l'axe d'un ruisseau; ledit axe dudit ruisseau entre les lots 545 et 546 jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Louis; ledit axe de la rivière Saint-Louis en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 266; ledit prolongement et ladite ligne; la ligne est du lot 267 jusqu'à la rive du lac Saint-Louis et enfin ladite rive du lac Saint-Louis en allant vers l'est jusqu'au point de départ."

"5. L'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 69, est remplacé par le suivant:

"9. La cité de Beauharnois est divisée en quatre quartiers, savoir: le quartier Saint-Laurent, le quartier Beauce, le quartier Saint-Louis et le quartier Saint-Clément.

1^o. Quartier Saint-Laurent, étant de forme irrégulière, borné en front par la rive sud du lac Saint-Louis; au côté est, par la limite de la municipalité de la ville de Maple Grove; côté ouest, de la rue Richardson et la rivière Saint-Louis, au côté sud par la limite sud de la rue Ellice et la limite nord de la municipalité du village de Melocheville, jusqu'à la quatrième concession, au côté ouest, par la municipalité du village de Melocheville.

2^o. Quartier Beauce, figure irrégulière, borné au nord par la limite sud de la rue Ellice, au côté est, par la limite de la municipalité du village de Maple Grove, au côté sud-est, par la ligne de division du lot 124 et au côté sud-ouest, partie par le droit de passage de la Beauharnois Junction R.R. (lot 557) et la limite ouest de la rue Richardson.

3^o. Quartier Saint-Louis, figure irrégulière, borné au côté ouest, par la rivière Saint-Louis, au côté nord par la rue Ellice, au côté est, partie par la limite est, de la rue Richardson, et le droit de passage

dudit lot 577, au sud-est, partie par les lots 124 et 155 et côté sud-ouest, par la ligne de division entre les lots 133, 132, et 135 et 134.

4^o. Quartier Saint-Clément, figure irrégulière, borné au côté est, par la municipalité de Maple Grove, au côté sud-est, par la limite du comté de Châteauguay, au côté sud, par la limite de la paroisse de Saint-Étienne, au côté ouest, par la paroisse de Saint-Timothée, et au côté nord par la limite nord de la quatrième concession et la rivière Saint-Louis jusqu'à son intersection avec le coin nord-ouest, des lots 135 et 132, et au nord-ouest, par la limite du lot 155 et celle du lot 124 et lot 55 et la limite de la municipalité de la ville de Maple Grove.

Les limites de ces quartiers pourront être modifiées par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

4. L'article 4, qui devient article 6, est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du deuxième paragraphe à la page 4, les mots "cinq pour cent" par les mots "six pour cent".

5. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 deviennent les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 249 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5a est modifié dans le paragraphe c, à la page 4:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "période de cinq ans" par les mots "période de huit ans";

b) en remplaçant, dans la vingt-cinquième ligne, les mots "période de cinq ans" par les mots "période de huit ans".

2. Le paragraphe a de l'article 7 est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "pour les années 1957 à 1964" par les mots "pour les années 1957 à 1961".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 251 constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne de la page 2, les mots "du village de Delson" par les mots "de la ville de Delson".

2. L'article 10 est modifié dans le sous-article 17:

a) en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots "du mois d'avril 1957, et la présentation des candidats aura lieu le 25 mars 1957" par ce qui suit: "du mois de mai 1957, et la présentation des candidats aura lieu le 24 avril 1957";

b) en remplaçant le deuxième paragraphe, au haut de la page 11, par le suivant:

"La deuxième élection générale aura lieu en 1960 le premier jour juridique de mai."

3. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du sous-article 173, le mot "février" par le mot "mai".

Projets de loi:

Commission des allocations sociales et mères nécessiteuses

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Donnacona

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 modifiant la charte de la ville de Donnacona et concernant les corporations municipales de Cap-Santé et de Les Écureuils, ainsi que les commissaires d'écoles pour les municipalités de Donnacona, de Cap-Santé et de Les Écureuils, dans le comté de Portneuf.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 refondant la charte de la cité de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Beauharnois

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 210 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Delson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 251 constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des mines

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La nouvelle loi répète presque en entier l'article 33 de la loi originale, mais elle impose des restrictions le long des rivières où des concessions ont été faites pour l'aménagement de forces hydrauliques ou de chaque côté d'un cours d'eau présentant des possibilités de développement de forces hydrauliques. Il y en a qui font du piquetage le long des rivières où l'on pourrait avoir des pouvoirs d'eau. Cela entraîne souvent des procédures et retarde le développement

de ces possibilités. Ce qui a pour effet d'augmenter les dépenses et en fin de compte tout cela se reflète dans les taux d'électricité¹.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi prévoit déjà qu'il faut l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil pour jalonner ou piqueter des territoires dont les droits de mines appartiennent à la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement a pour but d'éviter des procédures judiciaires, qui pourraient retarder l'aménagement de cours d'eau, et de rendre la situation plus claire. Cette disposition n'empêche pas les gens de faire des recherches. Il y a quelques années, le gouvernement avait soustrait certains secteurs de l'Ungava au jalonnement. Cela n'a pas empêché un M. Watts, de Toronto, de découvrir une veine de nickel, après deux ans et demi de recherches. Ce M. Watts s'est adressé au gouvernement pour obtenir des droits et le gouvernement a pu établir des conditions profitables à la province. Après cette découverte, les intéressés sont venus nous voir pour obtenir des droits. Cela nous a permis d'établir des conditions profitables à la province.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'inquiète du sort que l'on fait, dans un tel cas, aux droits du découvreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les droits du découvreur sont protégés par un gouvernement conscient de ses devoirs. Aucune concession n'est faite sans tenir compte des droits du découvreur et aussi des droits de ceux qui ont payé son expédition.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si le gouvernement prévoit des chemins miniers assez larges. Le centre peut être carrossable, mais si un jour il faut élargir, peut-on le faire sans avoir recours aux expropriations²?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Généralement, les chemins ont 90 pieds d'emprise et la loi décrète que tout chemin doit avoir une chaussée d'au moins 35 pieds. Ce qui permet, lorsque l'on veut les élargir, de n'avoir pas recours à l'expropriation. De plus, dans la construction des chemins de mines, nous avons augmenté considérablement la part des compagnies.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Surintendant de l'Instruction publique, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'instruction publique pour l'année 1955-1956. (Document de la session no 37)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1957-1958 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi 12 février courant,

sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) rend d'abord hommage à l'exposé véridique et objectif fait par le ministre des Finances. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des journaux de la province, dit-il, en ont fait l'éloge! Grâce à cet exposé, nous avons pris connaissance de la situation financière véritable du Québec après 12 ans d'administration de l'Union nationale. Pendant cette période, sous l'habile direction du premier ministre, un énorme pas en avant s'est fait dans la province sur le plan économique.

Il (l'honorable M. Beaulieu) cite les témoignages de journaux. L'*Ottawa Journal*, dit-il, a vanté l'intelligence du chef de gouvernement de Québec. Ce journal a dit qu'il n'y a pas de premier ministre plus dynamique et qui ait remporté autant de succès. Un journal financier a souligné l'habitude qu'a le chef de l'Union nationale de "remplir ses engagements chaque fois qu'il en prend".

Hier, le chef intérimaire de l'opposition a pris l'*Annuaire statistique* de 1955, publié par mon ministère, et il a déclaré qu'à la page 232 les chiffres contredisaient ceux qui ont été donnés par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon). Le ministre des Finances avait dit que la dette nette de la province de Québec était de \$265,000,000. Le député de Saint-Maurice a prétendu que, d'après l'*Annuaire*, à la page 232, cette dette est, au contraire, de \$363,000,000. En faisant cette affirmation, le député tronquait le texte. À la page 232, on ne parle pas de la dette nette, mais de la dette consolidée nette. C'est écrit en toutes lettres. Il a volontairement omis le mot "consolidé", afin d'induire la Chambre en erreur. N'importe quel comptable vous dira qu'il y a une grande différence entre la dette nette et la dette consolidée nette. La dette consolidée nette, c'est la dette, résultant de l'émission des obligations, moins le fonds d'amortissement. Pour connaître la dette nette, il faut enlever les \$100,000,000 dus par les cultivateurs en vertu des prêts du crédit agricole et les autres sommes dues à la province, dont les sommes à recevoir du fédéral. Tout cela apparaît clairement dans les *Comptes publics* et le chef de l'opposition n'a pas le droit de vouloir faire croire le contraire à la population.

Chaque fois qu'il s'est servi de statistiques provinciales, il les a tronquées. En se basant sur l'*Annuaire* de 1953, page 309, il a déclaré qu'il y avait 20,000³ terres de moins dans la province sous l'Union nationale qu'au temps des libéraux, mais il

s'est bien gardé de signaler ce qu'on disait deux lignes plus bas, à savoir que la diminution du nombre des terres avait été de 28,000 en Ontario. La diminution du nombre des terres résulte de l'expansion prise par les villes. Le député de Saint-Maurice voulait faire croire en la désertion des campagnes.

On l'a encore entendu dire que la terre valait \$40 l'acre dans la province de Québec. Il devrait savoir que ses amis d'Ottawa ont payé \$1,800 l'acre pour des terres de la vallée du Saint-Laurent. Et c'est d'ailleurs pourquoi le nombre des terres va encore diminuer! Le député de Saint-Maurice croit tout savoir, mais il n'a qu'un défaut, il ne comprend rien.

Le député a aussi prétendu que, puisque le gouvernement dépense \$10,000,000 de plus qu'il y a 10 ans pour la dette, c'est que la dette augmente⁴. Le raisonnement du chef intérimaire de l'opposition est faux. La vérité, c'est que le gouvernement consacre de plus fortes sommes pour l'amortissement et que la dette a diminué de \$43,000,000 depuis 10 ans.

Le chef de l'opposition pose la question: "Comment se fait-il que le gouvernement ait dépensé des milliards et, sans autorisation, des centaines de millions?"

Le chef de l'opposition devrait savoir que pas un sou n'a été dépensé sans autorisation de la Chambre. Pas un sou ne peut être dépensé par le gouvernement sans qu'une loi n'ait été votée à cet effet.

Le député de Saint-Maurice a dit: "Les industries, il y en a plus qui vont en Ontario que dans la province de Québec!". Or, le député fédéral de Nicolet (M. Howe) a demandé des précisions à ce sujet au gouvernement d'Ottawa, et on lui a donné la réponse suivante: "Au cours des cinq dernières années, l'augmentation du nombre des industries a été de 2.5 % en Ontario, mais de 4.8 % au Québec."

Il (l'honorable M. Beaulieu) insiste ensuite sur les sommes que la province a dépensées pour des travaux de capital: voirie, construction de ponts, d'édifices. Sous le gouvernement actuel, dit-il, la province a investi dans des travaux permanents de \$600,000,000 et elle les a payés avec ses revenus tout en baissant la dette de \$43,000,000 en 10 ans. De 1945 à 1957, les dépenses d'équipement se sont élevées à \$624,313,000, presque entièrement payées avec les recettes de l'administration. De telles dépenses constituent un actif, puisqu'elles sont pour la construction d'édifices, de ponts et de routes. Pas une autre province ne peut se vanter d'un tel succès.

Je suis fatigué d'entendre le chef de l'opposition faire des comparaisons entre le Québec

et l'Ontario. S'il était honnête dans ses comparaisons, cela ne me dérangerait pas. Mais, dans sa détermination à trouver des irrégularités, il fait tout pour falsifier délibérément les chiffres. La population de l'Ontario est de quelque 5,200,000 habitants, alors que celle du Québec est de 4,500,000. On ne peut donc pas faire de comparaisons valables entre les états financiers des deux provinces. Pourtant, il est peut-être intéressant de savoir - et l'opposition s'est bien gardée de le dire - que la dette nette est de \$600,000,000 en Ontario et de \$265,000,000, au Québec⁵.

D'autre part, l'opposition a reproché plusieurs fois au gouvernement provincial actuel sa dette indirecte, c'est-à-dire d'avoir garanti le remboursement de certains emprunts contractés par divers corps publics et institutions. Au Québec, le gouvernement s'est porté garant pour \$300,000,000 d'obligations. En Ontario, le gouvernement s'est porté garant pour \$1,000,000,000 d'obligations.

Le *New York Times* et le *Financial Post*, de Toronto, qui font faire des recherches par des hommes avertis et ne publient pas d'informations sans vérification, ont constaté ceci: la province de Québec est devenue riche et prospère depuis que le gouvernement actuel existe.

L'opposition répète souvent que les industriels étrangers qui viennent fonder de nouvelles industries au Canada, particulièrement les industriels anglais, s'installent en Ontario. Il n'y a pas une province qui jouisse de plus grands avantages que la province de Québec. Il est vrai que quelques industries, venant d'Angleterre, peuvent passer à la porte du Québec pour aller se fixer en Ontario, mais dernièrement, coup sur coup, presque en une seule semaine, le premier ministre a pu annoncer l'installation de deux nouvelles industries dans notre province, \$130,000,000 et \$100,000,000. Ce qui constitue des investissements bien plus considérables que ceux qui ont été faits, pendant des mois, dans les petites industries établies dans la province voisine.

Pas un homme n'a autant fait que le chef de l'Union nationale pour développer le pouvoir électrique dans la province de Québec. Nous avons cette année dans la province, en construction ou en projet, des travaux nécessitant l'investissement de plus de \$1,000,000,000 de nouveaux capitaux dans l'industrie.

Actuellement, 40 % des aménagements hydrauliques du Canada sont dans la seule province de Québec, soit 8,000,000 de chevaux-vapeur, et quand les projets actuels seront réalisés, on aura

10,000,000 de chevaux-vapeur pour la moyenne et la grande industrie.

L'opposition semble s'étonner de la marche progressive du Québec. On dirait qu'on voudrait que le Québec soit paralysé et retombe dans le marasme qu'il a connu au temps de nos adversaires. Le premier ministre a vu clair. Il a tenu à ce que l'assiette de l'impôt soit dans un équilibre parfait. Il ne faut pas oublier que la superficie du territoire du Québec correspond à 16 % de l'étendue du territoire de la Confédération, alors que la superficie de l'Ontario ne correspond qu'à 11 %. Il ne faut pas oublier que la population du Québec a augmenté de plus de 1,000,000 de personnes depuis que l'Union nationale est au pouvoir.

Le chef de l'opposition a déclaré que le ministre des Finances s'est trompé dans ses estimés. Mais, à Ottawa, on s'est trompé de \$500,000,000 en une seule année, soit plus que tout le budget de la province de Québec. Les revenus de la province augmentent avec son développement; il faut s'en réjouir. C'est le premier ministre actuel qui a commencé la lutte pour la récupération des droits de taxation cédés à Ottawa. Goutte à goutte, il en fait rentrer dans le Québec.

Le député de Saint-Maurice se trompe en ce qui concerne les revenus tirés des ressources naturelles. Il a parlé d'une trentaine de millions. Or, c'est près de \$150,000,000 que la province a retiré annuellement, au bas mot, de la mise en valeur de ses richesses naturelles⁶. Il faut, en effet, compter le produit de l'impôt sur les corporations payé par les sociétés qui exploitent ces richesses. Et 61 % de ces corporations touchent au domaine des ressources.

L'augmentation des revenus de la province permet au gouvernement d'augmenter les budgets des ministères. Il y aura \$22,000,000 de plus, au cours du prochain exercice, pour l'instruction publique, et \$18,000,000 pour la santé. Le gouvernement consacrera ainsi en tout \$106,000,000 pour l'enseignement et \$106,000,000 pour la santé. Il y aura aussi \$10,000,000 de plus par année pour l'application de la législation sociale.

Je vois dans tout cela une preuve de prospérité. Il (l'honorable M. Beaulieu) en fournit encore d'autres preuves: l'accroissement de la valeur de la production minière qui dépasse maintenant \$400,000,000 annuellement, soit le double de ce qu'elle était il y a quelques années; l'accroissement des revenus bruts de l'agriculture, \$450,000,000 en 1955, au lieu de \$236,000,000 en 1945. Grâce au gouvernement actuel, dit-il, 90 % des fermes du Québec sont maintenant électrifiées.

Alors que la production nationale est évaluée à \$23,000,000,000, la valeur de la production québécoise représente \$7,000,000,000 à elle seule⁷. C'est notre quote-part dans l'édification de la prospérité canadienne, et c'est pour cela que Québec réclame aussi sa quote-part des impôts.

Les taxes municipales et scolaires sont beaucoup plus élevées dans l'Ontario que dans le Québec. Il (l'honorable M. Beaulieu) cite l'exemple d'une industrie de Saint-Jean qui a aussi des propriétés à Windsor. Pour la même évaluation de \$15,000, soutient-il, cette industrie paie \$300 de taxes scolaires à Saint-Jean et \$900, à Windsor. J'ai reçu un jour la visite d'un financier qui cherchait un site pour s'établir une industrie. Il se demandait s'il était préférable de l'établir dans le Québec ou dans l'Ontario. Je lui ai dit: "Allez faire un tour en Ontario, voyez par vous-même et je suis sûr que vous allez revenir dans le Québec." Le lundi suivant, il était de retour à mon bureau.

L'un des facteurs qui contribuent à attirer des industries dans notre province, c'est la stabilité financière que le gouvernement actuel a su lui donner. À \$76, notre dette par tête est la plus basse du pays⁸. En 10 ans, le gouvernement a investi \$600,000,000 dans la construction de routes, de ponts, d'écoles et autres actifs qui augmentent d'autant le patrimoine de la province. Et il a trouvé le moyen de payer tout cet équipement et de baisser la dette de \$43,000,000.

Il y a actuellement dans la province de Québec pour un milliard de projets industriels en cours d'aménagements. L'un de ces projets représente à lui seul une capitalisation de \$130,000,000. Il y en a un deuxième de \$100,000,000 et plusieurs autres de \$75,000,000, \$50,000,000 et \$25,000,000. Ces développements sont parsemés à travers toute la province et tous les coins en bénéficient. Nous avons ainsi la promesse d'un excellent équilibre économique.

Nous sommes justifiés de croire que l'expansion économique du Québec se continuera au cours de 1957, ce qui va multiplier les emplois au bénéfice de tous les ouvriers. Nous, de l'Union nationale, avons une foi indéfectible dans l'avenir du Québec. Et nous avons la conviction que tous les Canadiens, dans notre province et dans le reste du pays, travailleront comme nous à la préparation d'un avenir qui soit à la taille des aspirations des générations montantes.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Le 13^e budget présenté, la semaine dernière, par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon)

rappelle malheureusement aux contribuables de cette province qu'ils sont soumis à un nombre beaucoup plus élevé de taxes que leurs concitoyens des autres provinces. Je ferais remarquer qu'à ce titre Québec mène de loin. Le nombre des taxes imposées dans les autres provinces varie de sept à 11. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba que les taxes sont les plus basses, où elles sont à sept. L'Ontario et la Colombie-Britannique n'ont que 11 catégories de taxes provinciales. Les plus élevées sont celles du Québec, où elles sont à 18.

Québec est aussi la province où la taxe *per capita* est la plus élevée au Canada. Rien de surprenant à cela, quand on considère que, pour les deux derniers exercices financiers, le gouvernement a dépensé \$150,328,138 de plus qu'on ne l'avait prévu dans les budgets. Les 12 années de régime de l'Union nationale, depuis 1944, se sont soldées par un déficit global de l'ordre de \$104,600,234. Le gouvernement laisse les divers départements dépenser sans aucun contrôle comme s'il ne s'agissait pas de l'argent du public. La Chambre n'a pas de contrôle sur les dépenses. Les années d'élections sont ordinairement néfastes aux prévisions budgétaires. En 12 ans, on a ainsi dépensé \$539,934,526 en sus de ces prévisions. Autrement dit, on traite le Trésor de la province comme s'il était la propriété du parti de l'Union nationale. Ce dont le gouvernement de l'Union nationale a besoin de façon urgente, c'est de doter le département des Finances d'un système de contrôle budgétaire permettant un examen strict de la manière dont les divers départements dépensent l'argent des contribuables lorsqu'on se trouve à excéder les montants votés par l'Assemblée législative.

Le gouvernement ne semble pas se soucier de limiter ses dépenses. En 1945-1946, le budget prévoyait des dépenses de \$100,000,000. Cette année, soit 12 ans plus tard, ces prévisions sont de l'ordre presque incroyable de \$473,321,750, lesquelles dépassent de \$100,000,000 les estimés de l'exercice 1956-1957.

Cet argent provient en presque totalité des taxes. Ces taxes pèsent lourdement sur les contribuables et même sur les industries. Plusieurs industries hésitent à venir dans le Québec. Il est vrai que certaines grosses industries sont venues s'installer ici, mais la seule raison qui les pousse à prendre ce risque calculé, c'est l'abondance de nos ressources hydrauliques.

Le contribuable particulièrement atteint par les taxes est l'automobiliste. La taxe sur l'essence et sur les permis rapportera \$109,800,000, en 1957-1958, soit \$13,900,000 de plus qu'en 1955-1956.

Bien que le ministre prévoie une augmentation de \$100,000,000 en revenus, il n'a annoncé aucun adoucissement au chapitre des impôts. On n'a pas songé, par exemple, à modifier la taxe sur les successions pour la rendre semblable à celle des autres provinces. On n'a pas songé non plus à accorder une aide gouvernementale aux villes du Québec pour la construction de rues qui font partie du système routier de la province comme cela se pratique en Ontario.

Le gouvernement a dépensé pour la construction et le maintien des chemins, en 12 ans, la somme globale de \$900,459,826. Et pourtant, malgré cette orgie de dépenses qui atteint presque le milliard de dollars, nous n'avons pas encore de voies rapides ou d'autoroutes. La seule route d'envergure qui a été parachéevée en ces 12 années a été le boulevard Talbot.

C'est dire que les automobilistes qui ont versé au Trésor, pendant la même période, un montant global de \$729,671,754 n'ont pas été gâtés. Ils n'ont pas obtenu, au fait, un traitement équitable. On a dépensé passablement d'argent pour les routes, mais il est à noter que tous les contrats ont été accordés sans soumissions.

Le gouvernement a dépensé avec tellement d'extravagance, au cours du présent exercice financier, qu'il a dû emprunter de l'Hydro-Québec et de la Commission des accidents du travail. Il a dû emprunter aussi \$25,000,000 dont \$9,000,000 ont été consacrés à refinancer des obligations parvenues à échéance et le reste a servi à couvrir une partie du déficit. Le gouvernement devra sûrement emprunter encore avant la fin de cette année fiscale.

Le montant des bons du Trésor, qui s'élevait à \$118,800,000 au 31 mars 1955, a atteint, l'an dernier, le sommet sans précédent dans l'histoire de \$154,800,000. Au 30 novembre 1956, le montant des bons du Trésor en souffrance était de \$71,500,000, soit \$10,000,000 de plus qu'à la période correspondante de 1955. C'est dire qu'il y a lieu de prévoir que l'émission de ces bons dépassera, cette année, tous les records établis jusqu'ici. Cette année, malgré les revenus les plus élevés, on enregistre un déficit de \$15,310,000.

M. Chartrand (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Russell), que le débat soit ajourné.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'objecte. Il déclare qu'il ne voit pas pourquoi la Chambre devrait interrompre ce débat.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 57.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est, en conséquence, ajourné.

Projets de loi:

Élimination de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but d'autoriser le gouvernement à payer \$1,000,000 pour la démolition des taudis et d'accorder une plus large part d'autonomie au conseil de ville de Montréal. Le projet a également comme objet de déclarer légales et incontestables les résolutions adoptées par le conseil à son assemblée spéciale du 15 janvier dernier, résolutions qui avaient trait à la constitution de l'Office municipal de l'habitation salubre prévu dans le premier bill Dozois, ainsi qu'à l'élection de ses membres. Les autres articles du projet de loi complètent le projet de loi antérieur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne ferai sûrement aucune objection à l'octroi d'un million de dollars et je n'ai pas l'intention de discuter

longuement de ce projet de loi. Cependant, je ne puis m'empêcher de noter que le ministre a simplifié considérablement la portée de la loi. En ce qui concerne l'octroi, nous sommes en faveur, mais il y a beaucoup plus qu'une question d'argent dans ce bill. Il n'y a pas si longtemps, nous avons adopté un bill, et il semble que, depuis, l'on a constaté qu'il s'y était glissé des erreurs ou qu'il n'était pas conforme aux lois de cette province. Je suis surpris qu'au cours de la même session, le gouvernement revient avec un autre bill, conséquence du bill 27, et qui aura lui aussi pour conséquence de diminuer l'autonomie de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre. On doit, en deuxième lecture, s'en tenir au principe du bill.

M. l'Orateur fait un geste pour se lever.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le vote!

Des députés ministériels: Vote sur quoi? Il n'y a pas de décision.

M. Hamel (Saint-Maurice): Deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 58 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Les résolutions adoptées par le conseil à son assemblée spéciale du quinze janvier 1957 relatives à la constitution de l'Office municipal de l'habitation salubre et à l'élection de ses membres, de son président et de son vice-président, sont déclarées légales et incontestables, et elles ont leur plein effet à compter du quinze janvier 1957."

M. Hamel (Saint-Maurice) lit l'article 3 du bill. C'est un autre accroc, dit-il, à la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire, au principe fondamental de la démocratie. Le législateur se substitue aux tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre. C'est hors d'ordre. Le principe a été voté en deuxième lecture. En comité plénier, nous discutons le détail, la rédaction du bill.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): M. le président, vous étiez ici lorsque le chef de l'opposition a voulu discuter d'un principe du bill. On lui a dit que c'était du détail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas compris. En deuxième lecture, c'est élémentaire, c'est le principe du bill. En comité, c'est la rédaction et, en troisième lecture, on peut discuter du détail et du principe.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand on discute d'une clause, on a le droit d'en faire l'analyse logique, on a le droit de la traduire dans les faits. On nous a empêchés de discuter en deuxième lecture...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons jamais empêché personne de parler. C'est le député qui s'est assis.

M. le président: Les décisions doivent être rendues par le président ou l'Orateur. Or, il n'y a pas eu de décision. C'est donc que le vote pris il y a quelques instants était le vote en deuxième lecture. Il en découle qu'on ne peut discuter du principe du bill au moment actuel, car nous sommes en comité plénier.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, en comité plénier, à l'article 3 du bill 58, l'honorable chef de l'opposition s'est engagé dans une discussion du principe du bill. Sur un point d'ordre soulevé par le premier ministre, j'ai décidé, en vertu d'une jurisprudence constante, qu'on ne devait pas discuter à ce stage du principe du bill. L'honorable chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande le vote.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude du bill 58.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude de l'article 3.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quelles sont les résolutions que le bill veut rendre légales et incontestables?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces résolutions sont les seules qui ont été adoptées lors de l'assemblée du 15 janvier 1957 par le conseil municipal et elles sont de notoriété publique.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ce sont les résolutions adoptées par le conseil municipal de Montréal à sa séance du 15 janvier 1957 et qui ont trait à la création de l'Office municipal de l'habitation salubre, à la nomination de ses membres, à la nomination du président et à la nomination du vice-président.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Peut-on avoir des copies de ces résolutions?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): À cette seule séance du conseil, ce sont les seules résolutions qui ont été discutées.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le ministre a-t-il pris connaissance du texte de ces résolutions?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Oui.

M. Hamel (Saint-Maurice): On aura tout vu. Le gouvernement nous demande d'approuver, de légaliser et de rendre incontestables des textes de résolutions que nous ne connaissons même pas et dont nous n'avons pas de copies. Quel est l'homme sérieux qui prendra sur lui de voter sur des résolutions qu'il ne connaît pas?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Montrez-nous-les pour que l'on sache ce que nous sommes appelés à légaliser. Peut-on nous reprocher de refuser de légaliser des textes qu'on ne connaît pas?

Le moins que nous puissions demander c'est de pouvoir lire le texte qu'on veut légaliser. Je ne puis associer mon nom, non plus celui du Parti

libéral, à un projet de loi qui prive les citoyens du droit incontestable de recours aux tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je trouve ça drôle. Ils disent qu'ils ne savent pas ce que c'est. Pourquoi ont-ils voté contre en deuxième lecture? Tous les journaux en ont parlé, c'est de notoriété publique. Le maire Drapeau, qui se confond avec la population de Montréal et la majorité, quand en fait il ne représente que la minorité, en a parlé à la radio et dans des conférences de presse. Tout le monde connaît ça, sauf l'opposition.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) rappelle que le Parti libéral provincial a favorisé l'octroi de \$1,000,000 pour la démolition des taudis. Nous l'avons dit, dit-il, et par notre vote d'hier, nous l'avons prouvé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris d'entendre un membre du Barreau qui se considère avocat parler de la sorte. Je me demande s'il accepterait, lui, de donner une opinion légale, en se basant simplement sur les textes des journaux quand on peut avoir les documents officiels. C'est incroyable! Ça dépasse tout ce qu'on peut imaginer que de nous demander de déclarer légales et incontestables des résolutions sans fournir le texte officiel. Ces résolutions auraient du être annexées au bill.

Et le gouvernement se considère sérieux! On dirait qu'on a peur de mettre les choses claires. Jamais nous n'accepterons de légaliser des textes que le gouvernement refuse de produire. Je crois qu'il n'y a pas un seul homme de bon sens dans la province qui nous reprochera notre geste. C'est le sabotage des principes fondamentaux de la démocratie...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'ordre. Si un nouveau député avait parlé comme ça, on aurait compris. Mais le chef de l'opposition sait fort bien que, depuis 30 ans, nous approuvons le bill de Montréal, chaque année, sans exiger une copie conforme des résolutions du conseil municipal. D'ailleurs, la chose est claire. Nous demandons d'approuver les résolutions relatives à l'Office d'habitation salubre. La clause relative à la légalisation des résolutions du conseil a simplement pour but d'éviter des procès coûteux à la métropole. Le gouvernement est convaincu que ces résolutions sont légales, mais il se trouve toujours des gens pour vouloir aller devant les tribunaux.

Le maire de Montréal a refusé de signer ces résolutions et le président de l'Office l'a fait à sa place. Il y a eu par la suite des déclarations de M. Desmarais et du maire Drapeau qui parlent de démocratie quand eux-mêmes mettent les principes démocratiques de côté. Ils refusent de reconnaître la majorité. Ils prétendent qu'ils peuvent faire n'importe quoi. Ce n'est pas de la démocratie ça.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si ces résolutions sont illégales, il serait bon qu'on sache en quoi elles sont illégales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suppose qu'elles soient illégales, mais elles ne le sont pas. C'est pour ça qu'on dit qu'elles sont légales, pour éviter toute confusion. Si elles sont illégales, nous les rendons légales. Si elles sont légales, le bill ne change rien. Ce bill ne porte aucunement atteinte à l'autonomie du conseil municipal, mais il la renforce tout simplement. Il est temps que le maire et M. Desmarais sachent qu'après eux ce n'est pas la fin du monde. Ils s'obstinent à nier les droits de la majorité au conseil. Nous les avons déjà avertis que s'ils ne voulaient pas se plier aux désirs de la majorité, nous prendrions les mesures nécessaires pour accorder les pouvoirs à cette majorité.

Et, il n'y a pas un iota, dans la loi, qui force le conseil municipal à faire ceci ou cela. Nous lui donnons des pouvoirs. Il s'agit de savoir qui va mener à Montréal. Si c'est deux hommes ou la majorité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si c'est légal, pourquoi le dire de nouveau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le maire Drapeau a contre lui les deux tiers du conseil municipal. En quatre circonstances, le conseil a voté contre lui dans cette affaire. Le gouvernement ne peut pas refuser ce que demande la majorité du conseil. Pourquoi l'opposition prend-elle la défense de l'administration Drapeau? Veut-elle accrocher son char à celui du maire Drapeau?

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous ne prenons pas la défense de l'administration de Montréal. Quand le moment sera venu, elle se défendra elle-même devant le peuple de la métropole. Mais le premier ministre nous raconte des hérésies légales fantastiques. Le fait reste que cette loi déclare légales et incontestables des résolutions dont nous n'avons

pas le texte. Qui nous dit que ces résolutions ne sont pas légales? D'autres que le premier ministre pourront bien prétendre que les députés n'ont pas le droit de rendre incontestables devant les tribunaux des résolutions qu'ils ne connaissent pas. Pour ma part, je n'ai jamais vu le texte officiel de ces documents.

Nous ne pouvons nous en rapporter aux rapports des journaux pour décider d'une chose comme celle-là. Le premier ministre le sait bien, car je le vois rougir. Il arrive souvent qu'en cour, il y a diverses interprétations des textes. Ce ne sera pas à l'honneur de cette Législature d'avoir rendu incontestables des résolutions qu'elle ne connaissait pas dans leur texte officiel.

La loi donne un effet rétroactif à la loi. Je savais depuis longtemps que nous avions un gouvernement rétrograde, car il met de la rétroactivité dans presque toutes ses lois. C'est un principe extrêmement dangereux que de présenter ainsi des lois avec effet rétroactif et de faire ratifier par la Chambre des résolutions qu'elle ne connaît pas et dont elle n'a pas eu connaissance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais rien vu d'aussi faible que les arguties du chef de l'opposition. Il semble croire qu'il ne sait pas qui a tort ou raison dans l'affaire de Montréal. Ce n'est pas malin. Il y a 66 échevins qui ont été élus par le peuple, 33 ont été nommés par des organismes, selon le plan Bouchard qui n'a jamais été soumis au peuple. Les élus le sont pour trois ans et ce mandat de trois ans leur appartient. Avec le maire, il n'y a que 25 échevins. Il n'a donc pas la majorité. Mais le maire déclare quand même que c'est lui qui mène et il laisse entendre que le peuple a eu tort d'élire des échevins pour trois ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. La question posée est: Est-il concevable de nous faire légaliser des résolutions dont nous n'avons pas vu le texte officiel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Seuls le maire Drapeau et M. Desmarais réclament des élections pendant que la grande majorité des 66 échevins élus n'en veulent pas. Le maire réclame des élections une deuxième fois et il obtient la même réponse. Le maire n'est pas content parce qu'il ne peut pas remplacer les 66 échevins élus par le peuple. Il est temps que le conseil municipal de Montréal ait des pouvoirs, afin de tenir compte des désirs du peuple et de les exécuter.

Il ne s'agit pas de légaliser les résolutions ayant trait à la nomination du président, du vice-président et des membres du comité du logement salubre de Montréal. À mon avis, cette ratification n'est aucunement nécessaire. Avec ce projet de loi, nous voulons éviter des procès aux citoyens de Montréal et empêcher que le peuple de la métropole soit la victime de l'autocratie de deux personnages⁹. Nous n'imposons rien au conseil municipal, nous lui donnons seulement la permission. Il est libre d'agir comme il l'entendra.

Que le chef de l'opposition prenne exemple sur les deux députés de son groupe qui ont voté avec nous. Ce sont deux libéraux éclairés qui demeurent à Montréal, qui connaissent les circonstances et qui se sont rendu compte de l'opinion du peuple¹⁰.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me demande si le premier ministre a lu le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai lu, j'ai collaboré à sa rédaction et j'en suis fier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il aurait été beaucoup plus simple de donner aux députés des copies authentiques, pour que la population ne rie pas des membres de la Législature qui approuveraient sans voir des résolutions du conseil municipal de Montréal. Je ne veux pas du tout défendre l'administration de Montréal. Ce n'est pas mon affaire. Je me porte seulement à la défense de l'autonomie de Montréal et des principes démocratiques. Pourquoi le gouvernement nous demande-t-il de rendre incontestables ces résolutions? Sont-elles contestées? Que veut dire "incontestables"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça veut dire ceci: Je suis chef du gouvernement! C'est incontestable! Le député de Saint-Maurice est chef intérimaire de l'opposition. C'est contestable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Saint-Henri me dit que le maire Drapeau a été élu par 76,000 voix. C'est incontestable!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la dernière élection municipale de Montréal, seulement 50 % des électeurs ont voté. Le maire Drapeau a eu le vote de 26 % des électeurs. Un grand nombre n'ont pas voté. Il représente une minorité des électeurs, et la majorité des échevins élus,

représentant la majorité des citoyens de Montréal, sont des adversaires du maire de Montréal.

M. Hamel (Saint-Maurice) revient à la charge pour obtenir du premier ministre la définition du mot "incontestable".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce mot veut dire qu'une fois la loi passée, on n'aura plus le droit de les attaquer devant les tribunaux de la province. Cela veut dire que la nomination de M. Croteau, de M. English et des membres du comité ne peut pas être attaquée. Mais le conseil municipal n'est pas obligé d'agir et d'exécuter le plan Dozois, s'il le veut.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande alors s'il se trompe en disant que si le projet de loi est adopté, cela n'empêchera personne de s'adresser aux tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant) S'il y en a qui veulent plaider, ils pourront le faire, mais ils perdront leur cause.

M. Lafrance (Richmond): Je ne veux m'attacher à aucun char, sinon le char des principes. Je ne veux pas être complice de la législation la plus mauvaise qui n'ait jamais été passée à l'Assemblée Législative, une loi pire que la loi Dillon¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): C'est un point de désordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne tolérerai pas que le député se conduise comme il le fait. Le député de Richmond a déjà été expulsé de la Chambre à quatre reprises pour infractions aux règlements. Il devrait s'en rappeler.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre n'a pas à rappeler ces expulsions antérieures. Je ne les considère pas déshonorantes. Le premier ministre a vanté sa loi. Je veux démontrer que cette loi est mauvaise et dangereuse.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le point d'ordre du premier ministre est futile. Le droit de parole des membres de l'opposition doit être respecté. Le premier ministre a dit tout à l'heure: "Si

l'opposition veut attacher son char à l'administration de Montréal, c'est son affaire". Le député de Richmond lui a fait remarquer qu'il s'attache à des principes.

(On entend des murmures un peu partout et des voix crient à l'ordre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le désordre ne peut continuer. Il demande au député de Richmond de retirer ses paroles à l'effet que la législation en discussion est pire que le bill Dillon.

M. Lafrance (Richmond) refuse de les retirer.

M. le président demande alors au député de Richmond de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Avant de les retirer, je veux savoir en vertu de quel article du Règlement on peut me forcer à retirer mes paroles.

M. le président: Le député de Richmond n'a pas le droit, à ce stade-ci de la procédure, de démontrer que le bill est bon. Nous ne sommes pas en deuxième lecture, mais en comité. Il ne peut être question du principe de la mesure. Je lui demande de retirer les paroles que cette loi est pire que la loi Dillon. Autrement, je serai obligé de faire rapport à l'Orateur.

(Pendant que le président, M. Johnson (Bagot) rend sa décision, le député de Richmond, M. Lafrance, parle à voix haute)

M. le président: Je rappellerai au député de Richmond qu'il y a deux façons de manifester en Chambre: debout ou assis. On n'a pas plus le droit de dire assis ce qui est défendu de dire debout. J'invite de nouveau le député à retirer les paroles qu'il a prononcées tout à l'heure.

M. Lafrance (Richmond): Non! Je veux que l'on me cite le règlement en vertu duquel je dois retirer mes paroles. Quelles sont les paroles que je dois retirer? Si on ne me dit pas pourquoi je dois retirer mes paroles, je ne les retirerai pas. Nous ne sommes pas en dictature, ici!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Richmond a le droit de savoir pourquoi il est appelé à l'ordre.

M. le président: Le député sait ou devrait savoir qu'il n'a pas le droit de discuter les règlements ou une décision du président de la Chambre. Ce sont les règlements qui le disent.

M. Lafrance (Richmond): Nous ne sommes pas en Russie, à ce que je sache! Je veux que l'on me cite le règlement en vertu duquel je dois retirer mes paroles.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a pas dit en vertu de quel règlement le député de Richmond doit retirer ses paroles.

(Il accentue ses paroles en frappant du poing droit dans sa main gauche. Plusieurs députés de la droite se moquent de lui en imitant ses gestes.)

M. le président: Le Règlement est très bien connu. Je rappellerai à la Chambre que, le 8 février dernier, une décision analogue à la mienne a été rendue à la Chambre des communes par le président Beaudoin. Je demande de nouveau au député de Richmond de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): C'est de la dictature! Nous sommes en présence d'une sémence de révolution! Est-ce qu'on a des règlements?

(Le remous s'intensifie. La Chambre devient de plus en plus houleuse. Le président (M. Johnson) commence à rédiger des notes.)

M. Hamel (Saint-Maurice): Un homme qu'on amène devant un tribunal a le droit de se faire entendre et de savoir pourquoi on le condamne. Pourquoi ne donne-t-on pas au député les motifs de sa punition?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au président du comité de faire rapport au président.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat en comité plénier sur l'article 3 du bill 58, l'honorable député de Richmond (M. Lafrance) s'est

engagé dans une critique générale de la loi et dans des invectives contre la loi. Parlant sur un point d'ordre, le député de Richmond a prétendu qu'il avait droit de démontrer que "cette loi constitue une législation dangereuse et mauvaise, pire que le bill Dillon".

J'ai décidé qu'à ce stade de la procédure, le député de Richmond ne pouvait discuter le principe du bill et, comme je considérais que son affirmation constituait une invective, je lui ai demandé de retirer ses paroles. Le député de Richmond, malgré ma demande, a refusé de retirer ses paroles, dont rapport.

M. l'Orateur reçoit le rapport. Dois-je comprendre, dit-il, que le député de Richmond persiste dans son refus de retirer ses paroles, suivant l'ordre du président du comité?

M. Hamel (Saint-Maurice) veut parler.

M. l'Orateur: Il ne peut y avoir de débat sur le rapport du président.

(Cris de protestation à droite)

M. Lafrance (Richmond): Avant de retirer mes paroles, je veux donner des explications. Je répète que je suis prêt à les retirer si l'on veut me dire en vertu de quel article des règlements...

M. l'Orateur: Le député n'a pas d'explications à donner. Il (M. l'Orateur) lui fait remarquer qu'en vertu de l'article 71 du Règlement, il n'est pas permis de revenir sur la question décidée par le président du comité et il l'invite de nouveau à retirer les paroles qu'il a prononcées.

M. Lafrance (Richmond) essaie une nouvelle fois d'exposer son point de vue. Je veux simplement savoir...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler le député à l'ordre.

M. l'Orateur: Je donne au député de Richmond une nouvelle chance de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond) maintient son attitude et persiste à ne pas vouloir retirer ses paroles. Je ne les retirerai pas, déclare-t-il. Il lance sur son pupitre une copie des règlements de la Législature et ramasse sa serviette.

M. l'Orateur: M. Émilien Lafrance, je vous rappelle à l'ordre¹².

M. Lafrance (Richmond) se lève et veut savoir pourquoi il est censuré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a maintenant cinq fois que le député de Richmond se conduit d'une façon désordonnée en Chambre. Je propose donc que le député de Richmond soit censuré et expulsé de la Chambre pour une période de trente jours¹³. Comme le député a déjà été expulsé pour une période de huit jours à cette session, cela fera une période de trente-huit jours en tout. Je propose que son indemnité soit réduite d'autant¹⁴.

M. Lafrance (Richmond) (Pendant que la Chambre se prépare à discuter cette motion) quitte le parquet de l'Assemblée Législative, en grommelant: Il y aura une révolution ici, prenez-en ma parole!

(On l'entend aussi répéter des mots comme "honteux" et "geste dictatorial".)

Il se retourne vers les banquettes ministérielles et s'écrie: "Pauvre Législature!" En sortant, il lance à nouveau: "Une semence de révolution!" Il continue de parler, en longeant l'allée du fond, mais ses paroles sont noyées dans les appels à l'ordre qui proviennent du côté du gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion constitue une injustice flagrante. Quels sont les faits? Voici que le député discute le texte de la loi...

M. l'Orateur: Je tiens à faire remarquer que la discussion ne peut porter sur le point d'ordre, mais sur la motion de sanction. Il est défendu de prendre un moyen indirect pour faire quelque chose qu'on ne peut faire directement. Il n'y a pas d'autre discussion que sur la motion d'expulsion du premier ministre et on ne peut revenir sur la décision du président du comité.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article 70 des règlements de la Chambre, paragraphe 2, dit: "En déclarant sa décision, il doit indiquer la règle..."

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: La référence du chef intérimaire de l'opposition prouve son erreur. La discussion doit se faire sur l'article 76 qui dit: "Si un député est rappelé nominativement à l'ordre, la parole lui est par là même interdite pour le reste de la séance".

M. Hamel (Saint-Maurice): La sanction est trop sévère! L'imbroglia dépend du fait de circonstances atténuantes. Un député ne peut-il se faire entendre? Aurait-il moins de droits que le criminel?

M. l'Orateur: La comparaison est déplacée! L'honorable chef temporaire de l'opposition compare le député de Richmond à un criminel. C'est seulement sur l'article 75 que porte la discussion et le chef intérimaire revient toujours à l'article 70¹⁵. Je n'ai pas à discuter de cela, cette phase est passée. Ordre a été donné au député de retirer ses paroles et il a refusé. Il n'y a pas autre chose à discuter que la motion de sanction.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux discuter sur la motion du premier ministre que je trouve trop sévère, parce qu'il y a des circonstances atténuantes. Si dans le Code criminel on a le droit d'invoquer des circonstances atténuantes, à plus forte raison, nous avons ce droit devant la Législature. Je suis obligé d'expliquer comment la chose est arrivée. Le député s'est dit prêt à retirer ses paroles si on lui indiquait en vertu de quel règlement il devait le faire.

M. l'Orateur: Nous sommes uniquement à discuter sur la motion. C'est la dernière fois que je rappelle le député à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai le droit d'expliquer les circonstances atténuantes.

M. l'Orateur: Pas pour essayer de diminuer la responsabilité du député de Richmond.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le problème est sérieux et je veux le discuter hors de toute partisanerie. Je ne discute pas la décision de l'Orateur, mais, à l'article 70...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a assez longtemps que cela dure. Il y a une dizaine de fois que le député est rappelé à l'ordre. Dans l'intérêt de tout le monde, il serait mieux que nous prenions le vote immédiatement. Si le vote est pris sur-le-champ, cela évitera peut-être quelque incident dont le chef de l'opposition ne voudrait pas être victime.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude de l'article 3 du bill 58.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice) regrette de nouveau que le gouvernement n'ait pas profité du répit de deux heures pour fournir aux députés une copie certifiée des résolutions du conseil municipal de Montréal qu'on demande au Parlement de légaliser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les journaux les ont publiées. Tout le monde est au courant de ce qu'elles contiennent.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'approuve le projet de loi. Cette législation répond à l'appel de 900 familles de Montréal en faveur de la démolition des taudis qu'elles habitent et du remplacement de ces taudis par des logements salubres. La majorité des députés de la région métropolitaine et des échevins de Montréal approuvent la mesure. Je suis heureux que nous ayons à la tête de la province un premier ministre qui a du cœur et un gouvernement qui comprend les besoins des 900 familles que cette loi va aider à mieux loger. Comme résidant de la cité de Montréal, je suis heureux d'appuyer cette mesure.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): L'an dernier, dans le bill de Montréal, il y avait un article autorisant la ville de Montréal à créer une commission d'administration du projet de reconstruction lorsque celui-ci sera terminé. Depuis, les représentants de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont demandé que cette commission ait un statut de corporation¹⁶.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le ministre n'admet-il pas de ce fait que le bill 27 qui a été adopté au cours de cette session était incomplet?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Non, car le présent projet de loi complète l'autre. Le premier donnait au conseil municipal de Montréal le pouvoir de créer l'Office du logement salubre.

Une fois constitué, cet organisme a voulu discuter des projets de contrats et ce n'est qu'alors que les représentants de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont fait leur demande. Il n'y a donc rien eu d'oublié. Il n'est pas question que l'Office du logement salubre devienne le corps administratif du projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque Montréal, l'an dernier, a présenté un bill, l'administration a demandé la création d'une telle commission. Mais les représentants de la corporation centrale ont fait remarquer qu'une telle commission entraînerait la responsabilité personnelle des membres. Au lieu de nommer les membres, on donne à la commission le statut de corporation avec un nom.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil, à la recommandation de l'Office de l'habitation salubre, est autorisé à constituer, par résolution adoptée à la majorité des membres présents du conseil et sans autre formalité que l'adoption d'une telle résolution, un organisme désigné sous le nom que le conseil donnera et qui sera chargé de gérer et d'administrer, seul ou conjointement avec des tiers, le projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres visé à l'article 6 de la présente loi.

"Cette résolution entrera en vigueur dès son adoption par le conseil.

"Son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil la rendra incontestable à compter de son adoption."

M. Hamel (Saint-Maurice) lit l'article 4 en insistant sur la fin du premier paragraphe qui dit: "Un organisme... qui sera chargé de gérer et d'administrer, seul ou conjointement avec des tiers, le projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres visé à l'article 6 de la présente loi". Quelle situation cela va-t-il amener? Va-t-on contribuer ainsi à augmenter la confusion au sein de l'administration de Montréal? Nous trouvons anormal de faire de l'administration de Montréal, avec l'Office de l'habitation salubre, une administration bicéphale, et maintenant nous allons avoir une administration tricéphale.

Il (M. Hamel) commente ensuite l'autre partie de cet article qui dit que la résolution du conseil qui créera l'organisme administratif entrera en vigueur dès son adoption par le conseil et que son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil la rendra incontestable à compter de son adoption. C'est encore là, dit-il, une violation des principes fondamentaux de notre régime parlementaire. Est-ce que cela veut dire que personne n'aura le droit d'aller devant les tribunaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, ça ne veut pas dire cela. Cela veut dire que si quelqu'un y va, il va perdre. Il aborde ensuite la portée de cet article. Ce n'est pas nécessaire d'être bicéphale ou tricéphale pour comprendre l'objet de ce projet de loi. Il faut avoir du "horse sense". Encore une fois, nous ne décidons de rien pour Montréal par ce projet de loi. C'est le conseil de Montréal, qui représente la majorité du peuple de Montréal, qui décidera s'il s'en servira, s'il le désire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je pense que l'opposition est acéphale.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil peut, par résolution adoptée à la majorité de ses membres présents, conclure toute entente qu'il juge appropriée relativement à l'exécution du projet d'élimination de taudis et de reconstruction d'habitations salubres approuvé par le conseil le vingt avril 1956 et notamment sans restreindre le sens général de cette disposition, il peut, de la même manière, conclure toute entente qu'il juge opportune au sujet du montant et du paiement de toute taxe foncière et de toute taxe d'eau exigées ou exigibles par la cité de Montréal quant à tous les immeubles dont il est question dans ledit projet."

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi on inclut cela dans le bill quand une disposition de la loi générale des cités et villes permet cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas de telle disposition dans la loi des cités et villes.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut le prouver et demande à un page de lui apporter les Statuts de 1948.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

s'adresse au page. Apportez-les lui, dit-il, puis expliquez-les lui.

(La discussion se poursuit encore entre M. Hamel et M. Duplessis et, à la fin, M. Hamel lance les Statuts sur un autre bureau et prend son siège.)

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder et à payer à la corporation de la cité de Montréal, à même le fonds consolidé du revenu, de la manière et aux conditions qu'il déterminera, une subvention spéciale de un million de dollars, afin de faciliter l'élimination de taudis et la construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit pour le gouvernement d'être autorisé à payer

un subside d'un million de dollars à la ville de Montréal afin de l'aider à démolir les taudis. Les députés de la gauche feront bien de noter qu'il s'agit d'un octroi d'un million. S'ils votent contre, ils auront à en répondre au peuple. Je ferai remarquer à la Chambre que, cet après-midi, sauf les députés de Verdun et de Saint-Louis, les députés de l'opposition ont voté contre le paiement de ce subside en votant contre le bill. Il demande alors le vote.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Turpin, Vachon, 73¹⁷.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

La résolution relative au bill 58 est, en conséquence, agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude article par article.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le projet de loi soit voté en troisième lecture.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'y objecte. Il invoque un règlement de la Chambre lui permettant de faire différer le vote sur la troisième lecture à sa prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Étant donné que l'opposition n'est pas prête à voter, nous allons remettre la troisième lecture à une autre séance.

Preuve photographique de documents

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant la preuve photographique de certains documents soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Coupe de bois dans Abitibi-Ouest

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant:

1. Combien de permis de coupe de bois commerciaux le gouvernement a accordés dans le comté d'Abitibi-Ouest au cours de chacune des années civiles 1954, 1955 et 1956.

2. Les noms des personnes, sociétés ou corporations auxquelles ces permis ont été accordés et pour quelle quantité et dans quel canton dans chaque cas.

3. Les quantités coupées dans chaque cas.

4. Les montants de droits de coupe payés dans chaque cas.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 38)

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Galipeault (Québec-Ouest) demande à l'Orateur l'autorisation d'aborder un problème qui ne manque pas d'être angoissant et qui, de plus en plus, passionne l'opinion publique. C'est, dit-il, le problème de l'aide aux universités pour lequel une solution, trop longtemps différée, s'impose à brève échéance¹⁸.

Une semaine avant l'ouverture de cette session, le recteur de Laval, Mgr Parent, parlant devant le club Richelieu, ne cachait ni son anxiété ni ses craintes en songeant à la pénurie d'espace, de professeurs et d'argent qui prochainement empêchera un grand nombre de jeunes gens d'être admis dans les universités du Québec. Le spectre de ces insuffisances hantait déjà les autorités universitaires de Laval, il y a trois ans, et elles exposaient clairement la situation dans un mémoire à la commission Tremblay. Ont-elles alors exagéré leurs prévisions et leurs demandes? Loin de là, car, alors qu'elles prévoyaient pour 1960-1961 un nombre d'étudiants de 3,300, ce chiffre est déjà atteint en 1956-1957, malgré la fondation de l'Université de Sherbrooke.

L'honorable Lionel Chevrier, plus récemment, déclarait que le Canada et la province de Québec manquent d'ingénieurs. C'est alarmant et les Canadiens français, à cause de cela, ne font pas leur part dans le développement du pays.

Les éducateurs et les orienteurs savent que c'est la question d'argent qui empêche chaque année des centaines d'étudiants de fréquenter nos collèges classiques et nos universités, qui ne peuvent abaisser leur taux d'inscription et qui ont dû même l'élever parce qu'ils souffrent du même mal, le manque d'argent, tout comme les étudiants.

Quant aux prévisions faites en 1954 au coût de \$9,000,000 pour les immeubles à construire sur le campus de Laval, elles sont également dépassées, et certains projets sont même périmés parce qu'ils ne répondent plus aux projets d'aujourd'hui, encore moins à ceux de demain.

Il (M. Galipeault) donne comme exemple à ce sujet le cas de la Faculté des sciences de Laval. Au lieu d'un seul pavillon, tel que prévu alors, c'est toute la faculté qu'il faudra reconstruire, soutient-il. La résidence et le centre d'étudiants qui seront inaugurés en mai prochain ne pourront accommoder, le premier que 400 étudiants, et le second, 1,200 élèves sur les 1,700 qui fréquenteront en septembre prochain la cité universitaire. La Faculté des sciences sociales et l'École de pédagogie auront également besoin d'être logées de façon plus adéquate et plus convenable.

De la même façon, les prévisions relatives aux frais d'administration de Laval, pour 1960-1961, fixées à \$2,650,000, sont bien en deçà de la réalité, puisque cette année même ce montant sera atteint et porté, l'an prochain, à \$3,000,000.

Puisque nous admettons sans sourciller que les revenus de la province sont passés de \$110,000,000, en 1946, à \$500,000,000 cette année, nous devons également admettre que, pour les universités comme pour les gouvernements, pour les professeurs comme pour les ouvriers, la hausse du coût de la vie existe. Jusqu'à cette année encore, on voyait à Laval cette chose inouïe de professeurs recevant \$5 du cours. Il faut des suppléments de traitements et de nouveaux professeurs, de sorte qu'en 1960 les dépenses de Laval atteindront \$4,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ridicule!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Contrairement au discours du trône qui annonçait des subventions plus généreuses à l'enseignement, l'Université Laval recevra moins cette année du gouvernement qu'elle n'a reçu depuis deux ans. En 1955-1956, le gouvernement a versé à Laval \$4,912,000. En 1956-1957, Laval a obtenu de la province \$3,427,000, et

dans le budget actuellement étudié, il n'y a que \$3,087,000 pour l'université québécoise. Il y a donc une diminution de tout près de \$2,000,000, en 1957-1958 par comparaison avec 1955-1956, malgré un montant de \$250,000 versé en compensation de celui du fédéral.

Ainsi, Laval termine non seulement ses exercices financiers par des déficits, mais elle ne peut pas prendre l'essor nécessaire à la poursuite de sa fin dans l'intérêt de la nation et de notre jeunesse. L'Université de Montréal est dans le même cas que Laval. En 1955-1956, le gouvernement provincial lui a versé \$6,689,000. Pour 1957-1958, on lui attribue \$6,340,000, mais il y aura un montant de \$4,000,000 pour l'École polytechnique, qui est une institution gouvernementale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Archi-ridicule!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le déficit de Laval pour 1956-1957 sera de \$350,000 et celui de 1957-1958, de \$700,000 sans tenir compte des besoins normaux d'expansion. Mgr Parent et Mgr Lussier de Montréal ont réclamé tous deux des octrois plus considérables et statutaires payés à date fixe pour faciliter la préparation des budgets. M. René Major, président de la Fédération des étudiants des universités catholiques du Canada, dans une lettre au premier ministre, demandait également de mettre fin aux octrois discrétionnaires qui maintiennent les universités du Québec dans un état d'insécurité. Les associations de professeurs de toutes nos universités ont réclamé la même chose.

Le rapport Tremblay a accepté le point de vue de Laval et des autres universités, et a recommandé au gouvernement de verser des octrois statutaires aux universités. La commission a recommandé également l'établissement d'une commission d'aide aux universités et d'un fonds provincial des universités. Il ne fait plus de doute qu'on est partout unanime dans la province à réclamer des octrois statutaires dont les avantages sont manifestes.

Il serait facile pour le gouvernement de Québec de faire cesser des difficultés qui ont duré trop longtemps et de satisfaire l'opinion publique par un geste noble et généreux, en créant un régime provincial d'octrois statutaires abondants qui mettrait fin à bien des malaises. Si le gouvernement provincial a des droits en matière d'éducation, il a également des devoirs non moins sacrés. Les autres institutions d'enseignement et les commissions

scolaires devraient bénéficier de ce régime nouveau qui assoirait sur des bases plus solides l'avenir culturel de la nation.

On peut comprendre qu'un animal mange dans la main de son maître, mais on ne peut pas raisonnablement s'attendre qu'un être humain fasse la même chose. De plus, les universités ont besoin de subventions régulières pour arriver à ordonner leurs budgets et rencontrer leurs obligations croissantes. C'est pourquoi les subventions qu'on leur octroie ne devraient pas être discrétionnaires, mais prévues aux termes de mesures législatives qui leur laisseraient la liberté académique.

Il (M. Galipeault) propose alors, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime respectueusement le regret que le gouvernement n'ait pas présenté de mesures législatives établissant un régime de subventions statutaires en faveur des corporations scolaires, des institutions d'enseignement secondaire et des universités de la province."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

En écoutant le député, j'ai eu l'impression bien nette qu'il oubliait des faits importants. J'ai consulté dernièrement des statistiques récentes sur les gradués en génie au Canada. J'ai remarqué la proportion des ingénieurs formés à l'École polytechnique et à Laval par rapport aux ingénieurs formés dans l'ensemble du Canada. J'ai trouvé que le pourcentage était de 8.2 % en 1943, et qu'il est de 16.4 % aujourd'hui. Ça a doublé. Si nos écoles de génie produisent, en 1957, plus d'ingénieurs qu'en 1943, nous devons cette amélioration substantielle à la politique du gouvernement actuel sous la direction du premier ministre.

Et, pour revenir à Québec, puisqu'on a parlé de l'Université Laval, le gouvernement actuel a permis, par ses subventions généreuses, d'ériger les édifices qui existent dans la cité universitaire. Le gouvernement a donné d'abord \$60,000 par année pendant 10 ans à la Faculté d'arpentage et de génie forestier, ce qui a été porté ensuite à \$115,000 par année; \$2,100,000 à l'École de commerce; \$1,500,000 pour l'École des sciences; \$100,000 par année indéfiniment pour l'École des mines; \$4,100,000 pour la nouvelle École de médecine qu'on édifie actuellement et qui sera terminée à la fin de 1957.

En faisant l'addition de toutes ces sommes, je crois que c'est entre \$8,000,000 et \$10,000,000 que le gouvernement a versés à date pour permettre l'érection des bâtiments que l'on voit dans la cité universitaire. Certes, des institutions de la région ont aidé également à construire cette cité et dépensé pour cela des sommes importantes, mais il n'en reste pas moins vrai que la nouvelle cité universitaire de Québec est une œuvre qui a commencé avec les subventions généreuses du gouvernement actuel, désireux de voir nos jeunes profiter en plus grand nombre de la formation universitaire. Sans l'Union nationale, il n'y aurait pas de cité universitaire à Québec.

De plus, tout le monde sait que l'Université de Montréal a été sauvée de la faillite par l'action du gouvernement actuel. Quand ils étaient au pouvoir, nos amis d'en face ont tellement lésiné quand il s'agissait d'aider cette institution qu'à un moment donné, on n'avait même plus d'argent pour payer les professeurs. Et j'ai l'impression qu'ils ne le seraient pas encore si le gouvernement actuel ne s'était porté au secours de l'Université pour la sauver de la faillite.

Sous l'Union nationale, les institutions fonctionnent et d'autres se créent de toutes pièces. Des progrès remarquables ont été réalisés au niveau universitaire, sous le gouvernement actuel. En 1944-1945, toutes les universités de la province ensemble avaient reçu en tout et partout du gouvernement \$2,478,000¹⁹. En 1954-1955, elles ont reçu \$13,008,000, soit un montant cinq fois plus considérable que sous l'administration libérale²⁰. En 1955-1956, les subventions aux universités ont été portées à \$18,081,000, ce qui représente une augmentation de \$5,000,000 en une seule année. De 1944-1945 à 1955-1956 inclusivement, c'est un grand total de \$82,750,275.43 qui a été versé aux universités. Et ce sont ceux qui ne s'occupaient pas du problème universitaire quand ils étaient au pouvoir qui prétendent aujourd'hui que le gouvernement actuel n'est pas conscient de ses responsabilités!

Dans le budget de 1957-1958, les sommes prévues pour l'enseignement universitaire comportent une augmentation de 84.5 % sur les chiffres mentionnés au budget de l'année précédente. Je trouve, moi, que le gouvernement est conscient de ses responsabilités en matière d'enseignement universitaire et qu'il fait preuve de clairvoyance. Je suis certain que le gouvernement serait heureux de pouvoir faire encore mieux, mais il y a un problème de fiscalité qui ne peut échapper à personne. C'est notre problème numéro 1. Si tous ceux qui le

peuvent étaient conscients de l'ampleur de ce problème, si tous les citoyens de la province se donnaient la main au-dessus de toute considération partisane pour faire comprendre au gouvernement fédéral qu'il ne doit pas tout centraliser, si nous avions le butin qui nous revient, c'est sur tous les plans de l'activité provinciale que le gouvernement serait en mesure de faire encore mieux pour les universités, pour les collèges classiques et pour les hôpitaux en particulier.

On parle d'octrois statutaires? Je trouve étrange que le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) réclame des subsides statutaires, alors que le budget, qui pourvoit des subsides pour chacune des universités, est une loi qui entrera dans les Statuts de la session de 1956-1957. J'appelle ça des octrois statutaires moi. Qu'on lise donc le budget. Les universités y sont mentionnées nominativement et, pour chacune d'elles, il y a toute une succession d'items bien détaillés. Ce sont des subventions définies, détaillées, payables en vertu du budget, qui est un Statut. Ce sont véritablement là des subsides statutaires. On ne comprendra donc jamais ce qui est statutaire et ce qui ne l'est pas, du côté de l'opposition.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) fait un bref discours pour seconder la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que dit la motion du député de Québec-Ouest? Que l'opposition s'objecte à la motion permettant à la Chambre de se former en comité des subsides pour voter des argents statutaires en faveur de l'éducation, de la santé, etc. La motion de l'opposition est une motion essentiellement partisane, une motion politique, dans un domaine qui devrait être placé bien au-dessus de la politique. La motion équivaut à blâmer le gouvernement de n'avoir pas accompli son devoir dans le domaine de l'enseignement. S'il est un problème qui dépasse les intérêts partisans, c'est bien celui de l'éducation. Je ne comprends pas et je trouve condamnable que l'opposition veuille faire de la politique avec la question de l'éducation. Nous votons des octrois statutaires pour l'éducation et par sa motion l'opposition veut nous empêcher de les voter. Je regrette sincèrement que le député de Québec-Ouest ait consacré l'un de ses premiers discours en Chambre à une motion comme celle qu'il a présentée et qui est un tissu de faussetés.

Je suis étonné d'entendre les libéraux reprocher au gouvernement de n'avoir jamais institué de subventions statutaires, puisque toutes les

subventions gouvernementales sont basées sur des mesures législatives qui sont des Statuts. Il (M. Duplessis) rappelle les montants que le gouvernement a votés pour l'éducation par Statuts. Cette année, dit-il, nous avons voté une loi en vertu de laquelle nous assumerons \$70,000,000 de dettes scolaires. L'opposition s'en est-elle aperçue?

Dans le domaine de l'éducation, nous avons fait des pas de géant depuis quelques années. Il n'y a pas une province où les progrès soient si grands que dans la nôtre et où les octrois pour l'éducation sont aussi généreux. Pour la première fois, un total de \$106,000,000 a été accordé à l'éducation par Statuts. Nos adversaires disent qu'il ne s'agit pas d'octrois statutaires. Ce sont les successeurs de ceux-là mêmes qui avaient laissé les corporations scolaires aux portes de la faillite quand nous avons pris le pouvoir.

Et, dès notre arrivée au pouvoir, par un Statut, nous avons donné \$100,000,000 pour assumer les dettes des commissions scolaires et distribué \$200,000,000 en octrois. Le député qui a présenté la motion savait cela ou il ne le savait pas. S'il ne le savait pas, pourquoi afficher tant d'ignorance?

De plus, le gouvernement a fait dans plusieurs cas des subventions régulières. L'Union nationale a construit plus de 3,000 écoles. Les écoles élémentaires sont essentielles. Alors que les universités sont la voûte, elles sont les fondations de notre édifice culturel. Près de 900,000 enfants les fréquentent²¹. Allons-nous les sacrifier? Non.

Les institutions d'enseignement secondaire sont les murailles. Nous avons donné plus de \$10,000,000 pour les collèges classiques. Le subside annuel qui était jadis de \$10,000 a été porté à \$25,000. Et tout cela s'est fait par Statuts.

Nous avons aussi les écoles spécialisées. Elles sont aussi importantes que les universités. Elles forment 25,000 jeunes hommes et les aident à atteindre le succès qu'ils recherchent dans leur vie. Allons-nous les négliger? Non. Les millions que nous avons donnés pour ces écoles l'ont été par Statuts.

À part cela, nous avons accordé des millions pour des bourses d'études. Il n'y en avait pas autrefois. Malgré tout cela, l'opposition nous présente une motion qui dénature les faits et qui témoigne du peu d'attachement qu'elle a pour l'éducation.

Les universités ont reçu par l'Union nationale 3,000 à 4,000 fois de plus que par nos adversaires. Les universités ont été traitées généreusement par l'Union nationale et elles continueront d'être traitées généreusement²². À Montréal, l'Université de Montréal était au seuil de la faillite lorsque l'Union nationale est venue à son secours.

Notre province est une province jeune et nous devons vivre selon nos possibilités. C'est ce que nous faisons. Nous ne sommes pas riches comme les États-Unis. Nous ne donnons pas d'autres octrois que des octrois statutaires, si c'est ce que signifie l'opposition lorsqu'elle emploie le mot "statutaire" dans un grand nombre de cas. En demandant des octrois statutaires, l'opposition veut peut-être une garantie que nous allons donner le même montant chaque année. Mais nous ne pouvons engager le gouvernement et la population du Québec pour les années à venir, alors que nous ignorons quelle sera la situation de la province et quel sera son revenu dans cinq, 10 ou 15 ans d'ici.

Est-ce raisonnable d'exiger un engagement de notre part alors que nous avons des accapareurs à nos côtés? Pourtant, l'opposition n'a pas dit un mot contre les accaparements du fédéral! L'opposition critique ceux qui construisent et ne dit pas un mot de ceux qui paralysent. À l'heure actuelle, la province de Québec est à l'une des périodes les plus importantes de son histoire et doit lutter contre la politique de centralisation du fédéral. Ottawa veut faire un marché aux enchères des droits de la province, comme si ceux qui sont disposés à conserver nos traditions étaient prêts à marchander, à donner le baiser de Judas! Mon gouvernement ne peut établir un système de subventions régulières payables chaque année tant que le fédéral n'abandonnera pas toutes ses incursions dans nos champs de taxation. Le gouvernement fait quelques subventions sur une base annuelle régulière, mais les autres doivent se baser sur les capacités gouvernementales en tenant compte des autres besoins de la province.

M. l'Orateur, Judas n'a pas été méprisé à cause de la somme de 30 deniers qu'il a reçue, mais parce qu'il a trahi son maître. Sous l'Union nationale, ce n'est pas 30 deniers, ce n'est pas \$50,000,000 ni \$100,000,000 qui achèteront l'âme de la province et la conscience du gouvernement.

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche alors à l'opposition de ne pas dire un seul mot pour protester contre l'agression fédérale dans le domaine de l'enseignement. Le problème éducationnel pourrait être réglé beaucoup plus facilement, dit-il, si les autorités fédérales, quelles qu'elles soient, reconnaissaient les droits de la province et cessaient leurs tentatives d'accaparement. On offre de l'argent, de l'argent caché, noirci par des accaparements méprisables, terni par le désir d'acheter et, dans le même temps, on paralyse l'action des commissions scolaires en élevant les taux d'intérêt et en tarissant les sources de crédit. Que le gouvernement fédéral

s'occupe donc de régler ce problème de crédit au lieu d'essayer de s'emparer de notre butin qu'ils n'auront jamais, que nous ne lâcherons jamais.

Les universités sont indispensables et elles font un bien énorme. Nous en sommes fiers. Nous voudrions avoir dans le Québec les universités les mieux outillées, enrichies des professeurs les plus compétents. Mais il nous faut limiter nos réalisations à nos moyens.

La province de Québec, par son histoire, par l'héroïsme, le désintéressement, les vies qui ont été données pour assurer son avenir, vaut bien que tous les gens bien disposés sachent aux heures graves mettre de côté les considérations partisans et les rancœurs personnelles pour s'élever à la hauteur de nos aspirations, de nos ambitions légitimes et de l'avenir qui nous est réservé. Que c'est déplorable de voir un groupement politique qui ne parvient pas à réaliser l'importance du problème, de voir l'opposition essayer de se bâtir un monument sur la déchéance de nos droits constitutionnels!

Nous avons fait notre devoir. Nous allons voter des subsides à l'enseignement, des subsides que nous allons rendre aussi généreux, aussi réguliers que la situation financière le permettra. Nous ne pouvons pas nous engager pour une période indéfinie, sans savoir si nous obtiendrons le plein exercice de nos droits. C'est ça que les universités doivent comprendre. Elles doivent comprendre que nous devons avancer graduellement, suivant nos moyens. Elles doivent aussi comprendre qu'il y a aussi l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement spécialisé. Nous allons travailler ensemble à donner à tous les degrés de l'enseignement toutes les garanties possibles, en autant que nous aurons nous-mêmes la garantie qui est la base indispensable de toutes les autres.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai écouté avec intérêt le discours prononcé par le député de Québec-Ouest. Je le félicite sincèrement d'avoir saisi la Chambre d'un des problèmes les plus importants à l'heure actuelle. Je félicite aussi le député de Saint-Hyacinthe qui a appuyé le député de Québec-Ouest.

J'ai écouté aussi avec intérêt les discours de l'autre côté de la Chambre et je n'en ai pas été très ému. Qu'est-ce qu'on a dit au sujet des problèmes dont nous parlons? On a parlé du partage des pouvoirs. Je ne crois pas qu'on règle cela sur la motion du député de Québec-Ouest.

Il (M. Hamel) reproche au premier ministre d'essayer de tromper la population en faisant des comparaisons entre ce que le gouvernement donne

aujourd'hui et ce que les gouvernements d'autrefois donnaient. Ce sont, dit-il, des comparaisons ridicules. Ils nous ont dit: "Nous donnons plus d'argent pour l'éducation que les libéraux en ont donné". Mais, de 1945 à 1956, on est allé chercher \$3,000,000,000, et on compare cela aux budgets de \$30,000,000 ou de \$40,000,000 du temps des libéraux. On a dit: "On en a des octrois statutaires, on les a dans les Statuts." On a dit que le député ravale l'enseignement sur le plan de la partisanerie lorsqu'il réclame pour les institutions ce dont elles ont besoin pour continuer leur œuvre.

Nous ne sommes pas les seuls à réclamer des octrois statutaires. Le premier ministre dit: "Il faut savoir ce qu'on va retirer avant de donner." Mais on le sait d'avance! Ce qu'on veut, c'est que le gouvernement dise qu'il y a tant de millions à donner aux universités, c'est qu'il y a tant à donner aux collèges classiques.

Le secrétaire provincial dit: "Il faudrait renseigner l'opposition sur ce que c'est que les octrois statutaires." Il y a des foules d'institutions qui les réclament. Le ministre devrait faire ce reproche aux associations presque innombrables et extrêmement sérieuses qui ont réclamé de tels octrois pour les universités et les écoles en général. Le premier ministre n'a pas le droit de les taxer de partisanerie politique et de politiciannerie!

Il (M. Hamel) cite ensuite une longue liste de ces associations et institutions qui ont réclamé des octrois statutaires pour les universités et les écoles en général. C'est, dit-il, l'Institut des ingénieurs du Canada, la Fédération des mouvements de jeunesse du Québec, la Ville de la jeunesse de Montmagny...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Cela a assez duré. La motion du député en est une de non-confiance envers le gouvernement. C'est lui qui fait de la petite politique. Je dénonce cette motion comme étant essentiellement partisane.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y avait pas d'autres moyens pour lui de réclamer ce qu'il voulait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, il y avait 25 autres moyens et le député a choisi ce qu'il y avait de plus partisan.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a choisi le moyen le meilleur et le plus efficace. Il continue son énumération: la Confédération des travailleurs catholiques du Québec, le Collège Sainte-Marie, le

Collège Saint-Jean-de-Brébeuf, la Commission scolaire catholique de ville Mont-Royal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, l'Union catholique des cultivateurs, l'Université Laval, la Chambre de commerce de la province, la Commission scolaire de Roberval, le Séminaire de Sherbrooke, la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, le Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

S'il y a des gens qui savent si, oui ou non, le système actuel paralyse les activités de ceux qui se dévouent à l'éducation, ce sont bien les commissaires d'écoles de la province de Québec. Presque toutes les institutions d'enseignement réclament des octrois statutaires et disent qu'il est impossible d'avancer sans cela. Pourquoi ne pas répondre à leurs demandes légitimes? On ne veut plus, dans la province, de ce système de quémandage perpétuel qui amène à la porte du bureau du premier ministre ou du secrétaire provincial la foule de ceux qui ont besoin. En 1957, des commissions scolaires sont aux portes de la faillite quand le gouvernement provincial a un budget de près de \$500,000,000. Le système d'octrois statutaires va venir dans la province de Québec parce qu'il est raisonnable et qu'il est réclamé par l'opinion publique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux commencer par où a fini le chef du Parti libéral. Le chef de l'opposition s'est déclaré scandalisé par la foule qui fait queue à la porte du premier ministre. Le fait est que c'est du nouveau, car, sous les régimes précédents, ceux qui s'occupaient de la chose publique étaient reçus de façon tellement cavalière qu'ils s'en retournaient chez eux les mains vides en se promettant de ne jamais revenir. Aujourd'hui, ces gens reviennent au Parlement et ils en repartent apportant avec eux ce qui se traduit, dans la province, par des monuments qui sont à la honte des régimes qui ont précédé celui de l'Union nationale. Autrefois, il n'y avait pas de problème d'espace dans les écoles parce qu'on ne donnait pas aux jeunes la chance de s'instruire.

Je vois le député de Saint-Maurice sourire. S'il sourit de ce que je dis actuellement, c'est qu'il est à l'épreuve de la honte. Chaque fois qu'en Chambre on discute sérieusement du problème constitutionnel, dont le règlement permettrait le règlement de bien des problèmes scolaires et universitaires, on rit de l'autre côté de la Chambre. Ni ce soir, ni hier, ni jamais le député de Saint-Maurice n'a parlé de la base du problème.

J'ai ici dans mon pupitre les déclarations autonomistes que faisait l'actuel chef de l'opposition

quand il siégeait à Ottawa comme membre du Bloc populaire. Est-ce que le député, en changeant de défroque, a aussi changé de convictions? A-t-il noirci ses idées et ses principes en coiffant le béret blanc?

La motion présentement à l'étude repose sur des affirmations fausses. On y dit que le gouvernement ne dispense l'argent que de façon discrétionnaire. Mais que fait-on de tous les Statuts votés par cette Chambre? Le député de Saint-Maurice peut rire, la population a eu son tour de rire le 20 juin dernier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons obtenu 48 % du vote.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Et sans l'aide de télégraphes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le successeur de Chubby Power qui parle ainsi²³. Nous en reparlerons.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition n'aborde pas la question des droits de la province en matière d'éducation. L'opposition a-t-elle bien songé à ce qu'elle demande quand elle réclame des octrois basés sur des normes? Veut-on des preuves de la faillite de ce système? C'est le cas en particulier des octrois aux collèges classiques. On leur a voté des octrois de \$10,000 par année, alors que le budget de la province était d'environ \$10,000,000. L'octroi est demeuré le même, alors que le budget de la province a atteint \$90,000,000.

Qu'on adopte les normes que l'on voudra, nombre des élèves, pourcentage de la fréquentation scolaire ou évaluation municipale, ces bases varient constamment. Le coût de la vie, le coût des matériaux peut monter d'année en année. Qu'arrive-t-il? Les octrois demeurent au même niveau, parce que le problème a été réglé. Il faudrait alors voter constamment de nouveaux octrois statutaires et adopter de nouvelles lois tous les ans. Le gouvernement actuel préfère donner en tenant compte des besoins qui lui sont exposés et de ses propres moyens financiers.

Le gouvernement a consacré des montants considérables, des centaines de millions de dollars pour l'éducation à tous ses paliers, tout en défendant les droits de la province. Le peuple a approuvé cette politique.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courey, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Vachon, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle les crédits du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse²⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le député de Richmond qui s'était préparé à discuter les crédits de ce département.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958²⁵.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas onze millions neuf cent trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse: écoles d'enseignement spécialisé, écoles professionnelles, écoles de protection de la jeunesse, aide à l'enseignement des jeunes et bourses d'études (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention pour la prévention de la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans; invalides et aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes et écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. À l'article 1, selon *Le Soleil* du 14 février 1957, à la page 38.

2. À l'article 2, selon *Le Soleil* du 14 février 1957, à la page 36.

3. Le *Montréal-Matin* du 14 février 1957, à la page 8, soutient qu'il s'agit de 30,000 terres.

4. \$28,700,000 en 1955-1956, au lieu de \$17,240,000 en 1944-1945, selon *L'Événement* du 14 février 1957, à la page 1.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1957, à la page 8, la dette nette du Québec est de \$285,000,000, \$263,000,000 selon *La Patrie* du 14 février 1957, à la page 2. Pour sa part, la *Gazette* du 14 février 1957, affirme, à la page 2, que la dette de l'Ontario est de \$700,000,000 au lieu de \$600,000,000.

6. \$130,000,000, selon *Le Devoir* du 14 février 1957, à la page 3.

7. Le *Montréal-Matin* du 14 février 1957, à la page 8, avance plutôt \$28,000,000,000.

8. \$75, selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1957, à la page 8.

9. Il fait allusion au maire Jean Drapeau et à Pierre Desmarais, président du comité exécutif, qui s'opposent au plan Dozois.

10. Il parle de M. Lionel Ross et de M. Dave Rochon. Selon *L'Action catholique* du 14 février 1957, à la page 3, c'est la deuxième fois que ces députés appuient le gouvernement sur cette question.

11. La loi Dillon a été votée en décembre 1931 sous le gouvernement de Taschereau. Elle avait pour but de valider l'élection d'environ 60 députés libéraux et ainsi d'annuler, par le fait même, les procédures en contestation prises par le chef de l'opposition, M. Camillien Houde. Pour plus de détails, voir le *Montréal-Matin* du 14 février 1957, à la page 3, et *L'Action catholique*, du 14 février 1957, à la page 3.

12. Cela signifie qu'il n'a plus le droit de parler jusqu'à la fin de la séance, comme l'indique *Le Soleil* du 14 février 1957, à la page 1.

13. *Le Soleil* du 14 février 1957, à la page 1, spécifie que toutes les expulsions décrétées en vertu des règlements prennent fin avec la session au cours de laquelle elles ont été décrétées.

14. M. Duplessis tient compte, dans son calcul, des huit jours que M. Lafrance a passés en dehors de la Chambre à la suite de son expulsion du 31 janvier 1957. Il n'avait réintégré son siège que le 12 février. Il s'agit de la cinquième fois qu'il est expulsé de la Chambre depuis son élection en 1952. Pour plus de détails, voir *Le Nouvelliste* du 14 février 1957, à la page 1.

15. Le journaliste mentionne l'article 75. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur. On aurait dû lire plutôt l'article 76. Ceci est confirmé dans *Le Devoir* du 14 février 1957, à la page 5.

16. Il discute alors de l'article 3 comme le rapporte *La Presse* du 14 février 1957, à la page 53.

17. L'opposition a dénoncé la mesure pendant plus de deux heures. Voir à ce sujet le *Montréal-Matin*, du 14 février 1957, à la page 2. D'autre part, *La Presse* du 14 février 1957, à la page 53, avance plutôt le chiffre de 75 députés qui se seraient prononcés en faveur.

18. M. Galipeault avait préparé son texte à l'avance et en avait distribué des copies à la presse. Cette information est rapportée dans *La Patrie* du 14 février 1957, à la page 2.

19. \$2,078,000, selon *La Patrie* du 14 février 1957, à la page 2.

20. \$13,000,000, selon *La Patrie* du 14 février 1957, à la page 2.

21. Le *Quebec Chronicle* du 14 février 1957, à la page 2, soutient plutôt le chiffre de 200,000 garçons et filles.

22. Selon *Le Nouvelliste* du 14 février 1957, à la page 12, il s'agit plutôt d'argent.

23. M. Duplessis fait référence à un organisateur politique de la région de Québec.

24. *L'Action catholique* du 14 février 1957, à la page 1, affirme qu'il est alors 11 h 30.

25. Les crédits sont adoptés sans discussion en quatre minutes. Voir à ce sujet *Le Devoir* du 14 février 1957, à la page 3.

Première séance du jeudi 14 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Collège
des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité se lève sans faire rapport.

Élimination
de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) rappelle qu'il avait voté, avec plusieurs autres membres de l'opposition, en faveur du premier bill concernant le projet de démolition de taudis et de reconstruction à Montréal et qu'alors il avait clairement établi ses positions. Je suis, dit-il, en faveur d'un tel projet et je suis fier de mon attitude prise lors de la passation du bill 27. Aujourd'hui, je vote contre le bill 58 pour des raisons que je crois sincèrement bonnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat en deuxième lecture est terminé depuis le vote et le député ne peut revenir sur cette question.

M. l'Orateur: Toute référence au débat de la veille est contre les règlements.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le bill 58 est une mesure pour rapiécer la loi passée précédemment. Tout citoyen a le droit incontestable de recourir aux tribunaux, et c'est justement parce que le bill 58 prive les citoyens de ce droit que je voterai contre, que je ne peux associer mon nom à un tel projet de loi. C'est là la raison principale de mon opposition au bill.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le but de cette loi est tout simplement de donner une plus grande part d'autonomie au conseil municipal de Montréal.

Le bill 27 autorisait le conseil à créer l'Office du logement salubre. Le conseil a exercé ce pouvoir, mais le bill est devenu nécessaire parce que la majorité au conseil municipal de Montréal fait face à une minorité de gens de mauvaise foi.

Cette minorité veut paralyser la volonté d'une très grande majorité. Dans cette majorité, il y a même quatre membres du comité exécutif car, lors de l'assemblée du 13 janvier des cinq membres de l'exécutif présents, quatre ont voté en faveur de la formation de l'Office.

Peu après la création de cet Office, le maire Drapeau a déclaré qu'il attendait que la session soit terminée pour paralyser l'Office en ayant recours aux tribunaux. C'est de la mauvaise foi. Cette loi a pour but d'empêcher des gens qui par pure partisanerie politique veulent paralyser la majorité.

Ce bill doit être adopté le plus tôt possible et, vu l'octroi de \$1,000,000 qu'il comporte, je crois qu'il devrait être adopté unanimement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a mis en valeur les deux parties du bill. Certaines dispositions touchent une situation bien particulière et il y a l'octroi de \$1,000,000 pour la démolition des taudis; mais nous l'avons aussi dit, nous ne consentirons jamais à faire un accroc à notre régime démocratique qui est basé sur la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire. Mon groupe est en faveur d'un octroi de \$1,000,000 pour la démolition des taudis. Nous l'avons dit et, par notre vote d'hier, nous l'avons prouvé.

Plusieurs philosophes ont soutenu que la division des pouvoirs était absolument nécessaire si

l'on voulait éviter les effets de la partisanerie et du parti pris dans l'application des lois. La justice, dit-il, doit avoir un bandeau sur les yeux, car la loi doit être la même quel que soit l'individu qui se présente devant les tribunaux.

Ici, on veut rendre une loi incontestable. On défend aux citoyens de se rendre devant les tribunaux pour contester telle ou telle résolution adoptée par le conseil municipal. C'est un principe extrêmement faux.

Une autre raison de notre opposition est que ce bill est injuste pour les membres de l'Assemblée législative, car il est injuste que les membres de cette Assemblée soient appelés à ratifier signer un document et de rendre incontestables des résolutions adoptées par un conseil de ville, sans permettre à ces députés de connaître la teneur de ces résolutions et que l'on refuse de leur faire voir.

Parce que le bill viole le principe fondamental de la séparation des pouvoirs, avec un effet rétroactif en plus, et parce qu'on nous demande de voter sans voir, nous voterons contre le projet de loi.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai siégé pendant 20 ans au conseil de ville de Montréal, où j'ai eu l'honneur de connaître le ministre actuel des Affaires municipales, M. Dozois dont je loue la compétence et la probité. Le maire de Montréal a fait sa campagne électorale en se prononçant en faveur du plan Dozois. En décembre 1954, après les élections, il a demandé un rapport, et le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) lui a répondu qu'il était impossible de lui fournir ce rapport, car tous les documents étaient entre les mains de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Le plan Dozois n'est peut-être pas parfait, mais c'est un bon commencement, et je me réjouis de voir que cette initiative est réalisée dans mon comté.

Le maire a insisté pour avoir le rapport le plus tôt possible parce qu'il affirmait alors qu'il s'agissait d'une affaire importante. Depuis, le maire et M. Desmarais ont changé d'idée. Est-ce parce qu'eux ou leurs amis n'ont pas pu s'accaparer les bâtisses comprises dans le projet ou est-ce parce qu'ils ont acquis des maisons ailleurs dans l'autre bout de la ville? Je ne le sais pas.

Il (M. Rochon) accuse le premier magistrat de la métropole d'adopter une attitude antidémocratique, même s'il prétend se faire le champion des droits de la démocratie.

Il (M. Rochon) conseille ensuite au maire de Montréal de prendre l'avion et d'aller voir les édifices

de 18 étages de Chicago où une population vit paisiblement et satisfaite.

Pour le site choisi par le comité Dozois, ajoute-t-il, le directeur du Service d'urbanisme, M. C. E. Campeau, avait déclaré au député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois): "Vous avez raison, c'est vraiment la place où il faut démolir et reconstruire."

L'argument du maire, qui prétend qu'une grande partie des propriétés comprises dans le territoire à démolir est la propriété de M. J. O. Asselin, est faux. C'est trois logements que possède M. Asselin. Le maire a déjà été contre l'expropriation de la rue Burnside, et aujourd'hui, il est pour. Pourquoi? Ce qui est le plus drôle, c'est que le maire veut faire prolonger la rue Burnside pour la relier à la rue Demontigny que l'on élargira. Or, les trois maisons de M. Asselin sont justement situées dans la trajectoire projetée de la rue Demontigny. C'est curieux que, pour l'élargissement de cette rue, les maisons de M. Asselin ne sont pas un obstacle et qu'elles en sont un à la réalisation du projet Dozois!

Pour les élections municipales, si j'étais à la place du maire, je ne demanderais pas d'en avancer la date. Elles viendront assez vite.

Le maire de Montréal ne peut pas, par un recours aux tribunaux, empêcher la réalisation d'un projet qui a pour but de sortir des taudis plus de 800 personnes de mon comté. Je connais la misère qui existe là au sein de la population. Si le maire a recours aux tribunaux pour paralyser l'Office du logement salubre, le pauvre monde qui habite les taudis va encore attendre. On peut être intelligent, mais, quand on n'a pas eu à travailler à la sueur de son front, on ne peut pas savoir ce que c'est que de vivre dans un taudis! Le maire semble être sous l'impression que les travailleurs ordinaires ne sont pas faits pour vivre dans des édifices à logements. Le maire Drapeau, qui vit dans une demeure imposante dans le nord et qui gagne un bon salaire, en tant que maire de Montréal, n'a pas à s'inquiéter des conditions de vie des pauvres gens.

Le maire de Montréal ne devrait pas parler de démocratie. Je me rappelle sa campagne contre le général Laflèche dans Outremont, et je pourrais citer des déclarations qu'il faisait. Alors, on verrait ce qu'il pense de la démocratie. Qui est-il pour parler de démocratie quand on se souvient des discours qu'il a prononcés, en 1942, comme candidat anticonscription du Bloc populaire dans la circonscription d'Outremont? Un homme qui a parlé de cette façon en 1942 ne peut comprendre la véritable signification de la démocratie.

Le projet Dozois n'est peut-être pas parfait, mais c'est un commencement. Le maire et M. Desmarais n'auraient pas dû lutter contre ce projet. Ils auraient dû le laisser construire et si, comme ils le disent, ce n'est pas une bonne affaire, ils auraient pu venir devant le peuple et montrer que ce sont eux qui avaient raison.

Tout ce qui peut être fait pour améliorer les conditions de vie de ces gens devrait être approuvé à l'unanimité par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'attitude du député de Saint-Maurice (M. Hamel) est injuste pour ses partisans, les députés de Verdun et de Saint-Louis qui ont voté consciencieusement. Je proteste au nom de la justice contre la façon injuste dont le chef temporaire traite ces deux députés, certainement les mieux qualifiés pour représenter l'idéologie libérale.

Le chef de l'opposition parle de la division des pouvoirs. Y a-t-il un homme intelligent et sérieux qui va nier à la Législature le pouvoir de passer des lois? Or, quand on exerce un pouvoir, on ne fait rien d'illégal. Il ne faut pas oublier que le pouvoir législatif est antérieur au pouvoir judiciaire. Il n'y a pas de doute que le Parlement a le pouvoir de voter une telle loi. Le gouvernement se rend simplement aux désirs de la majorité du conseil municipal qu'une minorité dirigée par deux hommes voudrait diriger à sa guise.

Nous disons que le conseil de la ville de Montréal décidera du problème. Nous ne voulons pas que la décision de la majorité des représentants du peuple de Montréal soit entravée dans son travail par une minorité quelconque. L'opposition s'illusionne peut-être. Elle peut croire que la minorité peut conduire. Si les gens de la gauche n'avaient pas d'illusions, qu'est-ce qu'il leur resterait?

Le conseil municipal de Montréal, par une écrasante majorité, a décidé. Une minorité veut l'empêcher d'agir. Un groupe peu nombreux mais bruyant veut utiliser les tribunaux pour promouvoir ses ambitions politiques. Or, c'est le devoir du gouvernement d'empêcher l'autocratie où elle se trouve, et c'est de l'autocratie que de vouloir faire gouverner la minorité.

Le bill n'a pas d'effet rétroactif. Il dit simplement que le règlement qui a été adopté par le conseil entre en vigueur à partir du moment où il a été adopté. Ce n'est pas un effet rétroactif, ça. Il (l'honorable M. Duplessis) cite en exemple un jugement de cour qui annulerait un règlement. La cour ne rend pas un jugement rétroactif, dit-il, elle

déclare que le règlement est nul, qu'il est mort-né. Nous, nous disons que le règlement est né vivant.

Je félicite le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) de s'être penché sur le sort des malheureux, d'abord en préparant le projet, puis en tant que membre de la Législature, en amenant la législation nécessaire pour favoriser sa réalisation.

Nous voulons que les 800 personnes qui habitent ce secteur de taudis puissent vivre dans des logements salubres. Les tergiversations et les palinodies de ceux qui s'opposent à cette réalisation sont fondées sur la souffrance et la misère de ces gens.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipecault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 58 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, Archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Brown (Brome): Pourquoi le secrétariat veut obtenir \$524,000 pour l'exercice 1957-1958, au lieu de \$484,000, en 1956-1957, pour les musées, archives et services culturels divers? Que compte faire le ministre à l'avenir pour la culture?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

M. Gérard Morisset, conservateur du musée provincial, qui est chargé de l'inventaire des œuvres d'art et remplit les fonctions de secrétaire de la Commission des monuments historiques, ainsi que ses collaborateurs déploient leur activité dans toute la province. L'inventaire se fait dans toutes les régions.

La Commission s'occupe de monuments disséminés à travers le Québec. Cette dernière aura, en 1957-1958, \$34,000 de plus qu'en 1956-1957, soit \$184,000 au lieu de \$150,000. À la demande du premier ministre, elle restaure et préserve, pour les générations futures, des monuments, religieux ou autres, auxquels sont attachés des souvenirs historiques et qui rappellent nos origines.

M. Brown (Brome) attire l'attention sur les besoins de la Société historique de Brome.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La Société devrait s'adresser à M. Gérard Morisset. Nous aidons toutes les sociétés culturelles qui ont des réalisations à leur actif. Quand des écrivains publient des volumes, nous achetons de ces volumes pour les aider.

M. Brown (Brome) énonce d'autres remarques au ministre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La Commission des monuments historiques déploie son activité dans toutes les régions de la province et l'inventaire de nos œuvres d'art atteint aussi toutes les régions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Brown (Brome) interroge le ministre sur une augmentation de \$21,500 du budget de l'item.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

C'est l'intention du gouvernement de faire encore plus que dans le passé pour développer la culture artistique dans la province de Québec.

Il ajoute qu'il s'intéresse aux conservatoires de musique et d'art dramatique de Québec et de Montréal et tout le public s'y intéresse. Il fait l'éloge de M. Wilfrid Pelletier, directeur des conservatoires, et des adjoints M. Henri Gagnon, à Québec et M. Claude Champagne, à Montréal. Il faut, ajoute-t-il, réviser l'échelle des salaires des professeurs, parmi lesquels il y a des musiciens réputés, acheter des pièces de musique et, dans l'ensemble, donner encore de l'essor dans le domaine de la musique et de l'art dramatique, où tant des nôtres ont déjà fait leur marque. Les deux conservatoires de Montréal et de Québec sont ouverts aux élèves de toute la province.

M. Brown (Brome): Y aurait-il moyen de faire quelque chose dans les autres centres de la province? J'ai demandé quels sont les projets du

ministre. Il semble que presque tout l'argent est dépensé dans les seuls centres de Québec et Montréal et qu'il ne reste pratiquement rien pour le reste de la province. Quand il s'agit de routes, on en donne à toutes les régions! Est-ce possible d'étendre un peu plus de cette culture et de promouvoir le goût de la belle musique dans les autres centres?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

L'organisation d'un conservatoire, avec instruments de musique, professeurs, studio est une entreprise d'envergure. On ne peut multiplier les conservatoires dont on ne semble pas concevoir l'importance et les frais qu'ils peuvent occasionner.

Il rappelle qu'il a eu le plaisir de faire partie de la Société Sainte-Cécile, pendant qu'il était au Petit Séminaire de Québec, et de l'harmonie de Beauport, un peu plus tard. Je connais, dit-il, un grand nombre d'institutions qui peuvent maintenir des harmonies, des fanfares ou autres organisations musicales, sans jamais demander un sou à la province.

Le gouvernement accorde des octrois à l'occasion de congrès de fanfares, ou pour répondre à d'autres demandes justifiées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'idée du député de Brome (M. Brown) est bonne, mais il est bien difficile d'organiser l'enseignement de la musique et de l'art dramatique sur une haute échelle, dans plusieurs centres de la province. Quand on nous signale un talent, nous prenons des mesures pour qu'il puisse se développer. Nous accordons des bourses qui permettent d'aller étudier aux États-Unis ou en Europe. Il cite le cas du ténor Richard Verreault, qui nous fait honneur à l'heure actuelle.

Cependant, l'encouragement des arts et de la musique n'est pas seulement limité à deux villes, mais il s'étend aussi à des jeunes hommes et des jeunes femmes partout dans la province par le biais des bourses.

Il (l'honorable M. Duplessis) nomme quelques-uns des artistes qui sont populaires présentement et bien connus des auditoires de la radio et de la télévision, aussi bien que sur les scènes de concert, qui ont pu perfectionner leur art dans des centres européens et qui sont maintenant reconnus en tant qu'interprètes de haut niveau, même à l'extérieur du pays.

M. Brown (Brome): Pourquoi est-ce qu'un groupe de musiciens formé d'étudiants du secondaire de Brome ne peut-il bénéficier d'une subvention

gouvernementale? Ce groupe spécial a donné des concerts dans plusieurs grandes communautés, même aux États-Unis, et a été classé parmi les meilleurs de sa catégorie.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il existe des centaines de groupes semblables dans la province. Cependant, le gouvernement donne chaque année des bourses généreuses à la Fédération des groupes de musiciens amateurs à titre d'encouragement à l'occasion de son congrès annuel.

Il y a environ un mois, l'*Ottawa Journal* disait qu'au point de vue culturel, le Québec venait en tête de toutes les provinces de la Confédération, en fait, davantage que les neuf autres provinces ensemble. Cette remarque était contenue dans un article où l'on parlait des bourses et des beaux-arts.

Des députés parlent de vols dans les poches de dignitaires dans une assemblée tenue à Grand'Mère, de vols à la prison de Trois-Rivières, à la Commission des liqueurs de La Tuque, dans l'édifice Cadrin de Québec.

M. le président demande à l'assemblée de rester dans l'harmonie et de revenir à la musique.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement;

- bill 95 concernant la ville d'Acton Vale;
- bill 153 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne à la ville de Terrebonne;
- bill 254 concernant la ville de La Prairie.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 14 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année finissant le 31 mars 1956. (Document de la session no 39)

Projets de loi:

Autoroute Montréal-Laurentides

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette autoroute a pour objet de donner suite à la recommandation du comité d'enquête des problèmes de la voirie créé en 1955. Ce comité a recommandé la construction d'une autoroute qui ira de Montréal au nord de Saint-Jérôme.

Le gouvernement entend confier la construction, l'entretien et le fonctionnement de cette voie à un organisme. La loi à l'étude a pour effet de créer un tel organisme et de lui donner les pouvoirs dont il aura besoin pour s'acquitter des fonctions qu'on lui assigne.

Cette voie de circulation rapide sera construite et administrée par un office, composé de quatre membres, qui contractera des emprunts avec la garantie du gouvernement et fixera des taux de péage pour les usagers¹.

Ces taux devront être maintenus à un niveau suffisant pour rencontrer les frais d'administration ainsi que l'intérêt et l'amortissement du capital investi. La route devra se payer d'elle-même dans un délai de 30 ans.

Les travaux pour la réalisation de cette route à péage de 29 milles, dont le coût prévu est de \$40,000,000, commenceront au printemps ou au début de l'été et seront terminés en 1959. Ce sera la première route du genre au Canada.

M. Hamel (Saint-Maurice) suggère qu'on adopte sans plus le bill en deuxième lecture et qu'on passe aussitôt à son étude, clause par clause, en comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour qu'un vote soit pris.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Turpin, Vachon, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 37 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent: a) "autoroute": la voie de communication rapide visée à l'article 15;

"b) "ministre": le ministre de la Voirie;

"c) "Office": l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides institué en vertu de la présente loi."

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose une question au ministre sur l'article 2.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question au ministre sur l'article 2.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La nouvelle voie de communication aura son point de départ à l'intersection des boulevards Persilliers et Crémazie, elle passera par Laval-des-Rapides pour atteindre le nord du comté de Terrebonne. Il y aura un nouveau pont construit sur la rivière des Prairies et un autre pour traverser la rivière des Mille-Îles. La nouvelle route se situera entre les deux routes actuelles.

Dans Montréal, l'autoroute aura 200 pieds d'emprise, avec terre-plein de 40 pieds. L'emprise sera de 300 pieds en dehors de Montréal, avec un terre-plein de 100 pieds séparant les trois voies de chaque côté. L'autoroute passera successivement à l'ouest de Sainte-Rose, de Sainte-Thérèse et de Saint-Janvier, pour aboutir à la route 11, à l'endroit où commencent les voies divisées au nord de Saint-Jérôme. La longueur totale de l'autoroute des Laurentides sera d'environ 29 milles.

Les ingénieurs du ministère qui ont préparé les plans de cette route ultra-moderne ont fait en sorte qu'il n'y ait que très peu d'entrées et de sorties le long du parcours. Il n'y aura pas d'intersections de routes au niveau du sol et les propriétaires riverains n'auront pas accès à l'autostrade. On construira 48 viaducs ou des tunnels pour les croisements. Il n'y aura d'ailleurs pas d'établissements ou maisons situés

en bordure pour limiter la vitesse des automobiles. À certains endroits, on pourra passer des routes actuelles à l'autoroute par des formations dites de trèfle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet coûtera \$40,000,000 et les travaux commenceront cette année.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement s'est assuré des droits de passage sur toute la longueur du tracé de la route. Les plans de ce tracé ont été déposés à un bureau d'enregistrement de Montréal. L'autoroute se trouvera, en somme, à l'ouest de la route 11 actuelle.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à l'Office un secrétaire et tous autres officiers et employés dont il juge les services nécessaires et fixer leur rémunération."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'article 9 de la loi est un article qui réduit les pouvoirs de l'Office un peu trop. Je ne comprends pas comment les membres de l'Office pourront procéder avec diligence, si chaque fois qu'il leur faut un employé, ils doivent s'adresser au gouvernement.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Dès le début le gouvernement aura à avancer l'argent nécessaire pour le fonctionnement l'Office et, de plus, il devra endosser pour l'Office. Il est donc juste et raisonnable que le gouvernement ait son mot à dire quand il s'agira de l'engagement du personnel. Nous avons un personnel au ministère de la Voirie. Nous ne voulons pas qu'on vienne nous l'enlever pour d'autres fins. Nous voulons collaborer avec l'Office, mais nous voulons aussi garder nos ingénieurs et nous voulons bien que ceux-ci ne passent pas au service de l'organisme sans que nous en ayons connaissance.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

"14. Aucune saisie mobilière ou immobilière, par voie de saisie-exécution, de saisie-arrêt avant jugement, de saisie-arrêt après jugement ou par toute autre voie ne peut être pratiquée contre les biens en la possession de l'Office."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'ensemble de ces articles vise², encore une fois, à soustraire l'Office de la juridiction des tribunaux. Nous nous sommes prononcés ce matin sur cette théorie et je vois ici le même problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un principe général qui met à l'abri de toute poursuite les employés qui ont fait leur travail en toute bonne foi.

M. Hamel (Saint-Maurice): On privera par les dispositions de ce bill certaines personnes du droit de recours aux tribunaux.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) endosse les paroles du député de Saint-Maurice (M. Hamel).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette disposition de la loi, on la retrouve dans toutes les lois de tous les Parlements du monde. Quand il s'agit de travaux publics, il faut prendre toutes les dispositions nécessaires pour empêcher un têtù d'entraver la réalisation d'un projet qui servirait toute la population. Une loi a tout avantage à être claire. Quand il s'agit d'une loi spéciale, si elle est rédigée de façon à éviter toute référence au Code civil ou encore à d'autres lois, c'est déjà une grande amélioration.

Il n'y a rien dans la loi qui empêche qui que ce soit de prendre des procédures contre n'importe lequel des employés. Mais, si les personnes ainsi traduites devant les tribunaux prouvent la bonne foi, le juge devra en tenir compte et renvoyer la procédure.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Y a-t-il déjà des plans de préparés?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Un énorme travail a déjà été fait, mais les plans définitifs restent à faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'Office qui doit décider.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. L'Office peut réglementer la circulation sur cette voie et fixer des taux de péage pour son usage. Ces règlements deviennent exécutoires après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec ou sans modification.

"Les usagers de l'autoroute sont tenus de se conformer aux dispositions de ces règlements, sous peine de sanctions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter à ce sujet."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On ne semble pas avoir prévu la publication des règlements.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'Office jugera s'il est nécessaire de les publier et la façon dont ils le seront. On pourra réglementer, par exemple, le poids des véhicules lourds et leur charge.

Comme le bill prévoit que le gouvernement pourra garantir le remboursement de tout emprunt contracté par l'Office et autoriser le ministre des Finances à avancer de l'argent à cet organisme en se servant du fonds consolidé, la Chambre doit voter les résolutions.

L'article 17 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que le gouvernement pourra, aux conditions qu'il déterminera,

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides, constitué en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution;

b) garantir l'exécution de toute autre obligation de ce dernier;

c) autoriser le ministre des Finances de la province à avancer à l'Office tout montant qu'il juge nécessaire pour l'exécution de ladite loi qui accompagne la présente résolution, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer, en vertu de ces garanties, et les montants de ces avances sont pris à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault,

Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Turpin, Vachon, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 37 est, en conséquence, agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Les articles 18 à 28 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"le bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à:

1^o laisser à l'Office le soin de nommer ses employés et de fixer leur rémunération;

2^o retrancher toute restriction à sa responsabilité en justice;

3^o prévoir la publication de ses règlements dans la *Gazette officielle de Québec* avant leur entrée en vigueur."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier pour les raisons suivantes:

1^o parce que les paragraphes 1^o et 3^o de la motion d'amendement constituent des matières de finance et entraînent des charges publiques qui doivent être au préalable recommandées par Son Excellence le lieutenant-gouverneur et présentées à l'approbation de la Chambre par un ministre de la couronne;

2^o parce que le paragraphe 2^o de la motion d'amendement ne découle pas du bill 37 et comporte irrégulièrement des modifications substantielles à plusieurs autres lois dont il n'est aucunement question dans ledit bill 37, article 172.

Le député de Westmount n'avait pas le droit de présenter un tel amendement parce qu'il s'agit d'un projet de loi de caractère financier, pouvant entraîner des charges pour le fonds consolidé, et parce que la modification enlèverait au gouvernement le contrôle de dépenses importantes.

D'autre part, le vœu de l'opposition en ce qui concerne la responsabilité en justice n'est pas réalisable, parce qu'on se retrouverait à modifier des lois autres que le bill à l'étude.

Enfin, la suggestion faite au sujet de la publication n'a pas de sens parce qu'on donnerait ainsi le droit à l'Office de publier les règlements dans la *Gazette officielle* avant même que le gouvernement les approuve. Seul un ministre peut soumettre à la députation un bill financier.

M. Ross (Montréal-Verdun) invoque l'article 573 du Règlement de la Chambre pour soutenir que l'amendement est régulier; il ne s'agit pas d'un "money bill", dit-il.

M. l'Orateur: Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il est indiscutable que les paragraphes 1^o et 3^o de l'amendement impliquent des dépenses de fonds publics et viennent en contravention des articles 155 et 793 du Règlement et que le paragraphe 2^o dudit amendement affecterait irrégulièrement d'autres lois que celle qui est en discussion, articles 172 et 566 du Règlement. Pour toutes ces raisons, le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est considéré bien fondé et l'amendement est déclaré irrégulier et nul.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Turpin, Vachon, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 37 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 150 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne-de-Varennes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant à la fin du sous-article 392*b* ce qui suit:

"Toutefois, pour que ce règlement de modification soit approuvé, il faut qu'au moins un tiers de ces électeurs propriétaires qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit."

Projets de loi:

Sainte-Anne-de-Varennes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 150 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne-de-Varennes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant le paragraphe "d" par ce qui suit:

d) tous les biens de la corporation, meubles et immeubles, sont exempts de toutes taxes, cotisations et impositions, de quelque nature que ce soit, dès le jour qu'ils lui appartiennent.

La cité de Montréal est tenue de fournir en tout temps à la corporation toute l'eau requise pour l'utilité de celle-ci et pour la protection contre l'incendie. La corporation doit payer à la cité le prix fixé pour ce service après entente avec cette dernière. Celle-ci, nonobstant toutes dispositions, générales ou

spéciales, inconciliables avec les présentes, est autorisée aux fins d'une telle entente."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 9, comme article 10:

"10. Un diplôme de licencié en sciences comptables, décerné par l'École, confère à son détenteur, nonobstant toute loi à ce contraire, le droit de faire partie, sans examen, de l'Institut des comptables agréés de Québec, après paiement des honoraires et contributions ordinaires."

3. Les articles 10, 11, 12, 13 et 14 deviennent articles 11, 12, 13, 14 et 15.

4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 14, devenu article 15, comme article 16:

"16. Le directeur est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il applique les programmes d'études, recommande la nomination aux postes d'enseignement, de recherche et d'administration, dirige les professeurs et le personnel, répond de l'administration générale et assure le bon fonctionnement de l'institution."

5. Les articles 15, 16 et 17 deviennent articles 17, 18 et 19.

6. Ce qui suit est ajouté, après l'article 17, devenu article 19, comme article 20:

"20. Le directeur, les professeurs et le personnel de l'École continuent à participer au fonds de pension de la province et à bénéficier de ses avantages."

7. Les articles 18, 19 et 20 deviennent articles 21, 22 et 23.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 219 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 15 est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "de ladite zone" par les mots:

"de la zone industrielle Saint-Malo";

b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, à la page 8, les mots "boulevard Charest" par les mots:

"La Falaise";

c) en remplaçant le dernier alinéa du paragraphe a par ce qui suit:

"La présente disposition ne s'applique pas aux immeubles qui seront vendus, sauf s'ils le sont à une société ou compagnie dans laquelle le vendeur a un intérêt majoritaire ou sauf dans le cas de vente à un tiers si le conseil de la cité y consent par résolution.

Elle ne s'applique pas non plus à aucune partie d'immeuble louée pour des fins non

industrielles, sauf si le locataire est une société ou compagnie dans laquelle le propriétaire de l'immeuble détient un intérêt majoritaire.

Elle ne s'applique pas enfin à cette partie du lot numéro deux mille quatre cent soixante-dix-huit (2478) aux plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur, cité de Québec, comprise entre les lettres A-B-C-D-A sur le plan préparé par Antonio Trottier, arpenteur-géomètre, daté du 20 novembre 1946 et annexé à l'acte de vente par la cité de Québec à Wolsey of Canada Limited reçu devant Charles Delagrave, notaire, le 15 octobre 1947, sous le numéro 21,001 de ses minutes et enregistré à Québec, le 4 novembre 1947, sous le numéro 319,376."

d) ce qui suit est ajouté, après le paragraphe *c*, comme paragraphe *d*:

"*d)* Le contrat intervenu entre la cité de Québec et Pik Mills Ltd. reçu devant Charles Delagrave, notaire, le 5 juillet 1949 et enregistré à Québec sous le numéro 336,659, est ratifié à toutes fins que de droit en ce qui concerne l'évaluation du terrain faisant l'objet dudit contrat; l'évaluation dudit terrain pour fin de taxation municipale et scolaire a toujours été et sera celle fixée par ledit contrat jusqu'à l'exercice financier 1959-1960 inclusivement. Pour l'exercice financier 1960-1961 et pour chaque exercice subséquent jusqu'à celui de 1963-1964 inclusivement, soit pour une période de quatre ans, l'évaluation dudit terrain sera augmentée d'un montant égal au quart de la différence entre l'évaluation inscrite au rôle de 1952-1955 et celle apparaissant au rôle de 1955-1958, telle que fixée par le Bureau de révision des évaluations de la cité, de façon à ce qu'au début de l'exercice 1963-1964, elle ait atteint le montant inscrit au rôle d'évaluation de 1955-1958."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 17, comme article 18:

"18. Nonobstant toute loi, règlement ou restriction à ce contraire, et avec l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales, il sera permis d'ériger sur les terrains désignés comme le numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, ainsi que sur une partie non subdivisée dudit lot numéro 227 contiguë au côté est du lot numéro 227-363 du même cadastre comportant 300 pieds de front sur le chemin Saint-Louis par 400 pieds de profondeur, des édifices destinés à servir exclusivement de siège social à deux compagnies d'assurances, et cela, aux conditions suivantes:

a) Les édifices devront être situés à au moins 100 pieds et pas plus de 300 pieds du chemin

Saint-Louis, faisant front sur ledit chemin, et la partie latérale ouest des édifices à pas moins de 150 pieds de l'Avenue de Laune;

b) Dans une zone de 100 pieds en front de chaque édifice et du côté de l'avenue de Laune sur une distance de 150 pieds, il ne devra y avoir aucun stationnement et cette zone devra être embellie de gazon et d'arbres d'ornementation;

c) Aucun édifice ne devra avoir plus de deux étages en plus du sous-sol;

d) Le total de la largeur des cours latérales devra être de 100 pieds; la plus petite ne pourra être inférieure à 30 pieds;

e) Il n'y aura aucun accès pour livraison ou pour entrée de garage du côté de l'avenue de Laune et la clôture métallique en bordure de ladite avenue le long du numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, demeurera aussi longtemps que l'exigera la Commission des champs de bataille nationaux;

f) Aucun édifice ne devra occuper plus de 25 % de la superficie totale du lot où il sera érigé;

g) Le projet de chaque édifice, quant aux façades extérieures, devra être soumis à la Commission d'urbanisme avant l'approbation finale des plans;

h) Aucun panneau-réclame ou enseigne, de quelque nature que ce soit, ne pourra être placé sur ces édifices ou sur les terrains sans l'approbation préalable de la Commission d'urbanisme qui pourra en déterminer la nature, le genre et les dimensions;

i) Le paragraphe *c* de l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 68, est abrogé."

3. L'article 18 devient article 19.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 239 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne du premier paragraphe de la page 2, les mots "d'élèves d'âge scolaire" par les mots:

"d'enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'instruction publique."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. L'article 2 de la loi 19 George V, chapitre 46, est remplacé par le suivant:

"2. Avec l'autorisation du surintendant de l'instruction publique, la Commission des écoles

catholiques de Montréal peut vendre de gré à gré, hypothéquer, échanger ou autrement aliéner les propriétés immobilières qui lui appartiennent.

Les deux premiers alinéas et leurs amendements de l'article 240 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) ne s'appliquent pas à la Commission des écoles catholiques de Montréal."

3. L'article 4 devient article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 240 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6, comme article 7:

"7. L'article 173 de la loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 8 de la loi 22 George V, chapitre 120, et par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 105, est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, le mot "samedi" par le mot "lundi"."

2. Les articles 7, 8 et 9 deviennent articles 8, 9 et 10.

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 9, devenu article 10, comme article 11:

"11. Nonobstant, toute loi à ce contraire tout règlement déjà existant, adopté en vertu de sa charte, peut être modifié ou abrogé par un autre règlement que le conseil est autorisé à adopter d'ici au premier mai 1958 et qui deviendra en vigueur avec la seule approbation du ministre des Affaires municipales.

Tout règlement postérieur ne pourra cependant être modifié ou abrogé que par un autre règlement, sujet aux formalités de la loi des cités et villes."

4. L'article 10 devient article 12.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 241 refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. a) Depuis sa constitution en corporation, la compagnie a toujours été autorisée à faire affaires sous l'un ou l'autre des noms mentionnés à l'article 3;

b) Toutes les obligations contractées, tous les contrats conclus et autres documents émis par la compagnie avant le 20 mars 1941 sous le nom de "L'Industrielle Cie d'assurance vie" ou "The Industrial Life Insurance Company", et toutes les procédures intentées par ou contre la compagnie sous

l'un ou l'autre de ces noms, lient la compagnie et ont la même validité à tous égards que s'ils avaient été contractés, conclus, émis ou intentés sous l'un ou l'autre des noms mentionnés à l'article 3."

2. L'article 21 est modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "sujet aux paragraphes b et c" par les mots "sujet au paragraphe b";

b) en biffant le paragraphe c.

3. L'article 23 est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Les administrateurs peuvent" par les mots "La compagnie peut,"

b) en remplaçant, dans la sixième ligne, par les mots "la compagnie qu'ils jugent" par les mots "la compagnie qu'elle juge".

Projets de loi:

École des hautes études commerciales

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 219 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 239 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Laval-Ouest

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 240 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 241 refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Brown (Brome) pose une question au ministre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Environ 11,000 élèves sont présentement inscrits aux cours du soir organisés à travers la province par le secrétariat provincial.

Ces élèves sont répartis dans quelque 500 classes. Une quarantaine de classes supplémentaires

seront organisées l'an prochain dans la région de Montréal. La province est divisée en deux régions pour l'organisation de ces cours, à savoir, Montréal et Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

Concernant un octroi de \$3,000³ accordé aux Jeunesses musicales du Canada à l'occasion de leur congrès à Québec, il (l'honorable M. Duplessis) en profite pour proclamer que les Jeunesses musicales ont une réputation internationale et que des groupements de cette sorte font un bien considérable. Cette association a aussi reçu un octroi de \$8,000 du département de Conseil exécutif, précise-t-il.

M. Ross (Montréal-Verdun) questionne le ministre sur l'Académie musicale de Québec qui reçoit une subvention annuelle de \$5,000 pour un concours spécial et des études musicales en Europe. Il suggère au ministre d'augmenter le montant alloué, chaque année, pour l'achat de livres de récompense.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) songe à une modification des règlements de cette Académie, de même qu'à hausser cet octroi qui lui est consenti et de faire en sorte que plus d'élèves puissent y participer.

Il promet d'étudier la suggestion du député de Montréal-Verdun (M. Ross) à l'effet d'augmenter le montant alloué, chaque année, pour l'achat de livres de récompense.

Le gouvernement, annonce-t-il, a acquis un terrain en prévision de la construction d'un nouvel immeuble pour l'École des beaux-arts de Québec. L'école actuelle est désuète et trop petite. Les travaux de construction commenceront dès le printemps⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions

diverses (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille huit cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958⁵.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil, ministre des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose plusieurs questions concernant les salaires des employés du département.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers, ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil, bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers, bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil, bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et bureau, bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quelle est l'importance de ce bureau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce bureau est de la plus grande importance, car les assurances ont besoin d'être contrôlées. Le département des assurances est l'une des branches les plus importantes de ce ministère, sous la direction d'un actuaire fort compétent, M. Georges Lafrance, que le gouvernement est allé chercher dans les bureaux de la Sun Life en 1936.

La Constitution donne aux provinces juridiction exclusive en cette matière et que le gouvernement du Canada, malgré des jugements de la Cour suprême et du Conseil privé, s'obstine à garder le contrôle des assurances. Cette emprise d'Ottawa sur les assurances a commencé il y a plusieurs années et j'ai espoir, dit-il, qu'un jour la province de Québec reprendra son contrôle absolu en cette matière, comme l'édicte la Constitution.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi impose-t-on un permis de \$10 aux agents d'assurances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour avoir un permis, il faut que la compétence de l'agent soit appréciée. Il faut donc faire enquête et, pour cela, \$10, c'est bon marché!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Quand je lui pose une question, le premier ministre me barre les roues. Je lui demanderai combien d'agents ont été suspendus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une cinquantaine en 1955-1956.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pour quelle raison ont-ils été suspendus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Incompétence et confusion de biens. Il y en a qui ont jugé que les primes qu'ils prenaient pour les compagnies leur appartenaient.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Comment peut-on poursuivre les agents qui ne remettent pas leurs ristournes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les agents sont poursuivis lorsqu'on reçoit des plaintes des assurés, lorsque la compagnie n'a pas reçu de prime. Quant aux ristournes, elles sont défendues par la loi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurance, bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le Comité de révision des lois d'assurance est à la veille de présenter son rapport définitif au gouvernement. Il se peut que ce document important soit prêt dès cette année, mais le travail sera sûrement terminé en 1958. Dans l'intervalle, les commissaires nous ont fait des rapports préliminaires sur certaines questions connexes et autres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses, bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 49 concernant les membres de la Législature;
- bill 50 concernant l'hôpital Saint-Michel-Archange;
- bill 55 concernant la municipalité du village de Sutton, dans le comté de Brome;

- bill 57 modifiant la loi de l'Exécutif et concernant le greffier du Conseil exécutif;
- bill 59 concernant l'Hôpital Notre-Dame;
- bill 256 exemptant de taxes municipales et scolaires les immeubles employés dans la municipalité de Grand'Mère, pour fins de recherches scientifiques.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 253 concernant la succession de feu Charles Raymond.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 181 modifiant la charte de la ville de La Tuque, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en insérant, dans les sixième et septième lignes, après les mots "actuellement occupées" les mots: "par cette compagnie et sa filiale Northern Veneer and Plywood Company Limited".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 247 concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis alias Demetre à un certain immeuble, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. Nonobstant les termes du testament de feu Ernest B. Décarie, les grevés de substitution et le curateur à la substitution doivent employer les deniers provenant de la vente des immeubles affectés par la substitution à faire les placements suivant les dispositions de l'article 981o du Code civil."

Et les articles 2 et 3 deviennent articles 3 et 4.

Projets de loi:**Charte
de La Tuque**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 181 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Testament
de Ernest B. Décarie**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 247 concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis alias Demetre, à un certain immeuble.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 137 concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, au haut de la page 2, les mots "consentement de deux d'entre eux" par les mots "consentement de deux des autres comparants".

2. L'article 1 est modifié en insérant, dans les septième et huitième lignes, après les mots "Alphonse Lamy, notaire" les mots "sous le numéro 7,328 des minutes dudit notaire".

3. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "auquel" par les mots "à laquelle";

b) en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots "entier pour toutes les parties intéressées" par les mots "entier tant pour les comparants que pour toutes les autres parties intéressées".

4. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "21 mars 1956" par les mots "28 mars 1956".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 245 modifiant la charte de la ville de Gatineau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "taxes municipales" par les mots "taxes scolaires";

b) en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot "janvier" par les mots "juillet, à l'exception de celui de l'année scolaire 1956-1957 dont l'ajustement se fera durant le mois de mars 1957."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme article 5:

"5. À compter du 1^{er} janvier 1957, Les commissions scolaires d'écoles, pour la Commission scolaire Saint-Jean-de-Vianney de Gatineau, sont autorisés à accorder, par résolution, et à payer, à titre d'allocation, pour frais de représentation et autres dépenses, une somme annuelle de huit cents dollars au président, et de cinq cents dollars à chacun des autres commissaires de la Commission scolaire Saint-Jean-de-Vianney de Gatineau."

3. L'article 5 devient article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant dans la dernière ligne les mots:

"(Résolution annexe "A")."

2. L'article 11 est modifié en ajoutant à la fin du premier paragraphe les mots "ou occupante".

3. L'article 12 est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "St. Lawrence Paper Mills Company" par les mots "St. Lawrence Corporation";

b) en ajoutant, à la fin du premier paragraphe, à la page 8, ce qui suit: "ou occupante".

4. L'annexe "A" est biffée.

Projets de loi:**Charte de Gatineau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 245 modifiant la charte de la ville de Gatineau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Hector L. Godin

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin.

Les amendements sont lus.

M. Bellemare (Champlain) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Il faut que la loi ait des dents plus fortes.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la loi est de protéger le public. Les caisses Desjardins sont devenues une institution d'importance nationale, avec plus de \$400,000,000 de dépôts; il importe de les protéger davantage contre les institutions qui tentent de profiter de leur popularité. Elles encouragent l'épargne et contribuent à conserver dans la province un capital considérable. Elles ont prêté \$47,000,000, à elles seules, en vertu de la loi provinciale de l'habitation.

Elles ont si bonne réputation que d'autres organismes cherchent à s'approprier ce titre, usurpant ainsi le prestige des véritables caisses populaires sans être soumises aux mêmes services d'inspection et sans donner par conséquent les mêmes garanties. C'est pourquoi nous présentons ce projet de loi, à la demande des dirigeants des caisses populaires, qui veulent à juste titre garder le monopole du nom. La loi n'empêche personne d'exercer ses droits, mais elle empêche tout le monde de voler le nom des autres.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question au premier ministre⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les autres coopératives de crédit, non affiliées aux unions régionales et non soumises aux services d'inspection, pourront quand même continuer leurs opérations, pourvu qu'elles n'assument pas le nom de caisses populaires ou de caisses populaires Desjardins.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le projet de loi est de nature à encourager les caisses à s'affilier, ce que je considère, dit-il, comme une excellente chose.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions quatre cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil, bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers, bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa

Majesté pour "Frais de perception (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) questionne le premier ministre sur la nécessité de clarifier les règlements qui régissent la perception de la taxe de vente sur les remèdes vendus sur prescription et les remèdes patentés ou non. Généralement, dit-il, les inspecteurs du département du Revenu font payer la taxe sur les répétitions de prescriptions. Cette taxe est difficile à prélever. Certains inspecteurs du gouvernement exigent que les pharmaciens prélèvent cette taxe sur les médicaments prescrits par ordonnance quand il s'agit d'un renouvellement. Un inspecteur, qui a visité ma propre pharmacie, a exigé le paiement de la taxe de vente sur tous les renouvellements d'ordonnances et j'ai dû m'exécuter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On n'a pas à percevoir de taxe de vente sur les médicaments prescrits par ordonnance, même quand il s'agit d'un renouvellement. Ces inspecteurs sont dans l'erreur et des instructions seront données par le ministère des Finances pour clarifier la situation. Un remboursement pourrait être effectué.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande de commencer à percevoir la taxe de vente seulement à partir de 50 cents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si on multiplie les exceptions, moins la vérification sera facile.

M. Levesque (Bonaventure) demande au premier ministre de clarifier la loi relativement à la responsabilité civile du marchand qui vend une automobile. En vertu de la loi des véhicules-moteurs, le marchand reste responsable du véhicule entre le moment de la vente et l'heure du transfert de la licence, si c'est un véhicule usagé, précise-t-il. Dans certaines parties de la province, les transferts d'automobiles de marchands à acheteurs tardent à arriver du bureau du revenu, et le marchand demeure responsable du véhicule alors qu'en réalité le véhicule est vendu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La responsabilité du marchand cesse tout de suite si le véhicule a été payé comptant. Dans le cas des ventes à crédit, le contrat dit, ordinairement, que la chose vendue demeure la propriété du vendeur aussi

longtemps qu'il n'a pas été payé au complet. Selon un principe de droit, *res perit domino*⁷. Tant que le marchand a un lien sur la voiture, comme par exemple si elle n'a pas été payée au complet, le marchand et l'acheteur sont conjointement responsables. Même le simple transfert de la licence ne change en rien la responsabilité du marchand, à moins que la voiture n'ait été payée comptant.

On ne saurait enlever la responsabilité du garagiste ou vendeur professionnel d'autos, lorsque le véhicule n'est pas vendu comptant. Car alors, même si celui qui a acheté est considéré comme propriétaire au point de vue du permis de conduire, le garagiste demeure tout de même le véritable propriétaire de la voiture en raison du lien qui y est attaché. Si l'auto a été vendue comptant, la loi ne vaut que dans le cas de particuliers qui ne sont pas dans le commerce.

M. Levesque (Bonaventure): À ce compte, tous les vendeurs d'autos pourraient se trouver dans la rue du jour au lendemain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur le fait qu'il serait difficile d'y changer quoi que ce soit, le vieux principe de droit romain, *res perit domino*, étant reconnu dans notre droit civil.

M. Levesque (Bonaventure): Beaucoup de garagistes ont des arrangements avec des compagnies de finance. En vertu de ces arrangements, les compagnies de finance paient le plein montant de la vente aux garagistes qui leur transfèrent leurs droits de propriété.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'a pas d'objection à examiner ce problème complexe et à clarifier la loi, si c'est nécessaire et si l'on croit qu'il peut y avoir place pour le doute. Pourvu que les droits du public soient sauvegardés. Mais la loi des véhicules automobiles, qui stipule relativement au transfert des automobiles, n'est qu'une loi pouvant aider à la preuve, mais ne change en rien les principes du Code civil.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Motions de condoléances:

Condoléances au député de Saint-Maurice, M. Hamel

M. Ross (Montréal-Verdun): Je veux attirer l'attention de la Chambre sur ce deuil qui frappe le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et son épouse. Je m'unis aux membres de la députation libérale pour présenter au député de Saint-Maurice qui vient d'être éprouvé par la mort de M. Willie Masse, à Montréal, les plus sincères condoléances des membres de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai appris avec peine la mort de M. Masse, et j'offre mes condoléances personnelles, celles du gouvernement et de la Législature entière au député de Saint-Maurice et à son épouse.

Dans cette Chambre, les sentiments de parti disparaissent en face des deuils qui frappent l'un des membres de la Législature, et je m'unis au député de Verdun pour prendre part au deuil qui frappe la famille de M. Masse, Mme Hamel et son mari.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 20.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 15 février 1957, à la page 25, "Il est déjà établi qu'il y aura des postes de péage à trois endroits, soit à Saint-Janvier, à Sainte-Thérèse et à Laval-des-Rapides."

2. Selon *Le Soleil* du 15 février 1957, le député fait référence aux articles 11 à 14.

3. Le chiffre étant presque illisible dans *La Presse* du 15 février 1957, à la page 25, on ne peut affirmer avec certitude qu'il s'agit bien de ce montant.

4. *L'Événement* nous dresse un petit historique de l'École des beaux-arts de Québec, dans son édition du 15 février 1957: "L'École des beaux-arts de la Vieille Capitale a été fondée en 1921 par le gouvernement provincial du temps à la demande de M. Athanase David. Les directeurs ont été successivement: MM. Jan Bailleul, sculpteur (1921-1929); H.-Ivan Neilson, artiste peintre graveur (1929-1931); Horatio Walker, artiste peintre (1931); Charles Maillard, artiste peintre (1931-1946); M. Jean-Baptiste Soucy (depuis 1936). Avant l'École des beaux-arts de Québec, il y avait eu une institution appelée, vers 1914, "La petite école des arts du dessin"; c'était une École des arts et métiers qui existait depuis 1873 et qui avait été dirigée par M. Norbert Duquet, typographe, et ses deux fils, Cyrille et Norbert. Avant cela, nombre d'artistes québécois, comme les Claude Baillif, les Guillaume Gourdain, les Levasseur, les Bailliargé, avaient fréquenté l'École des arts et métiers de Saint-Joachim, installée vers 1668 à Cap-Tourmente par Mgr de Montmorency-Laval.

5. Selon *La Presse* du 15 février 1957, en l'absence d'Onésime Gagnon, c'est M. Duplessis qui défend les crédits du ministère des Finances.

6. Selon *Le Soleil* du 15 février 1957, à la page 11, "M. Lionel Ross, député libéral de Verdun, agissait comme chef intérimaire de l'opposition en l'absence de M. René Hamel." En effet, selon *L'Action catholique* du 15 février 1957, à la page 13, M. Hamel avait quitté Québec en fin d'après-midi pour assister aux funérailles du frère de sa femme, M. Willie Masse.

7. *L'Action catholique* nous traduit cette expression dans son édition du 15 février 1957, à la page 13:

"La chose périt pour le compte du maître." Selon *La Patrie* du 15 février 1957, il s'agit d'une citation de l'empereur romain Justinien.

Première séance du mardi 19 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Collège
des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que le bill 142 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère des Terres et Forêts,
Rapport 1955-1956

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1956. (Document de la session no 40)

Projets de loi:

Loi des
véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que le bill 52 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

On veut, par cette disposition de la loi, empêcher un véhicule d'aveugler le conducteur du véhicule qui suit¹. Ces indicateurs de direction mécaniques ou lumineux devront être de types approuvés par le sous-ministre des Transports et des Communications. Il s'agit d'une importante expérience. Si elle est

concluante, on pourra l'étendre aux signaux lumineux d'arrêt. La signalisation manuelle reste toujours évidemment acceptée et valide.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans un sens, on limite la responsabilité du père, mais, par contre, on l'augmente d'une autre façon. Je suis d'accord pour que le père soit responsable des erreurs que peut commettre son enfant, mais non pas de celles que peut commettre la personne majeure compétente à laquelle on passe le véhicule et qui a un accident².

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je ne crois pas que l'interprétation de la loi puisse aller jusque-là. Tout ce que le texte stipule, c'est qu'en cas d'accident, s'il y a une présomption contre le propriétaire de la voiture, cette présomption n'existera pas seulement contre le mineur, mais contre le père qui a consenti à ce qu'il ait un véhicule. Toutefois, le bill diminue, en fait, la responsabilité du père si on fait une comparaison avec l'ancienne rédaction de la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses
1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): À l'item 3, il est question d'un poste de \$15,000 pour les frais de téléphone et télégrammes du département. Tous les ministères dépensent à peu près le même montant pour leurs messages téléphoniques ou télégraphiques. N'y a-t-il pas un peu d'abus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il en coûte toujours moins cher de téléphoner ou télégraphier que d'envoyer des fonctionnaires sur place. Sans compter que, dans certaines régions comme la Gaspésie, le Saguenay et Bonaventure, les communications ferroviaires, qui relèvent d'Ottawa, sont très inadéquates. La province de Québec est la plus mal desservie en fait de chemins de fer. Les communications par T.S.F. et téléphone ne sont pas non plus trop bonnes en Gaspésie. Avant, à cause d'un manque d'équipement, les messages téléphoniques ou télégraphiques pouvaient se rendre à Ottawa et les instructions pouvaient être renvoyées. Cela permettait aux sous-marins de faire surface sans aucun problème et leurs équipages en profitaient. Ainsi, durant la dernière guerre, les sous-marins nazis pouvaient narguer la population des côtes en restant des heures en surface. Aujourd'hui, le téléphone et le télégraphe donnent un service plus adéquat dans ce coin du Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions de

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'attire l'attention de la Chambre sur le peu de sérieux de l'opposition. Nous sommes appelés à voter un montant total de \$50,000,000 pour l'éducation. L'autre jour, un jeune député de l'opposition a dit que nous devrions avoir des subsides statutaires. Or, dans le présent cas, nous avons un montant de \$22,000,000 autorisé par un Statut et un autre de \$22,000,000 inscrit dans le budget. Il ne s'en est pas aperçu. Quand il disait qu'il n'y a pas de subsides statutaires, ou bien il ne savait pas ce dont il parlait, ou bien il le savait et, alors, sa place n'est pas en Chambre.

M. Brown (Brome) pose des questions au ministre concernant les subventions aux corporations scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de regarder les faits. Tout ce montant de \$50,000,000 est statutaire. Le montant qui doit être voté, soit \$22,000,000, le sera en vertu de la loi des Statuts. Cependant, il y a malgré tout plusieurs octrois qui sont accordés sur une base régulière et fixe, comme par exemple les octrois aux collèges classiques, que le gouvernement a récemment fait passer de \$15,000 à \$25,000. Et l'opposition n'est pas encore satisfaite! Tous les octrois sont statutaires. Mais il ne faut pas se mettre de menottes. Il serait injuste d'avoir un système d'octrois fixes. Il faut prévenir les éventualités.

M. Hamel (Saint-Maurice): En parlant de la sorte, le premier ministre s'exprime de façon à induire la population en erreur. Quand nous parlons d'octrois statutaires, nous parlons d'octrois accordés selon des normes précises. Les commissions scolaires ne réclameraient pas d'octrois statutaires si elles étaient satisfaites d'un gros montant autorisé par Statuts. Elles réclament, par exemple, des octrois basés sur le nombre d'enfants, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition nous dit: "Il devrait y avoir des subsides statutaires." Et aussitôt après, elle se plaint: "Il y a trop de subsides statutaires." Il est vrai que certaines institutions d'enseignement ont réclamé des subsides statutaires. Mais, souvent, c'est parce qu'il y a eu méprise sur le terme même ou son

interprétation. Depuis le temps, quand même, quelques-unes de ces organisations ont compris ce que les octrois statutaires signifiaient. L'administration ne peut engager le gouvernement pour des millions de dollars pour des années à venir, alors que nous ne savons pas ce qu'il adviendra de la situation financière de la province.

Des octrois payés sur de telles bases seraient injustes. Précisant la position gouvernementale à propos des octrois réguliers sur une base fixe, il explique que l'une des raisons pour lesquelles on n'en accorde pas, c'est que la situation financière des bénéficiaires eux-mêmes varie considérablement. C'est ainsi que si l'on base les octrois d'après le nombre d'enfants, on s'apercevra que dans les endroits où les parents sont plus riches, le montant sera aussi considérable que dans ceux où les parents sont plus pauvres. Une municipalité peut être riche et ne pas avoir besoin de l'aide gouvernementale pour ses écoles. D'autre part, une autre municipalité ou une commission scolaire peut être pauvre et avoir un besoin urgent d'assistance financière. Si vous établissez les octrois, disons, sur la base de la population, la municipalité qui n'a pas besoin d'argent recevra le même montant, proportionnellement, que la municipalité ou la commission scolaire qui a un besoin criant de cet argent. Ce serait déloyal et injuste.

Veut-on des octrois basés sur l'évaluation? Là encore, il y aurait injustice, puisque l'évaluation varie dans les diverses municipalités. Elle peut être de 30 %, 40 %, 50 % et même 60 % et 70 %. Une municipalité scolaire qui a un rôle d'évaluation de 60 % recevrait deux fois plus que celle qui a une évaluation de 30 %, avec les mêmes besoins. Ici encore, une telle base serait injuste et déloyale. C'est pourquoi le gouvernement tente de répondre aux besoins de façon locale, et c'est pourquoi une certaine latitude doit être laissée au département lorsqu'il accorde ces octrois.

Il y a aussi une autre raison pour laquelle le gouvernement ne s'engage pas dans des octrois réguliers, et elle est très importante. Il faut tenir compte de nos sources de revenus. À l'heure actuelle, les provinces n'ont droit qu'à 13 % du revenu total, alors qu'Ottawa retire environ 77 %. Nous avons toujours espoir qu'Ottawa se rende éventuellement compte de l'iniquité qui subsiste dans l'actuelle répartition des impôts.

Si nos revenus n'étaient pas accaparés par le fédéral, nous pourrions faire encore bien davantage pour l'éducation que nous ne le faisons actuellement. La province dépensera encore cette année un montant extrêmement généreux pour l'éducation,

soit en tout \$106,000,000, et cette somme ne comprend pas toutes les dépenses pour les salaires administratifs dans le domaine éducationnel. En 1946, le gouvernement a assumé l'entière des dettes scolaires, pour un total de \$86,000,000. Cette dette a été réglée à un taux qui se situe entre \$4,000,000 et \$8,000,000 annuellement. Voilà une contribution fixe que le gouvernement accorde à l'éducation. Le gouvernement paie également \$18,000,000 par année en primes aux instituteurs. À l'heure actuelle, notre effort est aussi considérable que nos moyens nous le permettent.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le gouvernement s'exposerait à créer de graves injustices envers plusieurs municipalités scolaires en adoptant le régime des subsides fixés.

M. Galipeault (Québec-Ouest) pose des questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de la loi qui a permis au gouvernement d'assumer le paiement de la dette scolaire de \$100,000,000, cette dette a été réduite à environ \$40,000,000. Les primes de traitement, pour permettre aux commissions scolaires d'augmenter le salaire des instituteurs et institutrices, se chiffrent à environ \$19,000,000 par an, alors qu'elles étaient de \$2,225,000 sous le régime Godbout. En outre, 60 % du montant est payé à l'avance aux commissions scolaires maintenant, alors qu'autrefois on payait un an en retard une maigre prime de traitement.

M. Galipeault (Québec-Ouest) fait allusion à une somme de \$28,000,000 déjà votée par une loi pour des subventions aux commissions scolaires. Comment, dit-il, est distribuée cette somme, soit aux commissions scolaires, soit à certaines sections de l'enseignement?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Cette somme va uniquement aux commissions scolaires.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Alors, qui décide du montant à verser à telle ou telle commission scolaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est décidé après étude des recommandations du surintendant de l'Instruction publique, en tenant compte des besoins et de la capacité de payer des commissions scolaires. C'est décidé de façon

intelligente et juste, après avoir pris connaissance de tous les aspects des problèmes qui nous sont soumis et qui sont analysés auparavant par le surintendant, le plus compétent que nous ayons jamais eu, un homme irremplaçable. Nous décidons de ces octrois sans nous préoccuper des considérations politiques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si c'est vrai ce que dit le premier ministre, pourquoi, sur les lettres annonçant ces octrois, voit-on toujours: "Ce subside a été payé grâce aux représentations de votre dévoué député de tel ou tel comté représenté par un partisan de l'Union nationale"? Pourquoi ces mots si on ne fait pas de politique avec l'instruction publique? Souvent, le député ne le sait même pas. Le ministre peut-il nous donner son programme de construction d'écoles?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice est illogique. Il prétend que nous faisons de la politique, puis il dit que souvent le député ne le sait même pas. Il n'y a donc pas de politique dans le paiement des octrois. La preuve, c'est que dans le comté de Saint-Maurice, le gouvernement a versé comme auparavant des octrois pour la construction des écoles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Même plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous voyez l'illogisme, M. le président. Le chef intérimaire de l'opposition vient de prouver que nous ne faisons pas de politique dans un comté représenté par l'opposition. C'est tellement vrai que dans mon comté de Trois-Rivières, des localités proches de la ville que je représente ont obtenu plus d'octrois que Trois-Rivières. Toujours nous tenons compte des circonstances.

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame une réponse à sa question, à savoir quel est le programme de construction d'écoles pour l'année prochaine?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Dans le comté de Saint-Maurice, le gouvernement libéral a donné \$49,000 pour les écoles en 1944-1945 et le même comté, représenté par le chef de l'opposition, a reçu, en 1955-1956, la somme de \$443,000 pour ses écoles. De 1944 à 1956, ce comté a reçu des octrois au total de \$2,604,384. Dans le comté de Richmond, une somme de \$3,352,934 a été donnée de 1944 à 1956¹. Donc, le gouvernement ne fait pas de politique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis heureux d'entendre cela. Le gouvernement pourrait dire cela aux organisateurs de l'Union nationale, afin qu'ils puissent cesser de dire aux électeurs qu'ils ne peuvent rien avoir parce qu'ils sont représentés par un député libéral.

Dites donc cela à nos commissaires d'écoles aussi! Ils viennent me voir à la cachette, de peur de perdre les octrois publics. Ils ont peur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Moi, les commissaires viennent me voir en plein jour. Ils n'ont pas peur.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'invite le premier ministre à venir tenir une assemblée contradictoire là-dessus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas de temps à perdre. D'ailleurs, le député est là pour si peu de temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre disait cela avant les dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice se vante dans son comté des octrois que le gouvernement accorde aux commissions scolaires, en dépit du fait que le comté est dans l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne me vante pas de ce qu'on fait avec l'argent du peuple. Celui qui a des mérites, c'est le contribuable. Combien d'instituteurs et d'institutrices rurales se partageront les \$18,000,000 prévus au budget pour aider au paiement des salaires?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y en a environ 20,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, cela ferait une moyenne de \$900 pour chaque instituteur ou institutrice, en plus de ce que paient les commissions scolaires. Il me semble que les salaires mentionnés au rapport du surintendant ne sont pas assez élevés, si l'on tient compte des primes de traitement payées par le gouvernement.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a bien des facteurs à considérer et les moyennes sont toujours trompeuses. L'échelle des primes de traitement tient compte de l'évaluation et de la

proportion du budget de la commission scolaire qui est consacrée aux salaires. La part du gouvernement peut représenter jusqu'à 60 % des salaires. Il arrive même, dans le cas de certaines municipalités pauvres, que les salaires soient entièrement payés par le gouvernement. Il y a d'autres cas où la proportion est moins considérable.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 1 heure.

Deuxième séance du 19 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Rivière Hart Jaune

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'un autre développement gigantesque dont bénéficieront la région du Saguenay, la province et le Canada tout entier. Une compagnie incorporée en vertu des lois du Québec, la Quebec Cartier Mining, filiale de la United Steel, veut exploiter un gisement de minerai de fer dans le voisinage de la rivière Hart Jaune. Ce gisement, d'après ce que l'on en sait actuellement, renferme 750,000,000 de tonnes de minerai. La compagnie veut commencer ses travaux le plus tôt possible.

Ces travaux comportent la construction d'un quai près de Shelter Bay, à environ 80 milles au nord-est de Baie-Comeau. Il y aura aussi la construction d'une ville minière avec tous les services de rues, d'aqueduc, d'égout, etc., que cela comporte.

La compagnie construira ensuite une route de son quai à Mount Reid, soit une distance d'environ 100 milles. Il y aura une seconde ville minière à ériger à Mount Reid. De Mount Reid, la route devra être continuée sur une autre distance de 75 milles, soit jusqu'à Mount Washington.

La compagnie Cartier Mining construira aussi, à côté de sa route, un chemin de fer qui aura la même longueur, c'est-à-dire 175 milles. Les capitaux investis seront de l'ordre de plus de \$100,000,000.

Mais, pour réaliser ces travaux et être en mesure d'exploiter son minerai, la Quebec Cartier Mining a besoin d'électricité. La présente loi a pour but de permettre la location de pouvoirs d'eau à une filiale de la Cartier Mining, la Hart Jaune River Power Company.

La rivière Hart Jaune coule entre le petit et le grand lac Manicouagan. Il y a d'ailleurs dans cette région trois rivières importantes au point de vue électricité, à savoir: la Bersimis, la Rivière-aux-Outardes et la Manicouagan.

Cette dernière comporte un potentiel de 2,400,000 chevaux-vapeur. Les conditions du bail à être consenti à la Hart Jaune River Power tiendront compte à la fois des capitaux considérables investis par la Cartier Mining et des intérêts de la province.

Ainsi, la province va bénéficier de deux façons de ce projet. Non seulement la compagnie va exploiter le gisement de minerai de fer employant des milliers d'hommes, mais elle paiera en outre des redevances à la province pour l'exploitation des ressources hydrauliques de la partie de la rivière Hart Jaune.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande alors de passer immédiatement en comité pour l'étude du bill article par article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que l'on enregistre le vote sur la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le barrage que construira la compagnie le sera à un point situé à l'altitude de 1,050 pieds au-dessus du niveau général de la mer. Les experts de l'Hydro ont émis l'opinion qu'un barrage construit à cette altitude ne saurait nuire au développement maximum prévu de la Manicouagan. C'est d'ailleurs une des conditions du bail de la rivière Hart Jaune que son exploitation ne devra diminuer en rien le potentiel de la Manicouagan. La compagnie ne pourra produire là plus de 175,000 chevaux-vapeur.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement les techniciens de l'Hydro-Québec mais aussi ceux de la United Steel ont donné l'assurance que ce développement sur la Hart Jaune ne nuira en rien au développement final de la Manicouagan. D'autre part, la compagnie n'aura pas assez des 175,000 chevaux-vapeur qu'elle s'attend de produire et devra en obtenir de l'Hydro-Québec. Cette corporation de la couronne sera d'ailleurs en mesure de lui en fournir.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que, afin de faciliter le développement minier dans le comté de Saguenay, au nord de Shelter Bay, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à louer, pour le temps et aux conditions ci-dessous:

a) les forces hydrauliques de cette section de la rivière Hart Jaune comprise entre le point où cette rivière atteint l'altitude de mille cinquante

(1,050) pieds au-dessus du niveau de la mer et le Petit lac Manicouagan;

b) subordonnement au paragraphe a et aux autres dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le droit de régulariser le débit de la rivière Hart Jaune par la construction, le maintien et l'exploitation de barrages-réservoirs en amont du site des forces hydrauliques visées par la présente résolution.

Adopté.

2. Que les plans, estimés et devis relatifs à ces ouvrages devront être préalablement soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et le locataire paiera à ces fins au département des Ressources hydrauliques une somme de cinq mille dollars à la date décrétée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le bail comprendra une période d'organisation et de construction ne devant pas dépasser le premier janvier 1960; cette période sera suivie d'une première période de vingt-cinq ans qui sera renouvelable, au gré du locataire, pour une deuxième période de vingt-cinq ans, sur avis écrit à cet effet donné par le locataire au ministre des Ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la période initiale de vingt-cinq ans; que, si le bail est renouvelé pour cette deuxième période additionnelle de vingt-cinq ans, les conditions du bail seront les mêmes que pour la première période de vingt-cinq ans, sauf les stipulations de l'article 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que le bail pourra être renouvelé pour une troisième période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

Adopté.

4. Que pour l'utilisation des forces hydrauliques, des droits et des terrains mentionnés à la résolution 1, le locataire paiera, pendant une période de dix ans à compter de la signature du bail, un loyer annuel de douze mille dollars et que, après ces dix ans, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter le prix du loyer annuel jusqu'à concurrence de dix-huit mille dollars.

Adopté.

5. Que, en outre, le locataire paiera au département des Ressources hydrauliques une redevance annuelle de un dollar par cheval-vapeur-an produit et que, au cas de renouvellement du bail pour une deuxième période de vingt-cinq ans, tel que prévu par la résolution 3, la redevance annuelle de un dollar pourra être augmentée, mais ne devra pas

excéder un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit.

Adopté.

6. Que le locataire devra de plus payer au département des Ressources hydrauliques, pour emmagasinage des eaux au Petit lac Manicouagan et au lac appelé "A", un loyer annuel de mille cinq cents dollars à compter de la signature du bail et que, à ce sujet, le locataire devra en outre payer à la province une redevance annuelle de cinquante cents par cheval-vapeur-an rendu disponible à compter de la mise en œuvre de chaque usine hydroélectrique aménagée pour l'exploitation de ces forces hydrauliques.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):

Pourquoi le bill ne fait pas mention du nom de la compagnie à qui l'on accordera le bail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est parce que l'on ne possède pas encore le nom exact. On ne peut retarder la loi pour le nom. Le principal, c'est que l'enfant soit mis au monde.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'est pas encore au monde. Le premier ministre veut le nourrir avant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition, qui est père de famille, devrait savoir qu'un enfant est nourri avant de naître. En fait, le nom de la compagnie n'est pas nommé dans la loi, mais il s'agit bien de Hart Jaune River Power Company.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que la compagnie Hart Jaune River Power Company a eu des concurrents pour l'obtention de ces pouvoirs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Absolument pas. Personne n'y a songé. Ça été une bénédiction du ciel - on dit que la Providence est avec nous - que l'on ait trouvé tout près de là un gisement de 750,000,000 de tonnes de minerai.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le bail comporte une période d'organisation de trois ans, puis une première période de 25 ans durant laquelle la compagnie paiera une redevance de \$1 par cheval-vapeur. Ensuite, cette période sera renouvelable pour 25 autres années sur avis écrit à cet effet donné par le locataire, période pour laquelle "la redevance pourra être augmentée mais ne devra pas excéder \$1.25 par

cheval-vapeur par an produit". Le bail pourra ensuite être renouvelé pour une troisième période de 25 ans à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

Cette période est trop longue. Le ministre de la Voirie a affirmé dans cette Chambre que la piastre de 1944 ne valait plus que 30 cents aujourd'hui. Qui peut prédire ce qu'elle vaudra dans 50 ans? Je propose donc que les conditions soient pour 25 ans, pas plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie n'a jamais dit que le dollar de 1944 valait aujourd'hui 30 cents.

M. Hamel (Saint-Maurice) maintient que le ministre l'a dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il l'a dit, il s'est trompé.
(Applaudissements à gauche)

On ne peut pas dire que l'argent perd de la valeur. On doit considérer la valeur de l'argent par son rendement. Le dollar vaut plus que jamais aujourd'hui. L'argent ne rapportait que 3 % et aujourd'hui il en rapporte 6%! On ne peut pas vraiment dire qu'il a moins de valeur.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Les statistiques le disent, c'est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une compagnie qui va investir \$100,000,000 de capitaux a certainement le droit d'obtenir des éléments de stabilité. De plus, ce projet entraînera la naissance d'industries lucratives dont la province va bénéficier largement.

M. Hamel (Saint-Maurice): On en reparlera quand viendra le bill de la Cartier Mining.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne pourra pas y avoir de développement industriel dans cette région si l'on ne commence pas d'abord par les développements hydroélectriques. De toute façon, c'est un progrès dont je suis fier et orgueilleux.

Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle les conditions financières auxquelles la compagnie sera soumise: \$5,000 pour l'approbation des plans; \$1, puis \$1.25 du cheval-vapeur; un loyer de \$12,000 à \$18,000 par année; un loyer annuel de \$1,500 pour

emmagasiner des eaux, plus une redevance annuelle de 50 cents par cheval-vapeur-an rendu disponible à compter de la mise en œuvre de chaque usine hydroélectrique aménagée pour l'exploitation de ces forces hydrauliques.

Cela représentera, dit-il, plus de \$200,000 par année. De plus, la compagnie sera assujettie à la taxe qui frappe le capital et les profits des corporations. La compagnie devra ainsi payer 1/5 de 1 % sur le capital et 9 % sur les profits.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que les conditions faites à la Hart Jaune sont les mêmes que celles faites, au début de la session, à la Manicouagan Power Co. (bill 7)⁴?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les conditions sont les mêmes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans le cas de la Manicouagan, la loi stipule: "... Dans le cas d'un tel renouvellement, les conditions du bail seront les mêmes sauf quant à la redevance ou royauté annuelle qui sera portée à \$1.25 par cheval-vapeur-an produit".

Ce n'est donc pas la même chose. Dans le cas de la Manicouagan, la loi dit "sera portée" tandis que dans le cas de la Hart Jaune, elle dit "pourra être augmentée mais ne devra pas excéder \$1.25".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de différence. Absolument pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Que le premier ministre lise donc!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement je lis, mais je comprends. Ce sont les mêmes conditions. C'est moi qui ai rédigé les deux bills.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est dommage que nous n'ayons pas un *Hansard*!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Spence, Talbot, Thérberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 42 sont, en conséquence, agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel,

Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Parent, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Spence, Talbot, Thérberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 42 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fonds d'éducation est entièrement et exclusivement utilisé pour des œuvres d'enseignement. Je dois mettre la province au courant d'une situation qui me paraît extraordinaire. Ce fonds d'éducation a été créé en 1946 pour sauver les commissions scolaires qui n'étaient pas loin de la banqueroute. Elles devaient verser \$5,000,000 chaque année aux fonds d'amortissement et les charges fixes absorbaient une grande partie de leurs revenus, si bien qu'elles n'avaient plus d'argent pour

construire des écoles nouvelles et payer convenablement les professeurs. Nous avons absorbé toutes les dettes, ce qui représentait \$60,000,000 pour la seule ville de Montréal. Et, pour amortir ces dettes, au montant d'une centaine de millions, nous avons créé le fonds d'éducation, auquel contribuent les compagnies d'électricité, les propriétaires et concessionnaires de ressources forestières, les compagnies de téléphone et de gazoline. La moitié de la taxe provinciale de vente est aussi versée à ce fonds.

Or, ce fonds d'éducation, qui n'est ni plus ni moins qu'un moyen de faire vivre les commissions scolaires, a été taxé par Ottawa⁵. Quand j'ai su que le gouvernement fédéral taxait ainsi l'éducation, j'ai téléphoné à M. Saint-Laurent pour le mettre au courant de la situation. Je lui ai dit que je ne pouvais pas concevoir qu'une chose pareille se continue. Il m'a répondu qu'il m'écrit. Il m'a effectivement écrit, disant qu'Ottawa continuerait de taxer.

Et, encore aujourd'hui, Ottawa continue de taxer le fonds d'éducation, en ce sens que les montants sont déduits des paiements de péréquation. Ces mêmes gens, qui prétendent vouloir aider l'éducation en pénétrant dans un domaine qui ne les regarde pas, viennent par un moyen détourné taxer les moyens de bâtir des écoles et de payer les salaires des professeurs. C'est la première fois que je révèle ces faits. Il me semble que le gouvernement fédéral devrait rester dans son domaine au lieu de taxer les sources dont on a besoin pour maintenir et développer les œuvres d'éducation dans la province. D'ailleurs, le mode d'éducation au Québec n'est pas le même que dans les autres provinces. Conséquemment, le gouvernement de Québec doit être maître dans le domaine fiscal relatif à l'éducation.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les instituteurs et institutrices ont réclamé des hausses de salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question relève des commissions scolaires.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les salaires ont augmenté de façon considérable depuis 1945, parfois de 1,000 %. Il y avait 19,000 instituteurs et institutrices en 1944-1945, et il y en a maintenant 31,000. L'immense majorité de ceux-ci, soit 95 %, sont diplômés.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) aborde la question d'une somme de \$28,000 pour la

construction et la réparation des écoles. Je demande au gouvernement, dit-il, de prendre des mesures pour que les nouvelles écoles ne jurent pas par leur modernisme avec les maisons environnantes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Nous avons des plans très bien faits qui cadrent avec l'architecture canadienne, mais les commissions scolaires n'acceptent pas toujours notre point de vue. Une somme de \$550,000 est réservée, dans le budget de l'instruction publique, à la gratuité des livres. Cela correspond à une augmentation de \$73,000 cette année⁶.

La gratuité scolaire existe dans la province. À peu près la moitié des commissions scolaires de la province profitent du système actuel, en vertu duquel la province paie 50 % du prix des manuels. Mais c'est aux commissions scolaires elles-mêmes qu'il revient de décider s'il y aura, oui ou non, la gratuité des livres dans leurs écoles.

M. Parent (Hull): Le gouvernement a dit qu'il ne fait pas de politique à l'instruction publique. J'ai la preuve du contraire avec des photos parues dans les journaux et montrant M. Saint-Onge remettant des chèques à la commission scolaire. Deux octrois de \$60,000 et de \$28,000 ont été accordés à la Commission de Hull à la veille des élections.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Nous nous occupons de l'éducation 365 jours par année. On ne peut pas empêcher les nouvelles de circuler.

M. Parent (Hull): En novembre, il y a eu un octroi de \$100,000 pour la Commission scolaire de Hull qui est près de la faillite. Il y a eu de gros titres dans les journaux et c'est M. Roland Saint-Onge qui a remis le chèque. Est-ce que ce n'est pas de la politique, cela⁷?

M. Hamel (Saint-Maurice): Saint-Onge? Qui est-ce?

M. Parent (Hull): Le patroneux. Il y a eu un autre octroi pour la même commission, le 16 octobre, et on a fait également de la publicité autour de cette subvention. Je trouve inconcevable de prétendre qu'il n'y a pas de politique à l'instruction publique. Les octrois sont discrétionnaires et l'on envoie les chèques aux députés de l'Union nationale et aux patroneux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Hull prétend qu'on fait de la politique à l'instruction publique. Et comment prouve-t-il cela? Un chèque a été envoyé pendant la période électorale, mais le député avoue que, depuis, d'autres chèques ont été envoyés. De plus, le candidat de l'Union nationale a été battu dans le comté de Hull, mais nous continuons à envoyer des octrois dans ce comté. Cela prouve, à mon avis, que ces octrois sont distribués en toute objectivité, et non selon que le comté est représenté par un député de l'Union nationale. C'est là la meilleure preuve qu'on ne fait pas de politique avec l'éducation. Nous adressons l'argent à ceux que nous connaissons, c'est bien simple. Nous n'allons pas le remettre à des gens qui ont signé des chèques pour les autres et qui sont allés à la banque toucher l'argent des autres. Tout ce qui compte, c'est que nous payons des octrois avant, pendant et après les élections! Nous faisons notre devoir et nous bâtissons des écoles là où c'est nécessaire. Est-ce que le gouvernement devrait envoyer les chèques d'octrois par des souterrains, en cachette?

M. Parent (Hull): La Commission scolaire de Hull est dans une situation financière très mauvaise. Elle doit déjà à la banque plus de \$500,000 et elle aura encore besoin de \$300,000 d'ici la fin de l'exercice financier⁸. À plusieurs reprises, le premier ministre a fait des allusions à mon passé⁹. Je n'ai pas peur des accusations du premier ministre. Je n'ai pas honte de mon passé. Si j'ai commis un péché de jeunesse, les gens de mon comté m'ont jugé aux dernières élections. Je ne crains pas de comparer ma jeunesse à celle du premier ministre. S'il veut faire du massage, il n'a qu'à se masser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai parlé de gens qui allaient à la banque pour forger des signatures. Et le député se croit obligé de répondre: "Si j'ai commis des péchés dans ma jeunesse..." Je ne lui ai pas demandé de le faire. S'il fait sa confession, tant pis pour lui. Quant à nous, nous accordons des octrois quand ils sont indispensables. Qu'est-ce que font les autres gouvernements à ce sujet? Qu'est-ce que fait Ottawa? Il annonce l'augmentation des pensions de vieillesse, l'assurance-santé, quelques mois avant les élections.

M. Parent (Hull): Je n'ai pas de confession à faire dans cette Chambre. Le premier ministre a une façon de faire du chantage.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande au président du comité de faire retirer ses paroles au député de Hull.

M. le président: Le député devrait retirer ses paroles.

M. Parent (Hull): Si ce n'est pas du chantage, qu'est-ce que c'est? Je ne puis retirer mes paroles. C'est la quatrième fois qu'il essaie de me faire du chantage en cette Chambre.

M. le président: L'expression de chantage est antiparlementaire. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Parent (Hull): Je n'ai rien à retirer. C'est bien du chantage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande alors au président du comité de faire rapport à l'Orateur.

(Pendant que le président, M. Johnson, rédige son rapport, une demi-douzaine de députés entourent M. Parent et lui parlent.)

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, le député de Hull (M. Parent), au cours de l'étude des crédits du département de l'Instruction publique, a déclaré que le premier ministre "avait une façon de faire du chantage".

Sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre, j'ai expliqué à l'honorable député que ce genre de langage est clairement antiparlementaire (cf. article 285 du Règlement) et je lui ai demandé de retirer ses paroles. L'honorable député a déclaré d'un ton très ferme qu'il ne retirait pas ses paroles. J'ai alors de nouveau demandé au député de Hull de retirer ses paroles qui ne pouvaient être tolérées dans cette Chambre. Le député de Hull refuse une deuxième fois de retirer ses paroles, dont rapport.

**Suspension du député
Oswald Parent, Hull**

M. l'Orateur donne lecture de l'article 75 du Règlement. Avant de prendre attitude, dit-il, je

demande au député de Hull s'il persiste à ne pas retirer ses paroles.

M. Parent (Hull): Je ne les retirerai pas, car ce qu'a dit le premier ministre n'est pas seulement du chantage, c'est pire que du chantage.

M. l'Orateur: Je rappelle à l'ordre M. Oswald Parent, député de Hull.

M. Parent (Hull) quitte la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 76 des règlements, je fais motion pour que le député de Hull soit censuré et suspendu pour une période de huit jours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je tiens à déclarer que le premier ministre fait erreur s'il croit qu'il va avoir raison de l'opposition par de pareils moyens. Ce n'est pas la première fois que le premier ministre fait des insinuations contre des membres de l'opposition¹⁰.

M. l'Orateur: À l'ordre! À ce stade de la discussion, il n'est permis de parler que sur la motion de censure.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je dis qu'en cette Chambre, la liberté de parole est violée.

M. l'Orateur: Je ne veux pas être excessif, mais je pourrais exiger que le chef de l'opposition retire lui-même ce qu'il vient de dire. Il doit s'en tenir à l'objet du débat. Je le rappelle donc à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais,

Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le débat se poursuit sur la résolution qui se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Hull a clairement démontré que, dans le domaine de l'instruction publique, on fait parvenir les chèques à Pierre, Jean, Jacques. J'appelle cela du tripotage des fonds publics. Si le gouvernement ne veut pas faire de la politique avec les deniers du peuple qu'il distribue à sa discrétion, pourquoi ne fait-il pas parvenir directement les chèques aux commissions scolaires élues par le peuple, et non au député ou au détenteur du patronage dans le comté?

Si on a réussi à établir des dictatures formidables dans certains pays, c'est parce qu'on procédait comme en certains milieux. *Le Duce* disait bien aux Italiens qu'ils étaient libres d'élire des députés, mais il leur donnait une liste des seuls noms pour lesquels ils pouvaient voter.

M. le président rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. À mon sens, dit-il, le député de Saint-Maurice s'engage sur un terrain dangereux. Si le chef de l'opposition veut comparer le gouvernement actuel aux gouvernements de certains autres pays, des pays contre lesquels nous avons fait la guerre, je me doute bien que le gouvernement refusera cette comparaison, et il faudra faire retirer des paroles alors prononcées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce que je veux surtout mettre en lumière, c'est que, dans les relations entre le peuple et ses administrateurs, celui qui doit servir d'intermédiaire, c'est celui que le peuple a élu et en qui il a manifesté sa confiance. Quand on procède par l'homme du parti, comme le fait le gouvernement, c'est qu'on pense en premier lieu à l'intérêt du parti avant celui de la province.

Le député de Hull a démontré qu'un individu de son comté se promène avec des chèques de la province dans ses poches. C'est ce qu'on appelle mettre l'intérêt du parti avant celui des enfants de chez nous. Le député de Hull avait raison de s'offusquer de constater que le gouvernement n'envoie pas ses chèques aux commissions scolaires. Le temps est arrivé pour le gouvernement de réaliser que les députés élus sont les représentants du peuple dans ses tractations avec les divers départements de l'administration. Dans les départements, au lieu de recevoir le député de l'opposition, on refuse de discuter avec lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du moment que les chèques sont envoyés à des gens honnêtes, c'est tout à fait normal. Il y a longtemps que l'on procède de cette façon.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est anormal. Le bon sens veut que l'argent de la province aille directement aux institutions auxquelles il est destiné. Le procédé actuel est un défi à l'opinion publique. Cela fait assez longtemps que l'Union nationale essaie de faire des "shows" avec l'argent du peuple de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il appartient au gouvernement d'adresser les chèques à qui il veut. Il n'y a rien de mal là-dedans. Il est normal pour le gouvernement de s'adresser à son homme de confiance dans les comtés. Ce qui serait anormal serait de refuser des octrois quand c'est nécessaire, peu importe qui les demande. Nous allons continuer de procéder de la même façon, sans faire de politique avec les octrois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le département de l'Instruction publique ne pourrait pas travailler à l'amélioration des alentours des écoles, pour que les institutrices puissent enseigner aux enfants le culte du beau? On pourrait faire du terrassement, faire de la pelouse et planter des fleurs.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce travail est déjà commencé sur une haute échelle.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) suggère de planter des arbres sur le terrain des écoles.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est maintenant une politique établie de planter chaque année un arbre par classe par école. C'est une pratique qui existe depuis 10 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est bien de vouloir améliorer les alentours des écoles. Ce qu'il importe en premier lieu, c'est de construire les écoles. Le gouvernement a dépensé à cette fin des centaines de millions. C'est plus important que n'importe quoi.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) fait allusion à un sous-item de \$40,000 pour l'enseignement du français, les travaux manuels et l'établissement de la 12^e année. Le gouvernement, demande-t-il, ne songe-t-il pas à pousser davantage les travaux manuels, à l'avantage surtout des jeunes qui ont peu d'aptitude pour les matières scolaires, mais qui peuvent réussir très bien dans le domaine des métiers ou de la technique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sauf exception, cet enseignement des travaux manuels devrait se faire dans les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers ou les centres d'apprentissage.

Nous n'avons pas l'argent nécessaire pour doubler et même tripler les mêmes services. Il ne faut pas oublier que c'est la propriété qui est taxée pour l'enseignement primaire. Chaque fois que l'enseignement primaire sort de son rôle, il impose des charges nouvelles à la propriété. Il ne faut pas aggraver davantage la situation.

Nous n'avons pas les moyens de dépenser de l'argent pour ces choses même utiles quand c'est au détriment des choses nécessaires. Quand nous aurons toutes nos sources de revenus, il sera plus facile de faire davantage.

M. Brown (Brome) pose des questions.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Mon département compte 450 employés masculins et 211 employés féminins. Le travail des employés féminins donne entière satisfaction. Le surintendant de l'Instruction publique s'occupe de la partie pédagogique de l'enseignement, la partie administrative relevant toujours du gouvernement. Le surintendant a droit d'émettre ses opinions personnelles, même s'il n'engage pas le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Personne ne doute de la grande compétence du surintendant.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 modifiant la loi concernant les valeurs mobilières;
- bill 54 modifiant la loi des mines de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 56 concernant la preuve photographique de certains documents, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, dans les deux dernières lignes du deuxième paragraphe, les mots "d'un notaire dans la province où a eu lieu l'opération" par les mots "d'un notaire exerçant dans cette province";

b) en biffant le dernier paragraphe qui se lit comme suit:

"Si celle-ci a eu lieu hors de la province de Québec, un troisième exemplaire doit être déposé en l'étude d'un notaire exerçant dans cette province."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 213 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 15 est remplacé par ce qui suit:

"15. L'article 429 de la loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sainte-Foy, en ajoutant, après le paragraphe 8, les paragraphes suivants:

"8a. Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds anglais:

"8b. Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées, montrant ou non des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement", moyennant le paiement d'une licence n'excédant pas cinq dollars. Les sommes ainsi perçues ne pourront être employées que pour défrayer les frais d'administration que pourrait occasionner un tel règlement."

Projets de loi:**Preuve photographique
de documents**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 56 concernant la preuve photographique de certains documents.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Sainte-Foy**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 213 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures¹¹**Voies et moyens:****Débat sur le budget
1957-1958 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 13 février courant, sur la motion du représentant de Matane

(l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) passe en revue les principaux chiffres cités par le ministre des Finances dans son discours sur le budget. Pour l'année en cours, dit-il, durant laquelle ont eu lieu les élections générales, le gouvernement a dépensé \$74,000,000 de plus qu'il n'avait été autorisé par les Chambres, ce qui dénote le plus profond mépris pour le système démocratique qui exige que les députés contrôlent les subsides¹².

L'Union nationale a acculé les cultivateurs à la ruine. Ils quittent leurs terres pour s'en aller à la ville. Si l'agriculture dépérit aujourd'hui, c'est qu'elle ne paie plus son homme. En Abitibi, sur 63 paroisses organisées, 48 sont en recul et cinq sont à la veille de fermer. L'agriculteur du Québec ne profite pas de la prospérité du pays dans la proportion des ouvriers des villes. On ne doit donc pas parler de prospérité agricole quand nos campagnes se vident. Pendant ce temps-là, la province doit importer en vastes quantités une foule de produits agricoles, notamment 45,000,000 de douzaines d'œufs¹³.

L'un des éléments les plus importants de l'agriculture aujourd'hui, c'est que les fermes québécoises ne produisent pas assez par rapport aux besoins de la province, alors qu'il y a de cela quelques années, elles pouvaient le faire. Aujourd'hui, on doit importer des autres provinces d'énormes quantités de produits de la ferme, et particulièrement de l'Ontario. Même la production de beurre a diminué.

Je regrette que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) n'ait pas consacré plus d'argent aux recherches agricoles, car c'est à ce seul prix que l'agriculture progressera chez nous. Ce manque de recherches explique la diminution de \$333,785,000, en 1951, à \$270,758,000, en 1954, de la valeur du revenu net du cultivateur québécois.

Je vois, dans la recherche, l'enseignement et la vulgarisation, les remèdes qu'il faut apporter à l'agriculture québécoise pour la sauver de la ruine. La terre se meurt. Il faut la sauver pour garder sur les fermes les fils de cultivateurs et nos familles rurales qui ont droit à une condition de vie plus élevée. Il demande au gouvernement de consacrer ses énergies à trouver une solution au très important problème de la commercialisation des produits de la ferme, afin de protéger les grands investissements en agriculture et en colonisation. Le problème de la commercialisation est d'une extrême importance et il entrave le développement de l'agriculture dans notre province.

M. Bertrand (Missisquoi): La politique audacieuse et agressive dont a parlé le député d'Abitibi-Ouest, dans le domaine agricole, le gouvernement de l'Union nationale l'a donnée à la province de Québec.

L'agriculture était dans le marasme en 1936 et, aujourd'hui, 90 % des cultivateurs sont propriétaires de leur ferme. Il n'y a pas si longtemps, à peine huit ou neuf ans de cela, plusieurs fermes de mon propre comté n'avaient pas l'électricité. En 12 ans, le présent gouvernement a fait pénétrer l'électricité dans toutes les parties du Québec et les cultivateurs peuvent maintenant jouir des bienfaits qu'elle apporte. Aujourd'hui, à la grandeur de la province, 90 % d'entre eux bénéficient de l'électricité.

Les faits sont incontestables. Les cultivateurs du Québec n'ont jamais été aussi prospères. En 1945, le revenu des fermes était de \$385,000,000. En 1955, il était de \$712,000,000. En 1945, le revenu des produits laitiers était de \$81,414,000. En 1955, il était de \$166,426,000. Le revenu net des volailles était de \$8,619,000, en 1945. Il était de \$34,383,000, en 1955.

Un examen sommaire, même si l'on n'est pas expert en agriculture, révèle que la politique de l'Union nationale a rendu d'immenses services à la classe agricole. Elle est vraiment audacieuse et agressive. Et le premier ministre prend les moyens de préparer l'avenir des jeunes agriculteurs en multipliant les écoles d'agriculture. Comment l'opposition peut-elle faire de pareilles affirmations à propos de l'agriculture, alors qu'après 40 ans de pouvoir, leurs propres politiques avaient laissé l'industrie dans un état si lamentable que le gouvernement de l'Union nationale a dû adopter des mesures d'urgences pour les secourir et leur éviter la banqueroute?

Les journaux, qui écrivaient avant les élections de juin 1956 que l'électorat se vendait au plus offrant, devaient écrire au lendemain du scrutin et de l'éclatante victoire du gouvernement qu'il ne fallait pas se surprendre du résultat, car la province jouissait d'une prospérité sans précédent, que les taxes n'avaient pas augmenté depuis 12 ans et que toute la population avait sa part de l'essor actuel. Il explique cette volte-face par le fait que l'opposition est constituée de fanatiques en mal de pouvoir.

Il (M. Bertrand) relève ensuite une accusation à l'effet que la responsabilité ministérielle et le contrôle des subsides sont en voie de disparaître. La responsabilité ministérielle, dit-il, est entre les mains des ministres qui siègent en cette Chambre. Quant au

contrôle des subsides, les députés de l'opposition sont là pour y voir. Si quelqu'un croit à des malhonnêtetés dans l'administration, c'est ici l'endroit pour les dénoncer et les prouver.

Comment peut-on rendre l'approbation des crédits plus démocratique quand les chefs de département soumettent leurs budgets et répondent à toutes les questions que la Chambre souhaite poser?

Sur les "hustings", on critique à fond de train, mais, en Chambre, on vote en trois ou quatre minutes un budget aussi considérable que celui du bien-être social et de la jeunesse¹⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève sur un point d'ordre. J'ai déjà expliqué, dit-il, pourquoi nous n'avons pas posé de questions sur ces crédits. C'est parce que le député de Richmond, qui avait préparé la critique de ce budget, avait été expulsé de la Chambre.

M. Bertrand (Missisquoi): Ce qui me frappe, c'est que les dépenses en immobilisations, depuis 1945, se chiffrent à \$624,313,665 et qu'elles ont été payées, dans la proportion de 80 %, à même les revenus ordinaires. Ces dépenses en immobilisations sont représentées par les routes, les ponts, les hôpitaux, les sanatoriums, les écoles, etc., construits à travers la province, non seulement dans l'intérêt de la génération présente, mais encore des générations à venir.

C'est dans la province de Québec que les dépenses par tête sont les moins élevées, et si notre province est corrompue, comme certains veulent le prétendre, ce doit être bien corrompu ailleurs. Quant à la dette par tête, elle est de \$76.97 dans Québec et de \$100 en Ontario. Voilà des faits incontestables.

Il (M. Bertrand) termine par un éloge du premier ministre de la province. Le premier ministre, dit-il, a été à plusieurs reprises la victime d'attaques tendant à le rabaisser. Mais, il est au-dessus de ces critiques malveillantes et il inspire fierté et loyauté à ceux qui l'entourent. Il a les vraies qualités d'un chef, dit-il, il est un chef. Je n'ai jamais lu nulle part que les grands chefs politiques, des hommes comme Churchill, ont laissé d'autres personnes conduire leurs affaires.

(Au moment où il se rassoit, le premier ministre quitte son siège et s'avance dans la rangée du fond, où le député est assis, pour lui serrer la main. Tous les ministres du cabinet imitent son geste.)

M. Brown (Brome) félicite son collègue du comté voisin au sien, le député de Missisquoi (M. Bertrand), pour son magnifique discours. Mais, ajoute-t-il, ce qu'il dit de l'agriculture n'est pas tout à fait au point. La vérité, c'est que moins de 1 % du budget total de la province est affecté à l'amélioration des revenus du fermier. Le cultivateur québécois est le grand oublié du XX^e siècle.

Il (M. Brown) rappelle les sommes qui ont été votées depuis 1945 pour l'agriculture et qui se chiffrent à un total de \$183,422,124. Puis il cite des statistiques puisées dans l'*Annuaire statistique de la province de Québec*. De 1945 à 1954, dit-il, le revenu des cultivateurs a diminué six fois comparativement à l'année précédente et il n'a enregistré une augmentation qu'à trois reprises. Il est à noter que durant ces années le budget a augmenté continuellement, alors que le revenu des fermiers a diminué.

Durant les années 1952, 1953 et 1954, la diminution des revenus atteint la somme globale de \$63,027,000 ce qui représente une perte de \$469 pour chacun des 134,336 cultivateurs qui tentent de survivre dans la province.

Six des neuf dernières années ont été des années de pertes pour les cultivateurs du Québec. Au 1^{er} décembre 1954, 39,047 fermiers de notre province devaient \$104,384,595 au gouvernement à 4 % d'intérêt et 4,633 fermiers devaient \$10,062,975 à un intérêt de près de 6 %, ce qui veut dire que 43,680 fermiers, sur un total de 134,000, de notre province ont dû emprunter du gouvernement pour survivre, et ceci ne comprend pas ceux qui ont contracté des emprunts personnels soit auprès des notaires ou des prêteurs.

Ces faits nous mènent à la conclusion que plus de la moitié de nos fermes sont hypothéquées pour survivre en attendant que le gouvernement fasse quelque chose pour leur assurer un prix raisonnable pour leurs produits. Il faut augmenter les prix des produits de la ferme pour pouvoir rencontrer les coûts de l'agriculture. Dans mon propre comté, je peux vous donner une liste de 100 fermes qui ont été abandonnées.

Il (M. Brown) insiste pour que le gouvernement fasse quelque chose de positif. Il faut, dit-il, que le gouvernement se serve de la Commission des marchés agricoles, qui est déjà formée pour faire un travail sérieux et assurer aux cultivateurs une augmentation de revenus. Le député de Brome (M. Brown) veut ensuite parler des octrois statutaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question a déjà été discutée.

M. Brown (Brome): Certaines particularités m'ont fortement surpris depuis que je siège à l'Assemblée législative. J'ai à maintes reprises siégé dans les galeries, au Parlement du Massachusetts, de la Caroline du Nord et même d'Ottawa. J'ai été surpris de voir comment les choses se passent ici. Cet après-midi, par exemple, j'ai voulu lire l'éditorial d'un journal et cela m'a été défendu. Quelques instants plus tard, un autre député a lu le même éditorial et il n'a pas été arrêté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député siège à Québec où il y a des règlements. C'est clair, c'est élémentaire. Il y a eu des décisions de rendues et le député ne peut les critiquer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il ne critique pas, il dit qu'il a été surpris.

M. l'Orateur: C'est une critique. Le député dit que l'on a permis à un député de faire ce qui lui a été refusé.

M. Brown (Brome) se lève alors pour parler de son chef (M. Hamel). J'ai pleine confiance en lui, dit-il. Si nous avions à choisir un chef dans tout le Canada, nous ne changerions pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela n'est pas très flatteur pour M. Saint-Laurent.

M. Desjardins (Gatineau) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 heures¹⁵.

NOTES

1. La loi stipule que tout véhicule automobile, à l'exception des tracteurs de ferme, s'il n'est pas

équipé de garde-boue permanents, doit être muni, à l'arrière, de deux garde-boue mobiles d'un modèle approuvé par le sous-ministre. Voir à ce sujet *Le Devoir* du 20 février 1957, à la page 12.

2. M. Hamel aborde à ce moment un autre article de la loi, à savoir celui qui diminue la responsabilité du père, de la mère ou du tuteur qui donne son consentement à l'enregistrement d'un véhicule acquis et possédé par un mineur et à l'émission d'un permis de conduire. Ceci est rapporté dans *Le Devoir* du 20 février 1957, à la page 12.

3. \$3,351,984, selon le *Montréal-Matin* du 20 février 1957, à la page 11.

4. M. Hamel revient à ce moment, selon *Le Soleil* du 20 février 1957, à la page 10, sur la question de la redevance de la deuxième période du bail de 25 ans.

5. M. Duplessis, en formulant cette affirmation, tourne plusieurs fois les yeux vers la Galerie de la Presse, selon *L'Événement* du 20 février 1957, à la page 1.

6. \$75,000 selon *L'Action catholique* du 20 février 1957, à la page 11.

7. *Le Soleil* du 20 février 1957 précise, à la page 12, que M. Saint-Onge était l'adversaire de M. Parent dans le comté de Hull, lors des dernières élections.

8. La commission aura plutôt besoin de \$500,000, selon *L'Action catholique* du 20 février 1957, à la page 10.

9. Il pointe alors son doigt vers le premier ministre, selon le *Quebec Chronicle* du 20 février 1957, à la page 3.

10. *La Presse* du 20 février 1957 rapporte, aux pages 1 et 59, que le premier ministre a déjà fait allusion à la signature du député de Hull à une autre occasion. Il avait dit alors: "Si la parole du député ne vaut pas mieux que sa signature..."

11. Plus précisément à 8 h 15, selon *L'Action catholique* du 20 février 1957, à la page 11.

12. M. Courcy commence son discours en lisant son texte. Après environ 10 minutes, le premier ministre soulève un point d'ordre et demande que les règlements de la Chambre, défendant à un député de

lire son texte, soient observés. M. Courcy paraît alors déconcerté. M. Hamel veut se porter à sa défense, mais l'Orateur demande de respecter les règlements. M. Courcy met donc de côté son texte et parle pendant près d'une heure. De plus, *La Patrie* du 20 février 1957 précise, à la page 12, qu'à un certain moment, on ne comptait que 27 députés ministériels et une douzaine de l'opposition en Chambre.

13. Il fait allusion à un journal qui avait publié, durant la dernière campagne électorale, un article afin de dénoncer l'importation d'œufs communistes. Voir le *Quebec Chronicle* du 20 février 1957, à la page 2.

14. Voir à ce sujet la séance du 13 février 1957. Il faut se rappeler que le critique de l'opposition, M. Émilien Lafrance, avait été expulsé à cette occasion. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas eu de débat sur les crédits du bien-être social et de la jeunesse.

15. À 10 h 10, selon *La Patrie* du 20 février 1957, à la page 12.

Première séance du mercredi 20 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

Subsides:

Projets de loi:

Budget des dépenses
1957-1958

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 modifiant le Code civil.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Commission des écoles catholiques
de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 relatif à la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Un débat s'élève sur les collèges classiques¹.

Distribution du gaz naturel
dans Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le budget de l'instruction publique pour l'année 1957-1958 comporte un crédit de \$1,000,000 pour octrois aux collèges classiques. L'octroi aux collèges classiques, qui était depuis longtemps fixé à \$10,000 par collège par année, a été augmenté d'abord à \$15,000 par l'Union nationale, puis à \$25,000 cette année. C'est une augmentation de 150 %. Le gouvernement accorde des crédits de \$250,000 pour la construction des collèges classiques. Avant l'Union nationale, jamais un sou n'avait été donné par les gouvernements pour cette fin. En tout, depuis 1945, nous avons donné, pour la construction des collèges classiques, une somme globale de \$14,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal.

Adopté.

On vient de créer à Ottawa, par une loi, un Conseil des arts, tout en prétendant, selon certains, qu'il ne s'agit pas du tout d'une intrusion dans le domaine éducationnel réservé aux provinces par la Constitution. C'est le point de vue d'un côté. De l'autre, il y a le ministre de la Justice, M. Garson, interprète des lois, qui, en réponse à une motion des C.C.F. réclamait des octrois fédéraux pour tous les paliers de l'éducation, a répondu que le gouvernement fédéral ne pouvait pas donner les octrois demandés, parce que ce serait une intrusion

Asile du
Bon-Pasteur de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que le bill 170 concernant l'asile du Bon-Pasteur de Québec ayant pour objet l'expansion d'une œuvre de bienfaisance publique,

dans l'enseignement primaire et secondaire réservé exclusivement aux provinces.

Nous avons une contradiction flagrante entre les protagonistes du Conseil des arts et le ministre de la Justice, qui est l'interprète des lois au Canada et qui en connaît bien la portée. Comment concilier ces deux points de vue? Ce qu'il y a de plus important dans tout cela, c'est l'illogisme qui oppose les deux groupes.

Les octrois aux universités, en vertu des règlements imposés par Ottawa qui prétend n'en pas avoir imposé, sont payés en partie aux collèges classiques. Mais l'Université McGill a des classes qui correspondent à des classes dans nos collèges classiques. En vertu des règlements d'Ottawa relatifs au Conseil des arts, il est dit que les octrois destinés aux universités devront également être versés aux collèges classiques qui ont des classes correspondantes à celles que l'on trouve dans l'enseignement universitaire. C'est donc un empiètement direct par Ottawa dans un champ éducationnel réservé aux provinces.

Nous avons là, une situation bien sombre, mais dont le contraste permet tout de même de mieux voir la lumière. Et, après cela, on viendra nous parler de bonne foi, même quand on prétend qu'il y a une différence entre la culture et l'éducation. On crée le Conseil des arts sous prétexte d'aider la culture, sans intervenir dans le domaine de l'éducation; mais on donne à ce même conseil des attributions qui concernent directement les universités et les collèges. Il y a des gens bien intentionnés qui ont été victimes de cette affirmation des centralisateurs d'Ottawa, mais c'est le devoir du gouvernement de Québec de rétablir les faits.

Il y a là une situation de faits qui est extrêmement grave, une situation qui dépasse de beaucoup les intérêts partisans. S'il y a des choses auxquelles nous devons tenir mordicus dans la province de Québec, c'est l'éducation et l'école, sources de notre force morale. L'école transforme l'être humain; elle le cultive et lui donne de la force morale. Elle est la source vive d'un enrichissement qu'on ne peut pas trouver ailleurs. C'est à cela qu'Ottawa s'attaque et c'est à cause de cela que nous devons être sur nos gardes et déplorer l'attitude de certaines personnes qui ne paraissent pas comprendre clairement la situation.

Veuillez croire que ces déclarations sont faites de façon tout à fait désintéressée, mais il faut, plus que jamais, nous dresser poliment et avec courtoisie, mais avec une fermeté accrue, contre toutes ces tentatives pemicieuses d'accaparement dans un domaine qui nous est cher comme la prunelle de nos yeux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a parlé du Conseil des arts et de l'aide aux universités. En ce qui concerne le Conseil des arts, je dois rappeler qu'un tel organisme est réclamé depuis une quinzaine d'années, précisément pour empêcher le fédéral de se mêler de choses qui ne le regardent pas. Un ancien député de cette Chambre, M. André Laurendeau, a réclamé un Conseil des arts. Le fédéral intervient aujourd'hui parce que le provincial a fait défaut de prendre les initiatives qui s'imposaient. À tort ou à raison, j'espère que c'est à tort, Ottawa s'imagine qu'il est justifié de remédier à des carences, de remplir des vides.

Relativement aux accaparements des sources de revenus, c'est une tendance commune aux gouvernements fédéraux et ce qui se passe chez nous se passe également aux États-Unis.

Je ne veux pas justifier le fédéral, mais tous les gouvernements fédéraux jugent qu'ils ont une vue d'ensemble et peuvent régler plus facilement que les gouvernements provinciaux des problèmes qui attendent une solution. Pourquoi le gouvernement provincial n'a-t-il pas songé à créer un Conseil des arts? Le terrain était inoccupé et le fédéral y est entré. C'est favoriser la centralisation que de laisser ainsi des terrains inoccupés.

Je suis un autonomiste et je l'ai prouvé. Mais pourquoi le gouvernement provincial n'occupe-t-il pas les terrains qui lui appartiennent, pour empêcher le fédéral de s'y introduire? Quant au droit du fédéral de procéder comme il le fait, c'est une autre affaire. Pour les octrois aux universités, le fédéral vient puiser dans les revenus de la province et il puise trop abondamment. Mais le gouvernement provincial a-t-il un moyen efficace d'empêcher le fédéral de percevoir les taxes qu'il perçoit actuellement? S'il en a un, qu'il l'emploie.

Lorsqu'il a été question des pensions de vieillesse, le premier ministre actuel disait: "La province de Québec paie pour les vieillards des autres provinces et ses propres vieillards ne bénéficient pas des avantages de la loi." N'est-ce pas un peu la même chose qui se répète dans le cas des octrois du fédéral aux universités? Le fédéral prend un montant et le donne au Conseil des universités pour qu'il soit distribué. Quel moyen le gouvernement provincial a-t-il d'empêcher le fédéral de percevoir \$4,000,000 de taxes, dans Québec, pour des octrois à l'éducation? S'il a un moyen, qu'il le prenne. Sinon, il arrivera ce qui est arrivé pour les pensions de vieillesse. Et les jeunes gens du Québec seront handicapés dans leur éducation, à cause de la carence du gouvernement provincial.

Le régime qui favorise le plus les empiétements du fédéral, c'est le régime actuel. Si on ne trouve pas le moyen d'empêcher le fédéral de percevoir \$4,000,000 dans Québec pour les universités, qu'on laisse le fédéral distribuer ce montant aux universités.

Il (M. Hamel) parle des organismes qui réclament l'aide du fédéral aux universités. On constate actuellement, dit-il, un changement d'attitude au sujet de l'aide fédérale. C'est la même chose dans les milieux ouvriers. On se prononce de plus en plus en faveur de l'aide fédérale aux universités. Pourquoi? Parce que le gouvernement actuel n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités. C'est le gouvernement actuel qui a le plus favorisé l'affaiblissement de l'autonomie, en laissant des vides qui constituent autant d'invitations à la centralisation.

Le peuple ne croit pas que le gouvernement provincial prenne des moyens appropriés pour assurer le développement normal de nos universités. Il (M. Hamel) cite des déclarations de recteurs de nos institutions de haut savoir.

Il appartient au gouvernement provincial, dit-il, de combler les vides que le gouvernement fédéral surveille. S'il ne le fait pas, il facilite les empiétements du pouvoir central.

C'est le présent gouvernement provincial qui sera le plus responsable de l'affaiblissement que l'on constate en matière d'autonomie provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est pénible d'entendre un membre de l'Assemblée législative parler comme vient de le faire le chef intérimaire de l'opposition. Le coupable, selon lui, ce n'est pas celui qui a volé, mais celui qui a été volé; ce n'est pas le gouvernement fédéral qui dépouille la province, mais la province qui est dépouillée. Dans tout son discours, pas un mot de blâme contre les accapareurs. Tout est dirigé contre le gouvernement provincial et particulièrement contre celui qui parle.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que tous les gouvernements du monde, à tort à mon sens, veulent centraliser. Le gouvernement fédéral a ses torts comme les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais tous les reproches du chef intérimaire de l'opposition sont dirigés contre le gouvernement de Québec. Imaginez-vous dans quelle situation nous serions aujourd'hui si la sauvegarde des droits de la province avait été confiée à ces gens-là. J'ai expliqué

tantôt la situation, j'ai montré le danger et j'ai parlé sans partisanerie. Nous avons eu la réplique d'un partisan qui a joué avec la vérité comme un enfant joue avec des jouets.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai joué avec la vérité. Je demande qu'on l'oblige à retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef temporaire de l'opposition a joué avec la vérité comme un enfant joue avec des jouets. J'ai le droit de le dire, ce sont des faits.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. le président: Le chef de l'opposition, qui a des enfants comme celui qui parle, sait qu'il y a toutes sortes d'enfants. Il y en a qui jouent durement avec les jouets et d'autres qui jouent moins durement. Je ne sais pas quelle expérience peut avoir le premier ministre en ce domaine et dans l'état actuel des choses, je ne crois pas qu'il y ait un point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur les octrois aux collèges classiques, le premier ministre a dit que le chef de l'opposition (M. Hamel) "joue avec la vérité comme un enfant avec un jouet".

Le chef de l'opposition a soulevé un point d'ordre et a exigé que le premier ministre retire ses paroles, alléguant que de telles paroles seraient antiparlementaires en vertu de l'article 285 du Règlement. J'ai déclaré que je ne voyais pas en quoi les paroles prononcées par le premier ministre sont antiparlementaires.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 57.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je disais donc que les déclarations du chef de l'opposition ne tenaient pas compte des faits et manifestaient un esprit de parti inconciliable avec les intérêts de la province. On prétend que le gouvernement actuel n'a rien fait pour sauvegarder les droits de la province?

Quel est le gouvernement qui a établi la pension aux mères nécessiteuses et aux orphelins? Quel est le gouvernement qui a donné un drapeau à la province? Quel est le gouvernement qui a répondu aux besoins de la classe agricole en créant un prêt provincial? Quel est le gouvernement qui a augmenté de plus de 1,000 % les subventions à tous les degrés de l'enseignement?

Quel est le gouvernement qui s'est tenu debout devant les centralisateurs, sinon l'Union nationale? Quoi qu'on dise, la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Elle a une langue, une religion, des caractères particuliers qui la distinguent des autres. C'est pour cela que nous devons rester ce que nous sommes.

Pendant un certain temps, nous avons eu l'appui d'une autre province. Puis, à un moment donné, nous nous sommes trouvés seuls en apparence, mais en compagnie du droit, de la justice, de la Constitution. Comme résultat de nos efforts, la part déductible de l'impôt sur les corporations, qui était d'abord de 5 %, a été portée à 7 %, puis à 9 %. Parce que nous nous sommes tenus debout, nous avons imposé un impôt provincial sur le revenu que les gens d'ailleurs n'ont pas voulu accepter, mais qu'ils ont finalement été obligés d'accepter.

Avec ces nouveaux revenus, nous avons apporté notre aide à l'éducation et à la santé et nous avons augmenté le nombre des mesures de bien-être social. Et cette taxe a débarrassé la province d'une taxe fédérale injuste, qui frappait les célibataires à partir de \$1,000 et les gens mariés, à partir de \$2,000. Ceux qui ont assisté aux conférences d'Ottawa savent comment les délégués de la province de Québec ont été respectés et comment ils ont exigé d'être respectés en respectant les attributions des autres.

C'est en 1941, alors que nous avions à Québec une administration libérale qui lâchait tout, que le gouvernement fédéral s'est emparé de l'impôt sur les successions, un domaine provincial sacré entre tous, grâce auquel il s'arrogeait le pouvoir de tout chambarder notre Code civil. Nous avons récupéré au moins 50 % de nos droits dans ce domaine. Aujourd'hui, sous l'Union nationale, Ottawa nous reconnaît au moins une déduction de 50 % en matière d'impôt sur les successions. Nous avons créé une atmosphère qui constitue un véritable rempart pour la province de Québec et désormais, avant de toucher aux droits du Québec, on y pensera deux fois.

Quand les centralisateurs, les accapareurs, sont appuyés par des gens qui ne voient pas le danger et placent les intérêts de leur parti avant ceux de la patrie, ils se sentent encouragés à empiéter toujours davantage, à aller toujours plus loin. Pendant des années, nous avons fait preuve de patience, je me suis même humilié personnellement, mais le temps est venu de se dresser sans arrogance, mais avec fierté! C'est ce que nous faisons. Nous disons à Ottawa: "Vous ne passerez pas."

(Ovation à droite)

C'est une lutte que je mène avec conviction et je n'ai pas de désir plus sincère que celui de remplir jusqu'à mon dernier souffle le mandat que, à quatre reprises, m'ont confié les électeurs du Québec de sauvegarder les droits de la province. Peu important les abandons et les lâchages, l'Union nationale sera toujours là pour défendre dans leur intégrité les droits et prérogatives de la province.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je considère qu'il est de mon devoir, à titre de député de langue anglaise, d'exprimer mon opinion sur le débat en cours. Je ne sais pas si les paroles que je vais prononcer vont me rendre populaire auprès de mes compatriotes de langue anglaise.

Il y a un conflit entre le premier ministre du Canada et son ministre de la Justice au sujet des droits des provinces. Ottawa et Washington semblent d'ailleurs s'influencer mutuellement dans leurs assauts contre les droits des provinces ou des États en matière d'éducation. Les États américains ne sont pas moins jaloux que les provinces pour les sauvegarder.

Le gouvernement actuel a fait énormément pour l'éducation à tous les paliers dans la province, particulièrement au niveau de l'enseignement primaire. Il a traité surtout avec grande générosité l'élément minoritaire de langue anglaise, montrant par là, une autre fois, que Québec n'est pas une province comme les autres.

La minorité anglaise a été, au fait, si bien traitée qu'elle se doit d'appuyer sans restriction les Canadiens français dans la lutte qu'ils livrent présentement pour la sauvegarde de leurs droits en matière d'éducation.

Les Canadiens français sont justifiés de craindre pour leurs droits, leur culture et leurs traditions. La centralisation signifierait le contrôle de l'éducation par une majorité de langue anglaise. La langue française et l'enseignement religieux pourraient disparaître sous un tel régime.

Il est certain que le premier ministre du Québec s'est acquis le respect des autres premiers ministres provinciaux du pays dans sa lutte pour le respect des droits constitutionnels. Ses collègues apprécient les positions qu'il a prises et maintenues avec vigueur.

Le premier ministre du Québec a droit à l'appui de toute la population de la province. L'élite de langue anglaise, mieux au courant du traitement généreux accordé par le gouvernement provincial aux écoles de leur langue, se doit de faire pression pour que les deux groupes ethniques s'unissent étroitement pour la défense des droits sacrés du Québec. C'est un devoir qui lui incombe. Nulle part au monde une minorité n'a été aussi bien traitée qu'au Québec.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions et à des

particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a trois écoles de sourds-muets et sourdes-muettes dans la province: deux à Montréal, sur la rue Saint-Denis et sur le boulevard Saint-Laurent; une à Sherbrooke, l'institut MacKay.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au gouvernement d'aider d'avantage ces institutions. Il est impossible, pour les parents des sourds-muets, de payer tout ce que coûte leur éducation, défend-il. Et il y a des centaines de ces malheureux enfants qui ne peuvent entrer dans ces établissements, faute de place.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les écoles de Montréal, qui ont reçu \$50,000 chacune par an il y a deux ans, vont avoir cette année \$100,000, le double.

M. Hamel (Saint-Maurice): On devrait fonder une école de sourds-muets dans la région de Québec pour éviter aux parents les frais d'envoi de leurs enfants à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait énormément pour ces institutions. Nous ferons davantage dans la mesure de nos moyens.

Il a été question de faire venir à Québec des Clercs de Saint-Viateur de Montréal; mais ce n'est plus possible avec les nouvelles restrictions. Il ne faut pas non plus oublier que ces institutions ont des revenus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Elles voudraient avoir \$50 par mois par enfant.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Nous nous occupons de la question. Des représentants de l'instruction publique font actuellement une enquête à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 février 1957²

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) salue le retour du député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) qui a été absent, pendant une bonne partie de la session pour cause de santé. J'espère, dit-il, que la Providence lui donnera, pendant les 25 ou 30 ans que nous serons encore au pouvoir, le temps de réparer ses erreurs³!

M. Kirkland (Jacques-Cartier) remercie le chef du gouvernement sauf pour le passage concernant "ses erreurs"!

Projets de loi:

Loi des corporations et compagnies

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi

concernant les corporations et compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est une loi qui marque une étape remarquable dans le domaine conduisant à la sauvegarde des droits de la province et à la récupération de ceux que nous espérons pouvoir recouvrer. Cette loi est l'affirmation du désir du Québec d'exercer toutes ses prérogatives. Il exprime l'intention de rétablir certains faits.

En 1760, déclare-t-il, nos ancêtres passèrent sous une autre domination. Les Français furent remplacés par les Anglais. Nos aïeux étaient à peine 60,000 dans cet immense pays que constitue le Canada. Ils avaient la mission sacrée de continuer l'œuvre de civilisation française et catholique, de maintenir sur les bords du Saint-Laurent une nouvelle France respectueuse de ses obligations et fermement attachée à ses traditions.

Les moyens de communication manquaient, il n'y avait ni chemin de fer, ni avion, ni automobile; tout ce qui rend aujourd'hui plus aisée la tâche des humains était inexistant. C'est par leur seul courage, par leur héroïsme que nos aïeux ont réussi à remplir leur mission, en dépit des attaques des sauvages et des Iroquois, malgré les persécutions de la part des gouvernements de l'époque. Et ces aïeux ont écrit des pages d'histoire, les plus riches en enseignement salubre. De 1760 à 1840, ils ont promené à travers le pays le flambeau de la civilisation; malgré les obstacles, les embûches, les tentatives de corruption, ils sont restés Français et catholiques, loyaux et fidèles à leur serment d'allégeance. Et pourtant, longtemps, ils avaient dû subir la politique arbitraire, dictatoriale des gouverneurs anglais, payer des taxes sur l'utilisation desquelles ils n'avaient aucun contrôle; ils n'avaient qu'un droit, celui de souffrir. On a même essayé, à un moment donné, de s'emparer des écoles. Les dirigeants de l'époque voulaient abolir l'enseignement catholique; et les braves curés durent faire la classe dans leurs presbytères, montrant ainsi un dévouement exemplaire.

Mais, par suite de la persévérance et du patriotisme de nos aïeux, une lueur finit par apparaître à l'horizon; et on a commencé à donner à la population un semblant de gouvernement démocratique jusqu'au jour où, après la révolution sanglante de 1837-1838, il y eut enfin un gouvernement responsable devant le peuple.

Mais l'Union du Haut et du Bas-Canada s'avéra impossible parce qu'on ne marie pas deux

sœurs ensemble. L'Union fut malheureuse et improductive. Et cela montre bien que l'union des provinces du Canada sous un même gouvernement ne serait pas viable; une telle union serait même cinq fois pire.

Des hommes politiques appartenant aux divers partis se réunirent plusieurs fois à Charlottetown et à Québec; et de ces réunions sortit la Confédération. Pendant les discussions, on examina l'opportunité d'établir un seul gouvernement pour tout le pays, mais on en vint à la conclusion, devant la diversité des problèmes qui se posaient d'un bout du pays à l'autre, de créer une Confédération avec un gouvernement central et des gouvernements locaux plus près du peuple. On en arriva là en se basant sur certains principes fondamentaux immuables et sur des conditions qui n'ont pas changé depuis.

Au Parlement de Westminster, on n'a fait que reconnaître la décision des parties. Notre survivance dépend de la sauvegarde de nos traditions, us et coutumes, et le maintien de ces traditions, us et coutumes dépend des moyens à notre disposition pour en assurer la conservation. On en discuta lors de l'élaboration de la Constitution; et c'est pourquoi l'article 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord stipule: Titre: Les pouvoirs exclusifs des Législatures provinciales. 92 - Dans chaque province, la Législature a le droit exclusif de légiférer sur les matières qui rentrent dans les catégories de sujets ci-après énumérées. Il (l'honorable M. Duplessis) en nomme quelques-unes et il ajoute celle-ci: les contributions directes dans la province en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales.

C'est un pacte d'honneur qui le dit. Il (l'honorable M. Duplessis) énumère les autres pouvoirs exclusifs prévus par l'article 92: administration des hôpitaux, institutions municipales, propriété et droits civils, justice... M. Duplessis parle aussi de l'article 93 qui donne à la province le droit exclusif de légiférer sur l'enseignement.

Bref, il est clair comme de l'eau de roche que la province a un droit exclusif en matière de perception de l'impôt direct pour des fins provinciales.

La décision d'établir une Confédération, avec un gouvernement central chargé de régler les questions internationales et interprovinciales, est basée sur le bon sens. La Constitution est basée sur le bon sens parce qu'il y a, au Canada, deux cultures qui ont le droit de survivre. La Confédération est un système logique dans un pays aussi étendu que le nôtre, car il n'y a pas de cerveau humain assez vaste

pour régler tous les problèmes qui se posent de l'Atlantique au Pacifique. C'est un système logique parce qu'il faut des autorités près du peuple; et c'est le système le plus démocratique qui soit à cause de cette proximité du peuple.

Le premier ministre met en garde contre une bureaucratie centralisatrice parce que la centralisation est une source de dictature, de nazisme, de bolchevisme, de fascisme, et elle conduit à la tyrannie, précise-t-il.

Après 100 années de haute lutte, nos pères n'auraient pu consentir à un gouvernement qui aurait été le pensionnaire d'un autre gouvernement, qui aurait dû vivre avec ce qu'aurait donné un autre gouvernement. Ils ont voulu un régime démocratique basé sur la responsabilité ministérielle.

Le régime des subsides est un régime précaire, parce que ces subsides peuvent augmenter ou diminuer au gré de celui qui donne. Laurier et King ont reconnu que c'est un système vicieux. Les subsides sont contraires au pacte d'honneur de 1867 qui n'a prévu de subsides que dans deux cas bien définis: pour remplacer les droits de douane et l'accise.

Ces principes sont incontestables. Vivre de subsides, c'est vivre comme celui qui a des poumons faibles et qu'on place sous la tente d'oxygène, c'est vivre comme un mineur, comme un interdit. Le gouvernement responsable est un signe de majorité et nous l'avons gagné. La province de Québec est le domaine paternel et la clé du domaine paternel, nous voulons la conserver.

Après la guerre, le gouvernement fédéral devait se retirer de trois champs de taxation. Il devait se retirer de l'impôt sur les corporations, de l'impôt sur le revenu personnel et des lois de succession. En 1942, nous avons été convoqués à Ottawa. On nous a demandé de continuer un arrangement temporaire pour, disait-on, préparer l'après-guerre.

Nous avons refusé, mais un autre arrangement a été fait pour cinq ans. On s'est dit qu'après, nous reprendrions nos droits. Nous avons été reconvoqués et il y a encore eu un arrangement temporairement permanent, pour un autre cinq ans. Cette fois, j'ai dit au fédéral: Vous avez de drôles de manières d'envisager un arrangement temporaire. On a découvert un autre prétexte. Les bureaucrates et les centralisateurs se sont rassemblés et ont trouvé qu'il fallait aider les provinces pauvres.

Nous leur avons dit: Nous sommes prêts, mais en autant que c'est possible. Car charité bien ordonnée commence par soi-même, et c'est à nous de faire des cadeaux, pas aux étrangers. Nous avons refusé encore.

En 1950, devant la fermeté de la province de Québec, on en est arrivé à un autre arrangement. Le fédéral a accordé 9 % de l'impôt sur les corporations. C'était une amélioration sensible et on reconnaissait aux provinces le droit de prélever des impôts. C'était une amélioration au point de vue du montant et des droits de la province. Mais ce n'est pas encore suffisant ni juste.

Chose certaine, si nous n'avons pas la priorité, nous avons tout de même des droits parallèles, autant que nos voisins. Nous avons une source d'eau où le provincial et le fédéral ont droit de se rendre tous les deux. Ottawa prenait tout le champ et s'arrangeait pour que Québec ne puisse pas exercer ses droits.

La loi actuelle a pour but de porter de 7 % à 9 % l'impôt sur les corporations. Cet impôt ne représente pas tous les droits de la province; c'est une amélioration mais ce n'est pas complet. Personne ne me fera croire que le gouvernement de la province n'a droit qu'à 9 % alors qu'Ottawa aura 45 %.

Ce n'est pas un droit concurrent, dans ce cas, mais un droit prioritaire. Ceci ne représente qu'une petite partie de nos droits. Nous avons voulu procéder avec patience et nous en avons eu. Ce n'est pas une question de politique, mais de vie ou de mort. C'est une question constitutionnelle. "To be or not to be", comme disait Shakespeare, "vivre ou ne pas vivre".

Personne ne pourra nier le fait que l'exercice d'un droit est indispensable à la reconnaissance de ce droit. Il ne sert à rien de dire que nous avons des droits exclusifs, si nous ne pouvons pas bâtir des écoles, des hôpitaux, etc. Sur la terre, l'existence d'un droit comporte les moyens financiers d'exercer ce droit. La situation paraît s'améliorer et s'améliorera encore. Nous verrons un jour où les gouvernements provinciaux et fédéral resteront dans leur domaine particulier et respecteront leurs droits respectifs.

M. Hamel (Saint-Maurice) approuve en premier lieu le principe du bill qui est de porter de 7 % à 9 % l'impôt provincial sur les corporations, puis il déclare qu'il faut prendre les choses telles qu'elles sont et que le problème fédéral-provincial doit être envisagé tel qu'il se pose.

Pourquoi les relations fédérales-provinciales sont-elles tendues et difficiles? Si nous avons des difficultés en matière fiscale, c'est parce qu'il y a des divergences d'opinions sur la matière même de la Constitution canadienne. Le premier ministre, dans son discours, a fait état de ces divergences d'idées, notamment que certains juristes prétendent que la

Confédération est un pacte, cependant que d'autres disent que c'est une loi. Dans le cas de doute sur l'interprétation de ce pacte ou de cette loi, il faut nécessairement se reporter à l'intention des parties au moment de la signature de l'Acte de la Confédération.

Le premier ministre est d'avis que la Confédération a été un pacte entre les deux grandes races. Pour ma part, je crois que c'est une loi qui doit être interprétée en regard des intentions des parties au moment où elle a été passée. C'est le ministre actuel des Finances de la province (l'honorable M. Gagnon) qui disait, alors qu'il était ministre dans le cabinet Bennett à Ottawa, que pendant un certain temps, les lords du Conseil privé de Londres avaient considéré la Constitution canadienne comme un pacte, mais il rappelait alors que, depuis un certain temps, il semble que cette opinion s'est modifiée. Il semblait alors que M. Gagnon se ralliait lui aussi à cette opinion que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord était une loi.

Une deuxième raison qui cause des difficultés, c'est que les opinions sont divergentes sur ce qui constitue une matière exclusivement provinciale. Tout le monde est d'accord sur le droit exclusif des provinces à l'impôt direct pour des fins provinciales.

Mais il y a divergence sur ce qui constitue une matière exclusivement provinciale. Il n'y a pas de doute, par exemple, que l'éducation est du domaine exclusif des provinces, mais il s'est trouvé des gens sérieux qui ont fait une distinction entre éducation et culture. Sur plusieurs autres questions, il y a eu, depuis 25 ou 30 ans, flottement considérable. Le fédéral croit, à tort ou à raison, qu'il doit prendre des revenus dans les provinces riches pour aider les provinces pauvres, parce que les Canadiens sont tous frères. Et ce qui a encouragé le gouvernement fédéral à faire cela, c'est que montent de la masse du peuple, dans toutes les provinces, des demandes de législation sociale qui n'ont pas été entendues par les provinces.

Il n'y a pas d'illusions à se faire. Tant que les pouvoirs chevaucheront l'un sur l'autre, le plus fort aura toujours tendance à vouloir sans cesse étendre son champ d'action et à accaparer davantage. C'est à cette tendance que les provinces doivent résister de toutes leurs forces. Ce sont ces accaparements qu'il faut combattre et neutraliser.

Il y a cette théorie des droits exclusifs qui a eu cours longtemps et que le premier ministre et le solliciteur général partagent. Je crois que, depuis plusieurs années, cette théorie des droits exclusifs a

été abandonnée, et on a changé cette formule par celle des droits prioritaires. Que veut dire cette dernière formule? Si elle signifie que les provinces ont le droit de se servir d'abord, il faudrait blâmer sévèrement tous les gouvernements du Québec depuis la Confédération de n'avoir pas puisé dans l'impôt direct tous les revenus dont ils avaient besoin. Si nous avons le droit de nous servir d'abord, nous avons le droit de déduire de l'impôt fédéral sur le revenu tout ce que nous payons au provincial dans ce champ de taxation directe.

Il (M. Hamel) parle ensuite d'une autre théorie que l'on discute depuis quelques années, en vertu de laquelle les provinces auraient des droits concurrents avec ceux du fédéral. Le problème se complique du fait que les autres provinces ne sont pas, dit-il, d'une façon générale, aussi attachées que nous à l'autonomie provinciale, parce qu'elles sont, comme le fédéral, composées d'une majorité de langue anglaise.

Il ne faudrait pas que le contribuable du Québec soit pénalisé parce qu'il réside dans la province de Québec. Si cela continuait, il aura tendance à s'en aller ailleurs.

Il (M. Hamel) se dit heureux d'approuver l'augmentation de 7 % à 9 % des taxes sur les corporations.

(Applaudissements à droite)

Nous sommes en faveur de garder dans Québec toutes nos sources de revenus, mais ce que nous ne voulons pas c'est que le citoyen québécois soit puni, en quelque sorte, parce qu'il demeure dans la province française. J'ai discuté cette question de façon non partisane parce que le problème de l'autonomie provinciale doit rester bien au-dessus des partis politiques. Il faut que toutes les provinces se défendent contre le plus fort qui cherche à étendre ses pouvoirs. Il faut sans cesse se souvenir que, dans toutes les sphères, il y a une soif considérable de pouvoir.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche,

Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi concernant les corporations et compagnies.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 33, soit modifié:

a) en retranchant, après le mot "Québec", dans le paragraphe 1^o, les mots suivants ", quel que soit le lieu de sa constitution et que son bureau-chef soit situé dans cette province ou ailleurs";

b) en remplaçant, dans la première ligne au paragraphe 2^o, les mots "bureau-chef" par les mots "bureau principal".

Adopté.

2. Que l'article 3 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraphe a du deuxième alinéa du paragraphe 1^o, par le suivant:

"a) les bureaux d'une compagnie, ses usines, magasins, ateliers, agences ou places de commerce";

b) en remplaçant le paragraphe 2^o par le suivant:

"2^o Banques

"Dans le cas de toute banque,

a) une taxe de un dixième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur ses fonds de réserve et ses profits non distribués;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit";

c) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 3^o par le suivant:

"Dans le cas de toute compagnie d'assurance, une taxe de deux pour cent sur toute prime payable à la compagnie ou à son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec";

d) en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 3^o, les mots "le paiement" par les mots "l'échéance" et, dans la septième ligne du même alinéa, les mots "du paiement" par les mots "de l'échéance";

e) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa du paragraphe 3^o, le mot "reçue" par le mot "payable" et, dans la troisième ligne du même alinéa, les mots "obtenue ou reçue" par le mot "payable";

f) en y retranchant le cinquième alinéa du paragraphe 3^o;

g) en y retranchant, dans les première et deuxième lignes du sixième alinéa du paragraphe 3^o, les mots "d'assurance autre que l'assurance-vie" et en remplaçant, dans la cinquième ligne du même alinéa, les mots "qu'elle remet" par le mot "payable";

h) en y retranchant, dans les première et deuxième lignes du septième alinéa du paragraphe 3^o, les mots "autre qu'une compagnie d'assurance-vie,";

i) en remplaçant, dans la première ligne du huitième alinéa du paragraphe 3^o, le mot "reçues" par le mot "payables";

j) en retranchant, dans le titre du paragraphe 19^o, les mots "le bureau-chef ou".

Adopté.

3. Que l'article 6 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"6. En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visées par les paragraphes 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o, 14^o, 15^o, 16^o, 17^o, 18^o et 19^o de l'article 3 et toute compagnie de gestion qui tiennent bureau dans la province ou y transigent des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, doivent payer annuellement une taxe équivalant à neuf pour cent du revenu net de leur année financière respective en cours le 1^{er} janvier 1957 et de chacune de leurs années financières respectives subséquentes.

Si l'année financière en cours le 1^{er} janvier 1957 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de sept pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1956 et au taux de neuf pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1957. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1956 et 1957 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulés dans chacune de ces deux années civiles.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article et qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commerce à transiger des affaires dans la province."

Adopté.

4. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 6, les suivants:

"6a. Dans le cas de toute compagnie d'assurance-vie, le revenu net servant de base à la taxe imposée par l'article 6 est l'ensemble des montants crédités ou autrement affectés aux actionnaires ou à leur compte durant l'année, moins l'ensemble:

a) des montants imputés pendant l'année aux actionnaires comme leur juste part des pertes subies à l'égard des placements ou d'autres pertes du même genre;

b) des montants transférés pendant l'année du compte de l'actionnaire à une caisse d'assurance ou à une caisse de réserve de placement;

c) de la partie des montants crédités ou affectés aux actionnaires ou à leur compte qui, dans l'opinion du ministre, peut être considérée comme provenant de dividendes ou de fractions de dividendes;

d) des dons faits par la compagnie, pendant l'année, à même le compte des actionnaires, à des

institutions ou organisations du Canada qui poursuivent exclusivement des fins religieuses, charitables, éducatives ou sociales, sans dépasser dans l'ensemble, pour l'année, cinq pour cent des sommes ainsi créditées ou affectées, moins les montants indiqués aux paragraphes *a* et *b*.

"6b. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6 à toute compagnie d'assurance autre qu'une compagnie d'assurance-vie, il peut être déduit:

a) tout montant crédité à un assuré de la corporation relativement aux affaires de l'année, soit comme dividende, soit en remboursement de primes ou de dépôts de prime, si le montant a été, pendant l'année ou dans les douze mois qui suivent, payé à l'assuré, appliqué à l'acquittement, en tout ou en partie, d'une obligation pour l'assuré de payer des primes à la corporation ou crédité au compte de l'assuré à des conditions selon lesquelles il a droit au paiement de ce montant avant ou à l'expiration du terme de la police;

b) tout montant approuvé par le ministre à titre de réserves pour les polices.

"6c. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée à toute banque par l'article 6, une déduction peut être accordée pour le montant mis de côté ou en réserve, pour l'année, soit par voie de réduction de la valeur de l'actif, soit par voie d'affectation à une réserve pour éventualité ou à un compte de prévoyance en vue de faire face aux pertes sur prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation dans la valeur de l'actif autre que les immeubles de la banque, ou à toute autre éventualité, et qui, de l'avis du ministre, eu égard à toutes les circonstances, n'excède pas les besoins raisonnables de la banque.

Cependant, lorsque l'ensemble de ces sommes mises de côté ou en réserve excède, de l'avis du ministre, les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances, cet excédant doit être inclus dans le calcul du revenu de la banque.

"6d. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6, une déduction peut être faite de tout revenu net provenant de l'exploitation d'une mine pendant la période de trente-six mois commençant le jour où la mine est entrée en production.

Dans le présent article, le mot "mine" ne comprend pas un puits de pétrole, un puits de gaz, un puits de mine de sel, une carrière de sable, une gravière, une carrière d'argile, une carrière de schiste ou une carrière de pierres autre qu'un dépôt de schiste bitumineux ou de sable bitumineux.

Pour pouvoir se prévaloir du présent article, une compagnie devra se conformer aux prescriptions requises par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil."

Adopté.

5. Que l'article 7 de ladite loi soit modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le montant des dividendes reçus d'une autre compagnie."

6. Que l'article 8 de ladite loi soit modifié en y ajoutant, après le paragraphe *i* du premier alinéa, le suivant:

"j) toute somme déboursée ou dépensée directement ou indirectement dans la mesure où elle peut raisonnablement être considérée comme ayant été déboursée ou dépensée en vue de gagner ou de produire un revenu exempté de taxe décrétée par l'article 6 ou relativement à des biens dont le revenu serait exempté de ladite taxe."

Adopté.

7. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 8, le suivant:

"8a) Nonobstant les dispositions contenues dans le paragraphe *f* du premier alinéa de l'article 8, toute compagnie minière peut, en calculant le montant de ses profits, déduire le montant des droits payés en vertu de la loi des mines de Québec."

Adopté.

8. Que l'article 9 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"9. La taxe prévue par l'article 6 peut être réduite, relativement aux affaires faites en dehors de Québec, de la manière et dans la proportion que déterminent les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire du paragraphe *g* de l'article 32."

Adopté.

9. Que l'article 11 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du septième alinéa, le mot "reçues" par le mot "payables".

Adopté.

10. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions aura son effet depuis le premier janvier 1957.

Adopté.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je constate qu'il y a eu une réimpression du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu réimpression, mais il n'y a pas de changement quant au fond. Nous nous sommes contentés de donner des précisions.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi avoir réimprimé le bill pour des erreurs si minimes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est moi-même qui ai décidé de faire une réimpression. Il n'y a aucun changement dans la substance, mais seulement dans la forme.

On remplace les mots "bureau-chef" par les mots "bureau principal". La taxe est basée sur les affaires faites dans la province de Québec.

À l'article 2, les banques vont payer environ \$400,000 de plus.

À l'article 3, toutes les compagnies vont payer, même les compagnies minières, qui étaient précédemment exemptées de payer. Les compagnies minières vont payer environ \$4,500,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Que devront payer toutes les compagnies?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Environ \$20,000,000.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon,

Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Thériage, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 44 sont, en conséquence, agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 modifiant la loi concernant les corporations et compagnies.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

Le pourcentage de 9 % représente le montant que le gouvernement fédéral accepte de rendre pleinement déductible de l'impôt fédéral. Ainsi, par suite de cette augmentation, aucune société commerciale du Québec n'encouragera la double taxation. Nous aurions pu imposer un taux plus élevé que 9 %; mais il a été décidé de poursuivre les négociations avec le gouvernement fédéral en vue d'obtenir une marge de déduction plus élevée, afin d'épargner la double taxation.

Le consentement du gouvernement fédéral à la déduction de l'impôt de 9 % marque un progrès, et le gouvernement a bon espoir de réaliser d'autres progrès dans le même sens.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Ladouceur, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon,

Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides;
- bill 60 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 51 concernant la loi des produits laitiers, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe du sous-article 26 par ce qui suit:

"À moins d'une entente écrite entre les parties à cet effet, ni l'une ni l'autre ne peut mettre fin à ce contrat présumé ou le modifier, sauf pour des causes déterminées par un règlement de la commission, ou par inexécution d'obligation de l'une ou de l'autre partie, ou avec l'autorisation de la commission, ou du consentement des contractants."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 53 modifiant la loi de la Régie des transports, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 5 comme article 6:

"6. L'article 35 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 41, et remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 18, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans le cas d'une transaction, convention ou contrat se rapportant à la fois à une entreprise de

transport et à d'autres objets, la nullité décrétée par le présent article n'a lieu que pour ce qui concerne l'entreprise de transport."

Et les articles 6, 7, 8, 9 et 10 deviennent articles 7, 8, 9, 10 et 11.

Projets de loi:

Loi des produits laitiers

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 51 concernant la loi des produits laitiers.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la Régie des transports

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 53 modifiant la loi de la Régie des transports.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition libérale votera contre. Le principe de ce bill, à mon sens, c'est de réduire la juridiction de la Cour supérieure en certaines matières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill ne réduit rien. Il ne fait que mettre dans un seul article des amendements éparpillés un peu partout.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi soumise est-elle de nature à influencer les causes pendantes devant les tribunaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, car elle ne change rien. Elle ne fait que réunir les amendements en un seul article.

M. Hamel (Saint-Maurice): En somme, c'est une consolidation des accrocs faits par le gouvernement dans les lois particulières où il minait le principe de la séparation des pouvoirs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pouvoir législatif a le droit de faire des lois. C'est un droit, c'est un pouvoir que nous possédons. Il y a le pouvoir exécutif et il y a ensuite le pouvoir judiciaire qui interprète les lois qui existent. L'article 50 du Code de procédure actuel comporte des choses qui n'existent plus.

Ainsi, il parle de la Cour de circuit qui n'existe plus. Nous avons donc tout simplement clarifié cet article en réunissant tous les amendements.

Les articles du bill sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce bill a pour effet de remédier à une situation qui existe dans la province et qui fait que les procès sont trop longs et privent le demandeur d'un intérêt sur le capital que lui accorde le juge. Il faudrait remédier à cette situation par une autre méthode: en nommant des juges pour que les procès ne traînent pas en longueur. Ce que le gouvernement nous propose, c'est un cataplasme sur une jambe de bois.

On pourrait croire, dit-il, que le système proposé a uniquement pour but d'attendre qu'il y ait un changement à Ottawa, ce qui permettrait au gouvernement de faire nommer des amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis au-dessus des couleurs. Le seul changement que je souhaite à Ottawa, c'est que les gens qui sont là, quels qu'ils soient, voient clair et respectent les droits de la province.

D'autre part, (sur un ton badin) le chef intérimaire de l'opposition souhaite peut-être que le chef de l'opposition officiel, qui est malade, soit nommé juge, ce qui lui permettrait de garder sa place pour quelques années encore. Je ne suis pas pour sacrifier la justice pour garder le chef intérimaire en fonction. La modification proposée a été suggérée par l'honorable juge Léon Lajoie, de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières.

Il rend hommage au juge Lajoie, qui a été son adversaire politique en 1935 et qui est un libéral sincère qui a jugé de faire son devoir et de voir clair, dit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans le district de Trois-Rivières, il n'y avait que deux juges, en 1890, et la situation est restée la même. Depuis ce temps-là, la population a augmenté considérablement. Autrefois, il n'y avait pas d'automobiles, maintenant il y en a.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce fut longtemps après 1890 que le district de Trois-Rivières a eu deux juges. Je crois que c'est vers 1916 ou 1917. Les juges, parfois, et les avocats, souvent, ne font pas tout leur possible pour procéder avec diligence.

Il y avait eu plusieurs demandes de juges de la Cour supérieure, dans plusieurs districts. Nous sommes en période pré-électorale et je crois qu'il vaut mieux attendre. Quand on nomme un nouveau juge, il faut aussi organiser les cours. Il y a, dans les palais de justice, des organismes qui ne devraient pas siéger là, comme la Régie des services publics.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste pour que le gouvernement passe les arrêtés ministériels nécessaires qui permettraient à Ottawa de nommer quatre autres juges. Je ne vois pas, dit-il, pourquoi on retarde. Ce n'est pas Québec qui paie, c'est Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les juges, des fois, et les avocats, souvent, ne font pas tout leur possible pour procéder avec diligence. Il y aurait une amélioration à faire de ce côté, dit-il.

La nomination d'un juge soulève des problèmes considérables. Ce n'est pas Québec qui paie les salaires, mais c'est le gouvernement provincial qui paie les dépenses que cela occasionne, qui doit trouver les locaux, les aménager, payer les sténographes, etc. De plus, nous avons beaucoup de demandes et il faut d'abord établir par où nous commencerons. Il y a un problème d'espace et, dans certains cas, il faudra même construire des palais de justice.

M. Hamel (Saint-Maurice): La nomination d'un juge additionnel n'exigerait qu'une sténographe additionnelle. Le gouvernement prétend-il qu'il y aura des changements à Ottawa après l'élection fédérale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le seul changement que nous voudrions, c'est qu'Ottawa voie clair. Et, je me demande si le chef de l'opposition, dans son insistance, ne fait pas écho à des demandes de MM. Cournoyer⁴ et Lapalme.

M. Hamel (Saint-Maurice): Jamais, ni directement ni indirectement, ni de près ni de loin, les personnes mentionnées par le premier ministre ne m'ont laissé entendre qu'elles avaient des ambitions de ce côté-là. Je suis toujours étonné de constater combien le premier ministre sait un tas de choses que les autres ne savent pas. Il (M. Hamel) met au défi le premier ministre de prouver qu'il soit intervenu personnellement ou par personne interposée pour réclamer une nomination du genre en faveur de M. Lapalme ou de M. Cournoyer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme cela arrive souvent, nous de l'Union nationale sommes mieux renseignés que le chef intérimaire de l'opposition sur ce qui se passe dans son parti. L'une de ces personnes hésite entre le Sénat et la Cour supérieure. L'autre y est fort intéressée. Ils m'ont même dit: "Tâchez donc que le chef de l'opposition ne fasse pas des déclarations qui pourraient nous nuire."

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 relatif à la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je constate qu'au lieu d'aider les contribuables de la Vieille Capitale, on aime mieux les autoriser à s'endetter. Puis, on se promènera dans la province en se vantant d'avoir procuré \$3,000,000 à la commission scolaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Commission des écoles catholiques de Québec était à la veille de la faillite, en 1945, parce qu'elle n'avait pas reçu de subvention des gouvernements libéraux. Nous nous sommes chargés de l'extinction de sa dette qui s'élevait à \$7,000,000; cela a épargné, par la suite, des dépenses annuelles de l'ordre de \$400,000. De plus, nous lui avons octroyé \$3,000,000. Les commissaires nous demandent le droit d'emprunter? Allons-nous refuser? La Commission sait que le gouvernement actuel est le mécène de la province; et à l'inauguration de la cité universitaire, Mgr F. Vandry a même dit du premier ministre qu'il était le second fondateur de l'Université Laval.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Subventions (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le budget parle de subventions spéciales. S'agit-il d'octrois de compensation, accordés en considération de la perte des octrois fédéraux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'aime mieux l'expression "subvention spéciale". Je ne pense pas que Mgr Parent et ceux qui aiment leur province aient de la peine d'avoir refusé de se vendre. Un octroi de compensation signifierait que nous les récompensons de ne pas s'être vendus. Ce n'est pas digne de Mgr Parent ni des autres, j'espère. Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a cité l'autre jour Mgr Parent, de façon à donner l'impression que le recteur de Laval avait critiqué le gouvernement. Mgr Parent est venu me voir pour me dire qu'il n'avait jamais pensé à ça. Nous ne sommes jamais intervenus dans les affaires des universités, sauf quand elles demandent des choses que nous n'avons pas les moyens de leur donner: il faut bien le leur dire.

Il y aura \$500,000 environ pour les subventions spéciales aux collèges classiques et \$2,000,000 environ pour des octrois de construction. On se propose d'aider en particulier à la construction des collèges de Jonquière, de Hull et de Gaspé.

Contrairement à ce qu'on a dit à Ottawa, Sir James Dunn n'a jamais laissé une succession de \$100,000,000. C'est de la bouillie pour les chats. À ma demande, Sir James a déjà donné \$250,000 pour la Faculté des sciences, plus \$10,000 pour des bourses d'études.

Le gouvernement a déjà donné \$2,600,000 pour l'École de médecine, en construction sur le terrain de la cité universitaire. Un autre montant de \$1,500,000 est prévu au budget. Il a été entendu que cette École de médecine s'appellerait le pavillon Mgr Ferdinand-Vandry.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette institution était aux bords de la faillite lors de l'avènement de l'Union nationale au pouvoir. À ce moment, nous avons décidé de lui donner un octroi de \$500,000 et nous avons créé un bureau d'administration. À la suite de l'affaire d'Ottawa, ce montant a été augmenté.

Il note ensuite toute l'importance de l'Institut de microbiologie auquel le gouvernement a donné \$1,950,000. Certaines personnes à l'Université de Montréal ne semblent pas comprendre tout ce que nous avons fait pour cette institution. Pour nous, l'Institut de microbiologie est plus important que les études médiévales ou les études de Pierre Dansereau⁵.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais c'est l'argent du peuple, c'est bon de le dire. Le gouvernement fait bien de la publicité autour de l'aide aux universités, mais, il devrait aussi mentionner que la population du Québec a payé en taxes \$2,750,000,000 durant ces 12 années. On dirait, à entendre le premier ministre, que c'est son propre argent. On fait venir les photographes à chaque fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On n'est pas juste pour M. Saint-Laurent de dire cela, car M. Saint-Laurent se fait photographe partout, en jouant au golf, etc. La photographie que nous aimons, ce sont les œuvres de l'Union nationale. Si nous ne disons pas ce que nous faisons, il ne faudrait pas compter sur l'opposition pour le dire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-neuf mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université of Bishop's College, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je voudrais parler du problème des enfants qui font

leurs devoirs à la maison. Je crois que les écoles sont mieux organisées que les foyers pour faire faire les devoirs. Ainsi, on ne pourra plus demander à l'enfant: qui a fait tes devoirs? Il y a un autre obstacle: la télévision. Je crois que la majorité des députés sont en faveur de cette chose. Ce serait avantageux que les enfants fassent leurs devoirs en classe. Nous rendrions grand service à la population si nous avions au moins trois ou quatre classes par école, où les enfants pourraient rester à l'école pour faire leurs devoirs. Je ne demande pas cela pour les premières années, pour ne pas compliquer la situation. J'espère que le surintendant prendra ma demande en considération.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, le gouvernement a donné \$82,750,000 pour les universités, dont \$27,711,000 à Laval et \$37,502,000 à Montréal. Il a payé également au-delà de \$300,000,000 pour les autres écoles primaires et spécialisées.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Les octrois aux collèges classiques totalisent \$3,600,000 dans le budget de 1957-1958, comparativement à \$1,265,000 dans celui de 1956-1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et, sous l'administration libérale, ils étaient de \$275,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires, de cours de perfectionnement et d'examen (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revue pédagogique et éducationnelles (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de vérification (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 42 concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart Jaune.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié en ajoutant, à la fin du premier paragraphe, les mots " , pendant et après sa réalisation".

Projets de loi:

Élimination de taudis à Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet

d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal.

L'amendement est lu.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 52 modifiant la loi des véhicules automobiles, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "et à la négligence du conducteur de ce véhicule" par les mots:

"ou à la négligence de celui en faveur de qui ce consentement a été donné."

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "sa faute et à sa négligence" par les mots:

"la faute ou à la négligence du détenteur de cette licence ou de ce permis."

3. L'article 7 est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe b, ce qui suit:

"L'arrêt ou la diminution de vitesse peuvent aussi être indiqués par des signaux donnés au moyen de lumières ou d'appareils lumineux adaptés à cette fin à l'arrière du véhicule et approuvés par le sous-ministre des Transports et des Communications."

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Projets de loi:****Oceanic Iron Ore
(Quebec) Ltd.**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi sert à faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concerne l'Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited. Il s'agit d'un développement minier important dans le Nouveau-Québec. Une compagnie, incorporée en vertu des lois de notre province, a obtenu un permis de recherches sur une étendue de 119 milles carrés. Il s'agit de minerai de fer à teneur moins riche qu'ailleurs. Il s'agit de faciliter la mise en valeur de ces développements, aux conditions mentionnées dans la loi. Il faudra une usine de traitement de ce minerai, ce qui entraînera une dépense capitale de \$100,000,000 assurant ainsi un développement avantageux pour la province de Québec. La compagnie sera tenue de faire rapport au gouvernement et de payer ses taxes comme les autres compagnies. Je donnerai, en comité, des explications sur les articles du projet de loi.

M. Hamel (Saint-Maurice) se déclare surpris que le gouvernement amène une loi de cette importance à la dernière minute de cette session. Il s'agit d'une des lois les plus importantes qui nous aient été présentées jusqu'ici, dit-il, puisqu'elle a pour but de faire une nouvelle concession de nos richesses naturelles qui doivent, avant tout, servir à s'assurer l'avenir de nos jeunes gens en leur fournissant un marché stable du travail dans notre province, de façon à les protéger contre le chômage. C'est le premier but à atteindre dans une loi de ce genre.

C'est ainsi que les gouvernements antérieurs l'ont compris, ce problème de la concession de nos richesses naturelles. Ils ont pu par moments commettre des erreurs, mais on doit admettre que, dans les concessions de nos forêts et de nos ressources hydrauliques, ils ont tenu compte de l'avenir en exigeant des concessionnaires la

construction d'usines qui ont été à la base de la grande industrie du papier qui fait la fortune de notre province là où elle est établie. Cette politique est à la base de la construction de villes Baie-Comeau, La Tuque, Grand'Mère, Shawinigan Falls, Windsor Mills, Chandler, etc.

C'est aussi à cette vision des anciens gouvernements que l'on doit l'interdiction d'exporter notre électricité et l'établissement de la Compagnie Aluminium ici. L'histoire prouve que les pays qui ont laissé partir leurs richesses naturelles sans les ouvrir sur place sont devenus des pays pauvres. Les matières premières doivent être traitées ici. Cette richesse appartient aussi à la population du Québec et doit rapporter un revenu décent.

La deuxième condition à considérer par le gouvernement, en plus d'assurer du travail, est d'assurer des revenus à la province, eu égard aux circonstances. Il (M. Hamel) tente alors de parler des conditions des concessions faites à l'Iron Ore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'y objecte parce que cela ne relève pas du débat en cours.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi en discussion ne respecte pas les deux principes fondamentaux qui doivent être à la base des concessions de nos richesses naturelles: premièrement qui est d'assurer du travail pour l'avenir; deuxièmement qui est de procurer à la province des revenus en rapport avec l'importance de la concession.

Le gouvernement de l'Alberta a mieux compris son devoir que celui du Québec, car il retire une somme de \$50,000,000 par année de ses concessions de puits d'huile. Dans Québec, plus le gouvernement concède nos richesses minières, plus le revenu du département des Mines diminue. Cette année ce revenu a diminué de \$1,000,000 comparativement à l'an dernier.

Est-il possible d'établir ici une industrie sidérurgique comme l'ont préconisé déjà les docteurs Potvin et Cholette, deux savants de Laval? L'opinion publique, dans toutes les sphères de la société, est favorable à cet établissement d'une industrie sidérurgique. C'est l'opinion exprimée déjà par M. Drew, par Mgr Labrie, et par plusieurs autres personnalités.

Si on ne prend pas garde, les avenues du travail seront fermées à nos jeunes, à cause du manque de vision du gouvernement. Il (M. Hamel) s'oppose à la longueur du permis établie à 90 ans. Les libéraux voteront contre la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il entend exercer son droit de réplique en tant que celui qui a présenté le bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de la prétention de l'honorable premier ministre, alléguant que le bill étant au nom de l'honorable ministre des Mines, c'est ce dernier seul qui a le droit de réplique.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre et de règlement du chef de l'opposition alléguant que le bill étant au nom de l'honorable ministre des Mines, c'est ce dernier seul qui a le droit de réplique, et permet au premier ministre de continuer.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, 47.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Nouveau-Québec a une étendue de 311,000 milles carrés. Jusqu'en 1946, il n'y avait personne sur ce territoire. Il n'y avait pas de travail ni de revenus pour personne. La loi actuelle ne permet d'explorer que 119 milles carrés, ce qui équivaut à deux millièmes de la superficie totale, et elle permet à une compagnie de dépenser au moins \$100,000,000 à bâtir une usine de traitement, des maisons, des services publics, un chemin de fer, etc.

Le premier ministre accuse le chef de l'opposition de s'inspirer de la politique des anciens

régimes libéraux, alors que les pouvoirs d'eau, dit-il, étaient vendus pour des prix ridicules, que les forêts étaient sacrifiées pour une chanson, que de vastes réserves forestières étaient données en cadeau aux compagnies qui construisaient des chemins de fer, et que ces forêts devenaient des "freeholds" sur lesquels on pouvait couper du bois pour l'exporter aux États-Unis.

Sous les anciens régimes, quand une compagnie faisait un barrage, elle inondait les terrains environnants et la province ne retirait pas un sou de ces exploitations. Sous l'Union nationale, il ne se donne plus de forêts pour la construction de chemins de fer. Le Québec a perdu des millions à cause de cette politique.

Le chef de l'opposition a parlé de Baie-Comeau. L'Ontario Paper a obtenu des limites du gouvernement Taschereau. Elle devait payer \$2.85 du mille pieds. Mais, à la veille des élections, elle a bénéficié de remises. Nous, nous l'avons forcée à déboursier un quart de million de dollars. Le chef de l'opposition a aussi parlé de Chandler. Il faut avoir beaucoup d'audace pour aborder un tel sujet quand on est dans l'opposition. Quand nous avons pris le pouvoir, les moulins avaient fermé leurs portes et les corporations municipales et scolaires étaient dans des conditions très difficiles.

Nous avons rouvert les moulins de Chandler et nous avons fait régner la prospérité dans un endroit aux portes de la banqueroute. Le chef de l'opposition a également parlé des nationalistes. Il oublie les mérites des nationalistes pour les donner aux libéraux. La construction des moulins à papier est devenue possible quand le père du président de la Chambre, Sir Mathias Tellier, et M. Bourassa ont fait imposer un embargo.

La présente loi est une des plus progressives jamais passées. C'est une loi qui va contribuer au progrès de la province et de sa population. Le chef de l'opposition a parlé des développements pétroliers en Alberta. Il ne semble pas se rendre compte de l'énorme différence qui existe entre les difficultés de développement de puits d'huile et de gisements de fer. Il est relativement facile d'exploiter un puits d'huile, mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un gisement de fer.

Lorsque nous étudierons cette loi article par article, nous en verrons tous les mérites, et nous constaterons qu'elle sera une source de placements énormes et d'emplois rémunérateurs. Le chef de l'opposition s'inspire de M. Drew. L'Union nationale ne s'inspire que des intérêts du Québec. Ici, ce n'est pas Ottawa qui mène, mais Québec.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 62 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier le bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels sont les intérêts qui contrôlent Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): C'est Rio Tinto de Londres dont 80 % des actionnaires sont des Français. Il (l'honorable M. Cottingham) note que cette compagnie construira une usine d'enrichissement de minerai. En moyenne, le minerai extrait aura une teneur de 32 %. Avant de l'expédier, on augmentera cette teneur à 67 %.

Plus loin, à l'article 9, qui stipule que tout traitement, usinage ou enrichissement requis avant l'expédition du minerai devra être fait dans le Québec, il ajoute que la compagnie emploiera environ 2,500 personnes et qu'elle dépensera au bas mot \$100,000,000.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions mentionnées à la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit autorisé à émettre au nom de la Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de trente ans à compter de la date de son émission et se rapportant à un territoire de cent dix-neuf milles carrés décrit dans l'annexe de ladite loi.

Adopté.

2. Que la compagnie paiera à la couronne, aux droits de la province de Québec, sur les profits annuels provenant de l'exploitation minière en question, les droits imposés par la section III de la loi des mines de Québec et par les amendements qui pourront y être apportés.

Adopté.

3. Que, en outre, la compagnie paiera le montant le plus élevé provenant des deux sources ci-après:

a) avant le début de chaque période consécutive de douze mois commençant à la date de

l'émission du permis d'exploitation, une rente minimum de six cent quarante dollars pour chaque mille carré de superficie des blocs couverts par ledit permis;

b) une somme représentant un pour cent de la valeur marchande du minerai ou du concentré produit à la suite de tout traitement du minerai. Cette valeur sera déterminée définitivement par le lieutenant-gouverneur en conseil et calculée au point d'expédition du minerai ou du concentré une fois sorti du territoire du Nouveau-Québec.

La rente annuelle ci-dessus mentionnée sera payable chaque année au temps et de la manière déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

4. Que, à la condition que la compagnie se soit conformée à toutes ses obligations et qu'elle ait donné au ministre des Mines l'avis préalable par lui déterminé, la compagnie aura droit à trois autres renouvellements consécutifs de permis pour une période de vingt ans chacun.

Adopté.

5. Que, sujet aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pendant qu'elle détiendra ledit permis d'exploitation ou exercera les droits que lui confère le bail visé par ladite loi et pendant la période de renouvellement desdits permis et bail, la compagnie sera investie de tous les droits et prérogatives et sera assujettie à toutes les obligations du propriétaire d'une concession minière, au même degré et avec le même effet que si le ou les terrains en question avaient été l'objet d'une concession minière en vertu des dispositions de la loi des mines de Québec et des modifications qui pourront y être apportées.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter toutes les autres conditions ou obligations, non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il jugera conformes aux intérêts de la province.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 62 sont, en conséquence, agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les mots suivants:

"cette Chambre refuse de voter le bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Québec) Limited, parce qu'il ne protège pas les intérêts économiques de la province et ne garantit pas l'établissement d'une industrie sidérurgique alimentée par les mines concédées."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 12.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 62 est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) Nous voulons que cela soit clair: nous sommes contre le bill; contre en deuxième lecture, contre les résolutions, contre en troisième lecture, et pour l'amendement.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Atlantic Iron Ores Ltd.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 pour

faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je comprends que ce sont les mêmes principes qui sont en jeu. Je n'ai pas confiance de convertir au bon sens ni le premier ministre ni aucun député de l'autre côté de la Chambre. Même vote en deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 63 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions mentionnées dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit autorisé à émettre au nom de l'Atlantic Iron Ores Limited un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de trente ans à compter de la date de son émission et se rapportant à un territoire de cent trente-six milles carrés décrit dans l'annexe de ladite loi.

Adopté.

2. Que la compagnie paiera à la couronne, aux droits de la province de Québec, sur les profits annuels provenant de l'exploitation minière en question, les droits imposés par la section III de la loi des mines de Québec et par les amendements qui pourront y être apportés.

Adopté.

3. Que, en outre, la compagnie paiera le montant le plus élevé provenant des deux sources ci-après:

a) avant le début de chaque période consécutive de douze mois commençant à la date de l'émission du permis d'exploitation, une rente minimum de six cent quarante dollars pour chaque mille carré de superficie des blocs ouverts par ledit permis;

b) une somme représentant un pour cent de la valeur marchande du minerai ou du concentré produit à la suite de tout traitement du minerai. Cette valeur sera déterminée définitivement par le lieutenant-gouverneur en conseil et calculée au point d'expédition du minerai ou du concentré une fois sorti du territoire du Nouveau-Québec.

La rente annuelle ci-dessus mentionnée sera payable chaque année au temps et de la manière déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

4. Que, à la condition que la compagnie se soit conformée à toutes ses obligations et qu'elle ait

donné au ministre des Mines l'avis préalable par lui déterminé, la compagnie aura droit à trois autres renouvellements consécutifs de permis pour une période de vingt ans chacun.

Adopté.

5. Que, sujet aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pendant qu'elle détiendra ledit permis d'exploitation ou exercera les droits que lui confère le bail visé par ladite loi et pendant la période de renouvellement desdits permis et bail, la compagnie sera investie de tous les droits et prérogatives et sera assujettie à toutes les obligations du propriétaire d'une concession minière, au même degré et avec le même effet que si le ou les terrains en question avaient été l'objet d'une concession minière en vertu des dispositions de la loi des mines de Québec et des modifications qui pourront y être apportées.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter toutes les autres conditions ou obligations non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions et qu'il jugera conformes aux intérêts de la province.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 63 sont, en conséquence, agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Levesque), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre refuse de voter le bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited, parce qu'il ne protège pas les intérêts économiques de la province et ne garantit pas l'établissement d'une industrie sidérurgique alimentée par les mines concédées."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 12.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval),

Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 63 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Communications entre Saguenay et Charlevoix

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce navire pourra transporter entre 1,500 et 1,800 automobiles par jour. Un nouveau quai sera construit par le gouvernement fédéral, sur la rive ouest du Saguenay. Le gouvernement provincial construira la route pour conduire à ce nouveau quai. Grâce à ce nouvel emplacement et au navire plus gros qui sera construit par la compagnie, le trajet entre les deux rives pourra se faire en sept minutes. Actuellement, la traversée dure de 20 à 25 minutes. De plus, il sera plus facile de lutter contre les glaces que le vent du nord-est accumule parfois à l'embouchure du Saguenay et qui, parfois, interrompent le service pendant un jour ou deux, au plus fort de la saison froide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'expansion est tellement considérable sur la Côte-Nord que le service actuel ne répond plus aux besoins. La compagnie reçoit déjà du gouvernement un subside de \$48,000 par année. Ce montant ne sera pas augmenté.

Mais on prendra là-dessus \$30,000 par année pour aider au financement du navire qui devra être mis en service au plus tard en mai 1958. Les taux devront être approuvés par la Régie des services publics.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) remercie le gouvernement de cette initiative qui va beaucoup améliorer les communications de la Côte-Nord.

M. Hamel (Saint-Maurice) exprime la crainte que ce projet ne cause beaucoup de désappointement. Ce que les gens voulaient, dit-il, c'était un pont sur le Saguenay. Je comprends qu'avec le gouvernement actuel, il faudra se contenter de l'amélioration de la traverse.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): On a étudié la possibilité de construire un pont. Mais le coût en serait prohibitif dans les circonstances présentes. Il y a cinq ans, on parlait de \$25,000,000 à \$30,000,000; au prix d'aujourd'hui, ce serait peut-être \$50,000,000.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comté étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a

pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose: 1. Que le gouvernement de la province, à même les subsides qu'il accorde actuellement à La Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay limitée, soit autorisé à lui payer pendant une période de dix années à compter du 1^{er} avril 1958 un subside annuel de trente mille dollars, payable le 30 juin de chaque année, pour maintenir en opération, pendant la période annuelle de navigation, un service de transport de voyageurs, de marchandises et d'automobiles entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine ou les environs immédiats, et que le paiement de cet octroi sera subordonné à l'accomplissement des conditions imposées dans la loi qui accompagne les présentes résolutions et des autres conditions non inconciliables que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter et qui feront partie de ladite loi.

Adopté.

2. Que le subside prévu à la résolution 1 sera payé, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 64 sont agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 64 sans l'amender.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1957-1958 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 19 février courant sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1958, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$267,597,060.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Loi des subsides No 2, 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Les Comptes publics 1958* font référence à des crédits octroyés aux collèges classiques. Cependant, dans le procès-verbal de la séance, il n'est jamais fait mention qu'un tel crédit a été proposé. Nous reproduisons ici les débats associés à cet item, sans toutefois faire mention des montants spécifiques et de son adoption par la Chambre.

2. Selon *La Patrie* du 21 février 1957, à la page 12: "Une rumeur a circulé, hier soir, qu'un groupe d'étudiants de Québec devait faire son entrée dans les galeries de l'Assemblée législative et faire du tapage. Il y avait quelques policiers dissimulés aux principales entrées et certains étudiants ou soi-disant étudiants se sont vus même refuser l'entrée à l'intérieur de l'édifice. D'autres n'ont pu pénétrer

dans la galerie, et quant aux autres qui ont assisté aux débats, ils ont été sages comme des images. Leur présence n'a pas été remarquée." Selon *Le Nouvelliste* de la même journée, à la page 5: "Un des manifestants a laissé tomber, dans un escalier, un récipient contenant de l'acide sulfhydrique qui a immédiatement répandu, dans le parlement, son odeur caractéristique d'œufs pourris. Cet incident a fait si peu de bruit que plusieurs des spectateurs installés dans les galeries n'en ont même pas eu connaissance."

3. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1957: "Le premier ministre faisait allusion aux convictions libérales de M. Kirkland."

4. Selon *La Presse* du 21 février 1957, à la page 45, M. Courmoyer est un ancien député libéral provincial du comté de Richelieu.

5. Pierre Dansereau (1911-) est écologiste, botaniste, géographe. Il travaille au Jardin botanique de Montréal de 1939 à 1950. Il a enseigné à l'Université du Michigan avant de devenir, en 1955, doyen de la Faculté des sciences à l'Université de Montréal. De 1961 à 1968, il est professeur de botanique et de géographie à l'Université de Colombia et directeur adjoint du New York Botanical Garden pendant la même période. Plusieurs publications lui confèrent une réputation internationale telles que: *Biogeography, an Ecological Perspective* (1957). M. Dansereau devient compagnon de l'Ordre du Canada en 1975 et il reçoit également l'Ordre national du Québec en 1985. (Donald J. C. Phillipson, "Dansereau, Pierre", *L'encyclopédie Canada 2000*, Montréal, Édition Stanké, 1999, à la page 689.)

Première séance du jeudi 21 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Régie provinciale
de l'électricité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité. Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté.

Demande de consigner au procès-verbal
le refus de répondre à une question écrite

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier article à l'ordre du jour est une question du député de Hull (M. Parent). Le gouvernement n'a pas répondu à la question du député qui voulait, en détail, les montants payés en frais médicaux ou d'hospitalisation du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1956. Cette question est au *Feuilleton* depuis deux mois et demi¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne des raisons pour ne pas répondre à la question qui apparaît comme item 1 au *Feuilleton* de la présente séance. Le gouvernement ne peut se rendre à la demande de l'opposition. J'ai consulté M. le Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé, un homme qui n'est pas partisan, et il m'a déclaré que la question n'était pas raisonnable. Pour y répondre, il faudrait mobiliser pendant des semaines une partie importante du personnel du ministère de la Santé. On comprendra que la tâche de cataloguer les dépenses

de l'assistance publique, dans chaque comté, exigerait de nombreux déplacements et des dépenses considérables. D'après les auteurs de droit parlementaire, Bourinot, Beauchesne et autres, le gouvernement n'est pas justifiable de répondre à une telle question.

À cause de cela, le gouvernement ne se croit pas tenu de répondre à cette question. J'ai cependant accepté de donner des réponses à trois autres motions de l'opposition qui réclament moins de travail et de recherches.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande que le refus du premier ministre soit inscrit au procès-verbal.

M. l'Orateur: En vertu de l'article 686 des règlements de la Chambre, un ministre peut refuser de répondre à une question, sans donner de raison et le refus d'un ministre de répondre à une question ne peut être discuté ni sur une question de privilège, ni sur une motion d'ajournement de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux consulter des auteurs de droit parlementaire. Je demande que la motion du chef de l'opposition soit prise en délibéré.

M. l'Orateur réserve sa décision, l'honorable premier ministre ayant déclaré désirer citer des autorités concernant le sujet.

Projets de loi:

Distribution du gaz naturel
dans Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au premier ministre d'expliquer le but et la portée du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Hydro-Québec, qui a pour fins la production et la vente de l'électricité, a, par la force des choses, lors

de l'expropriation des actifs de la Montreal Light, Heat & Power, acquis un système de distribution de gaz. En acquérant ce système, l'Hydro devenait un actionnaire important des compagnies Montreal Coke & Manufacturing Co., qui fabrique du gaz artificiel, et Keystone Transports Limited, qui transporte le coke nécessaire à la fabrication de ce gaz.

L'Hydro, à cause des développements hydroélectriques gigantesques qui se poursuivent dans la province, doit s'occuper exclusivement d'électricité. C'est pourquoi elle a décidé de se départir de son système de distribution de gaz.

Par ailleurs, il y a une tendance à se servir de l'électricité pour le chauffage, et ceci n'est pas recommandable parce que cela prend une grande quantité d'électricité et prive d'autant l'industrie qui a besoin d'un potentiel élevé d'électricité. Il (l'honorable M. Duplessis) accueille toutefois avec plaisir l'utilisation prochaine du gaz naturel pour le chauffage et autres usages domestiques.

Le bill a donc pour but de permettre à l'Hydro de vendre à la Corporation de gaz naturel du Québec son système de distribution de gaz et les actions qu'elle possède dans les deux compagnies connexes. En vertu d'une option qui expire le 1^{er} mars, cette compagnie peut acheter le système de gaz et les parts de l'Hydro-Québec dans la Montreal Coke & Manufacturing Company et la Keystone Transports Limited.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce bill vient à la fin de la session et, pourtant, il s'agit d'une question de première importance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à remettre l'étude de ce bill à la semaine prochaine si l'opposition n'est pas prête à le discuter.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas d'objection à le discuter immédiatement, mais j'attire quand même l'attention de cette Chambre sur le fait que ce bill nous est soumis à la dernière minute. Pourtant, cette question de vente n'est pas chose nouvelle. On en parlait il y a quelques mois, on en parlait il y a même un an passé. Pourquoi a-t-on attendu à la dernière journée de la session pour nous soumettre ce projet de loi?

Il (M. Hyde) cite alors plusieurs journaux et prospectus de l'Hydro-Québec pour démontrer qu'il est question de la vente du système de gaz depuis longtemps.

Si l'Hydro a accordé une option, dit-il, c'est qu'elle se croyait autorisée à vendre. La Chambre aurait dû être saisie de cette même question au moins à ce moment-là. Aujourd'hui, on nous met devant un fait accompli.

Dans un prospectus de l'Hydro-Québec à la Securities and Exchange Commission des États-Unis, il est dit que l'Hydro se propose de vendre son système de distribution de gaz pour la somme de \$30,000,000. D'autre part, dans une brochure publiée plus tard par Trans-Canada PipeLines Limited, qui s'est engagée à distribuer le gaz naturel à Montréal et ailleurs dans le Québec, on a annoncé que la compagnie acheteuse paierait \$35,000,000. Pourquoi y a-t-il une différence de \$5,000,000 dans les deux documents? Où ira le \$5,000,000 de différence?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas avec des insinuations déplacées, injustes, que le député va acquérir la réputation d'être un homme gentil. Chaque fois que l'opposition a dit qu'elle n'était pas prête à discuter un projet de loi, nous l'avons remis.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas dit que nous n'étions pas prêts, j'ai critiqué le "timing".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est illogique. Si l'opposition n'est pas prête, je le répète, je suis prêt à remettre l'étude du bill à la semaine prochaine.

Le député a dit avec gentillesse que le mémoire de l'Hydro à la Securities and Exchange parle d'une vente à \$30,000,000 et qu'aujourd'hui, l'on parle d'une vente à \$35,000,000. Il s'inquiète de la différence. C'est parce que nous voulons que le système soit payé en entier. Il y a eu des améliorations de \$5,000,000 depuis la mention du \$30,000,000. Nous ne voulons pas que ce soit la province qui paie pour ces améliorations.

D'autre part, tout homme d'affaires sait que ce n'est pas en laissant entendre qu'on est obligé de vendre que l'on obtient un bon prix. Au contraire, il faut laisser entendre que l'on ne veut pas vendre. Il y a eu des offres de faites. Les acheteurs tâtaient le terrain. Quand l'Hydro a trouvé son prix, elle nous a avertis. C'est alors que nous avons présenté le projet de loi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 58².

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 13³.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 68 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. le président: Le comité étudie le bill article par article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le temps de poser des questions sur le prix et les conditions de vente.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous en savons suffisamment!

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 33 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), modifié par l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 30, soit de nouveau modifié,

a) en ajoutant, après le paragraphe 1 du premier alinéa, le suivant:

"2. vendre son système de distribution de gaz manufacturé, avec les terrains, constructions, ouvrages, servitudes et autres biens et droits s'y rattachant, et consentir, comme actionnaire de Montreal Coke & Manufacturing Company et de Keystone Transports Limited, à la vente des actifs respectifs de ces compagnies;"

b) en numérotant comme "3" le paragraphe actuel "2" dudit alinéa.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 68 est, en conséquence, agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gaspé (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 68 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions inscrites au Feuilleton

M. Hamel (Saint-Maurice): Il reste à l'ordre du jour plusieurs questions qui n'ont pas encore reçu de réponse, ainsi qu'un certain nombre de motions de députés dont la Chambre n'a pas encore disposé. Est-ce que le gouvernement va fournir des réponses aux questions et appeler les motions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ajournement à trois heures!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il me semble que le premier ministre pourrait au moins répondre à ma question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà dit que nous avons répondu à toutes les questions raisonnables. Nous avons produit des masses de documents à la demande de l'opposition. Actuellement, ce sont les affaires du gouvernement qui ont préséance sur celles des députés.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 21 février 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:**Indemnités parlementaires
spéciales**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu que le chef parlementaire de l'opposition et député du district électoral de Montréal-Outremont à l'Assemblée législative, M. Georges-É. Lapalme, a été empêché d'occuper son siège à la présente session par suite de maladie⁴;

Attendu que le député du district électoral de Vaudreuil-Soulanges à l'Assemblée législative, M. J.-É. Jeannotte, est décédé récemment après avoir rempli fidèlement ses devoirs parlementaires durant la plus grande partie de la session;

Attendu que le député du district électoral de Mégantic à l'Assemblée législative et ministre d'État, l'honorable M. Tancred Labbé, est décédé dans le cours de la présente session après avoir rempli fidèlement ses devoirs parlementaires durant une partie importante de la session;

Cette Chambre recommande:

I) Que l'indemnité parlementaire relativement à la présente session soit payée à M. Georges-É. Lapalme;

II) Que la balance de l'indemnité parlementaire payable pour la présente session soit payée à la veuve dudit M. J. -É. Jeannotte;

III) Que la balance de l'indemnité parlementaire payable pour la présente session soit payée à la veuve de l'honorable M. Tancred Labbé.

La motion est adoptée.

Projets de loi:**Charte
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que le bill 249 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières n'ayant pu être présenté dans les délais prévus par le Règlement pour des causes indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose que le bill 255 modifiant la loi concernant la Commission des écoles

catholiques de Trois-Rivières n'ayant pu être présenté dans les délais prévus par le Règlement pour des causes indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

21 février 1957

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 30 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi concernant les corporations et compagnies;
- bill 61 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 62 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited;
- bill 63 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited;
- bill 64 facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix;
- bill 66 modifiant le Code civil;
- bill 67 relatif à la Commission des écoles catholiques de Québec.

Projets de loi:**Régie provinciale
de l'électricité**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la

Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit d'un transfert de pouvoirs entre la Régie de l'électricité et la Régie des services publics. Il (M. Hamel) s'en dit étonné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Régie de l'électricité est plus à même que la Régie des services publics de réglementer la vente et la distribution du gaz.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que les dépenses occasionnées à la Régie provinciale de l'électricité par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter des tarifs d'honoraires et de droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures dites devant elle en vertu de ladite loi et que, dès qu'ils sont perçus, ces honoraires et ces droits seront transmis au ministre des Finances de la province pour être versés au fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 65 sont agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement.

**Motions inscrites
au *Feuilleton***

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention sur le grand nombre de motions inscrites par les députés à l'ordre du jour pendant la session et auxquelles le gouvernement n'a pas répondu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est impossible de répondre à toutes les exigences et demandes de la motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on appelle la motion portant le no 6 au *Feuilleton* de la présente séance⁵.

C'est une question de justice pour les députés qui ont demandé les renseignements. Qu'on y réponde. Le gouvernement devrait au moins dire qu'il accepte ou refuse de répondre. Il devrait avoir ce courage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand il s'agira de question de courage, le gouvernement ne s'inspirera pas de l'opposition. Le chef intérimaire de l'opposition a réclamé le rapport original de la commission Tremblay, mais c'est ce rapport qui a été rendu public. Une motion du député de Hull réclame des renseignements sur les noms, adresses des employés du gouvernement qui travaillent régulièrement dans le comté de Hull. Mais il est impossible de fournir une réponse, parce que la question est mal posée. Elle a une trop grande portée. Trop d'employés du gouvernement, inspecteurs et agents des différents ministères, passent par Hull dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre peut avoir son opinion à ce sujet. Seulement, l'opposition a posé la question parce que nous prétendons avoir besoin des renseignements. Si le gouvernement ne veut pas nous les donner, que l'on vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question ne dit même pas s'il s'agit des employés qui résident dans le comté de Hull.

M. Hamel (Saint-Maurice): Que l'on vote!

Décisions de l'Orateur:

Demandes de documents

M. l'Orateur, se basant sur la jurisprudence qu'il a examinée à ce sujet et aussi sur les dispositions de l'article 686 du Règlement de la Chambre, décide que la demande du chef intérimaire de l'opposition est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cet article se rapporte aux questions, non aux motions.

M. l'Orateur persiste dans sa décision. Le chef intérimaire de l'opposition est hors d'ordre, dit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 56.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Demandes de documents:

**Concessions minières
dans le Nouveau-Québec**

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 15 février 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec.

Adopté.

Permis de la Commission des liqueurs

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms et adresses des établissements auxquels la Commissions des liqueurs de Québec a émis un permis pour la vente de liqueurs alcooliques ou de bière, en 1956, dans les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac et Papineau.

Adopté.

Pont sur la rivière Ottawa

M. Parent (Hull) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents et de toute correspondance, depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 21 janvier 1957, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, relativement au projet de construction d'un nouveau pont entre Hull et Ottawa sur la rivière Ottawa.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 68 relatif à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 65 concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

37 Loi autorisant la construction d'une autoroute Montréal-Laurentides;

39 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

40 Loi concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la Commission des allocations sociales de Québec;

42 Loi concernant le développement minier et la location d'une partie des forces hydrauliques sur la rivière Hart-Jaune;

44 Loi modifiant la loi concernant les corporations et compagnies;

46 Loi modifiant la loi concernant les valeurs mobilières;

47 Loi concernant les inspecteurs des bureaux d'enregistrement;

48 Loi modifiant la loi des cités et villes;

49 Loi concernant les membres de la Législature;

50 Loi concernant l'hôpital Saint-Michel-Archange;

51 Loi concernant la loi des produits laitiers;

52 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

53 Loi modifiant la loi de la Régie des transports;

54 Loi modifiant la loi des mines de Québec;

55 Loi concernant la municipalité du village de Sutton, dans le comté de Brome;

56 Loi concernant la preuve photographique de certains documents;

57 Loi modifiant la loi de l'exécutif et concernant le greffier du Conseil exécutif;

58 Loi facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal;

59 Loi concernant l'hôpital Notre-Dame;

60 Loi modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec;

61 Loi modifiant le Code de procédure civile;

62 Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited;

63 Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ores Limited;

64 Loi facilitant les communications entre les comtés de Saguenay et de Charlevoix;

65 Loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité;

66 Loi modifiant le Code civil;

67 Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Québec;

68 Loi relative à la distribution du gaz naturel dans la cité et la région métropolitaine de Montréal;

95 Loi concernant la ville d'Acton Vale;

104 Loi modifiant la charte de la ville de Donnacona;

136 Loi concernant Samuel Solnik De Abravanel;

137 Loi concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin;

140 Loi concernant la succession de feu Thomas F. Davidson;

145 Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Greenfield Park et modifiant sa charte;

150 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne-de-Varennnes;

153 Loi annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne à la ville de Terrebonne;

154 Loi modifiant la charte de la ville de Sept-Îles;

164 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;

167 Loi refondant la charte de la cité de Lévis;

168 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;

171 Loi modifiant la charte de la cité de Dorval;

177 Loi modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies;

180 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul;

181 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;

182 Loi modifiant la charte de la ville de Tracy;

185 Loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;

197 Loi validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennnes;

202 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

203 Loi constituant en corporation la ville de Fabreville;

205 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

210 Loi modifiant la charte de la cité de Beauharnois;

213 Loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;

217 Loi modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau;

219 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

223 Loi concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

226 Loi modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est;

236 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;

239 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

240 Loi modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

241 Loi refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie;

244 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

245 Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau et concernant la Commission scolaire catholique Saint-Jean Vianney de Gatineau;

247 Loi concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis alias Demetre, à un certain immeuble;

248 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien;

249 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

251 Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson;

252 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Ballon Nevard à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

253 Loi concernant la succession de feu Charles Raymond;

254 Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

255 Loi modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;

256 Loi exemptant de taxes municipales et scolaires les immeubles employés dans la municipalité de Grand'Mère, pour fins de recherches scientifiques.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

30 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la vingt-cinquième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Aujourd'hui se termine la première session de la vingt-cinquième législature au cours de laquelle a

été adoptée une législation abondante et féconde et qui se rapporte aux multiples domaines de l'administration provinciale. Une fois de plus, le gouvernement a manifesté son irrévocable volonté de sauvegarder les droits, libertés et prérogatives de notre province, conformément au mandat que lui a confié le peuple de la province, tout en coopérant, sur des bases justes et constitutionnelles, à la prospérité du pays.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir accordé les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant aujourd'hui la session de la Législature, je prie le bon Dieu de combler de ses dons les meilleurs notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et solidement établie sur les enseignements du Christ.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*⁶.

La séance est levée.

NOTES

1. La question au *Feuilleton* est la suivante:

4 décembre. - M. Parent: -

Quel montant a été payé pour des frais médicaux ou d'hospitalisation du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1956, en vertu de l'article 37 de la loi de l'assistance publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 187), dans chacune des cités de Montréal et de Québec, et dans chaque district électoral en dehors de ces deux cités?

2. La deuxième lecture est plutôt votée par 57 voix contre 13, selon *L'Action catholique* du 22 février 1957, à la page 13.

3. *La Patrie* du 22 février 1957, à la page 12, rapporte que MM. Ross et Rochon ne se sont pas présentés pour le vote. Ceci vient en contradiction avec ce qui est rapporté dans les *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, vol. XCII, 1956-1957. Ce document fait état de la présence des deux députés en question.

4. Le chef de l'opposition reçoit \$17,000 annuellement, y compris son indemnité parlementaire et le montant qui lui est alloué comme député. À ce sujet, voir *L'Événement* du 22 février 1957, à la page 1.

5. La motion no 6 au *Feuilleton* de la séance de l'après-midi du 21 février 1957 se lit comme suit:

17 janvier. - M. Parent. - Ordre de la Chambre:

Qu'il soit produit sur le bureau de cette Chambre:

Une liste des noms, prénoms et adresse des employés des départements et organismes provinciaux ci-après énumérés qui exécutent un travail régulier dans le comté de Hull, en indiquant en regard de chaque nom la fonction particulière de chaque employé ainsi que le montant de son salaire annuel et de son allocation pour dépenses, s'il en est:

- a) ministère des Finances;
- b) ministère des Terres et Forêts;
- c) ministère de la Santé;
- d) ministère de la Colonisation;
- e) ministère de l'Agriculture;
- f) ministère du Travail;
- g) ministère de la Chasse et de la Pêche;
- h) ministère des Travaux publics;
- i) ministère du Bien-être social et de la Jeunesse;
- j) ministère de l'Industrie et du Commerce;
- k) ministère des Mines;
- l) Régie des loyers;
- m) Département du procureur général, à l'exception des détectives et indicateurs de police;
- n) Commission des liqueurs, à l'exception des détectives et indicateurs de police.

6. Le discours du trône a été prononcé à 4 h 45 et la cérémonie s'est déroulée dans la Chambre rouge. Ces faits sont rapportés dans *Le Nouvelliste* du 22 février 1957, à la page 1, et *Le Soleil* du 22 février 1957, à la page 3.

